



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

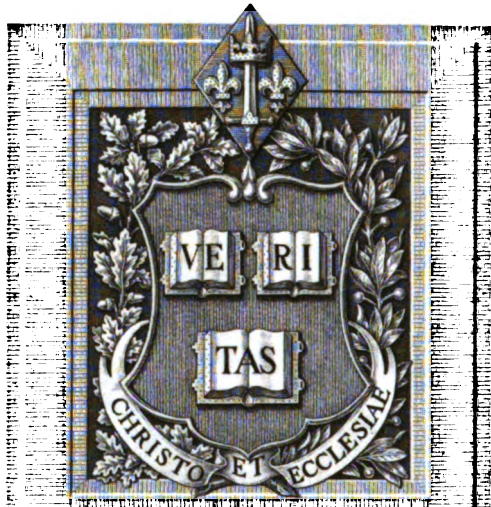
Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



Bulletin

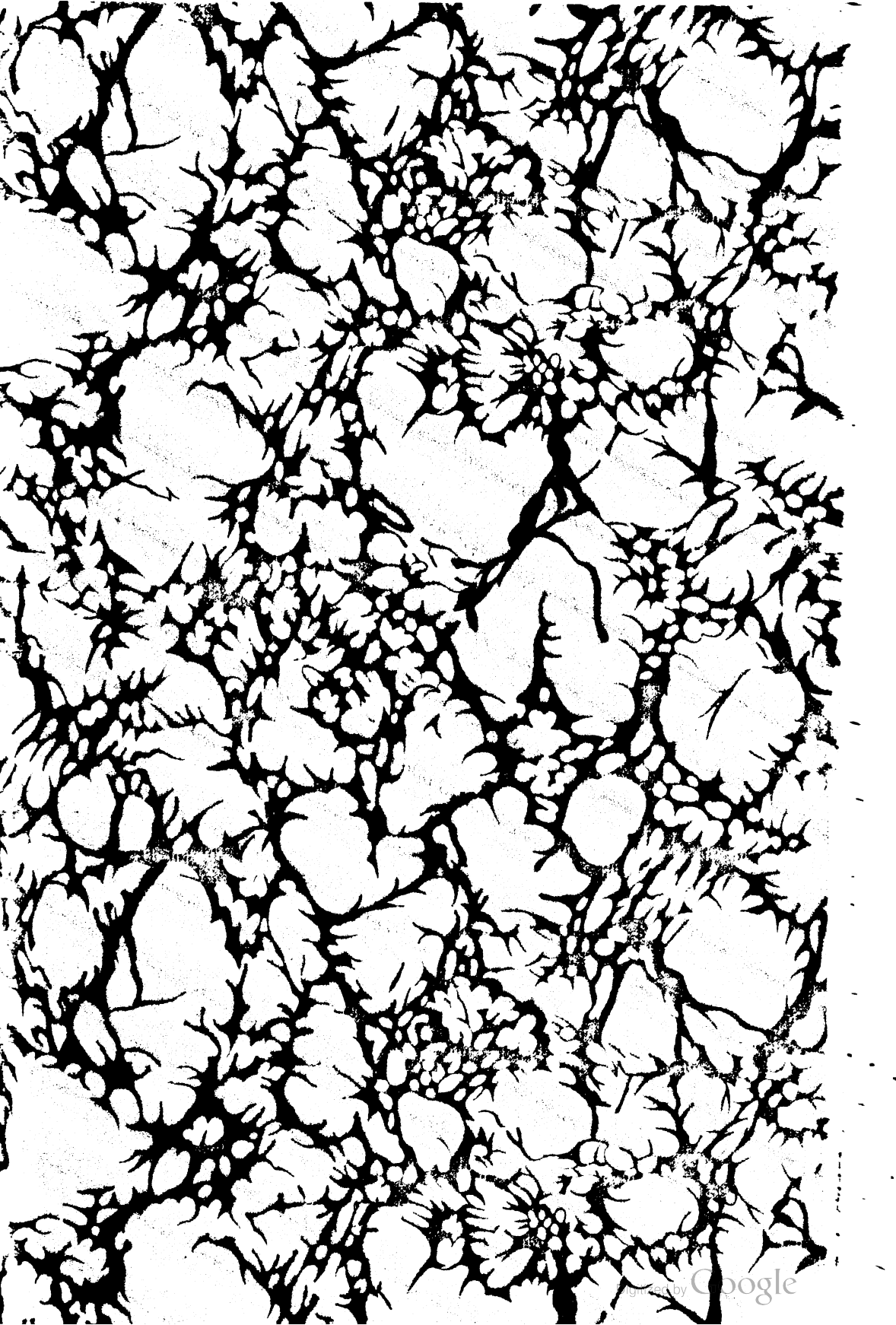
Société des sciences, lettres et arts de Pau

44
221
42



*From the Fund given by
Francis Cabot Lowell
A.D. 1876, Fellow of Harvard College 1895-1906
and Cornelia Prime Lowell, his wife,
to supplement his
Collection of Books
relating to
JOAN OF ARC*

HARVARD COLLEGE LIBRARY



SOCIÉTÉ
DES
SCIENCES, LETTRES ET ARTS
DE PAU

PAU, IMPRIMERIE VERONESE, RUE PRÉFECTURE, 11

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ
DES
SCIENCES, LETTRES ET ARTS
DE PAU

1880-1881

II^e Série. — Tome 10^{me}



PAU
LÉON RIBAUT, LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ
RUE SAINT-LOUIS

1881

Fr 42.24



F. C. LOWELL FUND

*La Société laisse à chacun de ses membres la responsabilité
de ses opinions et de ses travaux.*

**SOCIÉTÉ DES SCIENCES, LETTRES ET ARTS
DE PAU**

NOTES

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE DE L'INSTRUCTION PRIMAIRE

DANS LES BASSES-PYRÉNÉES

1385-1880

Par **M. L. SOULICE**

BIBLIOTHÉCAIRE-ARCHIVISTE DE LA VILLE DE PAU

Il y a quelques années, un de nos anciens collègues présenta à la Société des recherches curieuses sur l'état de l'instruction primaire en Béarn avant 1789 (1). J'ai pensé qu'il y aurait intérêt, dans ce moment surtout où les questions d'éducation sont à l'ordre du jour, à compléter ce travail, en le conduisant jusqu'au temps présent. Mais pour mieux préciser l'étendue des progrès effectués depuis quatre-vingts ans dans notre département, il m'a paru utile de résumer aussi rapidement que possible l'état de l'instruction dans nos contrées pendant les siècles qui ont précédé le nôtre. Je ne saurais avoir la prétention de refaire le mémoire rédigé par M. le vicomte Sérurier, je me bornerai à dégager nettement les conclusions qu'on doit tirer des faits cités par lui, en m'aidant des renseignements nouveaux et nombreux que j'ai pu réunir.

Les plus anciens documents relatifs à l'histoire de l'instruction dans notre province ne remontent pas au delà des dernières années du ^{xiv}^e siècle. En 1385, Gaston Phœbus fit faire un recensement minutieux de tous les *feux* de Béarn (2) et nous trouvons cinq

(1) Bulletin de la Société des Sciences, Lettres et Arts de Pau, 2^e série, t. 3. — Il a été fait un tirage à part sous ce titre : L'Instruction primaire dans la région des Pyrénées occidentales, spécialement en Béarn, 1385-1789, par le vicomte Sérurier. — Pau, Ribaut, 1874, in-8°, 63 p.

(2) Le Béarn sous Gaston Phœbus. Dénombrement général des maisons de la vicomté de Béarn en 1385, publié par P. Raymond. — Pau, Ribaut, 1873, in-4°. Extrait du t. 6 de l'Inventaire sommaire des archives des Basses-Pyrénées.

mentions d'écoles ou de maitres dans cette longue énumération exécutée à un point de vue purement fiscal. A Lacq et Navarrenx, on cite « lo maeste de l'escole », à Orthez, « l'ostau en que es l'escole », à Coarraze « la salle confrayrère (de la confrérie) en que demore lo maeste de l'escole », à Oloron, enfin, « l'escole deus clerks » qui, par un rapprochement bizarre, se tenait dans la maison d'un fabricant de boucliers. A l'exception d'Orthez et d'Oloron, les localités que nous venons de citer n'étaient pas des plus importantes de la vicomté, mais nous n'avons retrouvé aucune trace des écoles qui pouvaient exister à cette époque dans les centres les plus peuplés du Béarn, tels que Monein, Morlaas, Lescar ou Pau. Nous ignorons également à quelles classes de la population s'adressait l'enseignement donné dans ces anciennes écoles. Il n'était vraisemblablement pas populaire, dans le vrai sens du mot, pas plus chez nous que dans les autres provinces. Cette restriction doit être faite, tout au moins, pour l'école « deus clerks » d'Oloron qui, s'il faut s'en rapporter à son nom, devait être réservée aux étudiants se destinant à la prêtrise. Cette conjecture semble naturelle lorsqu'on songe qu'Oloron était le siège d'un évêché.

Le xv^e siècle ne nous apporte aucun renseignement sur ce point particulier : la nature et l'étendue de l'enseignement. Nos archives nous fournissent seulement quelques noms à ajouter à notre première liste. Le maitre d'école de Lucq, où se trouvait une abbaye, est cité en 1463 (3) ; celui de Féas en 1464 (4) ; Gan possédait en 1477 un régent assez riche pour prêter huit florins aux trésoriers communaux (5) ; Laruns avait en 1480 un « escribaa (6) » ; Pau apparaît enfin en 1485, et Gaston de Pécondou, qui y exerçait alors, s'estimait assez habile pour s'engager par devant notaire, à enseigner la lecture et l'écriture à un enfant en deux ans au plus (7). Un peu plus tard, en 1498, nous voyons dans la ville de Bayonne, dont nous parlerons ici quoi qu'elle soit en dehors de la province, Johan de Langueiro recevoir dix francs bordelais en récompense « de la pene et tribailh que a agut en l'an passat per endoctrinar los enfans de la dite ciutat (8) ». C'est la seule

(3) Arch. B.-Pyrénées E. 1412, f^o 146.

(4) E. 1768, f^o 51.

(5) E. 2129, f^o 197.

(6) E. 1852, f^o 25.

(7) E. 2972, f^o 64 ; l'acte a été inséré par M. Sérurier, p. 28.

(8) Arch. de Bayonne, CC. 339, p. 233.

mention qui nous ait été conservée dans ce siècle du taux du salaire accordé aux maîtres pour leurs services.

A partir de 1500, les documents deviennent plus nombreux et nous ne pouvons songer à énumérer les noms des écoles ou des régents à mesure qu'ils nous apparaissent. Nous signalerons seulement les faits d'un intérêt particulier.

Les maîtres qui exerçaient à Monein en 1507 avaient un nombre d'élèves assez grand pour nécessiter des conventions au sujet du partage des rétributions scolaires (9). Le poste était donc important et devait être avantageux, car en 1515, le régent nouvellement nommé fait signifier une mise en demeure à ses prédécesseurs qui ne voulaient point lui céder la place (10). Plus tard, en 1535, pour sauvegarder les droits et les profits de l'instituteur communal, les jurats de Monein sont obligés de défendre à un particulier qui avait un « magister » pour ses fils de recevoir d'autres enfants chez lui pour y prendre des leçons (11).

Il est à remarquer que presque partout les maîtres sont étrangers à la localité et souvent même à la province. Lorsque la « vesiau » (communauté) avait décidé d'entretenir un régent, le conseil s'assemblait pour traiter avec celui qui se présentait et vérifier sa capacité (12). Plusieurs localités voisines s'unissaient même parfois pour partager les dépenses. L'engagement se faisait généralement pour une période assez courte, un an ou deux, quelquefois pour l'hiver seulement, dans les villages de la montagne.

Le règne de Jeanne d'Albret donna une vive impulsion au développement des écoles. En implantant la Réforme dans ses états, cette souveraine ne pouvait négliger l'instruction de ses peuples et ses ordonnances, ainsi que la discipline ecclésiastique, réglèrent les devoirs des maîtres et la surveillance que devaient exercer sur eux les ministres et les consistoires (13). La situation

(9) Arch. B.-Pyr. E. 1461, f° 96. L'acte est inséré : Sérurier, p. 29.

(10) E. 1464, f° 382 ; Sérurier, p. 30.

(11) E. 1475, f° 7 ; Sérurier, p. 32.

(12) V. par exemple Pontacq en 1535 ; E. 2089, f° 139 ; Sérurier, p. 30-31. On peut consulter à ce sujet, et sur divers autres points un curieux travail de M. Icrès, Inspecteur de la circonscription de Lembeye, inséré dans *l'Indépendant des Basses-Pyrénées* du 22 mai 1880, sous ce titre : *Une réunion à Montaner*.

(13) Discipline ecclésiastique du pays de Béarn, publiée par Ch. Frossard. — Paris, Grassard, 1877, in-8°, p. 57, 68.

morale et pécuniaire du régent s'améliorait en même temps ; ainsi, en 1566, celui d'Oloron se donnait le titre d'écrivain et de maître de chiffres (14) ; à Pau, en 1568, le traitement des maîtres ne se composait plus seulement, outre le logement, des cinquante livres de gages payées par les jurats, il s'augmentait d'une rétribution scolaire fixée à huit liards par mois pour les petits écoliers et à 10 liards pour ceux de grammaire (15). En 1595, « vu la nécessité de régent qui est dans la ville » les gages vont jusqu'à deux cents livres pour le maître principal et cent livres pour son adjoint, en sus de la rétribution de deux sous tournois par mois payée par les petits écoliers et de trois sous payée par les grands (16). Nous sommes loin des six écus alloués en 1533 (17) ; mais c'est là une exception motivée par les circonstances et l'importance de la localité ; le taux ordinaire est plus modeste dans les petites villes et les campagnes.

En fouillant dans le passé, on retrouve souvent établies et subies sans protestation des mesures qui, de nos jours, soulèvent des controverses passionnées. En 1565, Charles IX avait mis à la charge du chapitre de Bayonne l'entretien des régents nécessaires à l'instruction de la jeunesse (18) et pour stimuler la négligence des familles, le conseil de cette ville arrêta, en 1576, que quatre commissaires seraient nommés pour contraindre les parents à envoyer leurs enfants aux écoles publiques (19). En 1588, pour bien faire voir l'importance qu'il attachait à l'éducation, le corps de ville de Bayonne décida qu'il assisterait, dans la cathédrale, aux disputes publiques tenues par les régents des écoles (20). Aucun

(14) Arch. B.-Pyr. E. 1779, f° 198.

(15) Arch. de Pau. BB. 4 f° 113 ; Serurier, p. 33.

(16) Arch. de Pau, BB. 1, f° 526 ; Serurier, p. 36-37.

(17) Arch. de Pau ; CC. 66.

(18) Arch. des B.-Pyr. G. 96. — Il s'agissait sans doute de l'application de l'ordonnance donnée à Orléans en 1560 et dont un article était ainsi conçu : « en chaque église cathédrale ou collégiale, une prébende sur le revenu d'icelle demeurera destinée pour l'entretenement d'un précepteur qui sera tenu, moyennant ce, instruire les enfants de la ville gratuitement et sans salaire. »

(19) Arch. de Bayonne, BB. 10. — Ce fait n'était que l'exécution du vœu exprimé dans les cahiers de la noblesse aux Etats généraux de 1560. « Plaise au roi de lever une contribution sur les bénéfices ecclésiastiques pour raisonnablement stipendier des pédagogues et gens lettrés, en toutes villes et villages, et soient tenus les pères et mères, à peine d'amende, à envoyer lesdits enfants à l'école et à se faire soient contraints par les seigneurs et les juges ordinaires. »

(20) Arch. de Bayonne, BB. 12.

document ne nous apprend quels étaient les sujets de ces conférences, qui devaient stimuler l'émulation des instituteurs et mettre en évidence les plus instruits. La mesure en tout cas paraît spéciale à cette localité. Partout ailleurs on n'exigeait des maîtres qu'une somme de connaissances bien modeste. Ainsi, en 1592, les jurats de Laruns traitent avec un régent qui promet d'enseigner aux enfants la lecture, l'écriture « et les autres sciences légitimes » et de leur faire apprendre à prier Dieu selon les ordonnances ecclésiastiques (21). Un siècle plus tard, en 1680, le régent d'Accous ne contracte d'autre obligation que de faire bien étudier les enfants et de leur faire réciter tous les jours le catéchisme et les prières que l'on a coutume de dire (22). En 1684, à Louvie-Juzon, le régent est examiné par le recteur qui le fait lire et chanter au lutrin, puis il écrit devant les jurats, on lui fait faire des chiffres et il est accepté (23). Cependant quelques années plus tard les jurats de Lucq se montrent plus difficiles et refusent un instituteur qui ne pouvait déchiffrer les chartes de la commune (24).

Mais c'était là l'exception et l'instruction religieuse était alors, et resta jusqu'en 1789, le but principal que l'on se proposait d'atteindre en attirant l'enfant à l'école. Le Protestantisme suivit en cela les usages des catholiques. Catherine de Bourbon avait assigné, en 1593, quatre cents livres sur ses deniers pour l'entretien des régents de Pau (25). Cet appui profita aux maîtres réformés qui, mieux soutenus, animés de plus d'esprit d'initiative, conservèrent longtemps encore la supériorité sur leur confrères catholiques, lorsque ces derniers eurent repris leurs fonctions. En 1642, les partisans de l'église romaine à Pau se plaignent d'être obligés, par la négligence de leur régent, d'envoyer leurs enfants à l'école chez son concurrent de la religion réformée (26). Les préoccupations exclusivement religieuses que trahit cette plainte ne pouvaient manquer de naître dans l'esprit du souverain à cette époque où l'on cherchait par tous les moyens possibles à restreindre l'influence du protestantisme. Aussi voyons-nous Louis XIV, en 1668, limiter l'enseignement des maîtres protestants à

(21) Arch. B.-Pyr. B. 5963, f° 360 ; Serurier, p. 36.

(22) *Mémorial des Pyrénées* du 28 janvier 1843.

(23) Arch. B.-Pyr. B. 5995 f° 130 ; Serurier, p. 39.

(24) Arch. de Lucq, BB. 3.

(25) Arch. de Pau. CC. 82.

(26) Arch. de Pau, BB. 2, f° 55.

la lecture, l'écriture et l'arithmétique (27). Quelques années plus tard, la révocation de l'édit de Nantes remit toutes les écoles sous la direction du clergé. En écrivant, en 1686, à l'évêque d'Oloron, pour le féliciter des succès qu'il avait obtenus dans la conversion des hérétiques, le roi l'engageait à faire visiter les écoles par un ecclésiastique spécialement chargé de ce soin, afin de veiller à ce que l'éducation fut dispensée pour le plus grand avantage de la religion (28). Peu après, l'édit de 1685 donna au clergé une influence légale sur les régents, en les soumettant à l'approbation de l'ordinaire (29).

Afin de mieux propager l'instruction ainsi dirigée, Louis XIV ordonna, en 1698, que les paroisses s'imposeraient extraordinairement une contribution destinée à payer les gages d'un maître et d'une maîtresse : 150 livres pour l'un, 100 livres pour l'autre (30). Une autre disposition complétait l'œuvre en obligeant les parents et tuteurs à envoyer les enfants aux écoles et catéchismes, sous peine d'amende ou de plus grandes peines suivant l'exigence des cas. La déclaration royale fut appliquée en Béarn par l'intendant Lebret, qui renouvela au profit de la doctrine catholique les mesures prises, plus d'un siècle auparavant par les jurats de Bayonne, et postérieurement par Henri IV en 1598 (31) pour assurer l'assiduité des écoliers. L'ordonnance de l'intendant, du 16 août 1702, à laquelle l'édit de 1724 donna une nouvelle force, rendit l'école obligatoire pour tous les enfants « tant des anciens catholiques que des nouveaux convertis », à peine de cinq sols d'amende pour chaque absence (32). Les régents devaient fournir aux jurats et au curé la liste des enfants ne suivant pas les classes.

(27) Edit du roi portant règlement général sur les différends survenus entre le parlement de Pau, le clergé de Béarn et les sujets de S. M. de la R. P. R. dudit pays, donné à Saint-Germain, au mois d'avril 1668.

(28) Arch. B. Pyr. B. 4541, fo 114.

(29) Le pouvoir du clergé sur les régents était à peu près sans bornes : « Les archevêques ou évêques ou leurs archidiacres, dans le cours de leurs visites, pourront les interroger, s'ils le jugent à propos, sur le catéchisme en cas qu'ils l'enseignent aux enfants du lieu, et ordonner que l'on en mette d'autres en leur place, s'ils ne sont pas satisfaits de leur doctrine ou de leurs mœurs; et même en d'autres temps que celui de leurs visites, lorsqu'ils y donneront lieu pour les mêmes causes. »

(30) André, *Nos maîtres hier*. — Paris Hachette, (s. d.) in-12; p. 275.

(31) André, *Nos maîtres hier*, p. 274.

(32) *Mémorial des Pyrénées*, du 8 mars 1845; Serurier, p. 40. — Rappelons à ce sujet ce passage de la *Conduite des écoles chrétiennes*, publiée en 1720 par l'abbé de La Salle. « Si parmi les pauvres, quelques-uns ne

De nombreuses infractions signalées au parlement de Pau donnèrent lieu à de fréquents arrêts rappelant aux jurats que leur devoir était de veiller à la stricte observation des règlements (33).

La gratuité en faveur des enfants pauvres était établie en Béarn dès le XVI^e siècle. A Lucq, en 1576, ils étaient exemptés de tout paiement sur le vu d'une déclaration délivrée par les jurats (34). Cette faveur exista dans les écoles de Pau, pour les élèves des deux cultes, pendant tout le XVII^e siècle. Nous devons cependant mentionner une restriction dont nous trouvons trace en 1714; dans le village de Dognen, l'instruction donnée aux enfants reçus à titre gratuit, ne s'étendait pas au delà des prières et du catéchisme (35).

Le clergé tint rigoureusement la main à l'exécution de l'ordonnance de 1695 qui plaçait les régents sous la dépendance de l'ordinaire. Les règlements synodaux, publiés par l'évêque d'Oloron vers 1740, chargèrent les curés de rappeler aux parents que c'était un cas réservé que d'envoyer les enfants dans l'école d'un régent non approuvé. Beaucoup de maîtres étaient en contravention sur ce point. L'évêque de Bayonne ne manqua pas, dans ses visites pastorales, de relever toutes les irrégularités et il obtint, en 1739, un arrêt du parlement confirmant les droits que la loi lui conférait (36). Nous devons dire que le pouvoir accordé à l'ordinaire de suspendre les régents ne s'exerça pas toujours sans protestation. Quelques maîtres du diocèse d'Oloron, interdits définitivement pour défaut d'approbation, ne se laissèrent pas enlever leur gagne-pain sans résister et intentèrent en 1748, un procès à l'évêque. Nous en ignorons le résultat, mais nous pouvons le deviner (37).

En 1740, François de Montillet, évêque d'Oloron, publia, pour les petites écoles de son diocèse, un règlement dans lequel on

veulent pas profiter des avantages de l'instruction, on doit les faire connaître à Messieurs les curés; ceux-ci pourront les corriger de leur indifférence en les menaçant de ne plus les secourir jusqu'à ce qu'ils envoient leurs enfants à l'école. »

(33) Pontacq, arch. communales, BB. 13. — Orthez, 1720, 1721, 1737; Arch. B. Pyr. B. 4809, fo 263; B. 4810, fo 95.

(34) Arch. B. Pyr. E. 1427. fo 1. 6.

(35) « Et à l'eguart deus enfans praubes, aquets seran recebuts a l'escole au tems que lou d. regent fara lou catechisme et fera recitar las autes preguaries per instruisir lousd. enfans praubes, chens que lou d. regent pousque res exiger de leurs pays et mays praubes. » Document communiqué par M. Susbielles, instituteur à Dognen, aujourd'hui à Bayonne.

(36) Serurier, p. 7.

(37) Arch. B. Pyrénées, G. 349, fo 38.

trouve reproduites les dispositions légales dont nous venons de parler (38). Si l'on s'en tenait à la teneur de ce document, on pourrait croire que les régents dépendaient uniquement de l'autorité religieuse. Cependant les attestations de capacité, bonne vie et mœurs devaient être remises entre les mains des jurats et ils étaient chargés de dresser procédure des contraventions et de tenir la main à l'exécution des arrêts de la cour. Le règlement de 1740 est suivi d'une méthode pour les exercices, indiquant les heures à consacrer au catéchisme, aux pratiques religieuses, ainsi qu'à la lecture et à l'écriture et entrant dans de minutieux détails pédagogiques ou disciplinaires. Cette méthode dut être généralement suivie, les maîtres n'ayant point d'autre direction que celle qui leur était imprimée par le clergé et se trouvant doublement sous sa dépendance. En effet, suivant une coutume ancienne, les classes se tenaient souvent dans l'église et le régent était partout sacristain et chanvre. Son mérite dans ces dernières fonctions lui était même compté pour beaucoup lors de son examen. A Pau, en 1757, un postulant à l'une des places vacantes l'emporta sur son concurrent par cette seule raison qu'il se rendait déjà utile au chœur et conduisait les enfants au catéchisme. De nos jours encore, plus d'un curé de campagne réclame avec insistance le changement de l'instituteur communal lorsque ce dernier ne sait pas ou ne veut pas chanter au lutrin.

Malgré la prépondérance de l'élément religieux dans la direction des écoles, on ne trouve qu'une seule fois la mention d'un prêtre comme maître enseignant. L'ordre de la doctrine chrétienne, fondé vers la fin du XVII^e siècle ne paraît pas non plus avoir fourni un seul instituteur à notre province avant la Révolution.

Nos archives ne nous ont conservé que des renseignements très-incomplets sur l'instruction des filles; aucun d'eux ne remonte au delà du XVIII^e siècle. On peut croire que rien de particulier ne se fit de ce côté avant l'ordonnance de 1698. Dans bien des communes trop pauvres pour payer à la fois un maître et une maîtresse, les enfants des deux sexes étaient reçus dans des écoles mixtes. Mais les statuts synodaux de l'évêque d'Oloron mettent au

(38) Règlement pour les petites écoles du diocèse d'Oloron. Imprimé par l'ordre de Mgr Fr. de Montillet, évêque d'Oloron. — Pau, Dupoux, 1740, in-8°, 24 p.

nombre des cas réservés le fait de faire étudier dans la même chambre des garçons et des filles âgés de plus de dix ans. Si le maître ne disposait pas de deux classes séparées, il devait recevoir les filles à des heures différentes de celles consacrées aux garçons, ce qui pouvait avoir lieu facilement, dit le Règlement, « puisque les filles n'apprennent pas ordinairement à écrire ». Le même document nous montre à quoi se bornait leur instruction, lorsqu'il recommande aux curés de les placer sous la direction de quelque femme pieuse, approuvée par l'ordinaire, qui leur inspirera la dévotion et la modestie, leur défendra d'aller aux danses et de fréquenter les garçons, leur enseignera à coudre et à filer et leur fera réciter le catéchisme. Point n'était besoin d'une grande somme d'instruction pour appliquer ce programme. Parmi les noms des maitresses parvenus jusqu'à nous, nous n'en avons trouvé qu'un seul accompagné de la désignation *sœur*.

Après avoir ainsi passé en revue les faits relatifs à l'histoire de l'instruction dans notre province avant 1789, nous voudrions établir quel était au moment de la Révolution, le résultat de l'enseignement distribué dans les conditions que nous venons d'esquisser.

Nous ne possédons, à cet égard, qu'un seul document : la statistique rétrospective dressée par M. Maggiolo (39) et établissant le nombre de conjoints qui ont su signer leur acte de mariage.

Nombre de conjoints sur 100 qui ont signé leur acte de mariage.

ANNÉES.	BASSES-PYRÉNÉES		FRANCE		Nombre total des conjoints.		Haut du départ.
	époux.	épouses.	époux.	épouses.	B.-Pyr.	France.	
1686-1690	25,49	2,94	29,06	13,97	14,22	21,51	43°
1786-1790	71,91	9,19	47,05	26,87	40,55	36,96	24°

Cette statistique nous montre que, pendant la période qui a précédé immédiatement la révolution, la proportion des époux ayant signé leur acte de mariage était beaucoup plus forte pour les Basses-Pyrénées que pour la France, 71,91 0/0 contre 47,05 0/0. Mais en revanche, la moyenne des épouses était de 9,19 0/0.

(39) Statistique de l'enseignement primaire, t.-2, p. CLXXI.

seulement, tandis que, pour l'ensemble du pays, elle s'élevait à 26, 87 0/0.

Notre contrée tenait alors le 24^e rang ; un siècle auparavant, elle était au 43^e et son infériorité sur la France était notable ; il y avait donc un sensible progrès. Nous ajouterons à ces données les chiffres afférents à la ville de Pau. En 1788, sur 78 mariages inscrits aux registres de la paroisse St-Martin, la seule de la ville, on comptait 54 époux et 24 épouses ayant su signer ; c'est une proportion de 69, 23 0/0 pour les premiers et de 30, 76 0/0 pour les secondes. On comprend cette différence avec les chiffres reproduits plus haut en songeant que la population du chef-lieu devait nécessairement l'emporter sur l'ensemble du département. Mais si l'on réfléchit que le fait d'avoir donné une signature isolée, souvent d'une manière bien imparfaite, suffit pour faire placer ceux de qui elle émane dans la catégorie des lettrés, on ne considérera ces chiffres que comme une indication minimum des plus modeste et l'on se gardera bien d'en exagérer l'importance. A la fin du 18^e siècle, les classes élevées et la bourgeoisie trouvaient assurément de faciles ressources, pour se procurer l'instruction, mais l'enseignement populaire offrait encore bien des lacunes. C'est là sans doute ce qui poussa les sieurs Basso, Labastide, Pedezert et Cazenave, maîtres des petites écoles de Pau à présenter, en 1788, aux syndics généraux de la province un long mémoire témoignant d'idées justes sur l'éducation du peuple et proposant d'utiles réformes (40).

Mais les idées nouvelles s'accommodaient mal de transformations graduelles et lentes ; suivant l'expression d'un contemporain « un seul instant avait mis un siècle de distance entre l'homme de la veille et celui du lendemain », l'ancien régime tout entier devait disparaître et l'enseignement qui, malgré ses déficiences, était organisé sur des bases lui assurant un fonctionnement à peu près régulier, fut bouleversé comme tout le reste. Le soin de sa reconstitution, dont on comprenait toute l'importance,

(40) Arch. B. Pyr. C. 1368. Reproduit par Serurier, p. 21-25. Les auteurs disaient à propos des moyens proposés par eux pour exciter l'émulation des élèves qu'ils « enflammeraient les enfants susceptibles de toutes sortes d'impressions, leurs efforts développeraient leurs facultés et leur inspireraient le goût du beau et de l'honnête et de l'horreur pour ce qui est blâmable. Ces premières dispositions influent plus que l'on ne pense sur le génie et sur la conduite pendant le reste de la vie. »

fut un des objets qui occupèrent dès le principe nos assemblées. Mais des soucis plus graves devaient retarder l'adoption et la mise en pratique des nouveaux systèmes. Quelques écoles subsistèrent cependant, maintenues en l'absence de la loi, par le zèle des maîtres, des administrations locales ou des particuliers.

Nous regrettons de n'avoir pas sous les yeux le mémoire et les tableaux que les administrateurs de notre département durent dresser pour répondre à la demande que le Ministre de l'Intérieur et le comité de l'instruction publique de l'Assemblée Nationale adressèrent à toutes les municipalités, en décembre 1791, afin de connaître le nombre et les ressources des différents établissements d'éducation existant alors. Tout ce que nous savons, c'est qu'en mai 1792, Pau possédait encore deux établissements scolaires. Le 26 août, un arrêté du Directoire du district de Pau attribuait une somme de cent cinquante livres à la dame Luppé, pour l'administration de la maison de La Foi, située dans cette ville, et *afin de soutenir un établissements utile à l'instruction* (41).

Les autres districts n'étaient pas non plus laissés au dépourvu. Un procès-verbal du maire de Sainte-Marie constate qu'en juin 1792, les trois institutrices en exercice s'étant présentées devant lui, deux seulement consentirent à prêter le serment exigé par la loi et furent autorisées à continuer leurs fonctions. Dans le district de Mauléon, un généreux citoyen dont le nom ne nous a pas été conservé, prit à sa charge les dépenses nécessaires à l'éducation des filles de cette circonscription (42).

En octobre 1792, la ville de Pau avait à sa charge l'entretien de trois instituteurs et au même moment, le conseil général d'administration du département décida que l'ancien couvent de Notre Dame à Pau, devenu propriété nationale, serait conservé pour l'éducation des filles (43). Deux ci-devant religieuses de l'Union chrétienne, Marie Catherine Luppé et Christine Cadillon, qui avaient prêté le serment exigé et étaient restées avec leurs élèves dans les bâtiments du couvent de La Foi, durent se transporter dans la maison de Notre Dame pour y continuer leurs fonctions

(41) Arch. de Pau, D. 5, f° 225.

(42) Archives B. Pyr, Série L. Cette série étant en classement, nous ne pouvons indiquer les numéros des liasses ou des volumes.

(43) Arch. B. Pyr. série L. et Arch. de Pau, D. 6, f° 10.

d'éducatrices. Cette translation eut lieu le 23 octobre et l'abbé Paradis leur fut donné comme aumônier (44).

Mais se sont là des faits isolés, ne se rattachant à aucune organisation régulière et dûs à l'initiative d'administrateurs soucieux du bien public. Parfois même ils se produisirent dans de petites localités. Ainsi la commune de Pardies (Monein) conservant les habitudes de l'ancien temps, conclut, le 18 août 1793, un accord avec le sieur Pédélaborde père, lequel se charge des fonctions de régent, moyennant 150 livres par an, plus une paire de souliers. Les devoirs du maître étaient déterminés dans l'acte passé à cette occasion : Pédélaborde s'engageait à « assister aux offices divins les jours de dimanche et fêtes pour servir les prêtres et remplir aux chants nécessaires, de même qu'aux enterrements et messes des morts ; et si quelque habitant désire d'avoir chez lui ledit Pédélaborde pour donner à ses enfants une plus étendue éducation, il sera tenu de s'y prêter et de tenir les écoles dans la maison commune comme il est d'usage » (45).

Cet accord, qui stipulait en pleine Terreur, la participation de l'instituteur aux cérémonies religieuses, nous a paru curieux à signaler ; du reste Pédélaborde demeura peu en fonctions et il réclamait encore, en avril 1795, le paiement de ses gages pendant six mois, c'est à dire « 75 livres et un soulier » (46).

Les premiers décrets de la Convention relatifs à l'instruction populaire ne furent sans doute pas lettre morte dans le département des Basses-Pyrénées. Il nous en reste au moins une trace. Pour donner satisfaction au plan d'éducation civique tracé en tête du décret du 30 vendémiaire (21 octobre 1793) on publia à Pau, en l'an II, un *Syllabaire Républicain ou Alphabet sans culotte, avec lequel les jeunes Français de l'un et de l'autre sexe peuvent apprendre à lire en peu de temps. Ouvrage élémentaire enrichi de la Déclaration des Droits de l'homme, des principes de la Constitution Française et d'autres maximes propres à inspirer aux jeunes citoyens l'amour du travail et de la vertu*. On trouvait même en tête de ce petit recueil des couplets appropriés au sujet et que les parents pouvaient chanter à leurs enfants, sur l'air populaire de la

(44) Arch. B. Pyr. série L. et Arch. de Pau, D. 5 f° 227, D. 6 f° 26.

(45) Arch. B. Pyr. série L.

(46) Arch. B. Pyr. série L.

Carmagnole, pour stimuler leur ardeur, récompenser leurs progrès ou punir leur indolence (47).

Mais pour donner cette « première éducation physique, morale et intellectuelle, la plus propre à développer les mœurs républicaines, l'amour de la patrie et le goût du travail » (48), il eut fallu des maîtres éprouvés. Or le décret du 29 frimaire (19 décembre 1793) ne réclamait des candidats aux fonctions d'instituteur qu'un certificat de civisme pour tout diplôme. C'était peut-être exiger trop peu, en comparaison des devoirs qu'on leur demandait de remplir. Le droit d'enseigner appartenait dès lors, pour ainsi dire, à tous ; et si les instituteurs se multiplièrent sous le régime de cette loi, le niveau de l'instruction dut se trouver fatalement abaissé.

On eut la preuve de ce fait, lorsque Barère, obéissant à une préoccupation plutôt politique que pédagogique, fit voter le décret du 8 pluviôse (27 janvier 1794), ordonnant l'établissement dans divers départements où l'on parlait des « idiomes étrangers » (et le département des Basses-Pyrénées était de ce nombre) d'instituteurs spécialement chargés d'enseigner la langue française et la Déclaration des droits, ainsi que de traduire les lois de la République au peuple les jours de fêtes. Mise en demeure d'exécuter la loi, l'administration du district de Pau dut s'excuser, en invo-

(47) CHANSON DU PAPA OU DE LA MAMAN A L'ENFANT QUI LIRA BIEN.

Si mon petit fanfan lit bien,
Je ne lui refuserai rien.
Je le caresserai
Et puis je lui forai
Danser la Carmagnole,
Au joli son, (*bis*)
Danser la Carmagnole,
Au joli son du violon.

CHANSON DES MÈRES A L'ENFANT QUI LIRA MAL.

Mais si mon fanfanet lit mal,
Au lieu de le mener au bal,
Je l'enverrai bien loin
Seul, dans un petit coin,
Danser la Carmagnole,

(Ici un geste représentant l'action du fouet que l'on donne aux enfants).

Au vilain son (*bis*)
Danser la Carmagnole
Au vilain son du violon.

(48) Décret du 30 vendémiaire an II.

quant les raisons suivantes : « Les instituteurs que nous tolérons, dans l'impossibilité de pouvoir en trouver d'autres, ne possèdent pas encore, il s'en faut bien, la partie mécanique de la lecture et de l'écriture, et ils sont séparés par un intervalle immense de la faculté de pouvoir développer les principes élémentaires des Droits de l'homme et de l'ordre social » (49).

Cette situation préoccupait à bon droit tous les esprits et pour stimuler à la fois l'amour-propre des maîtres et l'ardeur des élèves, le citoyen Conte, que ses fonctions de député à la Convention retenaient à Paris, écrivait le 1^{er} nivose (21 décembre 1793), à la municipalité de Pau pour promettre deux prix de 100 livres chacun aux deux jeunes sans culottes qui auraient le mieux appris les Droits de l'homme et la Constitution (50). Le concours provoqué par ces prix eut lieu au club populaire qui portait alors le nom de *Société des amis de la Liberté et de l'Égalité*. D'après les procès-verbaux, le 4 ventose (22 février 1794) « les jeunes citoyens Casebonne, âgé de 12 ans, Batsalle fils, âgé de 7 ans, et Roussille environ de même âge, montent successivement à la tribune ; ils y récitent les Droits de l'homme. Le président, sur la motion d'un membre, leur donne le baiser fraternel. Il est arrêté que la Société est très satisfaite de l'éducation républicaine que ces jeunes gens ont reçue. Le citoyen Odobé est nommé commissaire pour féliciter les parents du jeune Roussille et leur demander de cultiver autant que possible les heureuses dispositions de ce jeune élève » (51).

Ce spectacle dut avoir du succès, car dans la séance du 14 ventose (4 mars 1794) Monestier (du Puy-de-Dôme) désirant, lui aussi, encourager la jeunesse, annonça une récompense pour les deux ou trois jeunes enfants qui réciteraient les droits de l'homme e mieux et avec le plus d'énergie, le nonidi suivant (52). Le compte rendu de cette séance, qui eut lieu le 20 ventose, nous semble assez curieux pour mériter d'être reproduit intégralement.

« Parmi les jeunes gens brûlant du désir de monter à la tribune pour conquérir le prix promis et l'estime de la patrie, le jeune Buisson se distingue le premier ; un membre propose que le baiser

(49) Rivarès, Pau et les B.-Pyrénées pendant la révolution, dans le Bulletin de la société des Sciences de Pau, 2^e série, t. IV, p. 493.

(50) Arch. de Pau, D. 7, fo 28.

(51) Arch. de Pau, P. 3, fo 151.

(52) Arch. de Pau, P. 3, fo 155.

fraternel lui soit donné et qu'il soit fait mention honorable de lui. Le citoyen Monestier observe qu'il convient d'attendre que tous ces jeunes enfants aient été entendus pour choisir les trois de deux classes qui auront mérité les prix et pour donner à d'autres les marques honorables.

« Le jeune Casaubon et plusieurs autres prennent ensuite la place du premier.

« Après que Roussille a parlé, le citoyen représentant du peuple frappé de son mérite, relève la culture heureuse qu'une veuve, mère de cet enfant, a eu le soin de lui donner ; il fait remarquer à la société que si ce jeune citoyen n'avait pas de parents, il appartiendrait particulièrement à la Société et à chacun de ses membres par tout ce qu'il promet à la patrie.

« Ceux qui succèdent à la tribune sont Cassou 1^{er} et 2^e ; le jeune homme qui finit par un élan entendu avec plaisir, vive la patrie, vive Monestier » (53).

Les concurrents furent assez nombreux pour occuper plusieurs séances, sans incidents remarquables.

Mais à côté de ces manifestations d'un caractère tant soit peu théâtral, il y avait des actes plus sérieux. Le 25 pluviôse (13 février 1794), le conseil général de la commune de Pau prit l'arrêté suivant :

« Vu le décret du 29 frimaire sur l'organisation de l'instruction publique et le réquisitoire de l'agent national du district.

« Le conseil général, ouï l'agent national, considérant que l'enseignement public est un bienfait et l'un des plus puissants moyens pour former le cœur à la vertu.

« Que celui adopté par la Convention Nationale assure irrévocablement le triomphe de l'égalité puisqu'il sera uniforme pour tous et commun à l'indigent comme au riche, puisqu'il ne sera plus confié qu'aux hommes exempts de préjugés et aux amis de la patrie.

« Arrête que tous les régents et régentes et tous soi disant éducateurs publics discontinueront leurs fonctions à compter du 28 du courant.

« Ceux desdits régents et régentes et tous autres citoyens qui voudront se vouer à l'enseignement de quelque art ou science que ce soit devront en faire leur déclaration au greffe de la muni-

(53) Arch. de Pau, P. 3 f° 158.

cipalité, en indiquant l'espèce de science ou d'art que chacun d'eux se propose d'enseigner.

« Ils seront tenus dans cet objet de rapporter leur certificat de civisme visé par les administrations supérieures et approuvé par le comité de surveillance.

« La liste de ceux qui se présenteront pour être instituteurs ou institutrices sera lue publiquement le jour de la décade prochaine, publiée et affichée dans les cantons de la commune.

« Après cette publication, les pères, mères, tuteurs, tutrices et curateurs seront tenus de se présenter au greffe de la municipalité pour y déclarer : 1° Les noms et prénoms des enfants ou pupilles âgés de plus de 6 ans, qu'ils sont tenus d'envoyer aux écoles ; 2° Les noms et prénoms des instituteurs ou institutrices dont ils feront choix » (54).

Afin d'activer autant que possible la réorganisation des écoles, la Société populaire consacra plusieurs séances (22-25 ventôse an II ; 12-15 mars 1794) à examiner ce qu'il conviendrait de faire pour exécuter les décrets concernant l'instruction publique. Nous lisons ce qui suit dans les procès verbaux : « Un membre monte à la tribune et après avoir montré le désordre auquel sont livrés et exposés les enfants privés au moment actuel des maisons d'instruction, après avoir fait sentir l'importance de hâter l'exécution des lois et de prévenir les habitudes vicieuses des enfants qu'il voit courir en grand nombre, il dénonce la municipalité pour sa négligence à surveiller cette jeunesse » (55).

D'autres membres prirent la défense de la municipalité qui s'occupait très sérieusement de tout ce qui était de sa compétence dans cette délicate question et plusieurs séances furent employées à rechercher les meilleurs moyens pour assurer le bon choix des maîtres et la fréquentation des écoles.

Les arguments, les plus importants présentés sur ce sujet furent résumés par Dulaut fils, dans un *Rapport présenté à la Société montagnarde et régénérée de la commune de Pau, au nom du comité d'instruction publique*. L'auteur profita de sa situation d'agent national au district pour renouveler dans le *Compte rendu* présenté, le 26 octobre 1794, par le Directoire au conseil général, les observations

(54) Arch. de Pau, D. 7, fo 30.

(55) Arch. de Pau, P. 3, fo 159.

qu'il avait soumises à la Société montagnarde. Nous ne saurions mieux faire que d'emprunter les passages suivants à ce dernier document.

« Les écoles primaires sont un des principaux bienfaits de la Révolution. Mais le décret relatif à l'instruction publique, rendu après quatre années d'une révolution étonnante, qui n'a pas entièrement fait disparaître les faux préjugés, ce décret, disons-nous, a éprouvé et éprouvera longtemps de grands obstacles dans son objet moral et régénérateur. Les écoles primaires n'ont pu se former partout où elles étaient nécessaires et où la loi voulait qu'elles fussent établies. Celles qui existent dans le district de Pau sont bien loin de la perfection qu'exige un établissement aussi précieux.

« Les instituteurs et les institutrices sont en général peu propres à l'enseignement. La plupart sont profondément ignorants. Ci devant régents des communes, benoîts et marguilliers tout ensemble, les instituteurs sont imbus de petits préjugés qu'ils ont sucé avec le lait et que leurs anciennes fonctions ont entretenus dans leurs pauvres esprits. Les institutrices actuelles, vouées aussi à l'ancien enseignement, sont en général des ci-devant dévotes, dont les plus belles actions, les œuvres les plus méritantes aux yeux des prêtres qui leur procuraient leurs places, étaient de se confesser très souvent et de mener leurs élèves aux cérémonies religieuses. Les connaissances de ces femmes se bornaient, sous l'ancien gouvernement, à savoir lire couramment dans un catéchisme et à le savoir par cœur.

« Est-il possible que ces instituteurs que la nécessité, la rareté des sujets, ont appelés aux écoles primaires, remplissent le grand objet du gouvernement? Est-il possible qu'il sorte de leurs écoles de jeunes cœurs préparés aux grands principes d'égalité, de liberté, de raison, de vertu et de républicanisme? Quand bien même ces instituteurs seraient patriotes, comme leur certificat de civisme le porte, peuvent-ils bien comprendre ce que c'est que le patriotisme et se pénétrer de l'importance de leurs fonctions sous ce rapport? »

Pour effacer l'impression que ces plaintes ou ces craintes pouvaient laisser dans l'esprit de ses auditeurs et de ses lecteurs, et montrer, qu'en tout cas, des mesures sérieuses avaient été prises,

qu'un résultat utile avait été déjà obtenu, Dulaut se hâta d'ajouter :

« Cependant les écoles primaires qui existent dans le district de Pau valent beaucoup mieux que celles qui ont disparu. Les élèves y jouissent du droit de l'égalité ; cette jouissance influe singulièrement sur la trempe de leurs âmes. Ils apprennent à lire dans des livres révolutionnaires, la Déclaration des droits exerce leur faible mémoire, les grandes maximes de morale se gravent insensiblement dans leurs jeunes esprits et, sans le secours du savoir ni des principes des instituteurs, ces jeunes enfants puisent dans ces écoles des germes de vertus républicaines. Ces écoles, sous un autre rapport, sont un grand bienfait pour le pauvre. Son enfant en jouit déjà. Il reçoit une éducation et elle lui est donnée aux frais de la nation.

» L'établissement des écoles primaires a excité le zèle et les sollicitudes de l'administration. L'envoi du décret, qui les établit dans toutes les communes de la République, a été accompagné d'une instruction où les instituteurs, les pères et mères, les fonctionnaires publics, le peuple, ont trouvé ce que la Convention exigeait respectivement d'eux, la règle de leurs devoirs et le grand but du nouvel enseignement.

» Les instituteurs et les institutrices ont subi les examens les plus sévères, sous le rapport de leurs principes et de leurs connaissances. Les sociétés populaires, ayant pris cet objet en considération, ont secondé les efforts de l'administration par des discussions utiles sur l'éducation nationale ; de sorte qu'on peut dire que les écoles primaires établies dans le district, malgré leur imperfection, présentent de précieux avantages au peuple.

» Ces avantages seraient plus grands, sans doute, si des hommes voués à l'ancien enseignement et qui se sont trouvés patriotes à l'époque de la révolution, républicains à la chute du tyran, et constamment bons citoyens depuis la conquête de la liberté, si ces hommes, disons-nous, étaient appelés à leur ancienne profession et qu'ils quittassent des postes qui les enlèvent, sans qu'ils puissent être remplacés, à l'éducation nationale. La perte de ces citoyens, employés à d'autres fonctions, est un malheur qui peut facilement finir. L'administration n'a cessé de le dire, de le répéter à la Convention et à son comité de salut public.

» Mais ces hommes rentrant dans les écoles nationales ne suffiraient point à leur parfait rétablissement. Il faut que des républicains instruits se pénètrent enfin de ce grand moyen de régénération pour les siècles à venir. Accoutumés à faire tous les sacrifices, il faut qu'ils mettent le comble à leur dévouement au maintien de la révolution. Il faut qu'ils acceptent des places si honorables dans les écoles primaires et que la postérité dise un jour d'eux : ils servirent la patrie en se faisant instituteurs. Ils ne versèrent pas leur sang pour elle, mais ils enseignèrent ses enfants à le verser, plutôt que de la voir malheureuse, plutôt que de la perdre.

« Tous les citoyens se doivent à la patrie, toutes leurs connaissances lui appartiennent, elles sont des propriétés nationales.... Les citoyens propres à l'instruction publique, quelque part qu'ils se trouvent dans la République, s'ils restent sourds et indifférents à la voix de la patrie, qui les appelle pour l'éducation de ses enfants, doivent être désignés au gouvernement et celui-ci a le droit de les requérir, pour qu'il satisfassent au vœu de la nation et pour qu'ils lui payent leur dette civique » (56).

Dulaut terminait cette partie de son compte-rendu en exprimant l'espoir de voir adopté par le comité de salut public le projet de réquisition qu'il venait d'exposer. Mais, à peu de jours de là, la Convention discutait le décret du 27 brumaire, (17 novembre 1794) qui fixait le traitement des instituteurs et des institutrices à un taux dont la loi de 1875 seule s'est rapprochée à près d'un siècle de distance. L'assurance d'une rémunération avantageuse semblait de nature à attirer des maîtres capables et à rendre de meilleurs services que n'en aurait pu produire la réquisition la plus intelligemment exercée.

Pour assurer la prompte exécution de la loi, le comité d'instruction publique décida, le 28 brumaire, qu'il lui serait rendu compte dans le délai d'un mois, des mesures prises pour effectuer l'organisation des écoles primaires dans toute l'étendue de la République. Comme sanction à cette enquête, il devait être fait un rapport général à la Convention, pour « signaler à la reconnaissance nationale les administrations et les jurys d'instruction qui

(56) Compte-rendu par le Directoire du district de Pau et l'agent national au conseil général de la même administration, le 26 octobre 1794.

auront pressé avec une sollicitude paternelle l'établissement des écoles primaires dans leur arrondissement et pour dénoncer à l'opinion publique les administrations qui auront apporté des lenteurs coupables à l'exécution de cette bienfaisante loi » (57).

La commission exécutive de l'instruction publique adressait, à la même époque, à tous les directoires de district une longue circulaire pour leur tracer les règles qui devaient les guider dans l'élection des jurys d'instruction et celles que ces derniers devaient suivre pour le choix des maîtres.

« La mission dont vous êtes chargés est si grande qu'elle doit étendre les vues de votre esprit; elle est si sacrée qu'elle doit porter de nouvelles vertus dans vos âmes. En élisant les membres du jury d'instruction, vous songerez à l'homme qui, par ses lumières, est le plus capable de juger celles des autres, à l'homme qui, par la pureté de ses mœurs et de son patriotisme, est le plus digne de régir une administration dont l'objet est de donner de nouvelles mœurs et de nouvelles idées à tous les enfants d'une république naissante....

« Vos élections placeront donc auprès des écoles primaires et auprès de vous des jurys d'instruction composés des citoyens les plus recommandés par ces connaissances acquises qui ajoutent au bon sens, par cette probité qui garantit la réalité du patriotisme, par cette sagesse qui doit toujours diriger le plus grand essor des âmes républicaines.

« Un jury d'instruction ne doit pas être moins saint et moins auguste qu'un jury de jugement; l'un est destiné à réprimer les crimes par les punitions, l'autre à faire naître les vertus par les lumières.

« Puisque vos choix tomberont sur des hommes instruits et des hommes de bien, les jurys d'instruction, à leur tour, se pénétreront aisément du scrupule qui doit diriger leurs élections.

« Ils sentiront qu'un instituteur et une institutrice des écoles primaires sont un père et une mère plus éclairés que la République veut donner à cent et à deux cents à la fois; ils sentiront que les écoles primaires qui, dans le système général de l'instruction, ne forment que le premier degré, forment aussi cependant

le degré le plus universel et que c'est là que sera élevé essentiellement la nation....

« Les jurys d'instruction ne se contenteront pas de faire un choix parmi ceux qui s'offriront d'eux mêmes pour l'enseignement des écoles ; ils iront au devant du mérite timide qui se cache et du talent ambitieux, à qui une école ne paraîtrait pas un assez grand théâtre ; ils vaincront les scrupules de l'un et les fausses délicatesses de l'autre..... et si, pour inciter les citoyens d'une République à une si grande œuvre, il fallait de grands exemples et de grands noms, on leur rappellerait que Socrate tenait des écoles primaires dans les rues et dans les places d'Athènes... » (58).

Si on avait pu réaliser ce programme, l'instruction aurait sans doute produit les bienfaits que la circulaire ne manquait pas de signaler en terminant comme devant être la récompense des efforts faits pour la répandre. Mais, pour arriver à un semblable résultat, il eût fallu que la culture intellectuelle eût pénétré fort avant dans la masse de la nation. Nous n'en étions pas là et les patriotes instruits ou simplement éclairés d'alors avaient un autre rôle à jouer sur une scène plus vaste et plus haute que la classe d'une modeste école primaire. Aussi voyons-nous sans étonnement la Commission exécutive de l'instruction publique reconnaître implicitement les illusions auxquelles elle s'était laissée entraîner. Nous lisons en effet dans une circulaire de janvier 1795, relative au nombre et au placement des écoles que la disette d'hommes en état de remplir les fonctions d'instituteur avait beaucoup entravé la complète exécution du décret de la Convention.

Cependant, on se mettait en mesure d'obéir à la loi, et le Directoire du district d'Oloron procéda, le 17 germinal an II (6 avril 1795) à la répartition des écoles dans sa circonscription. D'après le tableau dressé alors, le seul que nous ayons retrouvé pour le département, on comptait 39 chefs-lieux d'arrondissement scolaire, 58 postes d'instituteurs et 58 d'institutrices. Nous ne saurions dire combien de ces postes furent remplis par le jury d'instruction qui siégea à Oloron le 22 floréal et jours suivants.

La disette de sujets capables dut probablement augmenter encore par le fait du changement apporté à la législation de l'enseignement primaire. En effet, moins d'un an après le vote de la

(58) Arch. Basses-Pyrénées, série L. 18 novembre 1794.

loi du 27 brumaire, la Convention, qui avait fait entrer dans la Constitution de l'an II un chapitre traitant spécialement de l'instruction publique, adoptait le 3 brumaire an IV (24 octobre 1795), les lois organiques qui devaient la réglementer.

Les dispositions nouvelles différaient sur bien des points de celles qui les avaient précédées. L'instruction primaire cessait d'être obligatoire et de se donner aux frais de la nation. L'instituteur ne recevait plus de traitement fixe et n'avait pour émoluments, en dehors du logement fourni par l'état ou de l'indemnité en représentant la valeur, que la rétribution payée par ses élèves dont le quart pouvait lui être imposé à titre gratuit. L'incertitude d'une rémunération suffisante, succédant aux avantages assurés par les lois précédentes n'était pas de nature à encourager les vocations. Les administrations témoignaient cependant de tout leur bon vouloir en faveur de l'enseignement. Jean Réveil, qui devint maire de Pau, le 20 octobre 1795, et auquel la ville doit tant sous tous les rapports, présidait, le 10 germinal an IV (30 mars 1796), la fête de la jeunesse dont les registres de la municipalité nous ont conservé la relation suivante (59).

« Le 17 germinal l'an IV^e de la République, l'administration municipale constate que le 10 germinal courant, toutes les autorités constituées civiles et militaires, la force armée sédentaire et soldée, ayant été invitées à se réunir dans la maison commune, pour célébrer la fête de la jeunesse, conformément au vœu de la loi et de l'arrêté du directoire exécutif du 19 ventôse, la fête eut lieu de la manière suivante :

« Une nombreuse musique, la gendarmerie, les jeunes gens de 12 à 13 ans armés de petites piques, rangés sur deux lignes, renfermant au milieu d'eux les jeunes élèves qui avaient le mieux fait dans les écoles publiques et mérité les prix d'encouragement déterminés par l'administration municipale, ouvraient la marche. Venait ensuite le corps respectable des vétérans nationaux. Après eux la garde sédentaire parmi laquelle étaient répandus les jeunes gens de 16 à 17 ans nouvellement organisés. Les autorités constituées, les citoyens de tout âge et de tout sexe, les militaires que d'honorables blessures retiennent dans leurs foyers, étaient au centre. Les braves volontaires du 3^e bataillon

(59) Arch. de Pau, D. 9, f^o 227.

de la 114^e demi-brigade fermaient la marche. Dans cet ordre on s'est rendu à l'autel de la patrie, en chantant des hymnes patriotiques durant les intervalles de la musique. Arrivés à cet endroit chéri qui rappelle au patriote les diverses époques qui l'ont conduit à la liberté, deux magistrats de l'administration municipale prononcèrent des discours analogues à la fête, dans lesquels ils rappelèrent les grands principes de l'éducation vraiment républicaine. Après quoi, on fit l'appel des jeunes élèves auxquels on distribua les prix analogues à leur âge et à leur travail et que l'immense peuple qui assistait à la fête, ainsi que les autorités constituées couvrirent d'embrassades et d'applaudissements. L'un de ces jeunes élèves prononça un discours analogue à leur éducation. Pendant les intervalles, la musique jouait des airs patriotiques ; les cris mille fois répétés de Vive la république, les chants républicains faisaient retentir l'air au loin ; la gaieté vive qu'inspirait une fête aussi superbe par son institution qu'elle est utile à la jeunesse arrachait des larmes de tendresse et de joie à ces pères de famille, à ces vieillards respectables qui contemplaient avec attendrissement leur espérance et celle de la patrie, et tout inspirait ce rapprochement de l'amitié et de la fraternité sincère. A une heure, le cortège revint dans le même ordre à la maison commune où l'on se sépara. On se rassembla à trois heures et de jeunes enfants du plus bas âge conduits par les administrateurs municipaux, distribuèrent du pain à tous les vieillards indigents qu'on put rassembler, afin de pénétrer ces jeunes cœurs de toute la sensibilité qu'on doit à l'infortune et du respect qu'exige la vieillesse. Des danses champêtres succédèrent à la bienfaisance. A cinq heures on se rendit à la salle du spectacle où des jeunes gens de treize à quatorze ans représentèrent la mort de César et répondirent parfaitement dans la représentation de cette pièce vraiment républicaine à l'attente d'une nombreuse assemblée, en y déployant tous les talents qu'on pouvait attendre de leur jeunesse ; et tous les citoyens la satisfaction dans leurs cœurs, en applaudissant à la fête, se retirèrent tranquilles : De tout quoi le présent procès-verbal a été dressé. »

J. REVEIL, *président*, LARRIEU, J. VIGNANCOUR, NERON.

Vers la même époque (13 mai) l'administration municipale de Pau décida que trois instituteurs et trois institutrices suffiraient

pour l'arrondissement scolaire de la commune ; elle soumit en même temps à l'approbation de l'administration centrale les choix qu'elle avait faits pour remplir ces divers postes. L'ancien couvent de Ste-Ursule était affecté aux instituteurs pour y établir leur logement et y tenir les classes ; la maison Noguès, devenue bien national, était attribuée aux institutrices. Le 6 prairial (25 mai 1796), une nouvelle délibération fixait le taux de la rétribution scolaire à 21 livres par an pour les garçons et à 16 livres pour les filles (60).

Mais cette concentration des écoles n'obtint pas l'assentiment de l'administration centrale ; il fut décidé, le 18 thermidor (5 août 1796) que les trois sections de la ville auraient chacune une école de chaque sexe, et comme on ne disposait pas, dans chaque section, de bâtiments nationaux à affecter à cette destination, on alloua une somme de 400 livres par instituteur et de 300 livres par institutrice pour leur tenir lieu du logement et du jardin accordé par la loi (61).

Tandis que les villes organisaient ainsi peu à peu le service de l'enseignement primaire, les campagnes éprouvaient plus de difficultés à se procurer des sujets capables d'exercer les fonctions pédagogiques. Au mois d'avril 1796, le commissaire du pouvoir exécutif près l'administration municipale de Bayonne se plaignait du petit nombre d'instituteurs qui s'étaient présentés devant le jury d'instruction du district. Sur onze candidats, neuf avaient été admis et il aurait fallu cinquante maîtres. Le commissaire ajoutait, il est vrai : « La nécessité de savoir les deux langues (le basque et le français) est une des principales causes de la difficulté de trouver des instituteurs. Et comme l'ignorance de la langue française est aussi la principale cause des malheureux préjugés de cette contrée, ce que nous avons le plus instamment recommandé aux instituteurs, c'est d'employer tous les moyens pour y introduire l'usage de la langue française » (62).

Cette pénurie de sujets se faisait également sentir dans le district de Pau. Pour stimuler les vocations, le Directoire de cette circonscription terminait par les paroles suivantes la proclama-

(60) Arch. de Pau, D. 9, f° 239.

(61) Arch. de Pau, D. 9, f° 253.

(62) Arch. B. Pyr. série L.

tion qu'il adressait aux instituteurs et institutrices pour les engager à se présenter, le 5 messidor, devant le jury d'instruction :

« Citoyens, Citoyennes, vous tous à qui la nature a donné des talents, portez à la patrie le tribut de vos lumières. Faut-il à vos âmes d'autre aiguillon que la pensée du bien auquel vous allez concourir. Les enfants de quelques favoris de la fortune ne seront pas les seuls qui iront s'instruire à l'école de la République, c'est la nation tout entière à qui vous consacrerez vos travaux.... S'il est beau de servir l'humanité, combien il est doux, après avoir recueilli l'estime de ses concitoyens, de pouvoir espérer encore de se survivre à soi-même dans la reconnaissance de ses disciples. Instituteurs, institutrices, telle est la récompense qui vous est réservée, il n'en est pas de plus précieuse pour une âme républicaine » (63).

Cet appel produisit-il le résultat que le Directoire du district en attendait ? Nous ne saurions le dire. Nous voyons seulement, le 29 octobre 1796, l'administration centrale du département nommer huit instituteurs sur les 27 qui devaient exercer dans le canton de Pau. Le prix de la rétribution scolaire était alors fixé à 10 francs pour les élèves qui apprendraient à écrire, à 12 francs pour ceux qui apprendraient à calculer.

Quelques mois après, en prairial an v, l'administration centrale du département rendait compte de sa gestion depuis le mois de brumaire an iv. Nous croyons devoir citer intégralement le passage de ce rapport qui a trait aux écoles primaires. Nous y verrons le résumé des mesures prises et des résultats obtenus.

« Le vœu général appelait depuis longtemps l'organisation de l'Instruction publique. Cette partie essentielle des institutions sociales s'est ressentie plus que les autres des orages révolutionnaires, et une lacune de six années a privé une génération presque entière des connaissances indispensables dans un état libre.

« La loi du 3 brumaire an iv vint mettre un terme à cette espèce de désordre politique. L'administration centrale s'est occupée sans relâche de son exécution et si, malgré ses sollicitudes, elle n'a pu parvenir encore à compléter l'organisation de l'Instruction publique, le moment n'est pas loin où les administrés pourront recueillir le fruit de ce salubre établissement.

« L'administration centrale a nommé six jurys d'instruction pour l'examen des instituteurs dans les six arrondissements des anciens districts ; elle a tracé aux administrations municipales la marche qu'elles avaient à suivre pour parvenir à une prompte organisation ; mais soit négligence de la part d'un très-grand nombre d'entre elles, soit rareté des sujets propres à remplir les places d'instituteurs, ces écoles ne se sont formées que lentement dans la plupart des cantons ; il en est même plusieurs où il n'a été rien fait encore.

« L'administration centrale n'a cessé de rappeler cet objet aux administrations municipales en retard et c'est avec regret qu'elle se voit forcée de consigner dans ce compte que ses efforts ont été jusqu'à ce moment inutiles.

« Les écoles primaires se divisent en deux sections : écoles pour les garçons, écoles pour les filles.

« Il paraît impossible dans ce moment de placer dans tous les arrondissements des écoles pour les filles ; le grand nombre de petites communes, la rareté des sujets propres à remplir les places d'institutrices, y mettent obstacle ; et ce n'est que du perfectionnement de l'instruction qu'on doit attendre les moyens de la compléter....

« La disposition de la loi qui met à la charge des parents la rétribution des instituteurs primaires ne paraît pas bien conforme à l'intérêt des petites communes : la plupart des pères de famille y sont pauvres et hors d'état de fournir à ces frais, aussi l'institution est-elle manquée pour beaucoup de citoyens.

« Il conviendrait peut-être mieux de payer les instituteurs par des sols additionnels ; tous les enfants profiteraient de l'instruction.

« Ces considérations sont assez importantes pour que l'administration centrale en fasse l'objet d'une réclamation au corps législatif.

« Les arrondissements des écoles primaires sont formés dans 48 cantons.

« Il en reste 10 dans lesquels ils ne sont pas encore formés. Ce sont les cantons d'Accous, Arzacq, Bielle, Bidache, Espelette, Lagor, Monein (commune), Navarrenx, Saint-Pée et Salies (commune).

« Les arrondissements formés s'élèvent au nombre de 426.

Sur ces 426 arrondissements, il n'a été encore nommé que 187 instituteurs ou institutrices. Il est urgent que les administrations municipales en retard fournissent les éclaircissements demandés pour compléter cette organisation. Si l'énergie et l'enthousiasme sont nécessaires pour conquérir la liberté, l'instruction est le seul moyen de la rendre éternelle ».

Comme le montre ce rapport officiel, il restait encore beaucoup à faire, plus même qu'il n'avait été fait, puisqu'on ne comptait que 187 instituteurs ou institutrices nommés, tandis qu'il y avait 426 circonscriptions scolaires à pourvoir. C'était là une situation regrettable, que le département des Basses-Pyrénées n'était probablement pas seul à subir. Il serait intéressant de retrouver le *Compte détaillé et l'état précis* que François de Neufchâteau, alors ministre de l'intérieur, demandait, en septembre 1797, à toutes les administrations de département pour se renseigner sur le nombre et la situation des établissements d'instruction publique. Les réponses faites à la partie du questionnaire relative aux écoles primaires nous donneraient les renseignements les plus exacts sur leur situation dans les Basses-Pyrénées (64). Tout ce que nous pouvons dire c'est que les progrès avaient été peu sensibles

(64) TABLEAU DES ÉCOLES PRIMAIRES.

Combien devrait-il y avoir d'écoles de cette nature dans le département ?
Combien en a-t-il existé dans le cours de l'an V ?
Combien prévoyez-vous qu'il doive en exister dans le cours de l'an VI ?
Combien d'élèves des deux sexes ont fréquenté, pendant l'an V, celles qui ont été ouvertes ?

L'ordre qui devait y régner y a-t-il été maintenu et par quels règlements ?

Quel en a été le succès ?

Quelle a été la composition des jurys chargés de la nomination des instituteurs, quel a été leur zèle à s'acquitter de cette fonction sacrée ?

Quelles précautions a-t-on prises, en général, pour le choix des instituteurs et des institutrices, relativement aux talents, à la moralité, à leur attachement aux lois républicaines ?

Si c'est le fanatisme dont les suggestions ont nui au succès des écoles, comment l'avez-vous combattu ? et par quelles instructions avez-vous éclairé, surtout, les habitants de la campagne ?

Quels sont ceux des instituteurs qui ont le mieux rempli vos vues ? quel est celui de tous qui peut être cité pour modèle dans son état et qui, à ce titre, mérite un coup d'œil favorable de la part du gouvernement ?

En est-il qui aient des méthodes d'enseignement plus simples, plus abrégées que la routine ? quelles sont ces méthodes ?

A-t-on remarqué des progrès, a-t-on distingué des talents dans les enfants qui ont paru à la fête de la jeunesse célébrée le 10 germinal, ou dans les examens qui ont dû terminer les cours des écoles primaires ?

lorsque l'administration du département rédigea son compte rendu annuel en mars 1798. Voici, en effet, ce que nous y lisons :

« L'instruction publique languit, les bons instituteurs sont rares, le salaire qu'ils reçoivent des pères de famille est insuffisant, le trésor public ne leur paye pas l'indemnité qui leur est dûe pour le logement; l'éducation que la jeunesse reçoit dans les écoles primaires est généralement mauvaise, il en est peu où l'on forme les enfants aux mœurs républicaines.

« Un arrêté du Directoire exécutif charge ses commissaires de surveiller les écoles primaires : certes elles en ont besoin, mais les commissaires répondent-ils dignement à cette marque de confiance ? Visitent-ils souvent les écoles confiées à leur surveillance ? Cherchent-ils à connaître quel est le genre d'éducation que les élèves y reçoivent ? Ah ! qu'il est à craindre que, si l'on faisait des vérifications, les résultats ne fussent pas en leur faveur.

« L'administration espère cependant que, mieux pénétrés de l'importance de ce devoir, ils le rempliront à l'avenir avec plus de zèle que par le passé.

« Les arrondissements des écoles primaires sont formés en général dans ce département, à la réserve d'un très-petit nombre ; l'administration a pris des mesures au moyen desquelles ce travail sera sous peu au complet.

« Les instituteurs primaires réclament, chaque jour, avec justice, le traitement qui leur est dû pour l'an IV ; mais

Les élèves ont-ils récité ou écrit la Déclaration des droits et des devoirs, l'acte constitutionnel ?

La Constitution et les livres républicains sont-ils connus dans ces écoles ?

Quelles causes ont empêché d'ouvrir les écoles primaires qui devaient avoir lieu et n'ont pas été établies ?

Qu'avez-vous fait pour vaincre la négligence des parents ou leur insouciance sur l'éducation dont leur titre leur fait une dette envers leurs enfants ?

Par quels moyens peut-on porter les écoles primaires au degré de perfection ?

Ne peut-on améliorer le sort de chaque instituteur, en liant son état à la rédaction des actes de l'état civil, ou bien de quelque autre manière ?

Je me propose, au reste, de venir au secours des écoles primaires, par l'exécution d'un plan que je me suis formé ; ce plan sera neuf et facile.

Je médite, depuis longtemps, ce plan vraiment élémentaire, qui doit faire un amusement, une sorte de jeu des premières études, si sèches et si rebutantes suivant la routine actuelle ; mais ce sera l'objet d'un travail particulier.

Le ministre de l'intérieur,
François (DE NEUFCHATEAU.)

qu'ils se rassurent, le gouvernement s'occupe d'eux ; déjà il a fait les fonds pour payer plusieurs instituteurs des cantons d'Orthez, Morlaas, Arudy, Tardets et Mauléon ; et il est probable qu'il en agira de même, successivement pour tous les autres..... » (70).

La question d'argent était, en effet, un des obstacles principaux qui retardaient les progrès de l'enseignement. Bien des communes dénuées de ressources se trouvaient encore dans le cas de celle de Tadousse-Ussau, dans le canton de Garlin, dont le maire s'exprimait comme suit, en écrivant au préfet, le 2 août 1800, pour lui demander son avis au sujet d'un instituteur qui offrait de s'établir dans la commune moyennant 75 francs de gages, outre les bonifications d'usage : « La commune manque d'instituteur depuis dix ans ; les enfants restent dans un état brute, et si la loi ne vient à notre secours, la génération présente doit devenir sauvage » (71).

Le gouvernement dont Bonaparte fut le chef avec le titre de premier consul, fit peu pour l'instruction populaire. On ne discuta même pas le projet de loi présenté par Chaptal au Conseil d'Etat, en novembre 1800, et dans lequel, entre autres réformes justes et utiles, on proposait la gratuité des écoles et la rétribution des maîtres, partie par la commune et partie par l'arrondissement. Après la conclusion du Concordat et la paix d'Amiens, le premier Consul fit voter la loi du 11 floréal an x (1^{er} mai 1802), qui abandonnait les écoles au bon vouloir des municipalités et n'assurait pour rémunération aux instituteurs que le logement et la rétribution scolaire. Jacquemont, l'auteur du rapport présenté au Tribunal sur ce projet, avait fait cependant ressortir les inconvénients que ce mode de procéder avait entraînés pour l'exécution de la loi de l'an iv.

« L'esprit de parti repoussa, dans la plupart des campagnes, les instituteurs primaires qui, privés des rétributions qu'ils devaient tirer de leurs élèves, se trouvèrent réduits au simple traitement alloué par les administrations de département pour leur tenir lieu du logement et du jardin qu'on ne pouvait ou ne voulait pas leur livrer. Encore ce faible secours ne leur fût-il

(70) Compte rendu par l'administration centrale du dép. des B.-Pyrénées de sa gestion depuis le 1^{er} germinal an V jusqu'au 1^{er} germinal an VI. — Pau, impr. Sisos, in-4°.

(71) Arch. B.-Pyr., série L.

point continué à la disparition du papier monnaie (en 1796) et la plupart furent obligés de reprendre leurs travaux ruraux pour assurer leur subsistance. »

L'expérience faite n'était cependant pas tombée en oubli et le danger de laisser ainsi la création des écoles à l'initiative des communes fut signalé par Duchesne, un des orateurs qui parlèrent sur la loi devant le Tribunal. Il fit ressortir l'espèce d'abandon auquel on livrait les écoles du premier degré, tandis qu'on assurait largement, sur les fonds du budget, l'existence des lycées et des écoles spéciales. On aurait pu rappeler à cette occasion les paroles que prononçait Bonnaire, en 1799, devant le Conseil des Cinq-Cents :

« Une éducation nationale est nécessaire ; l'Etat a le droit et le devoir de prendre en main l'instruction primaire. Vous dites, qu'en laissant beaucoup de liberté, le désir de l'instruction naîtra et qu'on la recevra dans les campagnes, sans sacrifice de la part de la République. Si les communes paient les instituteurs, il n'y en aura pas ».

Malgré l'expérience du passé, on laissa subsister ce vice radical dans l'organisation des écoles primaires. On les considérait comme un service purement local auquel l'Etat et l'administration devaient rester étrangers. Aussi nous faut-il arriver jusqu'en l'an XIII (1804-1805), pour trouver mention des écoles primaires dans le *Mémoire relatif à l'état et aux besoins du département* que le conseil général rédigeait chaque année. Les idées qui y sont exprimées à ce sujet contrastent d'une manière étrange avec les discussions soulevées, dix ans auparavant, dans nos assemblées politiques.

« Les écoles primaires de ce département ne répandent quelque instruction que dans les villes. Peut-être les faibles notions que les villageois acquièrent au delà du cercle de leurs travaux ordinaires sont-elles plus nuisibles qu'utiles, parce qu'elles leur inspirent trop souvent le désir de changer d'état. Les bons instituteurs de campagne sont les précepteurs de morale : les curés » (72).

C'est là la seule mention que nous fournissent les procès-verbaux de notre conseil général pendant toute la durée de l'Empire.

Dès le début de la Restauration, l'administration vit un intérêt

(72) Procès-verbaux du conseil général des B.-Pyr. t. 1^{er}, p. 259.

politique à surveiller de près l'enseignement primaire. Le 4 janvier 1816, le recteur de l'Académie de Pau publiait une longue ordonnance dont nous reproduisons en partie le dispositif :

« Considérant : 1° qu'il lui arrive des plaintes de toutes parts sur les instituteurs primaires, particulièrement sur les principes qu'une grande partie d'entre eux a manifestés et la conduite qu'elle a tenue dans le temps désastreux de la dernière usurpation.

« 2° Qu'il est de la plus haute importance pour la Société que les jeunes enfants, l'espoir de la France, reçoivent une éducation morale et religieuse et qu'on leur inspire, dès le bas âge, l'amour, la reconnaissance et le dévouement qu'ils doivent au meilleur des rois.

« 3° Qu'il est urgent d'écarter de ces nobles et intéressantes fonctions les hommes qui, par leurs vices ou leur principes, pourraient être dangereux pour la jeunesse confiée à leurs soins et d'établir des instituteurs qui aient les vertus, les qualités et les principes que demande leur état sacré.

« 4° Que cette seule mesure, devenue générale, serait capable de sauver la France des effets menaçants de cette immoralité, première source des malheurs qu'y ont enracinée vingt-six ans de révolution et de désordres » (73).

Pour empêcher la propagation des doctrines réputées alors fausses, le recteur prononçait la révocation de tous les diplômes accordés aux instituteurs du département. Une commission, choisie dans chaque arrondissement par l'évêque, le préfet et le recteur, était chargée d'examiner tous les instituteurs et de prendre des *« renseignements assurés sur leur vie et mœurs ainsi que sur leurs principes religieux et politiques. »* A la suite de cet examen et de cette enquête, de nouveaux diplômes devaient être accordés à tous ceux qui en auraient été reconnus dignes. La commission restait en outre chargée de surveiller l'enseignement donné par les maîtres admis et principalement leur exactitude à faire apprendre et répéter le catéchisme et les prières.

Nous avons eu la bonne fortune de retrouver, parmi les souvenirs inédits d'un des membres de la commission instituée dans l'arrondissement de Pau, diverses pages qui retracent la situation

(73) Recueil des actes administratifs, 1816, n° 7.

des instituteurs dans nos campagnes au commencement de la Restauration et la manière dont fut mise à exécution l'ordonnance du recteur Eliçagaray. Le marquis Alexandre de Candau, membre du conseil général, maire de Lembeye, était un royaliste ardent et convaincu. Ses appréciations se ressentent de ses opinions politiques ; elles nous offrent cependant des observations utiles pour l'étude que nous poursuivons.

« Les régents sont si mal payés dans les villages que l'on n'en saurait avoir de bons. Quelque bornées que soient les connaissances que l'on exige d'eux, encore faut-il quelque talent pour les acquérir. Ils doivent savoir au moins lire et écrire, entendre un peu le catéchisme pour pouvoir l'enseigner, savoir l'arithmétique jusqu'aux parties aliquotes, connaître le plain-chant : tout cela ne s'apprend pas sans quelques études et sans quelque aptitude. Or, ceux qui sont tant soit peu dégrossis se trouvent si savants en comparaison des balourds qui les environnent qu'ils ont tout de suite une autre ambition que d'être magisters de village et qu'ils n'y veulent pas rester, à moins qu'on ne les paie grassement.

« Lorsqu'un régent se présente, on prend des engagements avec lui. Ordinairement on convient de lui payer une somme quelconque en argent, depuis trente jusqu'à cinquante écus, quelquefois même davantage. Cette somme doit être acquittée par tous les habitants et par portions égales, ou à peu près. Le régent est logé et nourri dans les maisons où il y a des enfants. Il reste plus ou moins longtemps dans chacune, selon qu'il y a un ou plusieurs enfants, un peu aussi selon les moyens des hôtes et un peu encore selon que le *Domine* se trouve bien ou mal traité.

« Le régent doit, pour cette rétribution, tenir deux écoles par jour, de 9 heures à midi et de 2 heures à 5. Il doit, matin et soir, faire une répétition particulière aux enfants de la maison qui le loge et le nourrit ; il doit faire réciter le catéchisme à l'église avant que le curé ne l'explique, soigner la sacristie, servir les messes, chanter celles qui doivent l'être, assister le prêtre dans tous les offices, dans l'administration des sacrements et dans les funérailles.

« Il y a deux mois de vacances, l'un à la moisson et l'autre aux vendanges, mais alors encore il doit faire son service religieux. Quoique l'on regarde ce métier comme celui d'un fainéant, celui

qui voudrait le bien faire serait encore très occupé et gagnerait assurément son salaire » (74).

A ce tableau des devoirs des instituteurs succèdent des appréciations plus sévères, motivées sans doute en partie par les résultats de l'examen auquel la commission se livrait. C'est ici surtout qu'il faut faire une large part à la passion politique de l'écrivain, passion aveugle et malheureuse qui lui faisait voir dans les adversaires de ses opinions des ennemis de la société et presque des malfaiteurs.

« Rien ne me semble dans le fond plus inutile que cette mesure (l'inspection des maîtres d'école). Car quel est celui de nous qui connaît ces régents, quel est celui qui se fie aux attestations données par la plupart des maires et par un grand nombre de curés ?

« Les ferons-nous lire ? Il n'y en a pas un qui sache. Les ferons-nous écrire ? Ils ne savent que trop ; le nombre des faussaires peut se calculer assez juste par le nombre des écrivassiers de village. Les questionnerons-nous sur le catéchisme ? Ils peuvent le fort bien enseigner sans le savoir et d'ailleurs ils en devraient savoir trois ou quatre, car les curés eux-mêmes ne savent auquel s'en tenir (75). Leur ferons-nous faire des règles d'arithmétique ? Nous les y trouverons experts et surtout les plus mauvais sujets, car ce ne sont pas ceux-là qui manquent d'intelligence. Restent les opinions politiques ; mais encore sur cela que pouvons-nous savoir ? Il y en a sans doute quelques-uns qui sont connus ; mais c'est le très petit nombre comparé avec tous ceux qui pensent mal. Je crois que, sous ce rapport, il n'y a, après les percepteurs, rien d'aussi mauvais que les régents.

« Il en est de ces gens là comme des maires ; ils sont trop nombreux pour qu'ils puissent être bien choisis. On devrait placer une école dans une commune centrale, toutes les fois que les localités le permettraient, et les enfants des deux communes voisines iraient recevoir des leçons. Il n'y aurait alors qu'un régent où il y en a trois ; on aurait pour le choix bien plus de latitude ; ils seraient mieux payés ; ils seraient plus occupés, ce qui est très

(74) Journal manuscrit à la date du 16 janvier 1816.

(75) Le marquis de Candau n'épargnait même pas les curés dans les réflexions intimes qu'il consignait dans son journal. Nous sortirions de notre cadre en étendant nos citations à ce sujet délicat.

important, car une partie de leurs vices tient à leur oisiveté et à leur pauvreté » (76).

La mission à laquelle M. de Candau était appelé à prendre part devait-elle au moins avoir un résultat profitable ? Lui-même nous répondra sur ce point. Au premier moment, en parlant des attributions de la commission instituée par le recteur, son sentiment s'était fait jour sous une forme tant soit peu triviale. « Je crois bien, disait-il, que tout cela finira par être de la bouillie pour les chats ». Deux mois plus tard, après expérience faite, son opinion ne s'est pas modifiée. « Notre opération, écrit-il, est à peu près nulle, parce que nous admettons tout. Et il faut bien qu'il en soit ainsi, car, si nous ne voulions que des hommes vraiment dignes et capables, tous les villages et les hameaux de l'arrondissement n'auraient pas un seul maître. Voici d'ailleurs ce qui les sauve. M. l'abbé Boyer (77) se prévient pour ou contre les régents selon qu'il est prévenu pour ou contre les curés qui leur ont délivré des certificats. Quelle que soit l'opinion des maires, il n'en tient compte. Il a souvent raison, mais quand il a tort, il s'obstine et si M. de Nays, dont l'âme est timorée, n'était pas un peu excité et soutenu, tous ceux de ces pauvres diables qui ne sont pas dans la faveur des curés, c'est-à-dire de leurs servantes, et qui, par conséquent, ne piochent pas leur jardin, ne pelotonnent pas leur fil, etc., etc, seraient impitoyablement écartés ».

Au moment même où le marquis de Candau traçait ces lignes, l'ordonnance royale du 29 février 1816 vint soumettre, dans toute la France, les instituteurs à de nouveaux examens plus complets que ceux dont le recteur des Basses-Pyrénées avait pris l'initiative dans son département. Nous trouvons dans les considérants de cette ordonnance l'aveu officiel qu'il manquait alors, tant dans les villes que dans les campagnes, un très grand nombre d'écoles et que celles qui existaient étaient susceptibles d'importantes améliorations. Pour remédier à ces inconvénients, l'ordonnance instituait des comités cantonaux chargés de surveiller l'application de la loi. Elle déterminait, en même temps, la somme de connaissances exigée pour obtenir les brevets de capacité.

(76) Journal, 12 février 1816.

(77) M. l'abbé Boyer était vicaire général et avait été nommé par l'évêque; M. le vicomte de Nays avait été désigné par le recteur. V. Recueil des actes administratifs de 1816.

Ils étaient divisés en trois classes. Pour mériter le moins important, il suffisait de prouver que l'on savait suffisamment lire, écrire et chiffrer pour en donner des leçons. C'était là sans nul doute le très modeste bagage scientifique de la grande majorité des maîtres, de ceux tout au moins auxquels était réservée la tâche d'enseigner dans les campagnes. Le diplôme du second degré devait être accordé aux candidats qui connaîtraient suffisamment bien l'orthographe, la calligraphie et le calcul. Enfin le brevet supérieur était réservé à ceux qui posséderaient par principes la grammaire française et l'arithmétique, qui seraient en outre en état de donner des notions de géographie, d'arpentage et des autres connaissances utiles dans l'enseignement primaire.

L'arrêté du recteur des Basses-Pyrénées, en date du 2 août 1816, qui réglait le détail des examens, insistait sur la partie du programme ayant trait à l'instruction religieuse et aux connaissances historiques par lesquelles les instituteurs pouvaient développer l'amour du souverain dans le cœur des élèves. Pour assurer sans doute la rapide diffusion de ce sentiment à l'égard de la dynastie régnante, l'ordonnance de 1816 imposait à chaque commune l'obligation de pourvoir à ce que l'instruction primaire fut donnée à tous les enfants, les indigents devant la recevoir gratuitement. Mais c'était là une obligation morale, sans sanction pénale et qui risquait d'être bien souvent éludée, car les communes restaient chargées de payer sur leurs revenus les frais relatifs à l'établissement et à l'entretien des écoles. Ce n'était que dans le cas d'insuffisance de leurs ressources qu'elles pouvaient imposer une rétribution scolaire aux parents non indigents. En rappelant aux maires ces dispositions de la loi, M. d'Argout, alors préfet, exprimait le vœu de voir les municipalités « retirer les instituteurs de l'état précaire et dépendant auquel ils se trouvent réduits dans beaucoup de localités ; elles ne se reposeront plus désormais sur eux du soin de traiter directement avec les parents des élèves ; elles ne souffriront plus que ceux-ci leur disputent souvent la modique rétribution qu'ils leur ont promise ; elles leur assureront un traitement qui leur fournisse des moyens suffisants d'existence et les attache à leur état.... » (78).

(78) Circulaire du 2 décembre 1816 ; Recueil des actes administratifs. Comme contrepartie à ces paroles si justes, il nous faut dire que, sous la Restauration, un crédit de 50,000 fr. seulement était destiné à fonder des

Il y avait là des intérêts respectables à sauvegarder, aussi ne sommes-nous pas étonné de voir le préfet réitérer, dans une seconde circulaire du 18 juin 1817, ses recommandations pour le paiement régulier des appointements des instituteurs « qui sont « pour la plupart dans un état de détresse auquel il est urgent « de remédier ».

Le gouvernement de la Restauration avait compris le point d'appui qu'il pouvait trouver dans l'instruction populaire. Aussi voyons-nous en 1819 (79) étendre aux écoles de filles les dispositions de l'ordonnance de 1816. Mais le maximum d'instruction qu'on exigeait des maitresses était bien faible : pour le degré inférieur savoir suffisamment lire, écrire et chiffrer pour en donner des leçons ; pour le degré supérieur, posséder les principes de la religion, savoir lire et écrire, connaître les quatre règles de l'arithmétique, les règles de trois et de société et les éléments de la grammaire. Par un privilège particulier, les congréganistes étaient exemptées de tout examen ; le brevet indispensable pour exercer leur était conféré sur le vu de leur lettre d'obédience et remis à la congrégation qui restait libre de l'annuler, si la titulaire cessait de faire partie de la communauté (80). La faveur commençait dès lors à se porter vers les établissements religieux et le conseil général s'associa, en 1821, au vœu émis par un certain nombre d'assemblées départementales en faveur du rétablissement des congrégations ecclésiastiques vouées à l'éducation de la jeunesse. Jaloux de mettre ses actes en rapport avec l'expression de ses désirs, il vota pendant trois années de suite une somme de 1,200 francs pour aider à l'établissement des frères des écoles chrétiennes dans la ville de Bayonne et promit un semblable secours aux villes du département qui suivraient cet exemple. Il alla même jusqu'à demander, en 1823 et 1825, que l'instruction publique fut exclusivement confiée aux congrégations religieuses. C'eût été mettre la nation tout entière sous la domination du clergé. L'ordonnance royale du 8 avril 1824 se contenta de soumettre les maitres au bon plaisir à peu près exclusif de l'autorité diocésaine, en donnant à une commission composée en majeure

écoles, à fournir celles qui existaient de livres, cartes, etc., à assurer enfin une situation convenable aux maitres de la jeunesse. — Bulletin de la Société pour l'instruction élémentaire, 1875 p. 281.

(79) Circulaire du ministre de l'intérieur du 3 juin 1819.

(80) Ordonnance du roi du 3 avril 1820.

partie d'ecclésiastiques ou à l'évêque seul le droit de conférer l'autorisation d'exercer, autorisation sans laquelle le brevet délivré par le recteur restait lettre morte.

Profitant de la prépondérance que la loi lui accordait, Mgr d'Astros, évêque de Bayonne, publia en 1827 un *Mandement et ordonnance portant règlement pour la tenue des écoles primaires*. Ce règlement énumère minutieusement les nombreux exercices religieux auxquels les élèves doivent être astreints. La partie pédagogique vient ensuite, et pour guider les maîtres dans leur travaux, Mgr d'Astros crut ne pouvoir mieux faire que de reproduire, à la suite de son mandement, la *Méthode et exercice des petites écoles*, publiés, vers 1740, par l'évêque d'Oloron, et dont nous avons parlé plus haut. Dans cette méthode, la lecture et l'écriture formaient seules les matières de l'enseignement proprement dit. Le programme du clergé restait donc, à la fin de la Restauration ce qu'il était près d'un siècle auparavant, et cependant on sentait déjà de toutes parts et depuis longtemps la nécessité d'étendre dans une large mesure la somme des connaissances exigées des maîtres et des élèves. Quelques mesures utiles furent prises dans ce sens pendant les dernières années du règne de Charles X, mais la révolution de juillet fut véritablement le point de départ d'une nouvelle ère pour l'instruction primaire. Dès le 16 octobre 1830, M. de Broglie, ministre de l'instruction publique, provoquait une réorganisation des comités locaux dans le but d'enlever toute prépondérance à l'élément ecclésiastique qui y dominait. Dans le rapport présenté au roi en cette circonstance, le ministre étudie les résultats obtenus sous l'empire des divers règlements qui avaient successivement régi ces comités. « A la suite de la loi de 1820, il y eut, dit-il, amélioration et propagation de l'enseignement primaire. L'ordonnance de 1824, donnant plein pouvoir aux évêques, ne produisit pas des résultats heureux. L'Université vit naître de tous côtés, sans pouvoir y porter remède, le désordre et la confusion. Les écoles catholiques déclinèrent, tandis que les écoles protestantes, restées sous le régime des ordonnances de 1816 et de 1820, ne cessèrent de prospérer ».

C'est à ce moment que la *Société pour l'instruction élémentaire* fondée en 1815 et qui n'avait cessé de lutter, même pendant les plus mauvais jours de la Restauration, pour la propagation des meilleures méthodes d'enseignement, obtint la récompense de ses

efforts persévérants. Reconnue comme établissement d'utilité publique en 1831, elle eut, grâce aux travaux des hommes éminents qui la composaient, grâce aux écoles modèles qu'elle sut créer, une influence active dans l'élaboration de la loi de 1833. Cet exemple d'initiative fructueuse ne fut pas perdu dans notre département et quelques citoyens animés de la passion du bien public se réunirent afin de fonder à Pau une *Association pour le développement de l'instruction primaire*. Nous aurions aimé à retracer en détail les travaux de cette société, à rappeler les noms de ses adhérents les plus actifs, le rôle joué par eux dans ce grand mouvement d'opinion qui précéda la loi de 1833. Malheureusement, les documents nous font défaut sur ce point. Quelques noms, ceux de MM. Sica-baig, Blandin, Hylas Laborde, Cailloux, Nogué, Viard, Beigbeder, restent seuls dans la mémoire publique, associés au souvenir des premières écoles réellement dignes de ce nom que la ville de Pau ait vues fonctionner.

M. Saint-Ange, appelé de Paris par la Société, avait établi une école primaire où l'enseignement se donnait d'après la méthode mutuelle nouvellement introduite en France. A côté de lui et remplissant un rôle plus actif et non moins utile, se trouvait M. Beigbeder. Il avait quitté son école de Salies pour diriger à Pau, suivant la méthode mutuelle, une école supérieure qui produisit en peu de temps des résultats que les inspecteurs généraux n'hésitèrent pas à qualifier d'*admirables*. Son enseignement, doué au plus haut degré de qualités vivifiantes et communicatives trop rares en tout temps, attira, outre les enfants de la ville, des jeunes gens venus de la campagne, des aspirants aux fonctions d'instituteurs, des maîtres mêmes, soucieux d'acquérir les connaissances pédagogiques qui leur manquaient.

Ces cours assuraient une telle supériorité à ceux qui les avaient fréquentés que les communes se les disputaient et que les demandes étaient le plus souvent supérieures au nombre des brevets décernés.

Ces heureux résultats amenèrent le conseil général à voter, dès 1832, une subvention en faveur de cet établissement modèle qui fut dès lors considéré comme une véritable école normale. L'année suivante la subvention fut renouvelée et lorsqu'il fut question de fonder une institution semblable à Saint-Palais, en faveur des instituteurs basques, le conseil général préféra créer des bourses

à l'école de Pau, afin de les soumettre à l'habile direction de M. Beigbeder. Cette mesure semblait plus nécessaire pour le pays basque que pour toute autre partie du département. En effet l'instruction y était plus négligée que partout ailleurs. « Les enfants vont à l'école durant des années entières, lisons-nous dans un journal du temps (81), et en sortent sans même savoir lire. Que peuvent-ils apprendre avec des instituteurs qui, sauf de rares exceptions, ne savent lire que lorsqu'ils ont entre les mains des livres imprimés en langue basque, les seuls dont on se serve dans ces écoles, écrivent tant bien que mal, connaissent à peine les quatre premières règles de l'arithmétique et ne se doutent même pas de ce qu'est l'orthographe ».

La loi du 28 juin 1833 allait ouvrir une ère nouvelle pour l'enseignement primaire, en amenant l'établissement de nombreuses écoles, en assurant leur entretien et le salaire des maitres. Les principales créations dues à l'initiative de la Société d'instruction élémentaire prirent immédiatement un caractère officiel. Dans sa séance du 6 août 1833, le Conseil général, reconnaissant les services rendus par l'école normale, qui avait mérité d'être citée comme modèle par les inspecteurs généraux et comptait 80 élèves, décida son installation dans un bâtiment départemental et lui maintint la subvention accordée les années précédentes. Au mois de novembre, l'école mutuelle de Pau devint communale.

Mais la ville de Pau était dans une situation privilégiée et l'impulsion donnée par la Société pour l'instruction élémentaire était loin de s'étendre à tout le département. On peut se rendre un compte assez exact de tout ce qui restait à faire en consultant le *Tableau de l'instruction primaire en France dressé par M. P. Lorain*, d'après les rapports des 490 inspecteurs chargés à la fin de 1833 de visiter toutes les écoles de France. Il est fait de fréquentes mentions des Basses-Pyrénées dans ce document précieux et c'est, le plus souvent, pour fournir la preuve de faits déplorables que nous rappellerons brièvement.

Aux portes mêmes de Pau, l'installation des écoles était presque partout plus que défectueuse. « Les malheureux instituteurs exercent dans une grange ou cellier humide qui ne reçoit le jour que par l'entrée ». (Bizanos, Idron, Meillon, Lezons, Mazères et

(81) *Mémorial des Pyrénées*, 26 février 1835.

Gelos). Dans le canton, « les écoles ne sont ni plancheiées, ni carrelées et manquent de vitres ». Lorsqu'on pouvait disposer d'un local spécial comme à Accous, il se trouvait en très mauvais état ; « en hiver les élèves y périssent de froid ». Dans le canton de Garlin, « la classe se fait presque partout sous le vestibule ou porche de l'église ouvert à tous les vents ». Tel était également l'usage dans une partie du pays basque et pour remédier aux inconvénients qui pouvaient en provenir, « pendant l'hiver, quelques instituteurs tiennent l'école dans l'intérieur des églises ». A Arnéguy, la situation était plus primitive encore : « l'instituteur avait pour local une mauvaise petite chambre d'un rez-de-chaussée humide, insalubre, qui tombe en ruine. La commune avait commencé à faire des réparations. En attendant, l'instituteur réunit les élèves en plein air, de l'autre côté du pont qui sépare la France de l'Espagne et sous le beau soleil de ce pays ». Mais ce n'étaient pas là les seuls inconvénients qui pouvaient détourner ces enfants de l'école. « Dans les cantons de Lembeye, Garlin, Thèze, Montaner, Morlaàs et une partie de Lescar, les communes sont pauvres et isolées et le défaut d'agglomération, les côteaux, les landes, les mauvais chemins, rendent presque impossible la réunion des communes et la fréquentation régulière des écoles ».

Dans le canton de Lasseube par exemple, « la vaste étendue des hameaux, et la grande distance qui sépare les habitations empêchent les enfants de se rendre au centre des communes où se tiennent les écoles. Les pères de famille remédient à cet inconvénient par des instituteurs libres. Chaque section a le sien, il y a même des sections où l'on en rencontre plusieurs. Mais ces instituteurs n'ont pas tous un local fixe pour tenir l'école ; ils vont tantôt dans une maison tantôt dans une autre. Ils sont en général très mal payés de leurs peines et il est étonnant comment ils peuvent vivre de leur état. Presque tous sont incapables d'instruire les enfants ».

La loi n'imposait en effet aucune restriction aux choix que les parents pouvaient faire parmi les instituteurs libres. « Le peu de lumières des familles ne leur permettait pas de faire entre les maîtres le choix le plus judicieux ; elles courent naturellement au bon marché et l'adjudication se fait au rabais. »

La position des instituteurs n'était pas meilleure que la situation des écoles. Le *Tableau* nous renseigne encore à cet égard. « Dans

beaucoup d'endroits, au défaut de la commune qui est pauvre, le traitement fixe de l'instituteur est fait, en tout ou en partie, par les pères de famille les plus aisés. C'est une espèce d'abonnement ».

A ce sacrifice, les parents en ajoutaient un autre. « Les instituteurs ne pourraient vivre si la plupart n'étaient logés et nourris par mois et par semaine chez les pères de famille. Cette vie ambulante et nomade, en les tenant éloignés de l'école, les dissipe et contribue à leur peu d'exactitude ; elle entraîne souvent d'autres inconvénients pour les mœurs et toujours compromet leur dignité. »

Cette hospitalité était souvent le plus clair des bénéfices des maîtres, car les inspecteurs ajoutent : « Les honoraires des instituteurs sont généralement au dessous du traitement que la loi leur assigne. Plusieurs communes même ne les louent que pour une partie de l'année et alors il faut nécessairement qu'ils aient une autre industrie. » Cette position précaire avait bien d'autres inconvénients moins directs. « J'ai remarqué, disait l'inspecteur de l'arrondissement de Pau, parmi ces médiocres ou mauvais instituteurs, un tiers au moins d'estropiés, boiteux, manchots, perclus, jambes de bois, pour qui cette incapacité physique a été la seule vocation pour le métier d'instituteur ». Ainsi mauvaise installation des écoles, situation intolérable faite aux maîtres, tout s'unissait pour rendre à peu près nul l'enseignement distribué dans les campagnes. Faut-il ajouter que les fonctions accessoires de chanteur ou de secrétaire de la mairie, remplies par l'instituteur, venaient le détourner de ses devoirs pédagogiques. Heureux encore s'il ne se laissait pas entraîner à fréquenter les foires et marchés du voisinage et à multiplier ainsi les congés sans mesure et en dehors de toute surveillance.

Mais le mal n'était pas là seulement ; d'autres causes encore contribuaient à perpétuer l'ignorance. Les rapports des inspecteurs signalent d'abord l'emploi de la méthode individuelle presque partout en usage et qui, se combinant avec la fréquentation irrégulière de l'élève, empêchait tout progrès réel. Un second obstacle moins facile à vaincre était l'emploi du patois ou de la langue basque dans les écoles. Presque partout la langue vulgaire était en usage dans les classes au moins pour la récitation et l'explication du catéchisme, seule matière de l'enseignement qui fut obligatoire

et régulièrement étudiée. Les rapports des inspecteurs insistent à diverses reprises sur ce qui se passait à cet égard dans les arrondissements de Bayonne et de Mauléon. « Le langage populaire des communes rurales est le basque, idiome tout à fait étranger à la langue française que les enfants de ces communes ne parlent ni n'entendent. C'est pourquoi nous croyons qu'il serait nécessaire qu'un ordre exprès obligeât rigoureusement à l'avenir les instituteurs établis dans les communes où ce dialecte est en usage à parler constamment français à leurs élèves.... C'est par ces moyens que l'instruction ferait quelque progrès en ces contrées. Il faudrait pour le pays basque, lisons-nous plus loin, des lois exceptionnelles, des lois qui forçassent les parents à envoyer leurs enfants à l'école, ainsi qu'il en existe dans la vallée d'Ahescoa, première province basque espagnole (limitrophe du canton de St-Jean-Pied-de-Port). Les jeunes gens y sont déclarés inaptes à toutes les fonctions civiles et militaires s'ils n'apprennent l'espagnol par principes et s'ils ne savent lire, écrire et chiffrer ». Tel n'était pas le cas de ce côté des Pyrénées et l'auteur auquel nous empruntons ces lignes pouvait ajouter avec vérité : « En un mot les rôles sont changés, le français est pour les basques ce qu'est pour nous leur idiome, une langue morte, ou si vous voulez un luxe dont ils n'ont que faire ».

Pour remédier à cet inconvénient et contrairement aux conseils donnés aux enfants par les curés : « parlez la langue de vos pères » l'inspecteur de l'arrondissement de Mauléon avait pris un parti décisif. « J'ai exigé des instituteurs, dit-il, l'abolition entière de l'usage de la langue basque en classe. Je leur ai fait sentir combien il importe à nos enfants d'apprendre et de parler la langue de la nation pour tous les usages de la vie sociale. Je leur ai également recommandé d'abandonner entièrement la pratique de la lecture basque, suivie dans tous les temps dans leurs écoles ».

Près d'un demi siècle s'est écoulé depuis l'époque où ces recommandations étaient formulées, ces réformes indiquées comme urgentes, et chacun sait que l'on n'a pu encore en obtenir l'exacte et fidèle observation. Ne lisons-nous pas, en effet, dans l'*Etat de l'instruction primaire* dressé en 1864, que les arrondissements de Bayonne et de Mauléon comptent 11,258 enfants ne sachant ni parler ni écrire le français. Plus récemment, le dernier rapport d'inspection générale publié il y a quelques jours à peine, tra-

ce le tableau suivant : « Le pays basque mérite une étude spéciale. La situation y est exceptionnellement mauvaise... Les deux tiers, les trois quarts des enfants qui fréquentent nos écoles ne sont pas plus capables de parler le français usuel que de le comprendre ; quand on les interroge ou qu'on leur donne une explication, on est tenté de se croire au milieu d'étrangers » (82).

L'étude du passé, la détermination des retards que subit une idée juste pour faire son chemin et passer dans le domaine de la pratique, c'est là, ce nous semble, la meilleure réponse à opposer

(82) Rapports d'inspection générale sur l'Académie de Bordeaux, 1880.

Cet état fâcheux de l'instruction dans le Pays Basque a préoccupé tous les inspecteurs chargés de visiter les écoles de notre département. La situation a été examinée à fond dans le remarquable rapport de M. l'écaut et nous ne saurions mieux faire que de citer ici quelques extraits trop longs pour trouver place dans le texte même de notre travail. « Le pays Basque mérite une étude spéciale. La situation scolaire y est exceptionnellement mauvaise ; elle tient à la langue, aux traditions, à la religion, à l'état social, qui concourent à isoler cette charmante race de ses voisines ; mais à son tour elle rend en quelque sorte incurable ce qu'il y a de mauvais dans l'état moral et social... Il faut observer de près cet état de choses pour comprendre à quel point il empêche les communications de tout genre entre nos concitoyens basques et nous, et, si j'ose ainsi dire, leur annexion à notre civilisation morale.

Leur langue nationale est à peu près la seule dont ils fassent usage : c'est la langue des besoins vulgaires et journaliers, ainsi que des sentiments de famille ; c'est surtout celle de la religion, c'est-à-dire de tout l'ordre des croyances, des traditions morales, des règles de conduite, des hautes espérances et des plus intimes émotions. Là est évidemment le grand obstacle. On parle, on pense, on sent en basque, dans un idiome qui n'a rien de commun avec nos idiomes occidentaux : on ne lit ni livres, ni journaux français excepté dans les villes. Les curés prêchent et enseignent en basque, beaucoup des garçons n'apprennent par cœur que le catéchisme basque et c'est là le plus clair de leur instruction. »

L'auteur du rapport publié en 1864 indiquait également l'habitude de faire apprendre le catéchisme en basque comme le plus grand obstacle à la propagation de la langue française. Sur ce point le concours du clergé est indispensable, mais il est douteux qu'on l'obtienne de sitôt, car ainsi que le fait observer M. Pécaut, « il est éminemment national et doublement Basque, peu favorable à la diffusion du français qui est à ses yeux le véhicule des idées étrangères et suspectes, de l'esprit d'insubordination et d'incrédulité. »

Pour remédier à tous ces inconvénients, M. Pécaut propose pour le pays basque une organisation pédagogique spéciale dont nous ne pouvons retracer ici tous les détails. Les divers moyens qu'il énumère, les prescriptions du nouveau règlement scolaire, autorisant l'emploi du français seul dans les écoles, les dispositions de la loi enlevant aux instituteurs l'enseignement religieux, sont de nature à amener une connaissance plus étendue du français dans nos cantons basques. Nous le souhaitons vivement, car selon une parole éloquente qui s'élevait il y a peu de jours, à la tribune « la langue française s'appelle la politique, l'histoire, la philosophie, la lumière, elle s'appelle la patrie. »

à ces esprits optimistes qui veulent, disent-ils, le développement de l'instruction, mais estiment « qu'elle doit se propager dans notre pays, non par des actes de coercition, mais par le progrès naturel des mœurs publiques, par les encouragements qui lui seront accordés, par le contact de ceux qui ont reçu les bienfaits de l'instruction avec les populations encore ignorantes ». Nous verrons plus loin ce qu'un tel système peut produire.

Nous avons retracé un peu longuement peut-être l'état misérable de nos écoles, tel qu'il a été constaté en 1833 dans une enquête impartiale, la plus complète assurément qui ait jamais été faite dans notre pays. Mais il y a une contrepartie aux teintes assombries de ce tableau et après avoir exposé le mal nous devons aussi montrer le bien. Sur ce point notre tâche sera malheureusement moins longue. Quelques jeunes instituteurs, sortis de l'école de Pau, avaient essayé de réagir contre la routine de certains de leurs collègues et les bons résultats commençaient sur certains points à se faire sentir. Les communes de l'ancien canton de Claracq, situées dans une plaine fertile, présentaient une population agglomérée, aisée et instruite, et possédaient presque toutes une maison commune et une école particulière de filles. A une extrémité du département, la petite ville de Garlin était encore plus favorisée. « Par une exception particulière, elle possède, dit le rapport des inspecteurs, une école modèle parfaitement tenue dont le directeur, M. Junqua, s'est fait un nom dans le pays par son zèle pour la propagation de l'instruction élémentaire et par les livres utiles qu'il a publiés. Il continue à justifier les encouragements qu'il a reçus des autorités locales et de l'autorité supérieure. Son *Moniteur général de lecture* et son *Agenda* sont devenus en quelque sorte classiques dans le canton et ont contribué à déraciner, au moins en partie, les traditions de la routine. Son école pour laquelle la ville a voté 5,000 fr. a déjà fait du bien et commence à devenir le rendez-vous des instituteurs des environs qui viennent y tenir des conférences et s'y former, sous un maître exercé, à la pratique des bonnes méthodes. Le canton compte encore quelques instituteurs assez distingués sortis de l'école modèle ou de l'école normale, et pratiquant les procédés de l'enseignement et de la méthode simultanée. »

C'est là tout ce que nous avons à signaler pour la part du bien ; c'est peu en comparaison de tout ce qu'il y avait à faire. Un autre

fait nous montre clairement la situation de notre département au moment où se produisait la première tentative vraiment sérieuse pour étendre l'enseignement populaire. Les dépenses ordinaires de l'instruction primaire, prévues pour 1835, s'élevaient à 78,572 francs, tandis que les dépenses extraordinaires montaient pour le même exercice à 594,338 francs. Sur cette somme totale de près de 673,000 francs, le département ne pouvait disposer que d'environ 23,000 francs ; la subvention du gouvernement étant d'à peu près 41,000 francs, restait un déficit considérable qui obligeait à faire un choix rigoureux entre les dépenses les plus urgentes. Le Conseil général mit au premier rang, avec juste raison, les subventions destinées à assurer le bon recrutement des instituteurs. L'Etat l'aidait dans cette tâche en accordant des fonds pour permettre aux maîtres en exercice de suivre pendant deux mois les cours de l'école normale dirigée par M. Beigbeder.

En 1836 et en 1837, les dépenses de l'instruction primaire s'élevèrent à plus de 100,000 fr., pour chaque année, et en 1838, on commença à voir les résultats de tous ces efforts. Il y avait déjà à ce moment là 30 écoles achevées ou en construction et 67 autres dont les plans étaient à l'étude.

Malgré tout ce qui restait encore à faire, on pouvait légitimement s'applaudir des résultats obtenus. Un journal de la localité les énumérait ainsi vers la fin de 1842 : « D'immenses progrès ont été réalisés par l'instruction primaire dans les Basses-Pyrénées, durant les dix dernières années. Grâce à l'école normale, un grand nombre de communes ont déjà été pourvues d'instituteurs instruits et laborieux. Des méthodes, dont l'expérience a constaté les avantages, ont été substituées à la vieille routine. Des conférences cantonales entretiennent presque partout une louable émulation parmi les instituteurs. Plusieurs comités exercent dans chaque arrondissement une active surveillance que le concours intelligent d'excellents inspecteurs contribue à rendre plus efficace encore... Ces résultats ne paraîtront-ils pas plus étonnants encore, si l'on compare l'état actuel de l'enseignement à celui dans lequel il se trouvait à l'époque où une association de généreux citoyens parvint, à force de sacrifices et de soins, à établir une école modèle dans notre ville » (83).

(83) *Mémorial des Pyrénées* du 15 septembre 1842.

Nous pouvons ajouter à ces détails que neuf écoles primaires supérieures existaient alors dans le département. Ces sortes d'école si utiles et qui viennent aujourd'hui seulement de recevoir indirectement une consécration officielle, déchurent rapidement; celle de Pau résista plus longtemps, mais elle cessa d'exister pendant un moment, et après les efforts faits depuis 1873 pour en propager la création, on n'en compte encore que sept dans le département. (Pau, Lembeye, Bedous, Laruns, Salies, Hasparren, Oloron).

On s'était occupé tout d'abord des écoles de garçons et le service, qui commençait à être assuré pour eux, était loin de l'être pour les filles. Pour remédier à cette lacune, le conseil général, imitant ce qu'il avait fait pour les instituteurs, vota la subvention nécessaire pour l'entretien de dix élèves à l'école des filles de Pau, afin de les préparer aux fonctions d'institutrices. La création d'une école normale, réclamée déjà en 1835, avait été ajournée faute de fonds disponibles, et l'on sait que le système des boursières entretenues dans un établissement libre a prévalu jusqu'au moment où nous écrivons.

L'application prochaine de la loi du 9 août 1879 modifiera ce système aujourd'hui condamné et dont les résultats ne sont pas à la hauteur des sacrifices faits pour les obtenir. Il n'entre pas dans notre plan de discuter ici les mérites comparés des écoles normales et des cours normaux. La question est jugée. Rappelons seulement, à propos de l'établissement existant dans les Basses-Pyrénées, l'opinion d'un inspecteur que nous citerons souvent, car il a vu plus profondément qu'aucun autre, dans le cours de ses tournées. « Les élèves acquièrent une mesure convenable de savoir, sur les différentes matières du programme, au moins pour le brevet élémentaire ; mais je ne puis dire qu'il y ait une véritable éducation de l'esprit, méthodique, ample et féconde. Le livre domine tout : il semble qu'une bien petite part soit faite à la réflexion et à l'appropriation personnelle. Quant à l'instruction et à la pratique pédagogiques, elles se réduisent à peu près à rien » (84).

Cet enseignement pratique si nécessaire « qui vise à l'éducation de l'esprit et non à la préparation artificielle et superficielle d'un

(84) Rapport de M. Pécaut, p. 77.

examen », c'est là précisément ce qui fait la valeur de notre école normale d'instituteurs.

Nous n'avons pas à retracer ici son histoire, à partir du moment où elle fut privée de la direction de M. Beigbeder (85). Installée depuis 1845 dans l'ancien couvent des Barnabites de Lescar, elle possède de vastes locaux rendant plus praticables toutes les améliorations dont le temps et l'expérience feront reconnaître la nécessité. Sous le rapport des maîtres, sa situation actuelle ne laisse rien à désirer : « ils sont intelligents, laborieux, dévoués à leurs élèves ; ils ne reculent devant aucun effort ; ils prêtent l'oreille aux bons conseils ; les progrès notables qu'ils ont récemment accomplis donnent tout lieu d'en espérer de nouveaux ». Dirigés « par un homme d'expérience et de tact » leur enseignement ne peut être que fructueux et nous sommes heureux de pouvoir emprunter à M. Pécaut cette appréciation qui doit leur inspirer à tous une légitime fierté.

Suivre pas à pas la marche de l'enseignement dans notre département depuis la loi de 1833, nous semblerait une tâche monotone et dénuée d'intérêt. Ceux qui voudraient l'entreprendre en trouveront les éléments dans les procès-verbaux de notre conseil général. Ce sont surtout les résultats qui nous intéressent et, pour nous en rendre un compte exact, nous aurons recours au procédé le plus habituellement suivi en pareille circonstance, c'est-à-dire à la constatation opérée au moment où les jeunes gens sont appelés par le recrutement. Le tableau que nous avons dressé présente le résumé des documents présentés au conseil général ou publiés, il y a quelques années, dans le Bulletin de l'Instruction primaire. Mais les chiffres cités ne nous offriraient qu'un enseignement insuffisant, si nous les séparions de ceux qui établissent le degré d'instruction des conscrits dans la France entière. Cette partie de notre travail est extraite de la nouvelle Statistique publiée par M. le Ministre de l'instruction publique et la comparaison que nous pouvons ainsi établir nous permet de connaître la valeur réelle des progrès réalisés.

(85) On peut consulter sur M. Beigbeder, une notice nécrologique insérée dans l'*Indépendant des Basses-Pyrénées* du 13 septembre 1877.

**Tableau comparé de l'instruction des Conscrits dans les Basses-Pyrénées
et en France.**

Années	Basses-Pyrénées		France		Différence entre le départ. et la France.	
	Nombre de conscrits illet- trés 0/0	Différence sur l'année précédente	Nombre de conscrits illet- trés 0/0.	Différence sur l'année précédente.	en plus	en moins.
1830	42,63		50,05			8,92
1832	43,29		48,83			5,54
1834	43,»»		47,12			4,12
1836	43,»»		46,42			3,42
1837	41,72	— 1,28	45,22	— 1,20		3,50
1838	41,38	— 0,34	44,67	— 0,55		3,29
1839	45,29	+ 3,91	43,16	— 1,51	2,13	
1840			42,61	— 0,55		
1841	44,64		42,92	+ 0,31	1,72	
1842	42,70	— 1,94	41,56	— 1,36	1,14	
1843	44,13	+ 1,43	41,16	— 0,40	2,97	
1844	42,48	— 1,65	40,01	— 1,15	2,47	
1845	42,15	— 0,33	39,03	— 0,98	3,12	
1846	39,05	— 3,10	38,»»	— 1,03	1,05	
1847	40,97	+ 1,92	36,55	— 1,45	4,42	
1848	42,96	+ 1,99	36,12	— 0,43	6,84	
1849	44,86	+ 1,90	35,98	— 0,14	8,88	
1850	40,06	— 4,80	36,05	+ 0,07	4,01	
1851	41,51	+ 1,45	35,35	— 0,70	6,16	
1852	39,99	— 1,52	35,08	— 0,27	4,91	
1853	40,03	+ 0,04	34,39	— 0,69	5,64	
1854	40,41	+ 0,38	34,10	— 0,29	6,31	
1855	36,64	— 3,77	33,59	— 0,51	3,05	
1856	35,19	— 1,45	33,26	— 0,33	1,93	
1857	31,36	— 3,83	32,54	— 0,72		1,18
1858	35,60	+ 4,24	31,59	— 0,95	4,01	
1859	35,36	— 0,24	31,16	— 0,43	4,40	
1860	34,53	— 0,83	30,18	— 0,98	4,35	
1861	31,94	— 2,59	29,96	— 0,22	1,98	
1862	30,29	— 1,65	29,13	— 0,83	1,16	
1863	27,49	— 2,80	28,21	— 0,92		0,72
1864	24,64	— 2,85	27,36	— 0,85		2,72
1865	21,54	— 3,10	25,73	— 1,63		4,19
1866	27,59	+ 6,05	22,90	— 2,83	4,69	
1867	24,32	— 3,27	21,04	— 1,86	3,28	
1868	22,18	— 2,14	20,	— 1,04	2,18	
1872	11,74		19,01			7,27
1874	15,17		16,05			0,88
1875	16,43	+ 1,26				
1876	16,73	+ 0,30	16,05		0,68	
1877	16,86	+ 0,13				
1878	15,87	— 0,99				
1879	17,95	+ 2,12				

Tableau comparé, par périodes, de l'instruction des conscrits dans les Basses-Pyrénées et en France.

PÉRIODES.	MOYENNE DES CONSCRITS ILLETTRÉS 0/0		RANG D'INSTRUCTION du départe- ment.
	B.-Pyrénées.	France.	
1827-1829	48,5	55,2	30*
1831-1835	43,6	47,4	36*
1836-1840	43,1	43,7	41*
1841-1845	43,2	40	47*
1846-1850	40,6	36	51*
1851-1855	39,4	34,1	54*
1856-1860	34,5	31,1	53*
1861-1865	29	27	52*
1866-1868	23,4	21,4	52*
1871-1875	17	17,9	45*
1876-1877	16,8	15,6	55*

Les faits suivants ressortent de l'examen attentif de ces chiffres.

A la fin de la Restauration, le département comptait 48, 5 conscrits illettrés 0/0, tandis que la France atteignait 55, 2 0/0. En 1832, la proportion baissait sensiblement

Basses-Pyrénées 43, 29 0/0

France 48, 83 0/0

la diminution demeurant cependant moins marquée dans le département que dans l'ensemble du pays.

En 1836, 1837 et 1838, le département reste en avance sur la France, mais il perd cet avantage en 1839 et les moyennes de la période 1836-1840 ne présentent plus qu'une légère différence.

Basses Pyrénées 43, 01 0/0

France 43, 07 0/0

A partir de cette époque, les statistiques annuelles constatent dans les Basses-Pyrénées des progrès lents, entrecoupés trop souvent de mouvements de recul, alors que les moyennes de la France s'abaissent constamment, sauf deux fois en trente ans. Si nous comparons le point du départ de notre tableau par périodes, 48, 5 0/0 de conscrits illettrés au point d'arrivée, 16, 8 0/0, la différence paraîtra assurément sensible. Mais il faut avouer cependant que, tout en avançant, nous marchions moins vite que le restant du pays. La dernière colonne de notre second tableau nous montre la situation sous son véritable jour. Dans la période de 1827-

1829, les Basses-Pyrénées occupaient le 30^e rang dans l'ordre des départements classés par degré d'instruction. Malgré ses progrès, notre département ne put se maintenir à cette place et nous le voyons perdre tous les ans du terrain, sauf pendant la période de 1871-1875, de telle sorte que n'ayant en 1829 que 29 départements avant lui, il en a aujourd'hui 54. Les efforts n'ont donc pas été à la hauteur des progrès faits autour de nous. Sans se rendre évidemment un compte aussi approfondi de cette situation, un membre du conseil général, qui avait étudié les tableaux annuels du recensement, se crut obligé, en 1863, d'appeler sur ce point l'attention de notre assemblée départementale. Il voyait dans les chiffres qu'il citait la preuve que « les progrès de l'instruction primaire n'ont pas répondu aux efforts du législateur et aux sacrifices faits pour la développer » (85).

Il est un autre ordre de documents qui pourront nous servir à contrôler les chiffres que nous venons de citer. Pendant la période de 1816 à 1820, 71,24 époux sur 100 avaient su signer leur acte de mariage. La proportion était beaucoup plus faible pour les femmes, 13,23 seulement, ce qui donnait 42,23 pour l'ensemble des conjoints. Le département occupait alors le 28^e rang (86). En 1854-1855, l'amélioration pour les hommes était bien peu considérable, 74,2 0/0; en 1876-1877, nous avons à peine dépassé 83,1 0/0. En comparant notre situation sur ce point à celle de la France, nous constatons le même fait que pour l'instruction des conscrits. Du 28^e rang que nous occupions en 1816, nous sommes descendus progressivement jusqu'au 50^e pendant la période de 1866-1870. Depuis lors cependant nous sommes

(85) Procès-verbaux du conseil général, 1863, p. 267.

Nous avons résumé dans deux tableaux placés en appendice la situation de nos divers cantons au point de vue de l'instruction des conscrits. On remarquera la différence notable et parfois considérable qui a existé de tout temps et existe encore aujourd'hui entre les cantons basques et béarnais. Nous n'hésitons pas à attribuer à cette disproportion indiscutable l'état d'infériorité dans lequel nous nous trouvons par rapport à la France. Les 47,50 0/0 de conscrits illettrés constatés en 1879 dans le canton de St-Etienne de Baigorri par exemple doivent singulièrement peser sur la moyenne du département. Notre tableau par arrondissement offre à cet égard des enseignements utiles à méditer.

(86) Statistique de l'enseignement primaire t. 2, p. CLXXI. Il convient de rapprocher ces chiffres de ceux que nous avons cités plus haut pour la période 1786-1790.

remontés au 43°. Le tableau suivant montre clairement ce que nous avons gagné et perdu (87).

Nombre de conjoints (hommes) ayant signé sur 100.

Années	Basses-Pyrénées	France	Rang du département
1816-1820	71,24	54,35	
1854-1855	74,2	68,4	33°
1856-1860	71,2	74,2	38°
1861-1865	72,9	71,8	41°
1866-1870	71,9	75, »	50°
1871-1875	76,9	77,8	48°
1876-1877	83,1	81,2	43°

Rappelons, au sujet de l'instruction des hommes, les chiffres que nous avons établis dans un précédent travail d'après les données du recensement de 1872 (88). A cette époque, nous constatons 39,99 illettrés 0/0 dans la population masculine au-dessus de 6 ans. Au même moment on comptait 10,76 0/0 conscrits illettrés et dans la période de 1871-1875 23,1 0/0 conjoints sans instruction. Ces chiffres n'offrent en somme aucun désaccord, ils peuvent même servir à mesurer la progression réelle de l'instruction dans notre population ; plus on restreint les recherches sur les jeunes générations et plus la proportion des instruits augmente, c'est le résultat naturel des efforts de plus en plus grands faits depuis longues années.

En résumé, voici quelle était la situation du département en 1876-1877 pour la partie masculine de notre population (89). Nous occupions pour l'instruction des conscrits le 55° rang, le 43°, pour l'instruction des conjoints. L'âge moyen du mariage étant trente ans, il faut, pour avoir une comparaison exacte, rapprocher le rang afférent à l'instruction des conjoints en 1876, c'est-à-dire

(87) Idem. p. 354.

(88) Statistique de l'ignorance. Bulletin de la Société des sciences, lettres et arts de Pau 2° série, t. 2.

(89) Statistique, t. 2. p. 368.

55 du rang des conscrits dans la période 1866-1868, c'est-à-dire 52. La moyenne de ces deux chiffres, 53,5, nous donne approximativement le rang réel que les Basses-Pyrénées occupaient en France pendant la période 1866-1876.

Si nous voulons faire sur l'instruction des femmes les mêmes recherches que sur celle des hommes, nous ne trouverons qu'un seul document à consulter : la statistique des conjoints. Nous avons résumé tous nos renseignements dans le tableau ci-après (90).

Nombre de conjoints (femmes) ayant signé sur 100

ANNÉES.	B.-PYRÉNÉES.	FRANCE.	RANG du département.
1816-1820	13,23	34,74	
1854-1855	25,8	52,6	68°
1856-1860	32,6	53,9	63°
1861-1865	38,7	57,5	64°
1866-1870	52,1	62,3	56°
1871-1875	54,7	66,3	59°
1876-1877	57,3	70,6	63°

Ici la situation est différente, mais non moins sombre ; au début de la Restauration, 13,23 0/0 seulement des femmes contractant mariage dans le département savaient signer, alors que la moyenne en France était de 34,74 0/0. Depuis lors nous n'avons cessé de gagner et cette différence de 21,51 entre notre contrée et la France s'atténue progressivement pour ne plus être que de 13,3 en 1876-1877, 57,3 0/0 contre 70,6 0/0. Mais ces chiffres ne suffisent pas pour exprimer notre situation vraie. Pour l'exposer complètement, il faut ajouter que du 68° rang, tenu en 1854, nous ne sommes montés qu'au 63° en 1876, après des oscillations plus ou moins fortes. Rappelons d'un seul mot que la statistique de 1872 nous donnait 62,91 0/0 d'illettrées dans la population féminine au-dessus de six ans, c'est-à-dire 37,9 lettrées, proportion qui n'est pas en désaccord avec celle relevée par les actes de mariage, si l'on a égard à la part des vieilles générations non instruites qui vient peser sur les résultats.

Après avoir ainsi établi notre situation et le rang que nous

(90) Statistique, t. 2. p. 358.

occupons, il nous reste à rechercher les causes de l'infériorité que nous avons constatée. Ici la tâche est plus délicate, car il faut faire entrer en ligne de compte bien des circonstances complexes qui toutes ont une influence plus ou moins directe sur la solution du problème.

Étudions tout d'abord le chiffre de la population à instruire. De 1831 à 1876, il ne diffère pas sensiblement de celui établi pour la France, ainsi que le montre le tableau suivant (91).

Sur 100 habitants combien d'enfants des deux sexes de 5 à 15 ans.

ANNÉES.	BASSES-PYRÉNÉES.	FRANCE.
1821	20,6	20,7
1851	19,5	18
1861	17,9	17,4
1866	17,7	17,1
1876	18,7	17,4

Mais en regard de ce relevé, il faut placer le rapport des enfants inscrits dans les écoles de toute nature avec la population enfantine de 5 à 15 ans (92).

ANNÉES.	B.-PYRÉNÉES.	FRANCE.	RANG du département.
1850	50,6 0/0	51,6 0/0	38°
1863	64,9	66,6	46°
1767	67,4	69,1	
1876-1877	68,9	73,6	62°

Ce second tableau nous montre que, depuis 1850, nous avons toujours été au dessous de la moyenne générale. La négligence des parents à envoyer leurs enfants à l'école se traduit du reste par des chiffres bien frappants. En 1850 nous occupons le 38° rang; nous sommes descendus au 62° en 1876-1877. Quel argument meilleur pourrait-on invoquer en faveur du principe de l'obligation, que ces chiffres nous prouvant combien l'initiative

(91) Statistique de l'enseignement primaire t. 2, p. 45 et p. XLI.

(92) Statistique, t. 2 p. cxvi, 113.

seule des familles est insuffisante pour nous mettre au niveau général.

Ajoutons ici, comme simple renseignement sur ce point particulier, qu'en 1864 on comptait dans le département 9,012 enfants privés d'instruction. L'inspection générale de 1880 constate que, dans le seul arrondissement de Mauléon, plus de 2,000 enfants, presque 3,000, sur 9,500 de 6 à 13 ans, ne figurent pas sur les registres d'inscription (93).

La seule circonstance atténuante que nous pourrions invoquer serait le manque d'écoles. Comment s'établit à cet égard notre situation ? En 1837, 1863 et 1876 nous possédions, par 10,000 habitants, une moyenne d'écoles supérieure à celle de la France (94).

Nombre d'écoles par 10,000 habitants.

Années.	Ecoles de toute nature		Ecoles publiques		Nombre d'habitants par kilomètre carré	
	Basses-Pyrénées.	France.	Basses-Pyrénées.	France.	Basses-Pyrénées	France.
1821					52,4	55,7
1837	19,18	15,73				
1863	21,46	18,39	17,18	14,02		
1876-1877	23,01	19,39	20,53	16,46	56,6	69,8

Mais pour attribuer à ces chiffres leur valeur réelle, il faut les rapprocher de ceux qui expriment la densité de la population, en remarquant que, plus cette densité est faible, plus le nombre des écoles doit augmenter, en raison même de la nécessité où l'on se trouve de les multiplier pour mieux les mettre à la portée des familles. Tel est notre cas, car si nous comptons 52,4 habitants par kilomètre carré en 1821 et 56,6 en 1876, la moyenne de la densité pour la France était à ces deux époques de 55,7 et 69,8 (95). Il est donc évident que, pour offrir les mêmes ressources scolaires que les départements plus peuplés, nous devons avoir un

(93) Etat de l'Instruction primaire en 1864, t. 1^{er}, p. 256. — Rapport d'inspection générale sur l'académie de Bordeaux p. 69.

(94) Statistique t. 2 p. LX et LXVI.

(95) Statistique t. 2. p. XXXIV.

chiffre d'écoles supérieur à la moyenne générale. C'est en effet ce qui se produit, comme nous l'avons vu plus haut. Mais cette différence en plus est-elle suffisante pour rétablir l'équilibre ? La réponse à cette question se trouve dans le tableau suivant représentant le nombre d'écoles de toute nature par 10 communes (96).

	1829	1834	1837	1850	1863	1876-1877
Basses-Pyrénées.	13,3	12,»	13,6	15,9	16,8	17,8
France	8,»	9,1	14,2	16,5	18,3	19,8

Ici nous nous trouvons en présence d'une proportion inverse de celle établie plus haut. Notre moyenne est inférieure à celle de la France. Mais il faut observer que c'est précisément dans les départements très peuplés que sont situés les grandes communes possédant plus d'écoles que les simples villages ; la multiplicité des écoles de hameau nécessitées par la dispersion des habitations, pourrait seule rétablir l'équilibre.

Notre pays par suite de l'étendue d'un grand nombre de communes et de la nature montagnaise du sol devrait, à notre avis, se rapprocher davantage de la moyenne générale. Ce serait le signe certain à nos yeux que nul intérêt ne reste en souffrance et que les familles trouvent à leur portée dans les écoles de hameau les ressources indispensables pour l'instruction de leurs enfants. Nous savons, par la statistique présentée en 1880 au conseil général, qu'une seule commune, Estos, située, à la porte même d'Oloron, est dépourvue de toute école et que huit communes seulement de plus de 500 âmes ne possèdent pas d'école spéciale de filles. Sur ce point nous serions donc dans une situation assez favorable. Pour nous éclairer à fond sur les progrès à réaliser, il faudrait rechercher quelle est la surface de territoire à laquelle doit suffire chaque école rurale actuellement en exercice. Ce serait là un travail d'un véritable intérêt, mais qui dépasserait le cadre de cette étude.

Une autre condition pour assurer la fréquentation c'est l'exten-

(96) Statistique, t. 2. p. LXI et 11.

sion de la gratuité à tous ceux qui peuvent en avoir véritablement besoin. A cet égard notre situation paraît favorable, car depuis 1863, la moyenne sur 100 des enfants reçus gratuitement dans nos écoles publiques dépasse dans une assez large mesure le chiffre établi pour la France. Le même calcul fait pour les écoles de toute nature donne des proportions encore plus fortes. (97)

Sur 100 élèves combien de gratuits.

ANNÉES.	ÉCOLES PUBLIQUES		ÉCOLES DE TOUTE NATURE.	
	B.-Pyrénées.	France.	B -Pyrénées.	France.
1833	61,6	29,3	42,2	22,8
1837	26,9	81,5		
1850	34,8	39,1	49,1	36
1863	46,1	38,4	48,1	35,4
1867	50,4	41,4	51,8	37,8
1872	64,2	54	62	49,2
1877	67,3	57,4		

Il est enfin un dernier élément d'appréciation que nous ne devons pas passer sous silence. C'est celui qui se rapporte à l'assiduité des élèves. Si l'on pouvait indiquer exactement ce degré d'assiduité, on aurait un indice assez certain du profit que les élèves ont retiré de l'école. Mais il est reconnu que l'on ne doit accorder qu'une très faible confiance aux chiffres extraits des registres d'appel, tenus le plus souvent d'une manière très irrégulière. Il faut donc se borner à établir une comparaison entre le nombre des enfants ayant fréquenté la classe pendant l'hiver et le nombre de ceux qui l'ont suivie pendant l'été ; la différence peut servir à mesurer approximativement l'assiduité des écoliers pour l'année entière. A cet égard, notre situation semblerait satisfaisante, car la proportion donnée par les statistiques a été de tout temps supérieure dans les Basses-Pyrénées au chiffre afférent à la France entière (98).

(97) Statistique t. 2, p. 101-105.

(98) Statistique, t. 2. p. CL et 123.

**Combien d'élèves pour 100 ont fréquenté l'école en été par rapport à
100 en hiver.**

Années	Basses-Pyrénées	France
1829	79	52
1832	87	57
1834	72	48
1837	59	57
1840	76	58
1850	78	65
1876-1877	84	79

Mais c'est ici surtout qu'il ne faut pas perdre de vue cette réflexion si judicieuse de l'auteur de la statistique à laquelle nous empruntons ces chiffres. « L'instruction est un fait d'ordre moral et la statistique ne peut d'ordinaire enregistrer avec quelque sûreté que des faits d'ordre matériel, elle compte des quantités, elle est impuissante à définir des qualités ». Une assiduité se chiffrant par 84 % proportion obtenue en 1876, pourrait nous sembler satisfaisante, lorsque le département le plus favorisé n'a pas dépassé 94 %. L'avenir nous dira quel a été le profit réel retiré de leur présence à l'école par les écoliers de ces dernières années. Espérons que le résultat se traduira par une diminution notable des conscrits illettrés.

En attendant que ces progrès se soient manifestés d'une manière sensible et durable, il semble permis d'affirmer que le principe de l'obligation, joint à la gratuité et à la multiplication des écoles de hameau, sera de nature à produire le plus grand bien dans les Basses-Pyrénées. Son application combattra l'insouciance de nos paysans qui, dans certains cantons, ne comprennent pas encore toute l'utilité que leurs enfants peuvent retirer d'une instruction même modeste, mais solidement acquise. Ce défaut d'initiative a été signalé à diverses reprises. « Il est peu de départements où l'activité de l'inspection académique et de l'instruction primaire soit plus nécessaire » écrivait, en 1879, M. Gérardin à la suite de sa tournée d'inspection générale (99).

(99) Extraits des rapports d'inspection générale, t. 1^{er} p. 333.

Nous retrouvons cette appréciation formulée en termes plus explicites dans le rapport présenté cette année même (1880) par un de nos compatriotes, inspecteur général de l'enseignement primaire, dont la sagacité a précisé, mieux que nul autre, les obstacles qui retardent les progrès de l'instruction dans nos contrées.

« Les dons naturels ne manquent pas, écrivait tout récemment M. Pécaut, mais il faut, pour les faire valoir, une forte action administrative et scolaire... Il faut que l'action des inspecteurs devienne plus continue et mieux concertée, que, sous l'impulsion incessante du chef de l'Académie, tous les inspecteurs apprennent à se sentir les organes d'une œuvre commune ; qu'enfin une même pensée relie les supérieurs et les inférieurs et que l'esprit souffle de nouveau dans ce grand corps de l'instruction primaire.

....Les inspecteurs formeront de plus en plus le rouage principal de notre organisation scolaire ; de là la nécessité : 1° de les bien choisir, en écartant les candidats médiocres d'esprit ou de caractère ; 2° de les déplacer le moins possible et seulement après qu'ils ont accompli une œuvre appréciable ; 3° de pourvoir à ce que leur propre éducation ne soit jamais interrompue et qu'ils aient toujours l'esprit au-dessus de leur besogne. C'est à l'inspecteur d'Académie qu'échoit en particulier ce dernier soin. C'est à lui de tenir en haleine ses collaborateurs, de les réunir fréquemment, de les associer à un dessein commun, de les pousser à l'étude personnelle, non moins qu'à l'accomplissement exact de leurs devoirs de profession. »

Espérons que ces sages préceptes, fruit d'une expérience consommée, seront écoutés et mis en pratique et que leurs résultats viendront confirmer ces dernières paroles de M. Pécaut :

« Aucun département ne remontera plus vite dans l'échelle scolaire, s'il est manié par une main ferme et habile. »

C'est qu'en effet il est peu de contrées où l'action administrative ait autant de force, où l'initiative privée trouve plus fructueusement lieu de s'exercer. C'est à cette dernière principalement que l'on doit ces créations multipliées de toutes les œuvres accessoires qui rendent plus féconds les efforts de l'Etat et la bonne volonté des familles. Bibliothèques pédagogiques, scolaires ou cantonales, caisses d'épargne et musées scolaires, concours entre instituteurs, partout on retrouve l'impulsion

intelligente et la main libérale d'un philanthrope éclairé dont le nom restera comme celui d'un bienfaiteur du peuple.

Un savant philosophe « qui honora les sciences par ses travaux, la France par ses hautes qualités, l'humanité par ses vertus » (100), et dont les recherches, sur l'instruction ont été dictées par la passion du bien public, Condorcet écrivait, il y a presque un siècle : « En général la portion pauvre de la société a moins des vices que des habitudes grossières et funestes à ceux qui les contractent. Une des premières causes de ces habitudes vient du besoin d'échapper à l'ennui dans les moments de repos et de ne pouvoir y échapper que par des sensations et non par des idées. » (101) « Paroles profondes, ajoute un commentateur de notre temps qui est lui-même un maître, paroles que ne devraient jamais perdre de vue les instituteurs et les moralisateurs du peuple. Faire passer des âmes grossières de la vie des sens à la vie intellectuelle, mettre le livre à la place de la bouteille de vin ou d'alcool, substituer la bibliothèque aux cafés ou aux mauvais lieux, en un mot remplacer la sensation par l'idée, tel est le problème fondamental de l'éducation populaire » (102).

Il ne dépendra pas de M. Tourasse que le département des Basses-Pyrénées ne fasse de rapides progrès dans la voie tracée par Condorcet. Grâce aux libéralités faites dans ces dernières années, le bon livre qui est, pour les hommes de progrès, « l'instrument fondamental et irrésistible de l'affranchissement de l'intelligence », pénètre de plus en plus dans nos campagnes ; nous pouvons espérer voir petit à petit, sous l'influence des lectures moralisatrices et des réflexions qu'elles suggèrent, les satisfactions grossières des sens perdre leur empire (103). N'y a-t-il pas en effet, comme le disait M. Duruy en 1867, « pour le plus grand nombre des hommes, un lien nécessaire entre l'esprit qui s'éclaire et le cœur qui se purifie » ? (104).

C'est vers ce double but que doit tendre le progrès et pour l'atteindre plus sûrement, il faut, comme M. le ministre de l'ins-

(100) Arago. Eloge de Condorcet. Notices biographiques, t. 1, p. 234.

(101) Condorcet. Rapport et projet de décret sur l'organisation générale de l'instruction publique, avril 1792. — Œuvres, t. 7, p. 465.

(102) Compayré, Histoire des doctrines de l'éducation, t. 2, p. 314.

(103) Depuis deux ans, M. Tourasse a distribué plus de 30,000 volumes aux bibliothèques scolaires, cantonales ou pédagogiques.

(104) Discours prononcé à Lyon, le 23 juin 1867.

truction publique le disait naguères, que nos maîtres « soient non seulement des instituteurs, mais des éducateurs ». Nous ne sommes plus au temps où la principale tâche de l'instituteur devait consister à inspirer aux enfants, dès le bas âge, « l'amour, la reconnaissance et le dévouement pour le souverain ». L'intérêt du pays tout entier s'est substitué à l'intérêt d'un seul individu ou d'une seule famille. « Le gouvernement représentatif, écrivait Destutt de Tracy au commencement de ce siècle, doit toujours travailler à la propagation des saines et solides connaissances en tous genres. Il ne peut subsister si elles ne prévalent. Il doit donc, par tous les moyens, favoriser le progrès des lumières et surtout leur diffusion ; car il a encore plus besoin de les répandre que de les accroître » (105). Complétons ces sages préceptes par ces paroles d'un penseur qui, sur ces questions d'éducation, a su acquérir la plus juste autorité. « Si nous voulons que l'instruction primaire remplisse l'office moral, politique, social, dont elle seule peut s'acquitter auprès de l'immense majorité de nos concitoyens, il faut nous proposer pour but principal, dans toutes nos réformes, moins de multiplier les connaissances que de fonder les saines et fortes habitudes intellectuelles et morales. Nous avons à former nos élèves, par l'instruction et par la pratique habituelle, au viril exercice de la responsabilité personnelle. Régler la pensée d'après la vérité, non d'après la coutume, et la vie selon le devoir, non selon l'intérêt prochain ou selon des prescriptions arbitraires, quelle autre sagesse leur enseignerions-nous, et comment nous dispenser de leur enseigner celle-là ? L'instruction n'agit qu'à la condition de se transformer en un état de l'intelligence, du caractère, du sentiment, de l'imagination, du corps même, et cette transformation ne s'opère qu'au prix d'efforts patients, quotidiens, combinés avec art » (106). Ces efforts si nécessaires, chacun s'accorde à reconnaître qu'ils ne sont pas au-dessus des capacités intellectuelles de nos populations. Un stimulant énergique leur a surtout manqué jusqu'à présent. L'obligation légale de l'instruction ferait disparaître l'obstacle contre lequel il est le plus difficile de réagir, l'insouciance, et le dépar-

(105) Commentaire sur l'Esprit des lois; livre IV.

(106) Rapports d'inspection générale, par M. Félix Pécaut, p. 88.

tement des Basses-Pyrénées pourrait; sous une direction animée d'un large esprit d'initiative, profiter, plus qu'aucun autre, des mesures si fécondes prises, dans ces derniers temps, en faveur de l'instruction primaire.



Proportion % des Conscrits illettrés par cantons.

CANTONS	1863	1868	1872	1874	1875	1876	1877	1878	1879	Classement en 1879.
Pau										
Garlin.....	36	28.17	10	9.43	19.67	14.51	8.33	12.78	10.66	15
Lembeye.....	30.53	26.97	11.11	14.58	16.09	21.42	11.82	9.61	9.78	14
Lescar.....	41.54	15.38	8.45	16.41	9.72	5.85	4.83	4.34	8.33	9
Montaner.....	15.43	20	11.53	9.09	13.95	22.85	10	4	8.16	6
Morlaàs.....	20.56	20.21	14.75	21.21	13.33	19.10	12.04	?	9.17	10
Nay (E.).....	18.69	15.63	5.18	8.57	8.33	7.77	14.94	3.20	7.75	5
Nay (O.).....	26.33	24.21	19.81	15.47	18.69	11.23	10.46	9.47	11.60	17
Pau (E.).....	10.96	11.94	10.79	8.45	10.63	11.81	10.56	6.06	9.55	13
Pau (O.).....	15.64	17.97	7.10	9.37	6.42	7.01	5.30	2.64	4.79	1
Pontacq.....	16.94	14.67	14.28	16.17	9.33	11.11	10.44	5.88	6.40	4
Thèze.....	32.83	18.18	11.42	21.56	18.86	15.55	10	12.28	14.81	22
Oloron										
Accous.....	4.67	13.64	2.15	1.37	1.31	7.52	0.	2.32	5.88	2
Aramitz.....	19.35	37.50	18.64	20.36	14.28	14.16	3.33	18.18	12.76	19
Arudy.....	14.43	19.78	5	10.16	12.50	5.26	11.11	4.67	9.52	11
Laruns.....	3.33	0.	0.	2.70	4.44	0.	4.25	2.43	6	3
Lasseube.....	41.30	13.95	26.19	22.22	7.40	18.51	5.40	12.12	28.26	32
Moncin.....	21.24	14.15	3.88	16.88	20.68	13.63	12.69	15.27	10.74	16
Oloron (E.).....	12.85	7.77	3.67	10.60	7.59	5	11.34	7.14	15.96	24
Oloron (O.).....	19.77	9.85	4.21	10.36	6.12	1.47	2.73	4.22	8.23	7

Orthez	Arthez.....	34.02	17.65	9.21	10.12	11.53	14.47	14.49	6.02	26.13	30
	Azaqu.....	26.42	6.67	5.66	12.67	19.23	18.30	20.58	11.11	24.17	29
	Lagor.....	18.18	12.82	9.63	7.01	13.33	8.19	8.57	13.41	12.64	18
	Navarrenx.....	11	11.65	6.06	4.40	15.38	7.24	21.42	9.37	9.52	12
	Orthez.....	14.93	11.41	19.26	5.15	11.21	11.57	22.80	26.01	15.25	23
	Salies.....	32.38	12.62	17.69	18.55	20.35	25.80	27.90	22.22	23.43	28
	Sauveterre.....	14.77	16.18	8.43	6.77	9.19	16.36	14.81	13.43	16.92	25
	Bayonne (N.-E.)..	29.48	18.25	12.96	11.36	17.69	8.94	10.78	7.89	13.52	21
	Bayonne (N.-O.)..	23.53	20.93	11.51	5.98	8.45	9.17	10.13	10	8.29	8
	Bidache.....	50.98	32.65	31.11	16.66	20	20.25	20	17.24	39.58	37
Bayonne	Espelette.....	44.26	51.92	5.63	19.29	17.14	24.44	26.41	18.05	28.81	33
	Hasparren.....	40	28.13	9.52	4.28	5.17	8.64	1.42	5.31	12.94	20
	La Bastide-Clair..	31.34	50	5.45	16.07	21.05	4	10.71	2.85	27.67	31
	St-Jean-de-Luz....	35.38	20.90	10.25	31.94	25.33	26.77	25.45	30.13	35.80	35
	Ustaritz.....	65.22	43.75	21.53	29.16	30.30	27.93	39.65	36.76	20.96	27
	Iholdy.....	56.41	26.47	7.59	15.15	25.64	50	24.66	34.44	40.69	38
	Mauleon.....	44.95	30.25	17.98	28.84	20	26.36	26.65	39.04	29.34	34
Mauleon	St-Etienne-de-Baig..	66.33	44.14	20.96	40.19	39.47	34	48	53	47.50	40
	St-Jean-Pied-de-Port	52.56	41.67	12.96	36.78	30.26	41.44	32.64	39.56	43.13	39
	St-Palais.....	45.24	35.58	14.28	26.78	39.63	40.52	41.26	44.60	37.39	36
	Tardets.....	37.77	38.30	16.34	22.35	20.48	32.94	18.07	26.13	19.60	26
	Moyenne du département	27.49	22.18	11.74	15.17	16.43	16.73	10.86	15.87	17.95	

Proportion 0/0 des conscrits illettrés par arrondissements.

ARRONDIS- SEMENTS.	1868	1872	1874	1875	1876	1877	1878	1879
Pau.....	18. 95	11. 04	13. 12	12. 44	12. 55	10. »	5. 66	8. 81
Oloron...	14. 52	6. 08	9. 94	9. 77	6. 94	7. 08	7. 61	11. 65
Orthez...	12. 54	10. 86	9. 60	14. 44	14. 76	20. 03	15. 40	18. 47
Bayonne..	29. 87	13. 58	15. 23	17. 31	15. 17	15. 82	16. »	20. 21
Mauléon..	35. 33	16. 80	29. 15	29. 64	33. 86	32. 74	39. 86	36. 64

Addition à la note 29, page 6.

Un document que nous venons de découvrir montre clairement quelle était la situation des instituteurs vis à vis de l'église.

« Profession de foy que les régens feront entre les mains du supérieur ecclésiastique, en les approuvant.

Je crois de ferme foy tout ce que l'église catholique, apostolique, romaine croit et professe, je condamne et rejette très sincèrement toutes les hérésies et opinions erronées, singulièrement celles de Luther et Calvin, que la même église a condamnées et rejetées : Ainsy Dieu soit à mon ayde et ses saints évangiles, sur lesquels je jure de vivre et de mourir dans la profession de cette même foy.

Et ce entre les mains de... en présence de... témoins sous-signez. Fait à... ce jour du mois de...

(Extrait d'un catéchisme basque imprimé à Pau en 1696).

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

Séance du 10 novembre 1880

SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE M. GENREAU.

Présents : MM. Genreau, Piche, Barthety, Soulice, Sers, Monod, Lasserre, Flourac, Flandé, Vallier, Delvaille, Goudard, Ch. Probst, Jamet, Ch. Cadier, Léon Cadier, Sarradon fils, Lebon, Louis Malan, Guillaume Malan, Emile Malan.

Après lecture et adoption du procès-verbal de la précédente séance, le secrétaire général rend compte des publications reçues ; il signale notamment le Bulletin de la Société Borda de Dax dans lequel sont publiés les manuscrits inédits de Borda et de Thore, et l'envoi d'une brochure sur la culture de la vigne dans le Sud-Ouest, par M. Victorin Langlet.

Il présente à la Société le chronomètre solaire de Fléchet, construit par Molteni, cadran solaire d'une grande précision qui donne le temps vrai et le temps moyen, le mois, le jour, l'heure et la minute.

Il montre le dessin du photophone, la nouvelle et merveilleuse invention de Graham Bell et donne des indications sur le « métal Spence », nouvel alliage composé de soufre et de sulfures métalliques qui offre de précieuses qualités au point de vue des beaux-arts et de l'industrie. Sa dureté, son poli, son inaltérabilité lui permettent de lutter avec le bronze pour les moulages d'art ; son élasticité, son bas prix et surtout la propriété qu'il a de se dilater en se solidifiant le rendent précieux pour remplacer le plomb dans les joints des conduites d'eau et de gaz.

M. Piche termine en informant la Société que onze mémoires ont été présentés au concours ; la plupart paraissent importants et rentrent bien dans les conditions du programme ; il convient de nommer pour juger ces travaux une commission de trois membres qui pourra s'adjoindre des rapporteurs ayant compétence spéciale suivant la nature des sujets traités.

Sont nommés membres de la commission : MM. Lamaignère père, Rivarès et Lacaze.

M. le président rend compte des démarches faites par le Bureau, auprès de la municipalité, afin d'obtenir les salles nécessaires à l'installation de nos collections qui, jointes à celles que possède déjà la ville, formeront la base d'un musée d'histoire naturelle et d'archéologie.

Il donne lecture d'une lettre du Maire qui donne satisfaction aux vœux depuis si longtemps renouvelés par la Société.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que le Conseil Municipal a accepté avec une profonde reconnaissance l'offre que vous lui avez faite, au nom de la Société, d'une collection bien précieuse d'objets devant former la base d'un musée d'histoire naturelle et d'archéologie dont il a décidé la création.

Le Conseil qui attache un grand prix à cette collection m'a chargé de vous prier d'accepter et de faire accepter par la Société des sciences ses remerciements les mieux sentis.

Suivant sa décision, M. l'architecte de la ville va dresser un devis de la dépense à faire en vue d'un projet d'installation de notre musée de tableaux à l'ancien asile et c'est à la suite de ce dernier que prendrait place le musée d'histoire naturelle et d'archéologie.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Maire : A. DE MONPEZAT.

M. Soulice, trésorier, rend compte des recettes et dépenses de l'exercice 1879-80.

Recettes :

Avoir au 1 ^{er} novembre 1879.....	2,834 f. 65
Cotisations.....	1,400 00
Subvention du ministère.....	300 00
	<hr/>
	4,534 65

Dépenses :

Impression du tome VIII (fin).....	523
Impression du tome IX.....	890
Conférences.....	299 45
Frais d'administration, etc.. ..	352 40
	<hr/>
Balance.....	2,064 f. 85

Excédant des recettes : 2,388 fr. 75.

Toutes les dettes de la Société sont payées et il reste à percevoir la subvention du Conseil général pour 1880.

M. Soulice parle ensuite des fouilles exécutées par les soins de l'administration des Ponts et Chaussées, lors du déplacement du dolmen de Téberne (ou de Buzy), déplacement occasionné par le tracé de la voie ferrée de Pau à Oloron.

Il lit la lettre adressée à M. le Président par M. l'ingénieur La Rivière et le rapport fait par M. Recurt.

Il fait passer sous les yeux de la Société les objets trouvés, fixés sur cartons d'après leur nature : silex, outils en bois de renne, terres cuites, dents et autres ossements.

Il annonce que ces objets sont offerts par l'administration au Musée qui va être constitué.

La Société vote des remerciements à l'administration des Ponts et Chaussées, et particulièrement à M. La Rivière, ainsi qu'à M. Recurt, auteur du rapport et des beaux dessins qui l'accompagnent.

M. Barthety ajoute quelques renseignements au sujet du déplacement du dolmen et émet le vœu que les dessins des objets trouvés soient reproduits au bulletin.

M. Soulice communique une lettre de M. l'Ingénieur en chef appelant l'attention de la Société sur une ancienne maison de la commune d'Etsaut qui doit être démolie prochainement pour rectification de la route et qui porte de curieuses sculptures encastrées dans la façade.

La Société exprime le vœu que ces sculptures soient conservées et transportées au Musée de Pau.

Il est procédé aux élections des membres du bureau pour l'exercice 1880-81.

Sont nommés :

MM. Lamaignère aîné, président.

D^r Monod, vice-président.

Piche, secrétaire général.

Barthety, secrétaire des lettres.

Jamet, secrétaire des sciences.

Soulice, trésorier.

Sont admis comme sociétaires, dans la section des excursionnistes, sur la présentation de MM. Monod et Cadier :

MM. Gaujean, Flandé et Lebon.

Séance du 8 décembre 1880.

SOUS LA PRÉSIDENTE DU D^r MONOD.

Présents : MM. Monod, Barthety, Soulice, Sers, Genreau, Flou-rac, Lacoste, Cadier père, Flandé.

A l'ouverture de la séance M. Monod prononce les paroles sui-vaetes :

Messieurs et honorés collègues,

« C'est par suite du refus de l'honorable M. Lamagnère, sur qui s'étaient portés vos suffrages dans la dernière séance, que je me trouve appelé à vous présider ce soir. Ce n'est pas à moi, mais au nouveau président que vous allez élire, qu'il appartient d'être l'interprète du bureau, au début de cette session, pour vous présenter, avec ses remerciements, ses aspirations, ses vœux et ses encouragements.

Je ne veux pourtant point laisser échapper cette première occasion qui m'est offerte de vous exprimer ma vraie reconnais-sance pour l'honneur que vous m'avez fait en m'appelant à la vice-présidence.

Nouveau venu dans vos rangs, n'y ayant pas encore fait mes preuves, j'aurais hésité à accepter cette distinction imméritée, si je n'avais compris qu'elle s'adressait moins à l'homme qu'au repré-sentant d'une jeune société à laquelle vous avez voulu accorder une marque directe d'intérêt, après lui avoir récemment donné droit de cité parmi vous.

Au nom de la section des excursionnistes je vous remercie et je souhaite que mon passage à la vice-présidence ait pour résultat de resserrer les liens qui l'unissent à vous.

Pour ma part, je m'efforcerai par le zèle et l'exactitude que j'apporterai dans l'accomplissement de mes fonctions de justifier votre confiance en contribuant à la marche prospère de notre société. »

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

M. le trésorier donne quelques explications sur la démarche que M. le secrétaire-général et lui ont faite auprès de M. Lamai-gnère pour lui communiquer le résultat des élections faites dans la dernière séance ; il ajoute que M. Lamagnère ayant refusé, sans qu'il fut possible de le faire revenir sur cette détermination,

d'être président de la Société, le bureau a dû porter à l'ordre du jour de cette séance la nomination d'un nouveau président.

Vu le petit nombre des membres présents, cette élection est renvoyée à la prochaine séance.

M. le trésorier dépose sur le bureau les bulletins des Sociétés correspondantes, reçus depuis la dernière réunion, en appelant l'attention sur la publication des lettres de Marca entreprise par M. Tamizey de Larroque dans la Revue de Gascogne.

M. Soulice donne lecture de la première partie de son travail sur l'histoire de l'Instruction primaire dans les Basses-Pyrénées.

Séance du 12 janvier 1881.

SOUS LA PRÉSIDENCE DE M. PICHE.

Présents : MM. Piche, secrétaire-général, Barthety, secrétaire, Soulice, trésorier, Lamaignère père, Valery-Meunier, Sers, Gorse, Chauvin, Genreau, Gustave Cadier, Labastie, Forsans.

M. Gay, ingénieur en chef, assiste à la séance sur invitation.

M. Monod, vice-président, s'excuse de ne pouvoir rester à la séance.

Le procès-verbal de la dernière réunion est lu et adopté.

M. Lamaignère remercie ses collègues de l'honneur qu'ils lui ont fait en l'élisant président ; il regrette que sa santé l'oblige à le décliner.

M. Piche rend compte des publications reçues et notamment du bulletin de la Société des sciences de Bayonne.

Il annonce que le directeur du musée Guimet à Lyon demande l'échange de sa publication avec la nôtre.

Cet échange est voté.

M. Soulice donne lecture de la seconde partie de son travail sur l'histoire de l'Instruction primaire dans les Basses-Pyrénées.

M. le docteur Meunier demande que cette excellente étude soit tirée à part aux frais de la Société et distribuée dans la région en dehors des sociétaires.

MM. Sers et Gay donnent des renseignements sur les procédés administratifs employés dans l'Alsace-Lorraine et dans l'Italie du Nord pour favoriser l'enseignement de la langue nationale.

Divers membres échangent des vues sur la vulgarisation du français dans les écoles du pays Basque.

Sur la proposition de M. Piche, il est décidé que le bureau se réunira avec les membres de la commission météorologique départementale pour étudier le projet de constitution d'une section de climatologie à la Société des sciences de Pau.

M. Robineau est admis comme sociétaire, dans la section des excursionnistes.

M. Sers est élu président de la Société à l'unanimité des suffrages exprimés.



SECTION DES EXCURSIONNISTES

Séance du 22 janvier 1881.

RAPPORT DE FIN D'ANNÉE

DE L'EXERCICE 1880.

Messieurs,

Il y a eu un an lundi dernier, 18 courant, que la plupart d'entre nous, convoqués par MM. Ch. Cadier et Louis Malan, délégués à cet effet, se réunissaient chez M. Ch. Cadier pour fonder à Pau une section de la Société des Excursionnistes de Paris.

Je ne vous rappellerai pas ici les péripéties de nos premiers rapports avec cette société à l'initiative de laquelle, nous ne l'oublions pas, nous devons notre naissance. Vous avez encore présents à la mémoire les difficultés inattendues soulevées par elle au moment où, après trois séances consacrées à l'élaboration de statuts aussi conformes que possible aux siens, nous avons voulu commencer les relations officielles de section à société. — Hélas ! notre mère refusait de nous ouvrir ses bras et nous abandonnait à nous-mêmes dans un âge bien tendre.

Quoique jeunes, nous ne nous sommes toutefois aucunement laissés abattre par le coup imprévu : l'établissement d'une section de la Société des Excursionnistes de Paris n'avait pu aboutir, mais la Société des Excursionnistes du Béarn était fondée.

Il faut croire cependant que nous étions destinés fatalement à être section de quelque chose ; en effet, à peine avions-nous rompu nos lisières, que nous voilà en présence des propositions si libérales, si séduisantes sous tous les rapports, si pleines d'avantages pour nous, de la Société des Sciences, Lettres et Arts.

Ici, les négociations n'ont pas été longues ; après quelques pourparlers de vos délégués avec ceux de la Société des Sciences, Lettres et Arts, vous avez voté à l'unanimité dans la séance du 18 mars la fusion proposée et les statuts qui nous régissent.

Je ne dois pas manquer de mentionner dans ce rapport la séance de la Société des Sciences, Lettres et Arts dans laquelle a eu lieu notre réception. Tous ceux d'entre nous qui y ont assisté se rappellent avec plaisir l'accueil chaleureux que nous y avons reçu : le discours bienveillant et plein d'humour de M. Piche, les allocutions pleines de cordialité de M. de Bordenave d'Abère. Vous avez tous été touchés comme moi de voir l'insistance avec laquelle nos honorables et nouveaux collègues nous offraient le concours de leur expérience, de leurs lumières et de leur influence. Nous savons que nous trouverons toujours auprès d'eux de précieux protecteurs empressés à nous aider dans la poursuite de l'œuvre que nous avons entreprise.

Déjà ils nous en ont donné la preuve, et j'adresse en passant nos remerciements à M. Barthety, qui non-seulement est venu nous faire les honneurs du dolmen de Buzy, mais qui s'est encore donné la peine de nous rédiger sur ce monument des notes scientifiques fort intéressantes que vous pouvez lire dans nos archives.

Nous remercions aussi M. Genreau qui a bien voulu nous aider dans les démarches que nous avons faites auprès de la compagnie des chemins de fer du Midi, à l'effet d'obtenir la réduction de moitié du prix des places

Tout en conservant notre entière liberté d'action, nous avons acquis en fusionnant avec la Société des Sciences, Lettres et Arts les mêmes droits que les autres membres : nous avons gagné aussi la libre disposition d'un local bien éclairé et, quoi qu'on en dise, suffisamment confortable pour des excursionnistes aguerris, comme nous prétendons l'être.

Bientôt nous recevrons le Bulletin de la Société dans lequel bon accueil est réservé aux travaux, notes ou compte-rendus dont nous demanderons l'insertion.

Vous voyez, Messieurs, les nombreux avantages que nous procure la fusion accomplie. A nous d'en profiter. Nous devons avoir à cœur, nous sentant ainsi encouragés et secondés, de redoubler de zèle et de nous imposer un but plus élevé. En un mot, notre devise doit être celle que nous proposait notre président dans un discours que nous avons tous applaudi : *Excelsior* !

J'en viens maintenant à la marche de la section dans le cours de l'année 1880.

Notre registre d'inscription des membres contient 33 noms,

dont 29 membres fondateurs et 4 membres actifs admis ultérieurement.

Nous avons eu à enregistrer 5 démissions : celles de MM. Conord, Bost, Lary, A. Charles et Barbey. — Les quatre premiers ont cessé de faire partie de notre section par suite de leur départ de Pau.

Quatre autres de nos collègues, MM. Léon Cadier, Laurent Capdebosq, André Lebon et Raymond Maussier, ont aussi quitté notre ville, mais ont demandé à rester membres actifs. Comme tels, ils continuent à payer leurs cotisations ainsi qu'à recevoir toutes nos communications et nos publications.

C'est avec plaisir que nous avons vu ce fait se produire et nous espérons que l'exemple sera suivi par la plupart de ceux d'entre nous qui seront forcés de s'éloigner de Pau.

Espérons aussi que nous ferons, dans le cours de l'exercice actuel, de bonnes et nombreuses recrues. Si le nombre n'est pas toujours une preuve de vitalité, il n'en est pas moins vrai que de nouvelles adhésions ne peuvent que nous encourager et ajouter à l'entrain et à l'intérêt de nos excursions et de nos séances.

Le bilan des excursions de l'exercice qui vient de finir n'est pas bien chargé ; il est à déplorer en particulier que celles que nous avions projetées pour les montagnes aient si peu réussi. Il semble que nous hésitions à attaquer ces belles Pyrénées qui cependant se sont mises en frais de coquetterie pour nous attirer vers elles dans le cours de nos promenades sur les côteaux.

Il est vrai que nous avons réservé ces grandes excursions pour la période des vacances, pensant qu'à ce moment un plus grand nombre pourrait y prendre part ; mais il s'est trouvé qu'à cette époque la plupart d'entre nous étaient dispersés et il nous a fallu renoncer aux beaux projets qui avaient été ajournés. C'est ainsi que s'explique l'échec complet de l'excursion au lac d'Estaing qui n'a pu avoir lieu faute d'excursionnistes et le peu de succès, quant au nombre d'assistants, de l'ascension au pic d'Alianz.

Nous avons eu en tout douze excursions. Ce sont par ordre de dates :

St-Faust, Buros, la grotte de Bétharam, Beyrie, Buzy (le dolmen et le tunnel), Coarraze et le chemin Henri IV, Bosdarros, Laroin (l'éboulement et la « Houratère de Berly »), le pic d'Alianz,

Belloq et Puyo, Piétat, Morlaas (visite au musée scolaire de M. de Bordenave d'Abère).

La plupart ont été fort intéressantes et je pourrais citer parmi celles qui ont eu le plus de succès Buzy et Coarraze, qui ont inspiré à MM. Louis Malan et Léon Cadier les intéressants comptes-rendus que vous savez. Quelques-unes ont moins bien réussi, quelquefois à cause du temps peu favorable, d'autrefois aussi à cause du nombre fort restreint de membres présents au rendez-vous. Nous le savons maintenant par expérience, l'intérêt de nos expéditions dépend beaucoup du nombre d'excursionnistes qui y prennent part.

A ce sujet, je serais tenté de placer ici une exhortation à l'assiduité, mais je me souviens que dans notre séance du mois de juin dernier nous avons entendu une voix plus autorisée que la mienne nous faire en termes pressants ces mêmes exhortations.

Si nous aimons notre Société, si nous voulons qu'elle vive et qu'elle se développe, faisons nous un devoir d'assister à toutes nos séances et à toutes nos excursions. Ne nous laissons jamais retenir par des prétextes souvent futiles ; sans doute il y a des cas de force majeure, des empêchements sérieux, mais que chacun de nous ait à cœur de pouvoir se dire chaque fois qu'il n'aura pas répondu à une lettre de convocation qu'il lui était impossible de le faire.

Soyons bien résolus au commencement de ce nouvel exercice à faire mieux que par le passé. La période des débuts, des premières expériences et des tâtonnements est finie, nous devons maintenant faire nos preuves. Nous voudrions mettre à profit les belles journées du printemps et de l'été prochains pour étendre le champ trop restreint jusqu'à présent de nos pérégrinations. La grande montagne est là à deux pas qui nous attend et nous réserve bien des surprises et ces bonnes et saines émotions qui récompensent largement les touristes hardis. Sachons profiter de ce privilège immense pour une Société comme la nôtre d'habiter un pays si pittoresque et intéressant. Disons-nous que si nous le voulons, si nous avons la persévérance et l'énergie nécessaires, favorisés sous tous les rapports comme nous le sommes, nous pouvons devenir le noyau d'une société importante et attirer à nous tout ce que nos chères Pyrénées comptent de fervents admirateurs et d'explorateurs passionnés.

En terminant, nous avons encore à nous féliciter de l'accueil fraternel que notre jeune société a reçu de nos grandes sœurs aînées réunies à Luz au mois d'août dernier sur l'invitation du Club Alpin Français.

Dignement représentés par nos trois délégués, MM. le Dr Monod, Emile Malan et Léon Cadier, nous avons pris rang et nous sommes affirmés auprès de ces groupes importants d'Alpinistes de toute l'Europe qui assistaient à cette fête.

Nous avons aussi recueilli avec plaisir et reconnaissance les paroles de bienvenue par lesquelles la Société Ramond a répondu à la notification de notre avènement dans une de ses dernières séances.

Encore une fois, profitons de tous les avantages que nous avons à notre portée, laissons-nous stimuler par les encouragements précieux que nous recevons de toutes parts et ayons à cœur de répondre à ce que l'on attend de nous. Aimons notre Société, ayons pour elle, pour sa prospérité et son développement à venir une grande ambition, et cette ambition sera récompensée.

Le secrétaire, G. MALAN.



Réunion du Club Alpin français à Luz et à Gavarnie.

les 20, 21, 22 et 23 août 1880.

par M. Léon CADIER

Pour la première fois, la réunion annuelle du Club Alpin français devait avoir lieu dans les Pyrénées. La section du Sud-Ouest, chargée d'organiser les fêtes, avait choisi comme lieu de rendez-vous la vallée de Luz et nos amis de Bordeaux avaient gracieusement invité notre Société à se faire représenter à ces fêtes de l'alpinisme et de l'excursionnisme. Malheureusement la plupart d'entre nous étaient absents ou occupés et c'est ainsi que deux adhésions seulement avaient été envoyées à Bordeaux et que nous n'étions que trois au rendez-vous de Luz le 20 août 1880.

Parti des Eaux-Bonnes le matin même, à 6 h. 1/2 par la belle route thermale qui mène à Argelès, nous franchissions le col de Tortes, puis le col de Soulor, quittant la grande route pour éviter les lacets ou les trop grands détours et laissant Arrens sur la droite. Nous traversons le village d'Aucun et à 2 k. au delà, abandonnons la route d'Argelès pour passer sur la rive droite du gave et gagner par de petits chemins, d'abord Bun, puis St-Savin et enfin Pierrefitte. A St-Savin nous nous arrêtons un moment pour admirer la charmante chapelle, seul reste de l'ancienne abbaye, l'un des monuments romans les plus purs et les mieux conservés de nos Pyrénées.

Il est 3 h. de l'après-midi quand nous arrivons à Pierrefitte, nous prenions déjà le chemin de Luz, quand nous nous entendons hêler, nous retournons et apercevons avec surprise notre honorable président qui arrivait lui-même de Cauterets et nous engage à venir à la gare où nous retrouverions des amis. En effet une bombe annonce l'arrivée d'un train d'alpinistes qu'attendent MM. Wallon, Gide et le Baron Aymard de St-Saut, secrétaire de la section du S.-O. De nombreuses voitures sont là portant une affiche « Club Alpin français » prêtes à emporter les arrivants et à atten-

dre un autre train qui doit arriver à 5 heures. Nous voyons débarquer une quarantaine d'alpinistes, entr'autres les délégués de l'association d'excursions catalanes, des clubs Autrichien et Italien, etc., puis nous regagnons le village pour monter dans la voiture d'amis qui nous attendaient et nous joindre au cortège qui montait vers Luz. Notre longue file de voitures avait une escorte d'honneur composée des jeunes gens notables de la vallée qui avaient tenu à revêtir, pour la circonstance, l'ancien costume du pays, culotte de velours noir, gilet rouge et veste blanche avec le beret bleu comme coiffure. C'est ainsi que vers 7 heures notre pittoresque bande fait son entrée à Luz au milieu d'un grand concours de population.

La ville s'est mise en frais et nous a préparé une splendide réception. A l'entrée se trouvent des arcs de triomphe, des guirlandes, des écussons, des drapeaux; l'hôtel de l'Univers où se trouve le bureau du club est particulièrement pavoisé et décoré avec beaucoup de goût. A l'arrivée nous retrouvons notre collègue M. E. M. venu à pied avec M. C., notre députation est au complet. Nous pouvons bientôt nous réunir à table, faire honneur au dîner et, après une courte visite à St-Sauveur, regagner nos lits et nous préparer par un sommeil profond et réparateur à la journée du lendemain.

Le 21, des cors de chasse sonnent le rappel par toute la ville dès 4 m. 1½. Nous nous préparons à la hâte et nous nous rendons à l'hôtel de l'Univers, lieu du rendez-vous. La plupart des touristes vont monter en voiture jusqu'au delà de Barèges, à 2 k., sur la route du Tourmalet, d'autres vont à cheval; les plus hardis à pied. Malheureusement le temps, si beau la veille, a changé, un épais brouillard couvre les sommets, une pluie fine et pénétrante fait craindre pour le succès de l'ascension. Malgré tout on ne se décourage pas. « Ce n'est rien » disent les guides. « Le brouillard se lèvera avant midi », disent les plus expérimentés, et à 5 heures 30 les voitures s'ébranlent. Allant à pied, nous laissons facilement derrière nous cette longue file de véhicules, arrivons à Barèges une demie heure avant eux et profitons de ce temps pour visiter l'établissement thermal. Les habitants ont dressé un arc de triomphe et sont réunis pour voir défiler ces 80 ascensionnistes qui se dirigent vers le Pic du Midi.

Jusqu'à Barèges, la vallée est fraîche et ombragée, mais en sor-

tant du village, on entre dans l'aride vallée de Bastan qui aboutit à l'E. au col du Tourmalet (2,122^m), où passe la route de Barèges à Bagnères-de-Bigorre, la plus haute des Pyrénées et l'une des plus élevées des voies carossables de l'Europe, mais non la plus haute, comme on le dit dans le pays. A 2 k. de Barèges, les voitures s'arrêtent et les touristes traversent le Bastan pour monter sur les pentes gazonnées de la rive droite. La cavalerie a pris les devants sous la direction de M. Wallon ; on y compte deux amazones, membres du C. A. F., que nous verrons bientôt à l'œuvre donnant l'exemple et grimpant avec intrépidité les derniers contreforts du Pic. Parmi les ascensionnistes nous remarquons MM. Baysselance, Gide, de St-Saud, du bureau de la section du S. O. ; Schrader, de la direction centrale ; le commandant Prudent ; M. Arabia y Solanas, président de l'association Catalane ; le professeur Rajna, de Milan ; le Dr Monod ; M. Marteau, président du syndicat de la presse départementale, etc., etc. Nous longeons le cours du Bastan sur les flancs des Labas-Blancs, jusqu'aux cabanes de Toue, près desquelles a été élevée une colonne dédiée au duc de Nemours. De là nous montons au Nord jusqu'au col d'Aoube, à travers des pâturages au milieu desquels coule le Couret d'Oncet, en ce moment à sec ; puis nous prenons la rive gauche du ruisseau pour atteindre la Hourquè de Sencours où s'élève l'hôtellerie du Pic du Midi.

Pendant la montée au lac d'Oncet et à l'hôtellerie de Sencours, où nous attendait un déjeuner, le temps semble se lever ; les nuages disparaissent peu à peu, et les pics environnants, jusque là voilés, apparaissent dans toute leur splendeur. En face de nous, au sud, se dressent les beaux massifs de Néouvielle, de Campbieilh et du Pic Long ; plus loin on commence à apercevoir les crêtes du Marboré et le Taillon, tandis qu'à l'ouest domine la superbe pyramide du Balaitous. — Le mieux eût été certainement de continuer l'ascension, nous aurions pu ainsi découvrir, du moins en partie, le panorama du Pic du Midi. Mais la faim commençait à se faire sentir, après trois heures de marche ; dans de telles conditions, comment résister à la tentation de manger les omelettes et les abondantes provisions préparées par les soins de la commission de la Société Ramond.

Cependant le ciel semble se montrer jaloux de l'appétit déployé à l'hôtellerie Plantade : les nuages s'assemblent de nouveau, et

lorsque nous arrivons à l'observatoire du Pic du Midi (2,877^m), un brouillard épais nous cache tous les sommets, tandis qu'un orage éclate au-dessus de nous. Pendant que les éléments nous étaient ainsi contraires, nous étions reçus d'une façon charmante par le général de Nansouty. Tandis qu'au dehors la pluie, la grêle, la neige tombent sans relâche, nous trouvions un abri sûr et une hospitalité cordiale dans le nouvel observatoire construit grâce à l'activité des membres de la Société Ramond. M. Vaussenat avait été chargé par cette Société de recevoir le Club Alpin au sommet du pic. Il nous a fait visiter l'observatoire, situé à 7 mètres du sommet, et qui n'est pas complètement achevé. Il se compose d'un rez-de-chaussée et d'un sous-sol, pourvus de longs couloirs qui permettront de prendre l'exercice nécessaire pendant l'hiver. La construction adossée aux flancs du pic est parfaitement abritée au Nord et à l'Ouest. — Notre savant cicerone, qui, s'il avait fait beau, devait nous faire une démonstration au sommet du pic, nous a fait en quelques mots l'historique du Pic du Midi, et nous a exposé en détail les difficultés de toute sorte que l'on a dû surmonter pour la construction du nouvel observatoire. — Pour ne citer qu'un exemple, une charge de 100 kilogr. ; de sable coûtait 9 fr. de transport ; or, un mètre cube de sable pèse environ 1430 kilogr. on peut ainsi juger quelles dépenses il a fallu faire et quelle énergie a été déployée pour recueillir une somme suffisante, provenant presque exclusivement de souscriptions individuelles. — M. Baysselance nous donne alors lecture d'une dépêche de M. X. Blanc, sénateur, président de la direction centrale, qui exprime ses regrets de ne pouvoir se trouver au milieu de nous. Après avoir remercié M. Vaussenat, il propose ensuite d'ouvrir une souscription parmi les membres du Club Alpin, pour achever l'observatoire. M. Vaussenat nous promet qu'une des plate-formes qui couronneront le pic portera le nom de terrasse du Club Alpin.

Pendant plus d'une heure, nous restons dans l'observatoire heureusement assez grand pour nous abriter, n'ayant pour horizon qu'un brouillard impénétrable et regardant mélancoliquement tomber la pluie, puis la grêle, puis la neige, pendant que le tonnerre gronde du côté de Gavarnie et se rapproche de plus en plus. Quelques alpinistes qui avaient eu l'heureuse idée de se

mettre sous le paratonnerre, sans doute pour être mieux abrités, prétendent même avoir reçu une légère secousse.

Il faut cependant songer au retour ; on nous attend à Luz pour le grand banquet fixé à 6 h. 1/2 et il est déjà 3 heures. D'un autre côté, le vent, la pluie, la neige qui font rage au dehors n'ont rien d'engageant surtout pour ceux qui comptant trop sur l'éclaircie de midi ont laissé leurs plaids à l'hôtellerie de Sencours. Un jeune homme de ma connaissance, que ses souliers blessaient, avait même eu l'heureuse idée de quitter ses souliers pour chauffer une paire d'espadrilles. Comment se hasarder dans les sentiers transformés en ruisseaux ? Cependant nous prenons notre courage à deux mains et nous quittons l'observatoire. « Vous allez attraper un bon rhume, mon pauvre garçon », me dit le général de Nansouty, prédiction qui heureusement ne s'est pas réalisée.

Nous dévalons rapidement dans la boue, les éboulis recevant la pluie qui tombait de si bon cœur ; notre caravane divisée en petits groupes obligés de marcher à la file offre un aspect des plus pittoresques, mais personne ne s'occupait du pittoresque, l'important était d'arriver à l'hôtellerie Plantade. Au bout de 10 minutes, nous sommes de nouveau à l'abri et nous séchons et nous réconfortons de notre mieux. Les imprévoyants ont alors vu leur imprudence tourner à leur profit, car ils retrouvaient là des effets secs dont ils ont été bien aises de se revêtir.

Pendant notre halte à l'auberge, le ciel s'éclaircit, la pluie cesse et le temps se remet au beau ; décidément nous n'étions pas dans les bonnes grâces du Pic qui semblait avoir appelé l'orage pour nous recevoir. Encore une demi-heure et nous aurions vu une partie au moins de ce panorama à juste titre si célèbre. Mais dans les montagnes il faut s'habituer aux contre-temps ; aussi reprenons-nous, non sans maugréer un peu, la direction de Barèges, tandis que quelques-uns de nos compagnons, entr'autres les cinq représentants de l'association catalane, qui avaient attendu quelque temps au sommet, jouissaient un peu de la vue tant désirée. A 5 heures 1/2 nous rejoignons les voitures et 3/4 d'heure après nous faisons de nouveau une entrée triomphale à Luz.

Le banquet a eu lieu à 8 heures, dans la grande salle de l'hôtel de l'Univers, sous la présidence de M. Baysselance ; celui-ci, après nous avoir communiqué des dépêches des Clubs Italien, Autrichien, Espagnol, donne lecture d'une lettre de M. Frossard, pré-

sident de la Société Ramond, exprimant ses regrets de ne pouvoir se trouver à la réunion. M. Frossard avait eu en outre l'amabilité de faire réimprimer pour être distribué aux membres du Club son travail sur le Piméné, qu'il a gravi pour la première fois en 1820.

M. Baysselance termine en portant un toast respectueux à M. le pasteur E. Frossard, doyen des excursionnistes des Pyrénées ; cette proposition est accueillie par des applaudissements unanimes. M. Vaussenat a pris ensuite la parole au nom de la Société Ramond et a bu au Club Alpin. Puis sont venus les toasts de M. Gide, au gouvernement, M. le sous-préfet d'Argelès a répondu, en portant la santé du président de la République, celui de M. Vallon aux guides, etc. — Mais parmi les divers toast citons surtout celui de M. F. Schrader aux diverses Sociétés qui avaient répondu à l'invitation du Club Alpin. Ce nous a permis de voir combien étaient nombreux les représentants des Sociétés françaises et étrangères. — L'Espagne était représentée par deux Sociétés, l'Association des Excursionnistes catalane, qui avait envoyé son président et cinq de ses membres, et une Société scientifique de Barcelonne. Les Clubs Alpins Italien, Autrichien, Suisse, avaient envoyé leurs délégués. Quant à l'Alpine-Club, il devait être représenté par le comte H. Russell-Killough ; celui-n'assistait pas au banquet ; il devait nous faire, le lendemain, les honneurs de Gavarnie et s'y trouvait occupé à organiser les diverses excursions qui devaient avoir lieu le 23. Parmi les Sociétés françaises, citons la Société Ramond, la Société des Touristes du Dauphiné et la Société des Excursionnistes du Béarn.

Notre président répond à M. Schrader et nous demandons la permission de reproduire ses paroles.

Messieurs et chers collègues,

« Si je me permets de prendre la parole dans cette fête après les charmants et éloquents toasts qui ont été portés déjà par tant de voix plus autorisées que la mienne, c'est que je dois parler au nom de l'humble Société dont trois représentants assistent à notre banquet et dont j'ai l'honneur d'être actuellement président, la Société des Excursionnistes de Pau. Je suis chargé par elle de vous apporter ses fraternelles salutations, de vous remercier de votre cordiale et généreuse invitation et de vous exprimer ses vifs

regrets de n'y avoir pas répondu avec plus d'ensemble. Mais notre Société, qui compte à peine trente membres, se recrute surtout parmi les jeunes employés de bureau et de magasin pour qui la durée et les frais de notre réunion constituaient des obstacles insurmontables. Mais, absents de corps, tous sont ici d'esprit et de cœur ; tous vous envoient l'expression de leur gratitude et de leur respectueuse sympathie, respectueuse comme il convient à des cadets vis-à-vis de leurs frères aînés. Bien loin de vouloir faire bande à part, encore moins de chercher à devenir une Société rivale, nous ne demandons en effet qu'à marcher derrière vous, et, guidés par vos conseils, votre expérience, votre exemple, à suivre vos traces glorieuses jusque sur les plus hautes cimes.

Oui, Messieurs, nous serons heureux et fiers d'être placés sous votre haute protection en attendant le jour que nous appelons de tous nos vœux et que nous espérons devoir être prochain où nous aurons réuni des éléments suffisants, où nous nous sentirons assez sûrs de nous, assez bien armés, pour créer à Pau une nouvelle section du C. A. F.

Au nom de la société des Excursionnistes de Pau, pierre d'attente et germe d'une future section béarnaise du Club, au nom d'un jeune pupille qui aspire à être un frère de l'avenir, je porte la santé du Club Alpin Français, des membres éminents de sa Direction centrale, des bureaux de ses sections et spécialement du bureau de la section du Sud-Ouest, organisatrice de cette grande et belle fête de la nature. •

De nombreux applaudissements accueillent ces paroles et saluent ainsi l'entrée de notre jeune association dans le monde des alpinistes.

Pendant le banquet de jeunes montagnards ont fait entendre les chants de la vallée de Luz et ont exécuté dans la salle quelques danses du pays, entre autres la danse du bâton. Au sortir de table un punch offert par les jeunes gens de Luz attendait les Alpinistes sur la place éclairée par de feux bengale. M. Wallon a remercié en patois Barègeois, les habitants de Luz de la réception enthousiaste qu'ils avaient faite au Club-Alpin, les assurant que tous les étrangers, qui, pour la première fois, visitaient leurs belles montagnes, emporteraient un heureux souvenir, non-seulement de leurs sites pittoresques, mais aussi des habitants qui leur faisaient un si aimable accueil.

Le lendemain, après avoir dit adieu à notre président obligé de rentrer à Cauterets, nous prenions à pied avec MM. C. et E. M. la magnifique route de Gavarnie. La journée était splendide et le ciel semblait vouloir réparer sa mauvaise humeur de la veille. A chaque pas ce sont de nouvelles beautés à admirer, d'abord les remarquables ponts de St-Sauveur et de Sia, le gave qui mugit entre ses parois de rocher à une profondeur parfois effrayante, ces hardis escarpements ou ces pentes boisées qui encadrent la vallée et au dessus de nos têtes les crêtes sévères de l'Ardiden, dont les flancs couverts de forêts sont sillonnés de ravins qui envoient au gave de nombreuses cascades. De temps en temps une voiture d'alpinistes nous dépasse ; piétons, cavaliers, voitures, donnent à la route une animation extraordinaire et la vallée a voulu aussi nous faire fête. Nous arrivons ainsi à Gèdre (7 k. de Gavarnie) où nous sommes l'objet d'une réception splendide ; un arc de triomphe est dressé à l'entrée du village, à côté se tiennent le maire, l'instituteur et le fameux instituteur naturaliste Bordères, si connu pour ses travaux de botanique. A notre arrivée, trois tambours battent aux champs pendant que la population nous acclame au cris de « vive le Club-Alpin » auxquels nous répondons « vivent les habitants de Gèdre ». Nous étions vers midi à Gavarnie avant la plupart des voitures.

L'hôtel des Pyrénées à Gavarnie élégamment décoré et pavoisé était garni d'écussons aux armes du Club, c'était le lieu du rendez-vous. La table était dressée sous une tente, sur la pelouse qui se trouve derrière l'hôtel. Malgré l'éloignement de la petite commune de Gavarnie, les Alpinistes ont pu voir que l'art culinaire n'y était pas négligé. Le propriétaire de l'hôtel des Pyrénées s'était surpassé et le Club-Alpin s'est associé aux remerciements que lui a adressés M. Schrader, qui présidait au banquet. Parmi les toasts, citons ceux des délégués des Clubs Alpains, Autrichien et Suisse, celui de M. Russell-Killough aux Ascensionnistes présents et futurs, celui de M. Wallon à la presse. M. Marteau a répondu et, en exprimant la surprise de se voir presque seul pour représenter la presse, a bu à l'union de plus en plus intime de la presse et du Club-Alpin Français.

M. Schrader avait bu à la mémoire de Ramond, le premier qui ait exploré et fait connaître la région du Mont-Perdu ; M. Gide se lève et réclame la priorité pour un autre Alpiniste qui le premier

ouvrit des passages dans la montagne et qui les ouvrit avec sa bonne épée Durandal, à Roland, qui a laissé non seulement dans les Pyrénées, mais dans le monde entier, un renom qui ne s'éteindra jamais.

Vinrent ensuite de nombreux toasts et remerciements aux organisateurs de ces belles fêtes, au bureau de la section S.-O., à MM. Schrader, Lourde-Rocheblave, Wallon, Russell, dont les efforts ont abouti à un complet succès.

Après le banquet, on s'est rendu au Cirque, où M. Schrader devait lire deux lettres inédites de Ramond sur les montagnes environnantes. Forcé malheureusement de quitter Gavarnie le soir même, nous n'avons pu nous joindre à nos compagnons, qui le lendemain devaient escalader les sommets avoisinants.

Pour nous, nous rentrions aux Eaux-Bonnes par la voie que nous avions suivie à l'aller. Pendant ce temps les clubistes faisaient, qui l'ascension du Piméné, qui celle de la Brèche de Roland, qui celle du Vignemale ; et les plus nombreux, enfin, entreprenaient l'ascension du Mont-Perdu par la voie même que suivit Ramond, couchaient au bord du lac glacé et, après avoir gravi le Pic, redescendaient par la vallée d'Arrasas pour revenir par Ordesa et Boucharo à Gavarnie.

En somme et malgré le temps qui aurait pu être meilleur, les fêtes de Luz et de Gavarnie ont pleinement réussi, grâce au soin et à l'habileté avec lesquels les organisateurs avaient tout prévu, à l'accueil aimable et empressé des habitants et aussi grâce à la bonne humeur, à la gaieté et à l'entrain des membres qui y ont pris part. Notre société en particulier, encore inconnue hier, a été accueillie avec amabilité et sympathie et a pris place au milieu de ces vétérans qui doivent nous servir d'exemple et qui ont bien voulu nous prodiguer les encouragements en nous traitant comme leurs égaux. Sachons à l'avenir bien mériter une pareille marque de confiance et montrons-nous en dignes en tenant haut et ferme le drapeau de l'excursionnisme et en serrant nos rangs autour de lui.

Nous ne voulons pas terminer sans exprimer ici toute notre reconnaissance aux organisateurs de cette belle réunion et en particulier à la section du Sud-Ouest qui a fait à vos représentants une si aimable réception.



ÉTUDE SUR LES TAPISSERIES DU CHATEAU DE PAU

par M. André Gorse.

I

A côté de l'intérêt que donnent au Château de Pau les souvenirs historiques qui s'y rattachent, il en est un autre tout aussi considérable, celui que lui donnent les collections qu'il contient : et surtout les merveilleuses tapisseries dont sont décorés ses appartements. Leur réunion forme presque un Musée où se trouvent représentés les divers états de cette fabrication, et les diverses écoles artistiques qui ont fourni les modèles des œuvres reproduites.

Mon but n'est pas de faire ici l'historique de l'art de la tapisserie ; tout le monde sait quel magnifique essor prit ce genre de travail au xv et au xvi siècles. La tapisserie et la fresque se développèrent presque en même temps, celle-ci pour les monuments publics, l'autre pour les résidences particulières et les appartements. Les cartons que l'on demandait aux artistes pour l'une ou l'autre de ces applications de l'art exigeaient à peu près les mêmes qualités d'invention et de style, et Raphaël ne dédaignait pas d'employer son génie à des compositions pour des tapisseries, pour les *Arazzi*, comme on désignait en Italie ces tentures, produits de l'industrie d'Arras, quoique depuis longtemps Arras eût cessé sa production de tapisseries, industrie qui n'avait pas survécu à la prise de cette ville par Louis xi et surtout au despotisme dont celui-ci l'accabla (1). Quelques-uns des cartons faits dans ce but sont célèbres dans l'art sous le nom de cartons d'Hampton-Court, du palais où ils sont conservés, et rivalisent avec ceux des fresques du Vatican, religieusement conservés à la Biblioteca Ambrogiana, à Milan. Ici même, au Château de Pau, nous possédons quelques tapisseries faites sur les compositions du grand artiste.

(1) A consulter les mémoires de l'Académie d'Arras. — *Les Tapisseries Bruzelleses*, par M. Wauters.

Et de ces deux procédés, la tapisserie et la fresque, ce n'est point cette dernière, malgré ses apparences, qui a le plus de solidité et de durée. Pendant que les fresques de la grande époque se boursoufflent, s'émiettent sur des murs salpêtrés et tombent en poussière, tellement que quelques-unes, comme la Cène de Léonard de Vinci, n'offrent presque plus, à l'admiration préméditée des visiteurs que le mur sur lequel fut un chef d'œuvre, ou bien se noircissent à la fumée des cierges des chapelles, comme celles de la Sixtine, la tapisserie se dore doucement avec les siècles d'une teinte ambrée qui enlève aux blancs leur crudité, leur froideur aux parties grises ou sombres, atténuant les contrastes de certains tons trop vifs, fondant le tout dans une gamme exquise et délicate : bien différente en cela de la peinture à l'huile elle-même dont les tonalités noircies par le temps rompent souvent l'harmonie d'ensemble dans laquelle l'artiste avait conçu et exécuté son œuvre.

II

Les plus anciennes, les plus vénérables, les plus curieuses comme art et comme histoire des tapisseries du Château de Pau sont celles qui ont trait à l'histoire de St-Jean. Envoyées, ainsi que toutes les autres, du Garde-Meubles de Paris, sous Louis-Philippe, au château de Pau, ces tapisseries, par un assez singulier hasard, avaient jadis, sous les d'Albret, décoré les salles de cet édifice. Ce n'est pas une des choses les moins curieuses que ce retour après trois siècles. Henri IV fit envoyer du Château de Pau à Nérac, en 1578, plusieurs meubles et tapisseries, entre autres, dit l'inventaire « *huyct pièces de l'histoire de St-Jean rehaussées d'or* ». Ces tapisseries revinrent sans doute au Château de Pau peu de temps après, et en 1602, dans l'inventaire des objets envoyés de Pau à Paris, nous les retrouvons sous la même désignation. Chose étrange, au Garde-Meubles, où M. le baron d'Henneville les découvrit, aucun inventaire ne mentionnait ces tapisseries. Des huit pièces qui composaient la série, trois ont disparu. Des cinq qui restent, l'une représente St-Jean baptisant dans le Jourdain ; la seconde, selon un usage familier aux maîtres primitifs à deux sujets, d'un côté St-Jean prêchant au milieu d'une foule recueillie, et de l'autre le Christ entouré de ses disciples, recevant les envoyés de St-Jean. La troisième, la plus petite de la série, représente

un sujet assez curieux : St-Jean non plus vêtu du costume traditionnel qu'il porte aux scènes précédentes pour le baptême et la prédication, mais nu et couvert seulement de feuillage travaillé dans le désert, faisant une espèce de lisière sous la garde et la surveillance d'une femme, à couronne de reine qui tient un fouet à la main. Je me suis demandé, devant cette pièce, s'il n'a pas existé autrefois quelque légende de St-Jean, aujourd'hui oubliée, mettant le Précurseur, vis-à-vis de Salomé, un peu dans la position de Samson devant Dalila ou d'Hercule devant Omphale ; je me suis demandé si pour justifier ce sujet si étrange, si différent de ce que nous donnent les Saintes Ecritures, l'artiste n'avait pas eu le thème imposé de quelque fabliau, oublié maintenant. Et les sujets suivants me confirmaient dans cette supposition. Dans l'un, « la présentation de la tête de St-Jean » c'est Salomé qui la remet au roi, et celui-ci, à genoux, la reçoit avec une respectueuse déférence ; dans la dernière « l'exposition de la tête de St-Jean » la tête du supplicié est posée sur un charriot richement orné que le roi suit à pied dans un pieux recueillement, suivi d'une foule également pieuse et recueillie. Il est incontestable que ces sujets ont été composés sur une donnée autre que celle que peut fournir l'histoire orthodoxe de St-Jean (1)

Mais ce n'est point par les sujets eux-mêmes que ces compositions sont le plus intéressantes. L'artiste, un Flamand sans doute, très probablement un disciple des Van-Eyck, à en juger par certaines analogies de style, a carrément habillé ses personnages en costumes contemporains ; il n'a fait d'exception que pour St-Jean, le Christ et les apôtres qui l'entourent, et il n'est pas malaisé de voir quelle gêne il éprouvait en sortant des choses familières à son œil. Comme agencement et comme figures, le groupe du Christ et de ses disciples est certainement bien inférieur au reste de la série. Le naïf artiste s'est complu, et nous l'en aimons, dans la reproduction sincère de ces physionomies, inusitées aujourd'hui, et qui circulaient par les rues en plein xv siècle ; il a fixé son époque ; il a pris des gens vivants et a fait une œuvre vivante.

La date de ces tapisseries ressort, à quelques années près, des costumes des personnages, c'est l'époque correspondante au com-

(1) Une suite de sujets analogues sur la même histoire, se trouve en sculpture à la cathédrale d'Amiens. Communication due à M. Legrand, proviseur du Lycée de Pau.

mencement du règne de Charles VIII. Les modes flamandes étaient beaucoup plus riches que les modes françaises, ce qui explique certains détails de luxe que nous ne trouvons point dans les costumes français de la même époque.

Une des choses qui charment le plus dans ces tapisseries est l'harmonie des tons, la finesse et la naïveté de la plupart des têtes, surtout de celles des femmes. Leur caractère, quoique très sobre, prend une intensité d'expression, étonnante. Les plus remarquables sont dans la « présentation de la tête de St-Jean ».

Il ne faudrait point prendre cette suite pour une reproduction d'une autre série, également fort belle et très célèbre, sur l'histoire de St-Jean, qui date de la même époque et est actuellement à Madrid. Les sujets en sont absolument différents.

Je ne saurais quitter ces tentures sans citer le premier auteur qui les a signalées à l'admiration, M. Bascle de Lagrèze, dans son ouvrage sur le Château de Pau : elle sont peu connues du public, étant dans l'aile Nord du Château, dont les appartements ne sont montrés aux visiteurs que sur la demande de ceux-ci, demande à laquelle d'ailleurs il est toujours fait droit.

III

Les premières tapisseries après celles de St-Jean sont, au point de vue de l'ancienneté, celles de l'histoire de Psyché, dans une des chambres du second étage de l'aile du sud. Ainsi que celles de St-Jean, elles sont largement rehaussées d'or. Les six pièces qui composent la série, sont ce que nous possédons des 26 pièces que Félibien cite dans ses entretiens et qui de son temps décoraient les galeries du Louvre.

Plusieurs de ces compositions sont de Raphaël, les autres de Jules Romain. Les fresques de la Farnesina sur l'histoire de Psyché sont tellement célèbres qu'elles ont fait tort à une autre série de compositions que fit également Raphaël sur le même sujet, et qui sont peu connues. Les 32 dessins qui la formaient sont aujourd'hui détruits ou disparus, mais ils furent gravés, du vivant de Raphaël, par Marc-Antoine qui a gravé son œuvre presque complet. Ces gravures mêmes, presque introuvables aujourd'hui, furent reproduites au trait par le graveur Réveil, en 1836, pour son grand ouvrage *la Galerie des Arts et de l'his-*

toire. Or, de ces compositions, nous en retrouvons, dans nos tapisseries, deux absolument reproduites dans tous leurs détails, « la vieille femme racontant l'histoire de Psyché à la captive », et « Psyché au temple de Cérès ». La *toilette* et *Psyché portée sur la montagne* ressemblent beaucoup comme disposition aux mêmes sujets, traités par Raphaël, et Jules Romain n'a fait que peu de modifications à l'ordonnance de l'ensemble; les deux autres sujets appartiennent entièrement à Jules Romain, qui n'a jamais serré de si près la manière de son maître.

Après avoir nommé Raphaël, je n'ai point à dire la pureté de lignes et de style de ces compositions. Le dessin, chose rare, a été respecté par les ouvriers haute-lissiers à qui était confiée l'exécution : la couleur, dans la gamme douce et claire des belles fresques, est admirablement conservée ; il est regrettable seulement que de l'or qui entrait dans le tissage quelques parties aient terni avec le temps, ce qui met des taches brunes aux endroits justement où devaient être les notes les plus brillantes, ce qui n'est qu'un assez mince défaut et n'enlève rien de l'inestimable valeur de ces tapisseries que je recommande à votre admiration.

Après Raphaël et son élève italien Jules Romain, voici un de ses élèves flamands, Benard Van-Orley. Nous pouvons tout à fait comme dans un Musée suivre la filiation des écoles et des styles. De ce Flamand sont les compositions des « douze mois » dispersées dans la grande salle à manger du rez-de-chaussée et les appartements du premier étage. Cette série des douze mois a eu d'assez étranges vicissitudes. Les pièces qui la composent sont désignées, dans l'inventaire, comme commandées en Flandre par François I, pour le Château de Madrid. Cette indication d'origine est certainement erronée. Cette tenture, souvent décrite et reproduite, faisait partie du mobilier de la couronne de France où elle était depuis la mort de Mazarin. Celui-ci l'avait reçue en cadeau, à la suite de la paix des Pyrénées, de don Luis de Haro, au nom du roi d'Espagne. Le comte de Brienne, dans ses mémoires, parle de ces tapisseries, fabriquées à Bruges, « œuvre, dit-il, d'un Flamand, élève de Raphaël, dont le nom ne lui revient pas ». Or, M. Wauters, le savant archiviste de la ville de Bruxelles, dans son bel ouvrage sur les tapisseries Bruxelloises, mentionne une lettre datée d'Anvers en 1530 et adressée à l'Infant don Ferdi-

nand de Portugal par Damien de Goes, dans laquelle celui-ci l'informe qu'il a fait exécuter pour lui en tapisserie les douze mois de l'année. Il est tout naturel de supposer, ajoute M. Wauters, que du Portugal, soumis à l'Espagne, ces tapisseries soient venues en possession de la couronne de ce pays d'où elles seraient passées en France lors des cadeaux faits à Mazarin, qui était particulièrement amateur de belles tapisseries. D'autre part, on ne trouve point trace de cette commande parmi les tentures diverses que François I fit exécuter dans les Flandres.

Pendant longtemps cette série a été désignée en France sous le nom des *Mois Lucas*, quelqu'un ayant pris sur lui d'en attribuer la paternité à Lucas de Leyde. Outre qu'on ne retrouve rien d'analogue dans les compositions de ce dernier, la différence de style eût dû suffire à empêcher une erreur semblable.

Ces tapisseries ont été fréquemment reproduites aux Gobelins, avec des variantes dans les encadrements. Le Château possède quatre échantillons de ces reproductions avec encadrements Louis xv, placés dans une des chambres du donjon. Deux sont fort mutilés ; les quatre pièces portent dans la bande supérieure de la bordure les armes du Royaume de Pologne et dans les angles des cartouches avec les lettres S. R., armes et chiffre de Stanislas, roi de Pologne, père de la reine de France, Marie Leczinska (1).

Examinons donc avec attention les pièces originales, si souvent recopiées et imitées, de cette série des douze mois.

Ce qui les distingue et fait reconnaître au premier abord, c'est la disposition des larges et magnifiques bordures qui encadrent les sujets. Elles se composent de fleurs, de feuillages et de fruits, au milieu desquels des oiseaux, des insectes. Les guirlandes sont interrompues par des médaillons ovales, quatre aux angles, et un sur le milieu de chaque bande. Celui de la bande horizontale du haut représente le signe de zodiaque correspondant au mois ; dans la bande inférieure, une figure allégorique. Les médaillons des coins, en bas, représentent des jeux d'enfants, les autres, des têtes de femme ou de guerrier, le tout en grisaille. La communauté de style de ces encadrements va nous aider à retrouver, à travers les

(1) Dans le grand ouvrage de M. Darcel, les *Tapisseries du Garde Meubles*, est la reproduction de « mars » avec les armes et les initiales du roi de Pologne. Quelques-uns des détails que je donne sont extraits de la notice qui accompagne cette planche.

appartements, les diverses pièces de cette série, incomplète malheureusement.

Au rez-de-chaussée nous trouvons d'abord, dans la grande salle à manger, quatre sujets : *juin* ayant pour motif la tonte des moutons; *novembre* les semailles; *septembre* avec une scène de chasse le cerf à l'eau, la plus admirable pièce peut-être de toute la série; *décembre* avec une scène de patinage. Cette dernière offre au premier plan un détail grivois qui a été modifié dans la reproduction faite aux Gobelins. Au premier étage, dans le grand salon, sont : *mars* avec une scène de jardinage, et *juillet* avec une chasse au faucon; dans la chambre à coucher, dite de l'empereur, *janvier* et *février*. Janvier nous est présenté sous une assez singulière allégorie. Devant une estrade où est assis une espèce de Janus, dont le double profil regarde de droite et de gauche, coiffé je ne sais trop pourquoi d'un chapeau de cardinal, un héraut d'armes vient présenter la nouvelle année, costumée en épouse, tandis qu'un autre héraut accompagne et ramène celle dont le tour est passé et que derrière la nouvelle venue s'avance aussi celle qui la remplacera, chacune tenant à la main une flèche, symbole de la rapidité avec laquelle elles passent.

Il existe deux autres pièces, simples fragments découpés, une « scène de vendange » et un « concert en plein air ». On a découpé et rajusté autour de ces morceaux des fragments de bordure qui ne portent point l'indication du signe zodiacal.

Une des choses les plus remarquables dans cette série est l'harmonie d'arrangement des figures et du paysage et la parfaite entente du dessin. Il est à remarquer que dans presque tous les sujets le point d'horizon est fort haut, ne laissant que fort peu d'espace au ciel. Ceci demande une explication et c'est l'éminent critique, M. Charles Blanc, qui va nous la fournir.

« Les plus anciennes tapisseries, dit-il, sont les meilleures, parce qu'on les concevait dans le principe comme des murailles tissées, de même qu'on regardait les tapis comme un plancher de laine. L'objet d'une tapisserie étant de cacher la nudité du mur, entre deux ouvertures sur le ciel, elle ne saurait imiter tel ou tel tableau fameux, surtout le peindre emborduré dans son cadre, sans mentir à sa destination. Un mur est un plein à surface verticale qui ne doit être renversé ni fictivement ni réellement, d'où il suit qu'il ne convient pas d'y pratiquer un vide qui semblerait

un trou dans le trumeau. Voilà pourquoi les tapisseries anciennes, notamment celles représentant la Passion qui furent tissées à Bruxelles sur les cartons de Roger van der Weyden ou de son école et achetées par la tante de Charles-Quint, ne présentent jamais ou presque jamais de ciel. L'artiste a placé son point de vue si haut, (comme font les Chinois) qu'il a pour ainsi dire supprimé la perspective en faisant monter jusqu'au bord supérieur du tissu le paysage, les montagnes, les châteaux, les fabriques, les figures. La tapisserie se trouvant ainsi couvrir tout le mur sans y laisser de vide devient ce que l'esthétique veut qu'elle soit, une muraille ornée. »

Plus loin, M. Charles Blanc, critiquant encore la reproduction en tapisserie de certains tableaux, ajoute qu'on se trouve amené « à donner au ciel du fond, et une importance ridicule et déplacée, « car il est en effet déplacé et ridicule d'ouvrir une fenêtre fictive « dans un mur plein qui sépare deux fenêtres réelles, et de décorer « une muraille comme si elle était elle-même un vide entre deux « vides. »

Dans le grand salon du premier étage sont deux pages très importantes, un peu postérieures de fabrication à la série qui vient de nous occuper. L'une est un mélange de la tonte des moutons et du concert en plein air ; l'autre est un tir à l'arc dans une kermesse flamande. Les encadrements sont assez semblables de style à ceux de la série des douze mois, la bande horizontale du haut porte les armes de France. Malheureusement, l'une de ces compositions a été divisée, ne pouvant s'étaler librement sur le mur qui lui était destiné et un fragment est sur un panneau voisin. Par suite du raccord des bordures, il ne reste sur celle-là que les ornements qui entouraient les armes de France.

Ce qui rend surtout cette profanation déplorable, c'est qu'au point de vue des couleurs cette page est certainement la plus belle des tapisseries du Château. Au milieu une châtelaine, dont la robe blanche brochée d'or étend ses larges plis à travers les fleurs du gazon, écoute la musique que lui font quelques-unes de ses suivantes, tandis qu'une autre cueille une moisson de fleurs ; au second plan des villageoises tondant des moutons dont la laine blanche n'a certainement jamais été souillée de suint, au fond un château, telle est la composition. Mais ce qui ne peut se rendre c'est l'air merveilleusement fluide qui la remplit, la couleur blonde

et crémeuse, si l'on peut employer ce terme. Cette couleur exquise fait de cette tapisserie comme une vue, une échappée sur un pays idéal, une sorte d'Arcadie princière où vivent, où se meuvent, ignorant les misères de l'existence, des gens d'une substance plus éthérée que la nôtre. C'est tout un poème de bonheur, de richesse et d'opulence, et ce poème, il résulte d'un merveilleux accord de tons et de nuances.

Dans toutes ces tapisseries se retrouve l'application d'un principe absolument admis quant à la couleur au xvi^e siècle. Les parties éclairées de tous les objets, draperies, paysages, quelque soit d'ailleurs la couleur propre de ces objets, est à peu près d'un même ton, un blanc jaunâtre, c'est dans les demi-teintes et plus encore dans les ombres que se trouve la couleur réelle (1). On obtient ainsi une gamme blonde et lumineuse où rien de violent ne vient heurter l'œil. C'est le principe opposé des peintures des anciennes écoles de Caravage, de Ribera et de la plupart des maîtres Espagnols qui décolorent les parties d'ombre de leurs tableaux et les noient dans du brun vigoureux, tandis que la coloration réelle se trouve sur les parties éclairées. Pour mieux dire, dans ces tapisseries du xvi^e siècle on fait décolorer les objets par la lumière, tandis que dans les œuvres des artistes que je vous citais, ils sont décolorés par l'ombre. La différence du but à remplir par une tapisserie et un tableau de chevalet permet, justifie et explique cette différence de moyens.

IV

En outre des « Mois » de Van-Orley, la salle à manger contient plusieurs pièces dont deux sont capitales, un *Repas* et une *Halte de chasse*, les autres de simples fragments. Sur la foi de l'inventaire, auquel je chercherai ici encore une petite chicane, ces pièces sont confondues avec les *Mois* sous la dénomination commune des tapisseries de Flandre, faites pour François I. L'examen de ces tapisseries détruit cette assertion, car les encadrements, tissés avec le sujet, sont du xviii^e siècle le plus pur. D'autre part, le dessin vigoureux, le style élevé de ces compositions témoignent qu'elles sont d'une époque de beaucoup antérieure à l'exécution. Dans le

(1) M. Darcel, *Tapisseries du Garde-Meubles*.

salon d'attente du premier étage, nous trouvons deux grandes pages absolument analogues de style à celles de la salle à manger, l'une représente la flambée d'un sanglier, l'autre une curée, dont la reproduction est en deux fragments au rez de chaussée. Ces deux tapisseries sont certainement du xvi^e siècle, leur bordure est un mélange de fleurs et de feuillages richement combinés, la bande inférieure représentant des dieux et des monstres marins est une imitation de bas relief en camaleu. Cette série, toute cynégétique, se compose donc de deux pièces originales anciennes et de trois copies, plus modernes, dont l'une est dans une des chambres du donjon, sans compter, dans la salle à manger, quatre fragments, copies également.

Les costumes des personnages de ces compositions est le costume allemand du commencement du xvi^e siècle, absolument tel que nous le représentent les gravures de l'époque. Nous sommes ici en présence d'une œuvre célèbre : « Les belles chasses de l'Empereur Maximilien » faite sur les compositions d'Albrecht Dürer. On a bien essayé de soulever quelques doutes et d'en donner la paternité à Van-Orley, mais, outre que celui-ci est assez riche pour qu'il ne soit point nécessaire d'ajouter à son œuvre, la comparaison entre ces compositions et celles des « mois » placées face à face rend bien vite cette supposition impossible. Quelques pièces originales de cette série sont à Paris et ont figuré au Trocadéro. Leur bordure est facilement reconnaissable et arrête leur identité avec celles qui sont ici. Voici comment les décrit M. Wauters, à qui j'ai déjà fait plus d'un emprunt : « Les bordures supérieures et latérales sont ornées de fleurs et de fruits sortant de vases ; dans la bordure inférieure, qui imite le bronze, sont des dieux et des monstres marins » Il décrit aussi, d'après une reproduction, une de celles dont nous voyons au Château l'original : « Au signe du Verseau (1) on voit un groupe de veneurs assemblés autour d'un grand feu où rôtit un animal entier, au fond il y a des bois et un grand château dans lequel il n'est pas difficile de reconnaître l'antique manoir ducal de Tervueren avec ses nombreux corps de logis de structure irrégulière, ses tours et ses tourelles de formes diverses, sa grande salle à toiture d'ardoise. »

(1) *Les Belles chasses de l'Empereur Maximilien*, série en 12 pièces, étaient marquées chacune d'un signe zodiacal intercalé dans la bordure, elles faisaient ainsi une série de 12 mois. La tapisserie décrite est dans le salon d'attente du premier étage.

Le même auteur en mentionne également, avec indications aussi précises, une autre que nous possédons, mais seulement en copie, dans la salle à manger : « Au signe de l'écrevisse, des chasseurs et veneurs déjeunant au milieu d'un bois épais. » Sur les copies également, au milieu de l'encadrement latéral, est un petit cartouche reproduisant le signe zodiacal, et donnant l'écrevisse pour cette composition. Dans les notes qui accompagnent son ouvrage, M. Wauters a été induit en une erreur, relative à notre Château par l'ouvrage qu'il cite d'Alfred Michiels (deuxième édition). Cet auteur dit que quatre pièces de la série des « belles chasses » ont péri dans l'incendie du Château de Pau en 1867 (tome VI, p. 452.) Cette mention pourrait faire croire à un désastre qui fort heureusement n'a pas eu lieu. Il est vrai qu'un commencement d'incendie se produisit au premier étage, lors du séjour de la duchesse Hamilton, mais une tapisserie seulement fut atteinte et endommagée, mais non détruite par le feu.

Les bordures des pièces de cette série, qui sont dans la salle à manger, sont absolument analogues à celles des reproductions des « Mois » faites pour le roi de Pologne. Elles sont facilement reconnaissables aux cornes d'abondance d'où jaillissent des fleurs et des grappes de raisin et qui en occupent les coins. Aux quatre angles et au centre de la bande inférieure sont des cartouches que remplit un monogramme assez surchargé. La bande supérieure porte, en outre, sous une couronne de comte, un écusson à plusieurs quartiers sur lequel est posé un autre écusson où est figurée une tour. La solution de ce petit problème est dans le déchiffrement du monogramme des angles. Au milieu est bien marqué un A et de chaque côté, entrelacés, une F et un B. Je me suis demandé, en voyant ces initiales, cet écusson à la tour qui est celui de la Saxe, cette couronne de comte, si nous n'avons pas sous les yeux les initiales combinées de Frédéric Auguste III, électeur de Saxe, et de son ministre favori, le comte de Bruhl, qui fut aussi son ambassadeur en France. Une tenture des douze mois lui fut offerte, nous apprend M. Darcel, vers 1745. Or, comme ces compositions, au nombre de douze, portent chacune une indication zodiacale, nous avons tout lieu de supposer que la série qui lui fut offerte était celle dont nous avons ici quelques pièces. Il est naturel de retrouver dans les angles ses initiales accolées à

celles de son souverain, et dans le haut, l'écusson de son pays posé au milieu du sien.

V

Une des séries les plus complètes est celle des mois grotesques, dispersée dans les salles du second étage. Cette série, qui a appartenu de tout temps à la couronne, a été, comme les deux précédentes, plusieurs fois reproduite aux Gobelins dans le siècle dernier.

C'est le triomphe le plus complet du genre grotesque. Et ici ce mot ne doit point s'entendre dans le sens de ridicule qu'on lui donne souvent par une déviation du sens primitif. Ce genre, qui se prête à tous les caprices de l'imagination, tire son nom de ce que les premiers modèles qu'en eurent les artistes de la Renaissance furent les peintures décoratives découvertes dans les chambres souterraines — les grottes — des Thermes de Titus. Raphaël s'appropriâ le génie de ces compositions et secondé par ses élèves Jean d'Udine, Perino del Vaga, surtout Giulio Clovio, leur donna une grande importance dans la décoration des loges du Vatican. On donne quelquefois et fort improprement à ce genre de compositions le nom d'Arabesques : les Arabesques ou ornements arabes, le nom l'indique, n'ont pour base que les mille combinaisons de lignes droites ou courbes, géométriquement entrelacées dans le caprice symétrique de leurs angles, le Koran interdisant toute représentation d'homme ou d'animal ; tandis que les grotesques sont le plus étonnant mélange de figures humaines, de corps d'animaux fantastiques, le domaine absolu de la chimère. Le succès de ce genre fut immense par suite de la carrière qu'il ouvrait à la fantaisie et au caprice. C'est à coup sûr d'un élève de Raphaël, Perino del Vaga, ou Giulio Clovio, que sont les compositions des « mois grotesques » du Château. Le fond est uniforme, d'un brun rouge sur lequel se détachent en clair tous les objets. Au centre est une figure symbolique et à l'entour dans un ordre savant dissimulé sous les apparences de la fantaisie la plus échevelée, se groupent, s'entassent se succèdent les caprices les plus bizarres, les créations les plus étonnantes. Ici une tête casquée ou mitrée dont le corps se termine en gaine, là une figure dont la barbe se termine dans les enroulements de la volute d'un coquillage, centaures portant à

la main des corbeilles de fleurs lesquelles en retombant forment de longs rinceaux où se tient accroché un sphinx barbu, au long col, à pied de chèvre, la queue terminée en enroulement où se balancent des singes ou des perroquets ; des morceaux humains, des morceaux animaux, des morceaux végétaux, tout cela emmêlé en produits étranges et vous promenant à travers toutes les transformations des rêves.

Cette série est certainement un des chefs-d'œuvre du genre grotesque et une des choses les plus curieuses à étudier au point de vue de l'art décoratif.

Ces conceptions chimériques où se mêlent et se confondent la ligne, la fleur, l'animal, la figure humaine, malgré leur incohérence apparente, obéissent à des lois très savantes de proportion, de pondération et de symétrie, subordination des détails à l'ensemble, à la variété dans l'unité, toutes ces règles absolues de tous les arts (1).

VI

Il existe encore des tapisseries de Flandre mais plus modernes, de la seconde moitié du xvii^e siècle. Elles sont dans une des chambres à coucher du second étage. L'une de ces pièces, capitale comme importance, est un « marché flamand », d'après Téniers ; c'est, je crois, la seule du Château qui soit signée. Elle porte la marque si connue des haute-lisses flamandes deux B (Bruxelles et Bruges) séparés par un écusson de gueules, suivie du nom P. VAN DEN HECKE en capitales. Devant cette pièce on excuse un peu ce que condamne si sévèrement M. Charles Blanc dans le passage que je vous ai cité plus haut, tout est parfait comme art, si l'ensemble n'y est point parfait au point de vue de la décoration. Déjà un pas immense a été fait par les tapissiers, pour réchauffer l'ensemble, toutes les ombres sont soutenues par des tons rouges, et en se rapprochant de l'effet du tableau, la tenture s'éloigne de cette belle harmonie qui donne tant de finesse aux ouvrages du xvi^e siècle. Cette tenture est néanmoins une fort belle production du plus illustre membre de la famille des Van den Hecke qui, pendant plusieurs générations, porta si haut

(1) Racinet, *l'Ornement polychrome*.

l'art de la tapisserie. M. Wauters, dont l'ouvrage est la mine la plus inépuisable de documents pour tout ce qui concerne les tapisseries de Flandre, cite une assez curieuse pièce, espèce de prospectus des tapisseries qui se trouvaient en vente « chez Van den Hecke, demeurant sur la Haute-Rue, vis à vis des R. P. Capucins, fabricant des dites pièces à Bruxelles. »

Nous y retrouvons mentionnées les pièces suivantes qui sont au Château :

Un marché aux fruits avec un vendeur de chansons et autres divertissements. (C'est la pièce signée.)

Une danse de mai avec tambours et fifres. (Cette tapisserie fait face à la précédente.)

Les vendanges, etc.

Cette suite, ou *chambre*, comme on appelait un ensemble, est désignée sous le titre : « *Les fêtes des paysans en petites figures* », d'après Téniers.

VII

Après avoir payé aux tapisseries de Flandre le juste tribut de notre administration, et avant de passer à celles des Gobelins, permettez-moi de vous citer un petit détail historique dont la place me paraît ici ; c'est que, lors des premières tentatives faites pour enlever aux Flandres le monopole de la fabrication des tapisseries, ce fut dans notre pays de Béarn que devaient venir les immigrants Flamands, apportant le secret de leur fabrication. Dans la publication des *Archives de l'Art Français* (année 1879) est la reproduction d'un assez long mémoire rédigé en 1582 pour le roi de Navarre, au sujet de l'installation de cette nouvelle industrie. Tout y est prévu, les conditions de voyage et de séjour des ouvriers Flamands, les ressources du pays, la fabrication, les moyens de transport et d'écoulement des produits manufacturés, il y est même question d'un projet de plantations de muriers.

« Si les laines du pays ne sont point bonnes pour les employer, « l'Espagne et le Languedoc ne sont pas loin. Pour le moins y « recouvrera-t-on les soies d'Espagne qui sont fort bonnes, on y « pourra même avec le temps asier (sic) des meuriers à faire la « soie, comme on a fait depuis peu de temps à Avignon et même « à Tours ».

Un autre passage est trop flatteur pour notre pays pour que je le passe sous silence ; c'est relativement à la crainte que pourraient avoir les immigrants d'être mal vus par la population locale. Voici ce qui est dit : « Auxquels (maîtres tapisseries) faudra bien persuader que ce peuple étranger sera non seulement bien veu et bien caressé de ceux de Béarn ; mais que, comme le dit pays nonobstant les guerres et débats de leurs voisins à cy devant vescu et vit encore dans une admirable tranquillité, jouissant de tous les bénéfices que Dieu a accoustumé de départir à ceux qu'il tient les plus chers et comme son peuple esleu, il ne faut douter qu'il n'y continue cette félicité sous un tel roy que le roy de Navarre, » etc.

Ce projet de doter d'une aussi belle industrie son petit royaume de Navarre n'a pas été connu des historiens d'Henri IV. Plus tard, quand il fut roi de France, il songea encore à établir une fabrication de tapisseries pouvant rivaliser avec celles de Flandre, mais ce fut à Paris qu'il l'installa, et l'essai de relèvement de la tapisserie en France date de l'édit de janvier 1607 qui donnait un privilège à l'établissement fondé à Paris par le sieur La Planche et son associé, le flamand Marc Comans.

Maintenant abordons les produits de la manufacture célèbre des Gobelins.

Et d'abord laissez-moi vous signaler une particularité historique assez curieuse ; c'est que cette famille des Gobelins, dont le nom est aujourd'hui synonyme de tapisserie, n'a jamais fourni aucun fabricant de haute ou de basse lisse. Le chef de cette famille, Jean Gobelin, vint de Rheims vers 1450 s'établir au faubourg St-Marcel, au bord de la Bièvre, pour exercer son métier de teinturier et réussit heureusement ayant plusieurs procédés particuliers, entre autres pour le rouge écarlate ; l'écarlate des Gobelins resta longtemps célèbre. Dans la suite, la désignation de Gobelins s'appliqua au groupe des maisons que cette famille avait possédées dans cet endroit et au quartier même qu'elles vinrent à former, quartier presque entièrement occupé par des teinturiers et plus tard des tapisseries. Quand, enfin, deux siècles après, ce nom fut donné à la manufacture royale des tapisseries et des meubles de la couronne, la famille des Gobelins avait depuis longtemps quitté l'industrie pour les emplois à la cour où elle avait gagné l'ennoblissement. Sous Louis XIV Etienne Gobelin, marquis de Brinvilliers, était conseiller maître de l'hôtel du roi, et en 1651, son fils Antoine

épousait Marie Marguerite d'Aubray qui devait rendre tristement célèbre par ses empoisonnements le nom de marquise de Brinvilliers.

Quoiqu'il en soit, tel que fut fondé l'établissement des Gobelins, en 1665, tant s'en fallait qu'il fut exclusivement une fabrique de tapisseries, il y avait des ateliers d'orfèvrerie, de bijouterie, d'ébénisterie, de mosaïque, de peinture même, sous la haute direction de Charles Lebrun. Dans une tapisserie du Garde-Meubles de Paris, de la série de « l'Histoire du Roy » représentant la visite de Louis XIV à la manufacture des Gobelins, les produits les plus divers sont présentés au monarque ; un vase est présenté par les Villiers, chefs de l'atelier d'orfèvrerie, une table en mosaïque, une statuette, un buffet ; la tapisserie ne s'y retrouve que par la présence, dans le personnel qui reçoit le monarque, du Flamand Jan Jans, directeur des ateliers de haute-lisse. C'était la manufacture royale des meubles et tapisseries de la couronne, les meubles l'emportant de beaucoup sur les tapisseries.

Un nombre considérable d'artistes de tout ordre travaillaient dans cet établissement. Comme peintres Lemoine Lorain, Van der Meulen, le plus puissant de tous, de Sève, Bonnemer, Boëls, Guillaume Anguier, frère des deux sculpteurs célèbres de ce nom. A l'orfèvrerie les Villiers, Alexis Loir, Dutel, les premiers célébrés dans un des quatrains de l'abbé de Marolles, si intéressants par leurs renseignements sur les choses et les personnes du grand siècle, bien que la rime n'en soit pas riche et que le style en soit vieux.

De Villers et ses fils sont dans l'orfèvrerie
Des hommes achevés ; Alexis Loir comme eux
De Paris, tou les quatre ont des dessins heureux
Mélant à ce qu'ils font une rare industrie.

Les sculpteurs sur bois étaient, entre autres, les Italiens Caffieri et Cucci « que partout pour leur art justement l'on renomme » ; d'autres Italiens, Bianchi et les Megliori, dirigeaient l'atelier de mosaïque ; plusieurs artistes qui même ne travaillaient directement ni aux meubles ni aux tapisseries, avaient leur logement aux Gobelins, entre autres le graveur Sébastien Leclerc.

Mais tout subissait la puissante et hautaine direction de Ch. Lebrun. Despote absolu, il présidait à toutes les confections ;

sculptures, ornements intérieurs des appartements, pièces d'orfèvrerie [et de serrurerie, ouvrages de mosaïque, tables, vases, lustres, candélabres, tout lui passait par les mains, et rien ne paraissait à la cour qui ne fut inventé par lui et exécuté sous sa direction.

VIII

La plus importante série des Gobelins que possède le château est celle des « maisons royales ». Les pièces qui la composent sont dispersées dans les appartements de l'aile nord et au troisième étage de la Tour Gaston. La disposition est analogue dans toutes : c'est par un entre-colonnement ionique, sis au premier plan, que se voit dans un lointain le palais reproduit. Des guirlandes de fleurs entourent les colonnes et tout en haut se réunissent au milieu encadrant une espèce de médaillon ou cartouche où se trouve un signe du zodiaque, car ce sont aussi douze mois, et selon le mois se trouve dans chaque résidence le genre de distractions que la cour venait y chercher.

Tout au premier plan, sur la rampe d'appui, à côté de plis somptueux d'étoffes magnifiquement jetées, on remarque dans presque toutes ces tapisseries des reproductions de pièces d'orfèvrerie, buires, urnes, cassolettes, vases, posés ostensiblement. Ce sont les reproductions des pièces d'orfèvrerie qu'avait fait faire Louis XIV, pour la décoration de ses palais, dans ses ateliers des Gobelins, et que plus tard, aux jours de détresse de la guerre de succession d'Espagne, il n'hésita pas à jeter au creuset pour payer ses armées ; détermination plus patriotique que raisonnée, car la plupart de ces admirables pièces étaient plus précieuses encore par leur valeur artistique que par leur valeur intrinsèque, le prix du travail fut sacrifié à celui de la matière première. C'est par cette série de tapisseries, et par celles de l'« Histoire du Roy, » conservée au Garde-meubles, que l'on pourrait reconstituer l'histoire de l'art de l'orfèvrerie en France au XVII^e siècle.

Ce n'est point sur une simple supposition qu'est basée mon assertion. L'éminent directeur actuel de la manufacture des Gobelins, M. Darcel, en compulsant les « comptes de la maison du roy » a trouvé, payées aux directeurs des ateliers d'orfèvrerie, plusieurs pièces dont le signalement et les dimensions se rapportent exac-

tement aux reproductions que nous en voyons dans ces tapisseries. D'ailleurs, ajoute M. Darcel, on ne pouvait mieux flatter Louis XIV qu'en lui rappelant les fastueuses argenteries qui s'exécutaient par ses ordres.

Nous avons donc ici, chose précieuse, des reproductions d'objets qui ont existé, qui ont vécu. Seules encore, de fragiles tapisseries nous représentent cette partie des splendeurs du grand siècle. Et ce n'est point seulement pour les pièces d'orfèvrerie qu'il en est ainsi. Des palais qui sont représentés combien ont aussi disparu ? Bagatelle, St-Cloud, Madrid, les Tuileries; St-Germain est fortement endommagé, et toutes ces ruines ne font que rendre plus précieuses les représentations qui ont été faites de ces résidences princières au temps où elles vivaient de la vie du plus fastueux des rois de France.

La plus curieuse des compositions de cette série est celle qui représente dans un des salons de Versailles un bal masqué et costumé que le roi ouvre en personne. Ce serait une excellente illustration d'une page de St-Simon. Dans la vue de Marimont, le carrosse royal, attelé de six chevaux, tourne au premier plan; un officier à cheval, près de la portière, reçoit un ordre, la tête découverte, au second plan s'avancent des mousquetaires à cheval; dans la vue des Tuileries, portant le signe du mois d'octobre, un long défilé de carosses se déroule dans l'allée du milieu du jardin, suivant celui du roi. Cette vue est extrêmement curieuse à cause de l'état des jardins à cette époque; les gazons sont partout disposés de façon à former ces enroulements qu'affectionnait Le Notre. Dans Compiègne nous voyons de quel cortège de coureurs basques Louis XIV se faisait suivre dans ses promenades en voiture. Dans la plupart des autres compositions, ce sont des scènes de chasse, principalement la chasse au cerf qu'affectionnait tant le Grand Roy. Une seconde vue de Marimont est particulièrement intéressante comme heureuse disposition de la scène cynégétique et bonne entente du paysage. La plupart de ces compositions sont de Van der-Meulen, le peintre le plus officiel des chasses et des batailles de Louis XIV et que, d'après Lebrun, le roi fit venir en France « pour y travailler de grands tableaux représentant les vues de toutes les maisons royales », vues qui sont, ajoute-t-il, « d'une merveilleuse délicatesse ».

Nous retrouvons ce monarque tout entier dans deux autres

tapisseries consacrées à sa gloire et qui décorent le troisième étage de la Tour Gaston. Ce sont deux immenses pages exaltant sa puissance sur terre et sur mer, composition emphatique de Lebrun, secondé pour les accessoires par quelqu'un de ses collaborateurs, Boëls sans doute. Dans l'une Neptune, sur un char traîné par des chevaux marins, regarde un bouclier que lui présente Amphitrite et sur lequel est en lettres d'or le monogramme de Louis XIV, deux L entrelacées avec cette devise autour : *Minus parat unda tridenti*. L'autre tapisserie représente en bas l'atelier des cyclopes forgeant les foudres et d'autres armes, tandis que du haut d'un nuage Jupiter tient un autre bouclier sur lequel est aussi le monogramme royal avec cette inscription non moins ambitieuse : *Magis ipso fulmine terret*.

Ces deux devises, j'allais dire ces deux réclames, semblent marquer le point extrême que peuvent atteindre et la platitude de celui qui les a composées, et l'immense vanité de celui qui les tolérait.

Inscriptions à part, ces deux compositions sont intéressantes au point de vue de l'art. Dans celle qui représente Neptune et Amphitrite, le premier plan est un très amusant fouillis de tous les animaux marins s'enfuyant épouvantés de leurs « humides retraites » devant le char du roi des eaux. Des phoques, des congres, des limandes, des langoustes, des homards, des crabes, des tortues, tout se presse, s'entasse, se culbute ; tout à fait sur le devant un homard se renverse, les écailles de son ventre en l'air, ses pinces battant le vide ; c'est un fourmillement de ventres blancs ou nacrés, de dos verts ou bleus où frétille des nageoires, quelque chose comme le filet vidé d'une immense pêche miraculeuse. La bordure elle-même, portant sur les bandes verticales d'un côté l'écusson de France, de l'autre celui de Navarre, est formée de guirlandes de coquillages de toute espèce et de toute couleur où scintillent les reflets brillants de la nacre et que relève par endroits le rouge vit du corail. Cette bordure est parfaite au point de vue de l'art décoratif.

L'autre composition est moins heureuse comme balancement de lignes, le motif principal, la forge des Cyclopes, étant rejetée sur le côté. L'opposition entre la clarté du jour et le rouge reflet des forges donne lieu à d'heureux effets de clair-obscur sur les forgerons. Au premier plan tout un entassement d'armes, moins gai pour l'œil que le fourmillement des poissons de l'autre

tapisserie, est néanmoins fort intéressant : des arquebuses, pistolets, espingoles, mousquets, couleuvrines, canons, bombes, boulets enchaînés deux à deux, épées de toutes formes, tous les engins de destruction usités à l'époque. Il est à remarquer encore dans le groupe céleste que, par un raffinement de courtoisie, ce n'est point Junon que l'artiste a mise à côté de Jupiter, mais Vénus, dont le char à colombes est tout à côté, flatterie allégorique à l'adresse des amours extra-conjugales du grand Roy, à qui il ne déplaisait point de voir appliquer à ces sortes de choses sa devise célèbre : *Nec pluribus impar*.

Dans ce salon est une autre tenture, dite des éléments : l'air, l'eau, le feu. En réalité ce sont des pièces distinctes et rajustées pour l'endroit. Celle du milieu, « l'eau, » a seule ses bordures qui la séparent de ses voisines. « Le feu » un incendie de ville, « l'air » de grands arbres agités par le vent, sont sans grand intérêt, mais « l'eau » est une page remarquable. Au second plan se balance sur la mer un superbe navire élevant fièrement le château qui couronne sa poupe, orné des trois fleurs de lys d'or. C'est un magnifique échantillon de l'architecture navale au xvii^e siècle, quelque'un de ces monuments flottants que créait le génie de Puget dans les chantiers de Toulon ; architecture si différente de celle qu'avec plus de raison recherchent aujourd'hui nos constructeurs maritimes. Une autre chose y est intéressante : elle porterait, si c'était nécessaire, un argument nouveau à ceux qui contestent au drapeau blanc d'avoir été le drapeau national sous l'ancienne monarchie. Au dessus de l'écusson à fleur de lys ondoient les vastes plis d'un drapeau *rouge*, et cela ne peut être le fait d'une erreur qui était impossible dans une manufacture royale. Et une reproduction de cette tapisserie, avec la même couleur de pavillon, existe au Château, dans le cabinet de travail du premier étage, affirmant ainsi par deux fois ce détail historique.

IX

Une autre tenture de Gobelins est au premier étage : elle se compose de deux pièces exclusivement d'attributs et de deux pièces de personnages entourés également d'attributs : un « Mars » et une « Abondance », personnages qui font rarement bon ménage

ensemble, si ce n'est dans les allégories courtoisanesques ; ces deux dernières compositions sont d'ailleurs identiques, leur seule différence est que l'une est retournée de droite à gauche. Les figures sont bien certainement du dessin de Lebrun. Cette série est admirable de conservation, mais, peut-être à cause même de cette conservation, elle a un éclat un peu dur qui blesse l'œil en sortant des gammes exquises et délicates des tapisseries flamandes.

La chambre de Jeanne d'Albret, au deuxième étage, contient quelques pages remarquables. Il y a un « Moïse au buisson ardent » d'après le tableau que Lebrun avait peint pour le marquis de Seignelay, fils de Colbert. Moïse recule devant son bâton transformé en un serpent qui le menace, et il est permis de supposer que, par une flatterie allégorique assez familière au XVII^e siècle, Lebrun, en peignant cette composition pour Seignelay, faisait allusion au serpent qui se trouvait sur l'écusson de ce seigneur. La trace du tableau est aujourd'hui perdue, mais le graveur François Bonnemère en avait fait une de ses planches les plus estimées, ce qui nous permet de rétablir l'identité de cette composition remarquable.

Une autre tapisserie présente un homme enveloppé d'une longue draperie, noblement stylée, la tête coiffée d'une espèce de turban, marchant triste et les yeux baissés, suivi d'un petit garçon nu. D'après l'inventaire, on désigne ce sujet sous le nom de Tobie et son fils : en réalité c'est un fragment d'une des plus belles compositions de Nicolas Poussin : Moïse exposé sur le Nil. Il en existe diverses gravures, dont une faite par un des Audran. Au milieu d'un paysage disposé dans le style grand et noble du Poussin, la mère de Moïse tout au premier plan pousse sur le Nil le berceau où est son enfant ; derrière elle est sa fille aînée, prête à aller prendre son poste d'observation, et sur le côté le père de Moïse, suivi du petit Aaron, s'éloigne, tout triste, du rivage. C'est ce morceau, avec l'architecture du lointain, qui a été pris pour la reproduction en tapisserie, et franchement Tobie n'a pas à se plaindre de la substitution de nom faite à son profit.

Dans la même pièce, et jurant un peu avec ces sujets bibliques, sont trois sujets franchement mythologiques. Tout le panneau du côté de la cheminée est occupé par une vaste page allégorique représentant un Eole soufflant à pleine bouche et à poings fermés,

suivi de sa troupe ailée dont les uns soufflent comme leur maître et les autres vident des urnes de pluie. En bas une femme personnifiant sans doute une ville, car elle porte la couronne murale, lève au ciel des bras encore chargés de chaînes avec une expression de reconnaissance. Un morceau de la tapisserie a été coupé à cause de la cheminée ; cette mutilation est ici doublement déplorable, car elle nous enlève la clef de la composition énigmatique ; il est plus que probable que dans la partie manquante se trouve l'écusson sur lequel s'appuie cette figure symbolique de ville, et qui permettrait de reconstituer le fait d'histoire célébré dans cette allégorie.

Les deux autres sujets sont une toilette et un triomphe de Vénus. Très fraîches et harmonieuses de couleurs, parfaites de conservation, ces compositions sont moins heureuses de style et de dessin, elles ne portent point le cachet d'une personnalité puissante, et émanent sans doute de quelqu'un des collaborateurs ordinaires de Lebrun aux Gobelins, ayant cherché à se rapprocher de l'école bolonaise.

L'une de ces tapisseries, le « triomphe », est en grande partie cachée par le lit de Jeanne d'Albret. Seule une petite figure d'amour cueillant des fleurs se trouve paraître dans l'arcade vide du côté de la ruelle, et son sourire malin prend, par la position qu'il occupe, une singulière signification.

Je ne cite que pour mémoire, ne voulant rien oublier, les « jeux d'enfants » de la fin du siècle dernier, qui se trouvent dans le salon d'attente et dont une pièce est également dans la chambre de Jeanne d'Albret. Ce sont les seules qui ne soient pas belles, et j'ajouterai qu'elles ne sont pas mauvaises à demi. Les compositions sont de la plus mauvaise époque de l'art en France, et leur exécution ne dénote pas chez le tapissier une bien grande entente de l'harmonie décorative des couleurs. A côté des chefs d'œuvre qui les avoisinent, ces pauvres tapisseries font bien triste figure.

Pour ne pas rester sur cette triste impression, nous avons en terminant une charmante série, les motifs de la vie d'Henri IV. Cette série est en double, une exécutée vers 1785, l'autre sous la Restauration. Dans cette dernière, le tissu de laine atteint les vigueur et les notes les plus vibrantes de la peinture à l'huile ; « Henri IV au siège de Paris », « Henri IV rencontrant Sully blessé » sont d'une extraordinaire puissance. « Henri IV chez

Michaud » signé de *Vincent*, 1825, est un ravissant tableau, parfait, de composition et de distribution de lumière. Dans cette suite de cinq sujets un seul pourrait prêter à la critique: « l'évanouissement de Gabrielle d'Estrées » surprise en causerie beaucoup trop intime avec Bellegarde. Henri iv y est franchement trop théâtral et son geste est tout à fait malencontreux.

X

Vous voyez, Messieurs, que c'est tout un Musée que nous avons passé en revue. J'ai dû entrer dans bien des détails, et abuser de votre patience au delà des bornes que raisonnablement j'avais espéré ne pas franchir.

Vous me permettrez de terminer par un vœu, c'est que ces tapisseries restent toujours à la place qu'elles occupent, qu'il n'en soit point de celles-ci comme de quelques-unes, fort belles autant que mes souvenirs d'enfance me les rappellent, qu'on tendait jadis, les jours de procession, aux abords du Château, du côté de l'église St-Martin, et qui ont repris le chemin du Garde-Meubles. Une chose toutefois nous autorise à espérer pour ces œuvres d'art un séjour indéfini parmi nous ; elles ne dépendent plus du caprice d'un fonctionnaire de liste civile, royale et impériale, elles sont à la nation ; leur rôle est non pas de distraire les regards blasés de quelques courtisans, mais d'instruire la masse en élevant le goût, en formant le jugement, en permettant de comparer les œuvres des diverses époques. Puissé-je avoir, par ce modeste travail, que je dédie à la Société, un peu contribué à les faire connaître, étudier et admirer.



EXCURSION AU DOLMEN DE BUZY

par M. Louis Malan.

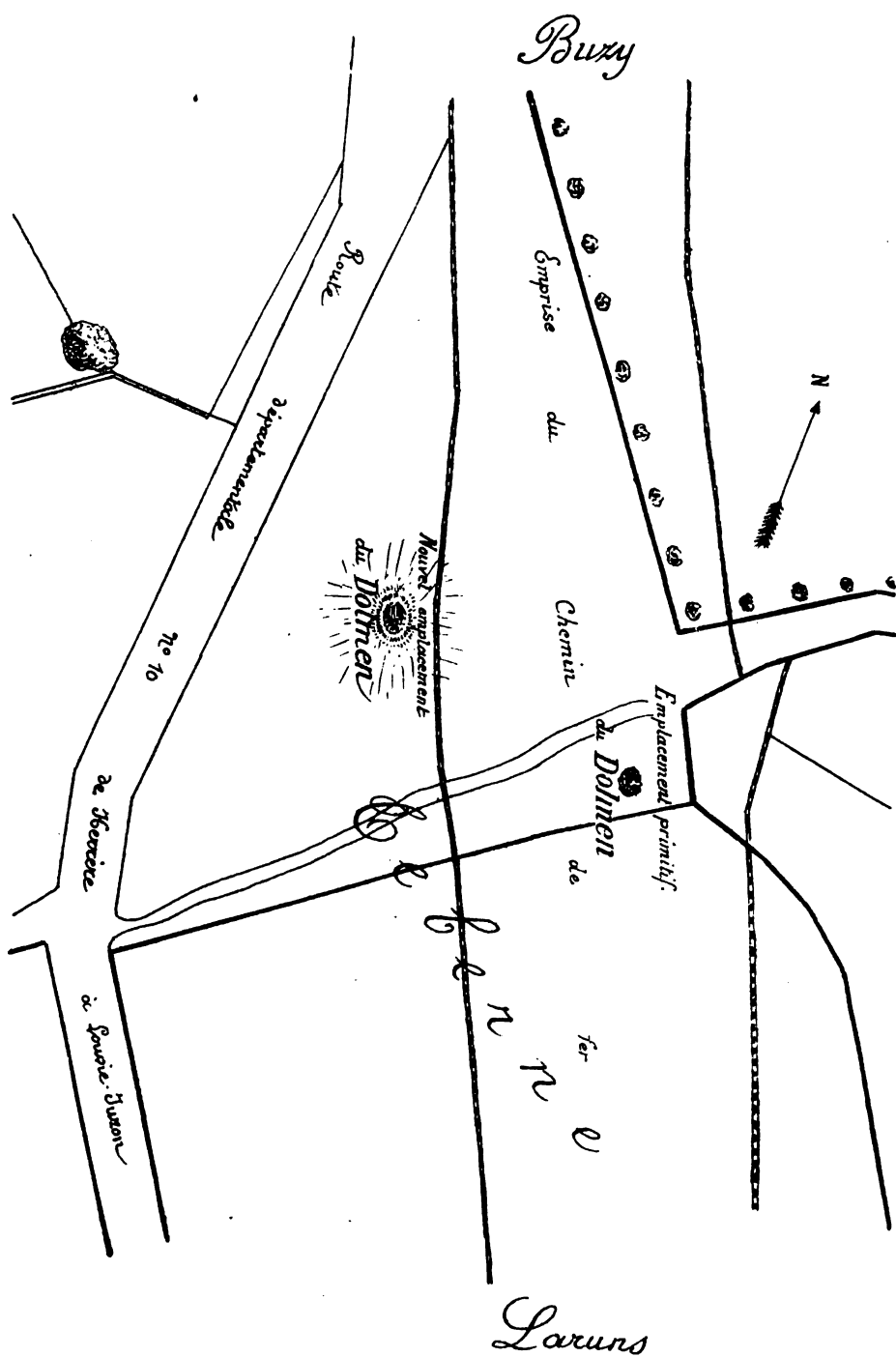
Le but de l'excursion est le dolmen de Buz y.

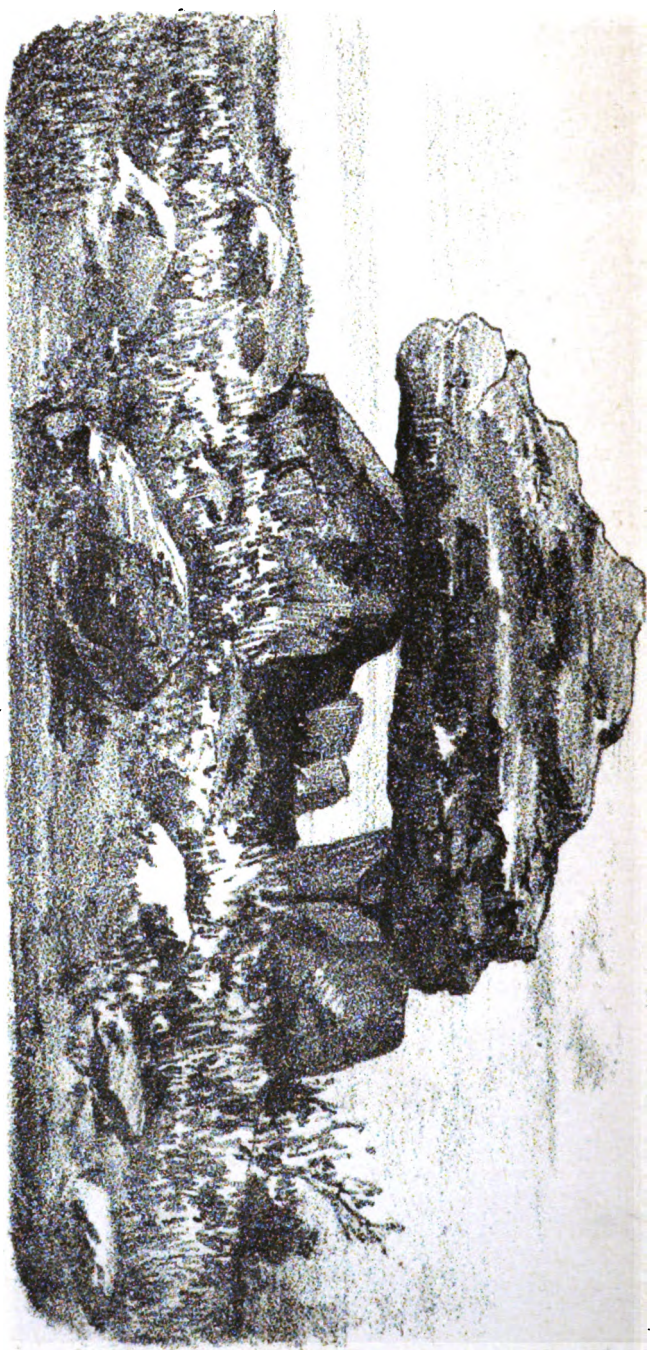
M. Barthety, secrétaire de la Société des Sciences. Lettres et Arts à laquelle nous nous rattachons, a offert très gracieusement à la section de lui faire connaître cette curiosité archéologique. Le rendez-vous est à la place Royale à 7 heures. En l'absence du Président et du Vice-Président, l'excursion sera dirigée par M. Beigheder qui d'ailleurs connaît très bien le pays que nous allons parcourir et nous procurera l'agrément de traverser le tunnel de Belair. A 7 h. 1/4, tous les membres sont réunis.

Le temps est superbe, le soleil resplendissant, nous sommes alertes et joyeux. Aussi, quand, après avoir laissé derrière nous les dernières maisons de Jurançon, nous nous engageons en pleine campagne, la gaité devient-elle bruyante et s'exhale en chants. Nous traversons ainsi la ville de Gan, puis nous laissons la route de Laruns pour nous engager sur celle d'Oloron par Belair, et à partir de ce moment, nous interrompons souvent nos chants pour admirer la nature. A droite, le paysage ne cesse d'être pittoresque ; ce sont des collines dont les versants opposés forment entonnoir, couvertes de vertes prairies et de bois ; ici, des vaches avec leurs clochettes paissent paisiblement dans un champ de fougères ; là, des moutons nombreux au fond du vallon ; au haut de Gan, près de Lasseubétat, c'est un magnifique bouquet d'arbres au sommet d'un mamelon à forme cônica et que l'on a appelé pour cette raison le *Cône*.

La route que nous suivons est une série de côtes, nous montons et descendons continuellement ; à la côte de Cap-Blanco, espèce de rapaillon à pic, le cocher, qui est un rude à poil, lance ses chevaux au grand galop malgré la charge considérable de notre véhicule. Quand la montée est longue, les excursionnistes mettent pied à terre et soulagent ainsi les coursiers haletants.

Nous voici à Belair. Quoique possédant la perspective d'un bon



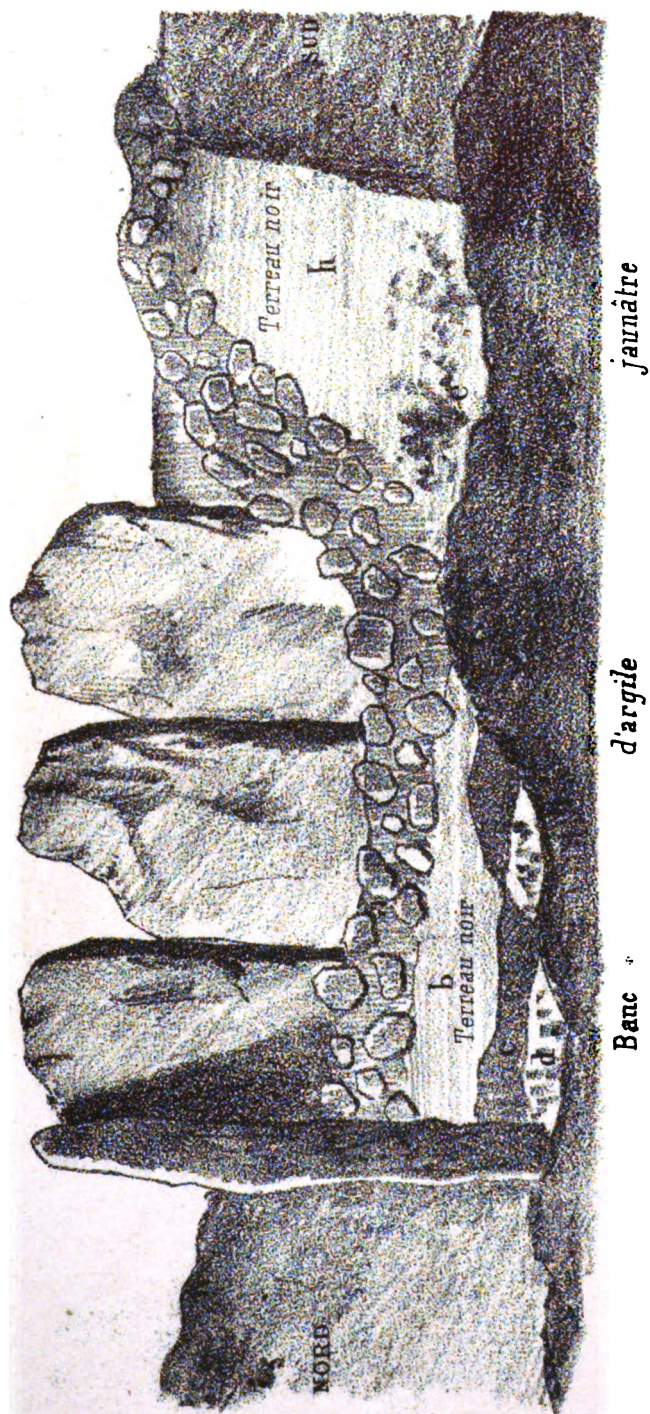


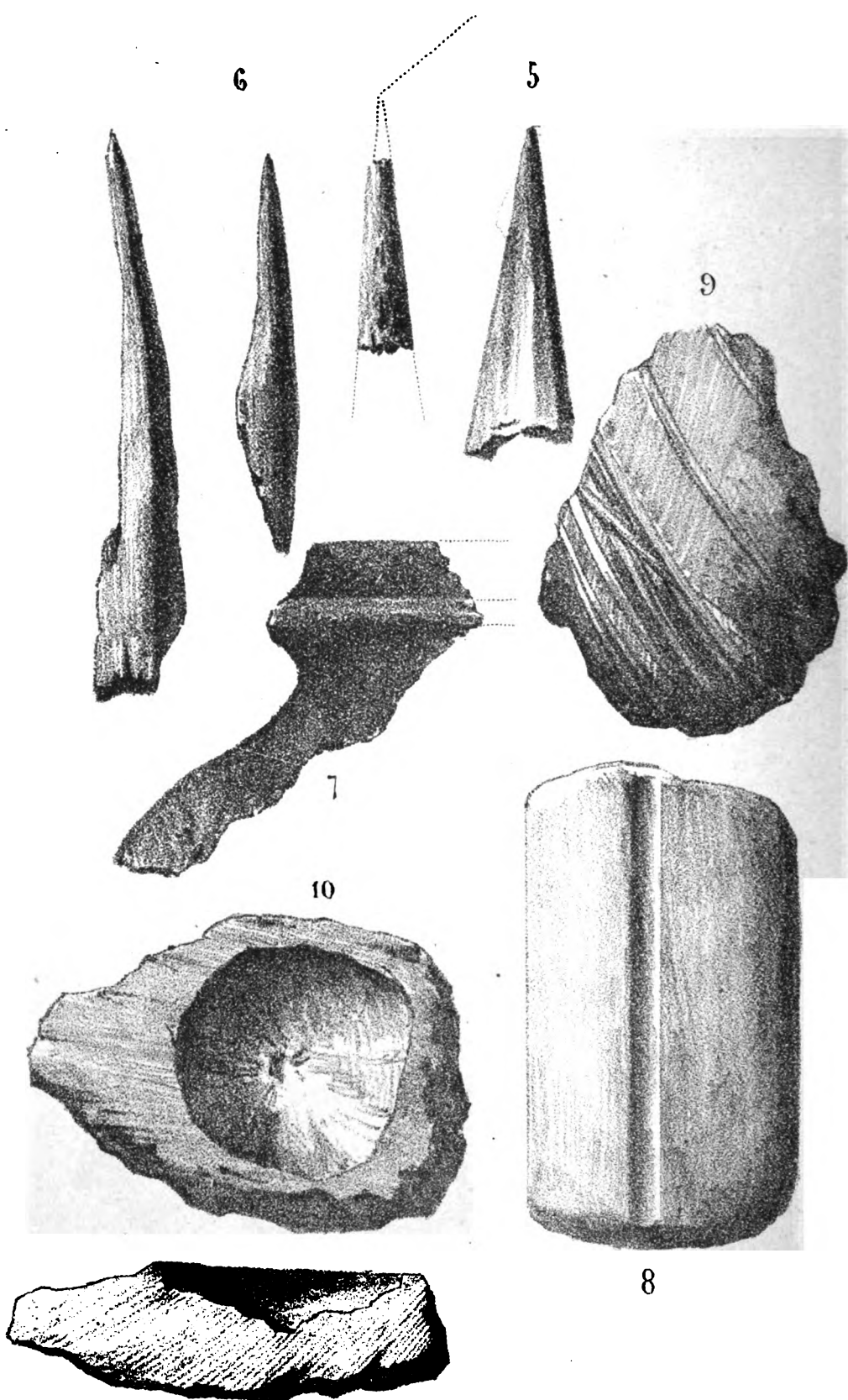
ASPECT OUEST DU DOLMEN

$\frac{1}{40}$

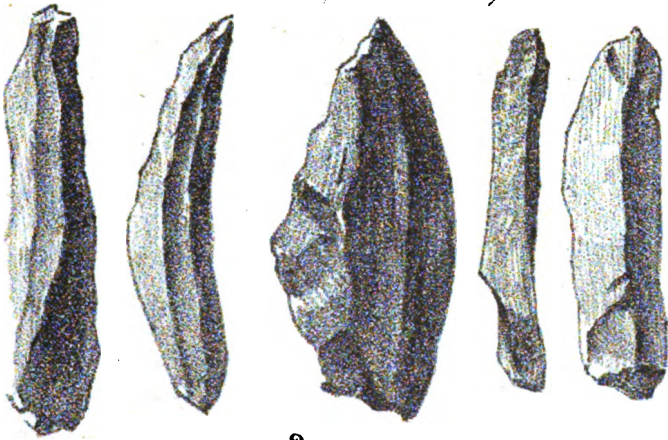
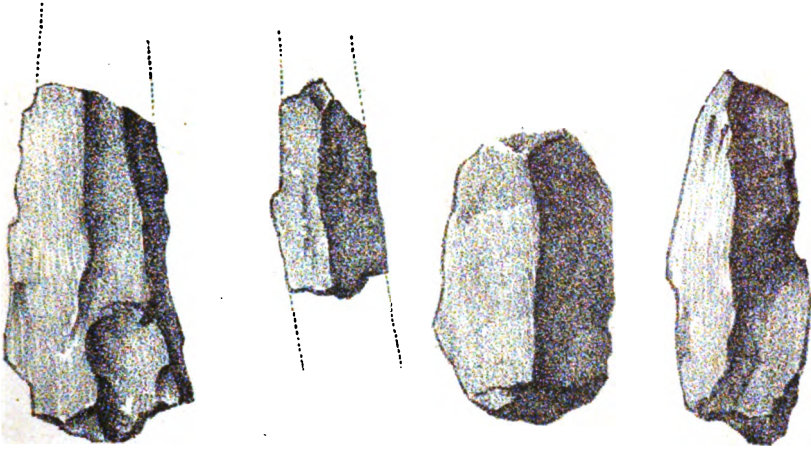
à l'emplacement primitif

Coupe longitudinale du Dolmen ($\frac{1}{40}$)

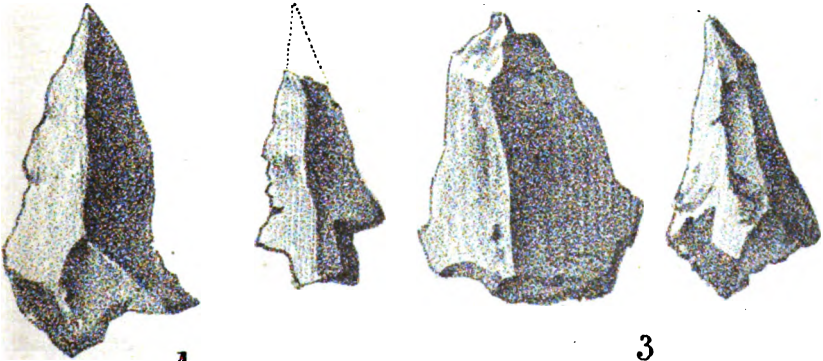




1



2



3

4

dîner à Buzy, la masse des membres ne peut résister à la tentation de prendre un petit à-compte ; l'appétit a été excité par le grand air, par les suaves senteurs du matin se dégageant de la rosée ; d'ailleurs, il est 10 h. et nous sommes en voiture depuis 7.

Après ce moment de repos, nous prenons le chemin d'Oloron à Nay, puis pendant que notre chef M. Beigbeder va chercher M. Adoue, chef de section des travaux du chemin de fer, nous attendons.

La route à cet endroit est sur la hauteur, c'est le point culminant au-dessus du tunnel. La vue est magnifique, la colline sous nos pieds descend doucement vers la plaine, nos yeux émerveillés contemplent cette superbe vallée, d'abord dirigée à l'Est, couverte de champs cultivés, puis prenant la direction Sud s'enfonce dans un grand bois et remonte plus loin pour former de petits mamelons sur lesquels sont bâtis à droite Buziet, devant nous Buzy, à gauche Arudy. L'horizon est fermé par nos belles montagnes ; le pic de Ger avec sa tête blanche les domine toutes ; au-dessus d'Arudy, on devine la route de Laruns se frayant un passage à travers des rochers sauvages.

M. Beigbeder revient avec M. Adoue et deux autres messieurs, nous descendons par une prairie verdoyante et un bosquet délicieux vers le tunnel. Il nous faut des échelles pour en gagner l'entrée.

Le tunnel à 570 m. de long et passe sous le coteau que nous venons de quitter ; il est loin d'être fini, aussi notre traversée présentera-t-elle quelques difficultés. M. Adoue nous fait escorter par 2 hommes porteurs de flambeaux, l'un devant, l'autre derrière la colonne. Le sol est encombré d'outils, de madriers, de ferraille, à certains endroits il s'élève de quelques mètres pour s'abaisser de l'autre côté par une pente dangereuse, nous passons souvent sur des planches pour éviter d'avoir de l'eau jusqu'aux chevilles ; enfin, après un quart-d'heure de lutte contre les accidents de terrain, nous arrivons à la sortie. En saluant M. Adoue et les messieurs qui sont avec lui, nous les remercions cordialement. Arrivés à Buzy, nous nous arrêtons quelques instants chez le maître d'hôtel, puis nous nous dirigeons vers le dolmen.

Un kilomètre après Buzy, à 30 m. à gauche de la route départementale qui joint cette localité à Arudy, dans le quartier qu'on

appelle Calhau de Téberne, du nom d'un rocher énorme qui est un bloc erratique, nous faisons halte autour du dolmen.

Nous sommes saisis d'un sentiment religieux en voyant cette pierre vénérable, témoin de tant de siècles. Combien de générations se sont succédées depuis qu'elle fût édiflée, divers peuples se sont disputés le territoire, des empires ont été bouleversés, elle, inébranlable sur son piédestal, est restée là comme un souvenir solennel de nos plus anciens ancêtres.

Nous nous asseyons sur l'herbe et nous écoutons avec intérêt les savantes explications de M. Barthety. Voici quelques notes qu'il a bien voulu nous donner pour conserver dans les archives de la section des excursionnistes.

« Ce monument (le dolmen de Buzy), a écrit M. Raymond, doit être rangé dans la classe des dolmens sous tumulus ; un bourrelet de terre l'entoure et les pierrailles qui le recouvraient gisent dispersées à ses côtés. La pierre qui forme la partie supérieure ressemble à une écaille de tortue ; elle est de marbre gris, comme les sept supports ; un seul de ceux-ci est tombé dans l'ouverture, encore béante, faite, sans doute, par des chercheurs d'or.

« La pierre supérieure ou table a 2 m. 75 de longueur, sur 2 m. 55 de largeur et 1 m. 20 d'épaisseur. La cavité intérieure du dolmen a une hauteur de 1 m. 60 et une largeur de 1 m. 50 .

« La surface du couvercle et celle des supports ne portent aucune trace de rainure ou de rigole.

« Il faut dire que les dolmens ont généralement été considérés comme des autels druidiques. Les cavités ou rigoles, creusées sans art, que l'on a remarquées sur quelques-uns, ont pu faire croire qu'elles étaient destinées à recevoir les libations ou le sang des victimes pendant les sacrifices ; ces sacrifices qui, souvent, selon le récit de César, dans ses *Commentaires sur la guerre des Gaules*, étaient des sacrifices humains.

« Probablement qu'après l'effusion du sang, dit un auteur, on jetait la victime sur un bûcher et qu'ensuite on enterrait les restes de ces épouvantables sacrifices. Les couteaux en bronze ou en silex et les autres objets que l'on a rencontrés dans les fouilles doivent être considérés plutôt comme instruments de sacrifices que comme instruments de guerre.

« Détournons notre pensée de ces scènes d'horreur ! Je m'em-

presse de faire remarquer que la plupart des archéologues aujourd'hui ne voient dans les dolmens que des lieux de sépulture, des tombeaux muets que nos aïeux nous ont légués.

« La conservation du dolmen est très importante au point de vue archéologique. Et cependant le sort en est jeté, il doit disparaître de l'endroit qu'il occupe, pour faire place à une voie ferrée qui est déjà tracée. Heureusement il ne sera pas perdu tout-à-fait. Sa reconstruction est assurée sur un autre point, grâce aux conventions soigneusement établies entre MM. les ingénieurs et la *Société des Sciences, Lettres et Arts de Pau* ».

M. Barthety nous parle de quelques autres monuments mégalithiques de la région, d'un autre dolmen situé au sommet d'une montagne appelée *Peyre Cor* dans la commune d'Escout près d'Oloron ; d'une *Allée Couverte*, « sorte de galerie de pierres, ayant, comme les dolmens, une table supérieure, mais plus longue et composée, par conséquent, de plusieurs blocs disposés en terrasse, elle est située dans la vallée d'Aspe, en un lieu nommé *Urdasque* » ; des *Menhir* nommé aussi *Peulvans*, « que l'on considère comme des idoles, emblèmes des divinités payennes et qui ont pu plus tard, après avoir été dépouillés de tout caractère religieux, servir à fixer les frontières des peuples » ; des *Cromlechs* (cercles de pierres), « on en rencontre dans la vallée d'Ossau, sur le flanc de la montagne, à quelque distance de la commune de Bilhères, au nombre de 43 ; on pense avec quelque fondement que les Cromlechs n'avaient pas une destination exclusivement religieuse et que dans les grandes circonstances ils pouvaient servir pour les assemblées des tribus. »

Après avoir entendu M. Barthéty, nous restons encore autour du dolmen, l'interrogeant dans tous les sens avec le vain espoir qu'il voudra bien nous dévoiler les mystères de sa naissance. Quelques membres font le croquis de ce monument.

M. Beigbeder, conducteur des ponts-et-chaussées et s'occupant spécialement des travaux du chemin de fer d'Oloron, nous dit que la Compagnie du chemin de fer sera obligée de déplacer le Dolmen à cause des travaux, mais qu'elle le transportera avec soin à l'endroit qui lui sera indiqué et le conservera intact. La société est unanime à dire qu'il serait à désirer qu'on le plaçât dans une promenade de la Ville de Pau, au Parc Beaumont, par exemple.

Arrive le moment du dîner, servi chez M. Courtade à Buzy. Chacun possède un appétit féroce et fait honneur à la cuisine de notre hôte. Au dessert M. Favre porte un toast à M. Barthety, qu'il remercie chaudement au nom de la section, il boit aussi à la Société des Sciences, Lettres et Arts.

Nous revenons par Rébénacq et à 6 h. la société se sépare à la Place Royale.

Je crois être l'interprète de tous les excursionnistes en exprimant le désir que les membres de la Société des Sciences, Lettres et Arts nous aident, comme l'a fait si aimablement M. Barthety, à rendre nos excursions instructives, qu'ils nous prodiguent leurs conseils pour le choix des courses et nous désignent les lieux intéressants à explorer, et quand ils voudront bien se joindre à nous, nous les accueillerons avec reconnaissance.

Messieurs, vous avez l'érudition et l'expérience, nous, nous avons la jeunesse et l'ardeur, nous désirons nous instruire, vous nous ferez profiter de vos connaissances, et tous ensemble nous tacherons de concourir au bien du pays !



DOLMEN DE BUZY.

L'Ingénieur ordinaire des Ponts-et-Chaussées

A M. GENREAU, INGÉNIEUR DES MINES,

Président de la Société des Sciences, Lettres, et Arts de Pau.

Mon Cher Camarade,

J'ai l'honneur de vous communiquer, en vous priant de vouloir bien en donner connaissance à la Société des Sciences Lettres, et Arts de Pau dont vous êtes Président, les résultats des fouilles du dolmen de Téberne, situé à la limite des communes de Bescat et de Buzy, dont le déplacement a été rendu nécessaire par la construction de la ligne de Buzy à Laruns.

Vous savez que le nouvel emplacement du dolmen a été choisi par deux membres de votre Société, délégués par elle pour faire avec moi une constatation de l'état des lieux avant le commencement des travaux. Le plan des lieux (voir le dessin annexé à la présente lettre) vous montrera que le dolmen a été reconstruit à 39^m 60 de son emplacement primitif, et à 24^m 80 à droite de l'axe de la ligne de Buzy à Laruns, sur une petite éminence qui domine la route départementale n° 10 de Herrère à Louvie-Juzon, d'où il est aujourd'hui parfaitement visible. La grande profondeur de la tranchée à la traversée du faite qui sépare la vallée du Gave d'Osau de celle de ses affluents l'Escou et l'Arrigastou, a nécessité en ce point l'acquisition d'une bande de terrain de 40 mètres environ ; il était impossible de songer à déplacer la ligne suffisamment pour éviter complètement le Dolmen ; il eût été toutefois très-fâcheux de détruire complètement un monument qu'il est rare de trouver dans notre région aussi nettement conservé. Le déplacement, qui en a été fait avec un soin minutieux, a permis du moins de le fouiller beaucoup plus complètement que cela n'avait pu être fait auparavant. La table supérieure ne reposait plus en effet que sur trois pierres debout ; les cinq autres supports ayant

été renversés ou s'étant enfoncés à la suite des fouilles qui ont été effectuées à diverses époques, on pouvait craindre en remuant plus profondément le sol, de déterminer la chute de l'un des trois derniers supports et de la table elle-même. La table, qui a été enlevée tout d'abord, mesure 3,50 de longueur sur 2,85 de largeur et pèse environ 15,000 kilogrammes (voir le dessin joint à la présente lettre) ; son déplacement n'était donc pas chose facile, et il m'a fallu faire de cette opération et de la reconstruction du dolmen l'objet d'une entreprise spéciale, dont s'est chargé un bon charpentier du pays et dont les frais s'élevant à 1070,00 fr. seront imputés sur les fonds des travaux de la ligne de Buzy à Laruns, si l'administration veut bien en accepter toute la charge.

Un agent expérimenté, M. Recurt, sous-chef de section, attaché alors à la section d'Arudy, a été chargé de diriger les fouilles ; je joins à ma lettre un extrait du compte-rendu qu'il m'a adressé après les avoir terminées, et la collection des objets trouvés classés méthodiquement.

Je vous prie, après avoir fait part de ma communication à la Société des Sciences, Lettres et Arts de Pau, de vouloir bien offrir les objets découverts dans le dolmen au Musée de la Ville de Pau, si vous croyez que cette offre doive être acceptée.

Agréez, mon cher Camarade, l'assurance de mes sentiments affectueux et dévoués.

L'Ingénieur Ordinaire.

LA RIVIÈRE.

P. S. — J'attire votre attention sur une pierre de 1^m 81 sur 1^m 72 d'une épaisseur moyenne de 0,40, trouvée à 66 mètres environ du dolmen au bord de la route départementale n° 10, par M. de Châtaignier, propriétaire d'une riche collection d'objets préhistoriques à Bordeaux, dans une visite qu'il fit il y a un an environ au dolmen de Téberne.

Cette pierre, désignée par lui sous le nom de pierre à cuvette, offre une série de cercles concentriques tracés en creux, qui indiquent d'une manière évidente le travail de l'homme ; elle semble par sa position sur le sentier qui de tout temps a conduit au dolmen, devoir donner lieu à des recherches sur son origine qui doit avoir une corrélation avec celle du dolmen lui-même.

Résultat des fouilles et des recherches par M. Recurt.

La ligne de chemin de fer de Buzy à Laruns, en cours d'exécution, a rendu nécessaire le déplacement d'un beau dolmen situé au lieu de Téberne, près d'Arudy, et connu par les archéologues et les amateurs sous le nom de *Dolmen de Buzy*.

La démolition de ce monument a été commencée le mercredi 1^{er} Septembre courant. Le 10 de ce même mois il était reconstruit à son emplacement nouveau, choisi sur la crête d'un petit monticule, à 40 mètres nord-ouest de l'endroit primitif et à 20 mètres de la route départementale n° 10, de Herrère à Louvie-Juzon.

Grâce à la dénudation complète du sol qui l'environne, ce mégalithe est à la vue de la route et de la ligne du chemin de fer.

Immédiatement après l'enlèvement de la table supérieure et d'un support du monument, le premier du présent mois, je commençai les fouilles. Je ne tardai pas à m'aviser que le sol de la cave sépulcrale, formé de grosses pierres, de débris de végétaux et d'une faible quantité de terre, avait été déjà remanié. Je passai une dizaine d'heures, ce jour là et le lendemain, à rechercher inutilement parmi ces débris que j'avais fait retirer de l'excavation, ainsi que dans la couche superficielle de terre meuble qui leur servait de lit.

J'étais pour ainsi dire déterminé à abandonner les fouilles, et je m'en allai fort désappointé, au chantier du viaduc du Gave, quand on m'apporta deux objets qu'on venait de trouver après l'enlèvement d'un autre support ; c'était *un fragment d'os et une dent* qui me parut être d'*Aurochs*.

Je me dirigeai de nouveau vers Téberne, et je repris mes recherches. On venait d'enlever deux autres supports. Après avoir remué soigneusement, au moyen d'une pelle, le terreau noir, qu'on venait de fouiller, je découvris *un léger fragment de poterie et deux rouleaux de pierre* qui ont sans doute servi pour la mouture des grains.

Continuant le sondage un peu plus bas, je trouvai, du côté Est, toujours dans la même nature de terre :

1^{er} 22 *petits fragments de silex* qu'on pourrait peut-être classer de la manière suivante :

10 *couteaux*,

1 *couteau poinçon*



3 racloirs

3 pointes de flèches.

4 ébauches

1 nucleus

2° un poinçon en os parfaitement conservé ;

3° un fragment de grès façonné, portant une rainure vers le milieu, et qui n'est peut-être autre chose qu'une pierre à aiguiser.

Un peu au dessous dans un terreau sensiblement plus noir, il a été recueilli une certaine quantité d'ossements plus ou moins brisés, et dont quelques uns portent des traces de crémation.

Des dents, paraissant appartenir à des pachydermes, des ruminants, enduites d'un vernis très-luisant s'y trouvaient mêlées.

Ce tas d'os reposait immédiatement sur une légère couche de cendres friables, renfermant des bois et autres débris d'ossements d'animaux, ainsi qu'une vingtaine d'instruments en silex.

Composé en outre d'os brûlés et de charbon de bois, ce foyer dont les débris étaient amalgamés avec la couche de terreau, se trouvait établi à peu près directement sur un banc d'argile jaunâtre assez puissant dont la formation paraît remonter à la période glaciaire.

Toute la salle avait été fouillée, à l'exception, cependant d'un petit coin, au sud, occupé par des débris calcaires et des cailloux roulés. La couche d'argile paraissant se relever, à cette place, pour servir d'assiette à ces dépôts, j'étais indécis sur la reprise des travaux, lorsque, dans une tournée de service, mes honorables supérieurs, M. La Rivière, Ingénieur ordinaire, et M. Lemoyne, Ingénieur en chef, jugèrent à propos de continuer les recherches même un peu en dehors de la crypte.

Je me remis donc à l'œuvre ; mais, après avoir fait enlever les débris calcaires et les cailloux, j'eus le regret de constater que j'étais en face du banc d'argile jaune déjà signalé.

J'ouvris alors des fouilles autour de la sépulture. Trois côtés furent vainement explorés. Dans les premiers déblais du quatrième côté, à l'aspect sud, je trouvai, avec deux tessons de poterie :

1 pointe de flèche en bois de cerf ou de renne avec encoches,

1 pointe de flèche en os,

5 poinçons en os, bois de cerf ou de renne.

Les fouilles ayant été poussées plus profondément mirent à

découvert de légères traces de cendres, *quelques ossements* d'animaux et les objets dont suit l'énumération :

5 couteaux,

8 racloirs ou grattoirs,

21 ébauches,

3 nuclei,

1 fragment de calcaire, portant sur l'une des faces un grand nombre de rainures et dont on se servait peut-être pour aiguiser les pointes d'armes, ou d'instruments en bois ou en os,

2 fragments de poterie.

La terre qui renfermait ces divers objets a été fouillée jusqu'à la couche argileuse et criblée avec soin, de sorte que, des recherches minutieuses ayant été faites dans l'intérieur comme autour de l'emplacement primitif du dolmen, j'ai cru devoir arrêter là mes investigations.

Je dois noter que la plupart des objets recueillis dans la terre meuble portaient la trace cendreuse, ce qui prouverait clairement que le foyer a été remanié ; personne n'ignore d'ailleurs qu'il a été exploré autrefois, notamment par MM. Edouard Lartet et Christy.

Avant de terminer ce rapport, je dois ajouter qu'après avoir fait la découverte des rouleaux de pierre relatés plus haut, j'ai recherché la pierre concave complétant le moulin primitif. Un bloc de granit de 1^m 30 de longueur sur 0^m 80 de largeur et 0^m 40 d'épaisseur, refouillé en forme d'entonnoir et trouvé à 200 mètres au nord du dolmen, paraît avoir été affecté à la mouture. Ce bloc de granit qui, je crois, mérite un examen, est représenté par la figure 10 et compris dans l'inventaire général des objets découverts ci-après :

79 objets en silex, dont un grand nombre de couteaux, poinçons et racloirs, (fig^{res} 1, 2, 3, 4), 5 pointes de flèches, et une trentaine d'ébauches ou rebuts.

86 objets en bois ou en os ;

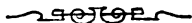
1 pointe de flèche en bois de cerf ou de renne, (fig. 5) ; 1 pointe de flèche en os ; 6 poinçons en os, bois de cerf ou de renne, (fig. 6) ; 55 dents d'animaux) ; de nombreux fragments d'ossements d'animaux, de cornes, enfin des cendres renfermant de légers débris de silex et d'os.

AUTRES OBJETS :

3 légers fragments de poterie (2 seulement me paraissent authentiques, (fig^{res} 7) ; 1 fragment de grès ou pierre à aiguiser, (fig^{re} 8) , 1 d^o de calcaire destiné peut-être au même usage, (fig^{re} 9 ;

1 moulin primitif et 2 rouleaux en pierre, (fig^{re} 10).

Signé : RECURT.



RAPPORT SUR LES OUVRAGES PRÉSENTÉS AU CONCOURS

Ouvert par la Société en 1879

PAR M. L. LACAZE.

MESSIEURS,

Dans votre séance du 10 décembre 1879, vous avez décidé qu'un concours littéraire et scientifique serait ouvert sous vos auspices, pour l'année 1880, et vous en avez posé le programme en ces termes :

« Sont admis à concourir, les ouvrages imprimés ou manuscrits, quel qu'en soit le sujet, pourvu qu'il intéresse spécialement la région du sud-ouest de la France ».

Quant aux récompenses, vous avez attribué au vainqueur une médaille d'or de 150 fr., mais vous avez décidé aussi que « suivant le nombre et le mérite des concurrents, la Société peut décerner, en outre, une ou plusieurs médailles d'argent et de bronze ».

Appelés, dans votre séance du 18 février 1880, à vous expliquer sur la question de savoir si les *Sociétés*, qui ont publié dans leur bulletin des travaux rentrant dans le cadre du concours, pouvaient y prendre part, vous avez répondu par la *négative*, tout en admettant à concourir les auteurs des mémoires qui enverront un travail soit publié à part, soit inséré dans les bulletins des Sociétés.

Le 19 novembre dernier, sur le rapport de votre zélé secrétaire-général, M. Piche, qui vous informait que « onze mémoires avaient été présentés au concours, la plupart paraissant importants et rentrant bien dans les conditions du programme », vous nous avez nommé MM. Julien Lamaignère, Rivarès et moi, membres d'une commission appelée à juger ces travaux, avec faculté de nous adjoindre des rapporteurs ayant compétence spéciale suivant la nature des objets traités.

Les onze mémoires qui nous ont été soumis, sont les suivants :

1° Histoire de l'abbaye de Caunes, au diocèse de Narbonne, par M. Louis Béziat.

2° L'art préhistorique dans l'ouest et notamment en haute Normandie, par M. le vicomte de Pulligny — extrait du Recueil des travaux de la Société d'agriculture, sciences, arts et belles lettres de l'Eure.

3° De la création des instituts cantonaux par M. Léon Dujardin.

4° Cinq brochures dont quatre traitant de maladies diverses par M. le Dr C. Surville et une contenant la biographie de l'auteur.

5° Les Aquenses primitifs ou Dax avant l'histoire, par M. H. du Boucher.

6° Les Agots du pays Basque, par M. Guilbeau, de St-Jean-de-Luz.

7° Cinq brochures de M. Taillebois — extraites du Bulletin de la Société Borda de Dax — ayant pour titre :

La 1^{re} Quelques mots sur deux sépultures gallo-romaines découvertes à St-Vincent de Saintes.

La 2^e Note sur le monnayage de Dax.

La 3^e Description sur la trouvaille d'Aurimont (Gers).

La 4^e Le trésor de Barcus.

La 5^e La vérité sur le trésor du Leuy.

8° Notes historiques sur Larceveau-Cibits-Arros et sur le prieuré d'Uxiat par M. Chimits, Pierre, instituteur à Irissarry.

9° Catalogue des plantes du sud-ouest, par le Dr Blanchet — Note sur la cuscute, par le même, extrait du bulletin de la Société des sciences de Bayonne.

10° Galerie des hommes illustres du Vendomois, par M. le marquis de Rochambeau — Antoine de Bourbon, II^e duc de Vendôme, roi de Navarre, et Jeanne d'Albret.

11° L'armée des Pyrénées Occidentales : Eclaircissements historiques sur les campagnes de 1793-1794 et 1795, par M. Duceré.

Le simple exposé que nous venons de vous faire vous aura tout de suite fait comprendre que les quatre premiers ouvrages n'entraient pas le cadre du concours.

En ce qui concerne, en effet, l'histoire de l'abbaye de Caunes, il s'agit, nous apprend l'auteur dans l'introduction, d'une abbaye qui fut le principal établissement religieux d'une vicomté particulière, existant du IX^e au XII^e siècle, et tira son nom de Minervois

du château fort de Minerve ou Ménerbe. Or, le Minervois était une petite contrée divisée aujourd'hui entre les départements de l'Aude et de l'Hérault, et vous voudrez bien reconnaître avec votre commission que ce pays n'est pas compris dans la région du sud-ouest.

Quant à l'art préhistorique dans l'ouest et notamment en haute Normandie, à la brochure sur les instituts cantonaux et à celles de M. le Dr Surville, le caractère spécial de ces deux dernières communications et l'intitulé de la première « l'Ouest ou la Haute-Normandie » justifient notre élimination, sans qu'il nous soit utile d'entrer dans de plus grands développements.

Aussi, tout en exprimant aux auteurs nos regrets de les exclure de notre concours, nous avons dû nous résoudre à ne nous trouver en présence que de sept ouvrages seulement.

Pour six d'entr'eux, nous avons eu assez peu de modestie, mes collègues et moi, pour nous croire capables de porter un jugement de nature à éclairer votre religion, mais pour le septième, celui de M. le Dr Blanchet, nous avons dû user de la latitude que vous nous aviez accordée le 10 novembre, et recourir aux lumières de notre consciencieux et instruit collaborateur, M. Jaudet.

Je n'ai eu, Messieurs, jusqu'à présent qu'à vous faire, pour ainsi dire, un récit, mais, au moment d'aborder la discussion des titres des concurrents à l'obtention d'une récompense, laissez-moi vous dire que ce n'est, si je puis m'exprimer ainsi, qu'à la faveur d'une trahison de la part de mes collègues, que j'ai l'honneur de formuler devant vous les résolutions que nous avons arrêtées en commun.

Vous eussiez aimé, comme moi, à entendre les aperçus émanés de l'esprit sagace de M. Rivarès, les intelligentes et judicieuses appréciations de M. Lamaignère. Les excellentes lectures historiques que l'un vous a faites, les brillantes discussions que l'autre a soutenues souvent devant vous, vous présageaient un rapport qui, à la pureté et à l'éclat de la forme, aurait joint le mérite d'une incontestable sûreté de jugement. Mais, de par leur volonté qu'ils m'ont imposée, malgré ma résistance, vous en êtes réduits à vous contenter de mon maigre bagage; laissez-moi croire que vous me tiendrez compte de mes aveux et de mon bon vouloir.

Nous vous avons donné plus haut, Messieurs, le détail des ouvrages qui étaient soumis à votre appréciation. Si l'une des con-

ditions, celle d'intéresser spécialement la région du sud-ouest, était exactement remplie par sept d'entr'eux, il nous a semblé aussi que les palmes devaient être remportées par ceux qui avaient été l'objet d'un développement important, offrant au lecteur un travail de longue haleine sur un *même* sujet et non, comme pour quelques-uns, une agglomération de recherches sur des sujets *divers*. Or, cette seconde condition nous ne l'avons trouvée que dans les envois faits par M. le Dr Blanchet et MM. Duceré et de Rochambeau.

Ce n'est pas toutefois que nous n'apprécions tout le mérite des autres communications que nous avons décidé de reléguer au second rang. — La notoriété de M. du Boucher, le savant président de la Société Borda de Dax, l'érudition de M. Taillebois, dont notre collègue, M. le baron de Bordenave d'Abère, nous entretenait il y quelques jours au sujet du Trésor de Barcus, sont des titres que nul, pas plus que nous, ne saurait oublier, et nous envoyons, en votre nom, à ces doctes pionniers de la science nos félicitations pour leur savantes brochures appelées à jeter un jour nouveau sur les sujets qu'ils ont traités.

Comme nous, vous donnerez aussi une mention spéciale à M. Chimits, instituteur à Irisarry, qui, dans un pays dépourvu de tous matériaux historiques, et quelque absorbé qu'il fut par les charges de sa délicate profession, a néanmoins utilisé ses rares loisirs à réunir, dans un manuscrit de 30 pages, des notes très-intéressantes sur le prieuré d'Uxiat et donné à ses collègues un bon exemple qu'ils devraient s'attacher à suivre, chacun dans la commune où ils exercent leurs fonctions.

C'est donc sous le bénéfice de ces observations que nous vous présentons les titres des concurrents en suivant leur ordre alphabétique.

L'œuvre principale de M. le Dr Blanchet a pour titre, nous vous l'avons déjà dit : Catalogue des plantes vasculaires du sud-ouest — c'est un manuscrit de 218 pages.

De l'avis de M. Jaudet, qui a toute compétence en pareille matière, le travail de M. le Dr Blanchet présente un intérêt réel et est appelé à être de la plus grande utilité pour les botanistes qui parcourent les départements de la Gironde, des Landes et des Basses-Pyrénées.

Il comble, d'après lui, une grande lacune ; et le botaniste qui,

jusqu'à ce jour, courait un peu à l'aventure, pourra désormais poser presque à coup sûr le pied sur le point habité par la plante qu'il cherche, depuis La Teste jusqu'à la Bidassoa, sur le littoral; depuis Béhobie jusqu'au col de Torte et aux pics de Gabisos et d'Eras Taillades sur la chaîne des Pyrénées; sur les confins des départements de la Gironde et des Landes; dans toute l'étendue de ce dernier département; et dans les arrondissements d'Orthez et de Bayonne pour les Basses-Pyrénées.

Nous devons toutefois vous faire remarquer que les cantons de Pau, Morlaàs, Lembeye, Garlin, Thèze, Nay n'entrent en rien dans les indications de cet ouvrage, bien qu'il eût dû les comprendre, eu égard à la généralité de son titre; et, s'il est permis d'espérer que M. le Docteur Blanchet portera ses investigations dans la partie laissée obscure de notre département et de celui de la Gironde, quant à présent, du moins, son œuvre n'est pas complète.

Comme le Docteur Blanchet, M. Ducéré a voulu combler une lacune, en retraçant, au point de vue exclusivement militaire, les campagnes effectuées par l'armée des Pyrénées occidentales pendant les années 1793 à 1795.

Dans un manuscrit de 121 pages, accompagnées de 39 pages de pièces justificatives, et tout en laissant de côté, ainsi qu'il l'indique lui-même dans son introduction, l'histoire des événements politiques qui se sont succédé dans notre région pendant la période révolutionnaire, il a décrit les opérations de cette armée qu'il appelle « la plus ignorée de cette grande époque de combats », et mis en relief tout ce qu'il y avait de discipline et de patriotisme dans les soldats et d'esprit d'initiative et d'intelligence dans leurs chefs.

C'est, croyons-nous, le premier écrit de ce genre qui ait été tenté à l'occasion de l'armée des Pyrénées occidentales, si nous en exceptons toutefois les mémoires de M. Louis Marcillac, parus en 1808 et d'un citoyen B. édités en l'an X, mais il l'emporte sur ces derniers en raison des documents nouveaux qu'ont offerts à leur auteur les archives de Bayonne, le *Journal officiel* et d'autres pièces ignorées jusqu'à lui.

Nous avons suivi avec le plus vif intérêt M. Ducéré, dans les opérations stratégiques qu'il décrit en un style simple, correct et sans afféterie, avec une clarté que rendait d'autant plus difficile la

ligne qu'embrassaient ces opérations, car cette ligne s'étendait dans les Pyrénées depuis Bayonne jusqu'à St-Jean-Pied-de-Port et Arnéguy et en Espagne dans les provinces de Biscaye, Alava et Guipuzcoa.

Avec lui, nous assistons aux débuts des d'Arnaudat, Harispe, Dessein et tant d'autres de nos compatriotes qui ont joué un rôle important dans la grande épopée du commencement de notre siècle, nous connaissons exactement les forces respectives des deux armées et nous suivons les généraux Laroche, Moncey et surtout cette figure légendaire entre toutes, celle de Latour d'Auvergne, qui, au dire de ses grenadiers, avait le don de *charmer les balles* et qui bientôt, le 9 messidor an VIII, devait trouver une fin assez glorieuse pour que jusqu'en 1814, chaque jour, vous le savez, quand on faisait l'appel dans la compagnie, l'officier appelait : M. Latour d'Auvergne ! le porte-drapeau répondait : « Mort au champ d'honneur » !

J'ai eu personnellement presque de l'enthousiasme, Messieurs, pour l'ouvrage de M. Ducéré qui me paraît avoir d'autant plus d'importance qu'il nous touche de plus près, et qu'il a trait, en définitive, à des opérations qui ont été, comme je vous le disais tout à l'heure, peu mises en lumière et dont notre historien national, M. Thiers, lui-même, ne s'est préoccupé que fort légèrement dans son histoire de la Révolution française, semblant justifier ces mots latins, auquel M. Ducéré fait allusion dans sa préface : *De minimis non curat prætor*.

Cet enthousiasme cependant n'ira pas jusqu'à exclure la critique, si tant est que ce mot définisse exactement la pensée que nous allons vous exprimer.

Sans doute, l'ouvrage de M. Ducéré, tel qu'il est, est une œuvre intéressante, dans laquelle abondent les renseignements puisés à des sources indiscutables, mais qu'il nous permette de lui signaler une mine de découvertes qu'il n'a pas explorée : celle des archives départementales.

A l'heure où nous vous parlons, l'archiviste qui dirige à Pau cet important service, s'occupe de classer toutes les pièces postérieures à 1790, et nous croyons pouvoir dire à l'auteur que, s'il voulait avoir recours à ce précieux dépôt, il y trouverait sans doute des documents de nature à ajouter à la relation qu'il nous a soumise, non, peut-être, quant au fond, car il nous paraît l'avoir

solidement creusé, mais au point de vue de nouvelles pièces justificatives.

Il ne nous reste, Messieurs, qu'à vous entretenir de l'ouvrage de M. de Rochambeau. — Dans un volume de 112 pages, auquel sont annexées 115 pages de documents authentiques, cet savant correspondant du Ministère de l'instruction publique pour les travaux historiques, s'est efforcé, comme il le dit dans sa préface, « de contrôler le verdict de l'histoire par les témoignages écrits et contemporains de la vie d'Antoine de Bourbon et de sa femme, la fameuse Jeanne d'Albret, » et il a considéré « comme un devoir de mettre en lumière quelques pages intéressantes dont les inepties du roi de Navarre, — c'est le mot dont il se sert — ont fait perdre le souvenir ».

Nul mieux que M. de Rochambeau n'était à même de mener à bonne fin cette entreprise, car vous savez qu'il a en 1877 publié, pour la Société de l'histoire de France, les lettres d'Antoine de Bourbon et de Jeanne d'Albret, et c'est, comme il le fait observer lui-même, en publiant ces lettres qu'il lui a été permis « d'étudier ses personnages d'après nature dans les différentes phases de leur vie. »

Il n'a pas, nous le reconnaissons, failli à sa tâche et pour nous, habitants de la patrie d'Henri iv, son livre a une saveur particulière, car nous y retrouvons le récit tant de fois répété de la naissance et de l'éducation virile de celui que nos pères appelaient : Lou nouste Henric.

Nous ne pouvons, Messieurs, vous donner une esquisse même rapide de cette savante étude. Laissez moi cependant vous signaler la page 34 où M. de Rochambeau affirme qu'Henri iv fut conçu à La Flèche; d'où nous pouvons tirer une nouvelle preuve de l'erreur que commettait Jasmin, lorsque, avec son imagination de poète et de Gascon, il mettait dans la bouche de la Baïse, lors de l'inauguration de la statue d'Henri iv, à Nérac, les vers suivants.

« Ohé, Bearnès, souy sa may, et lou Gabo

« Tant bantariol, n'es res que soun payri !

En quoi, je vous le demande, la Baïse pouvait-elle revendiquer le titre de mère pour Henri iv, puisque, au dire de M. de Rochambeau, il avait été conçu à La Flèche et que, sans contestation possible, il est né au château de Pau ?

Pour revenir à l'œuvre elle-même de M. de Rochambeau, nous ne saurions disconvenir qu'elle possède des qualités sérieuses, et qu'elle rentre dans le cadre de votre programme ; mais, considérée à ce point de vue, elle est, selon nous, à deux fins, car elle vise particulièrement le Vendômois, et ne se rattache au sud-ouest que par le mariage de Jeanne d'Albret avec Antoine de Bourbon, mariage qui a fourni à M. le Baron de Ruble la matière d'un ouvrage remarquable, récemment publié.

A ce titre l'originalité, si nous pouvons le dire, lui fait défaut. Aussi votre commission, dans la distribution des récompenses, a-t-elle tenu compte de ce fait pour placer sur le même rang cette œuvre avec celle de M. Duceré qui, elle, est d'une originalité incontestable en ce qui concerne notre pays.

Usant donc de la latitude que vous nous avez accordée, nous avons l'honneur de vous proposer de décerner ex-æquo à M. de Rochambeau et à M. Duceré la première place dans le concours que vous avez institué, avec cette mention cependant qu'une médaille d'or de 150 fr. sera attribuée au premier et que, quant au second, une médaille de moindre valeur lui sera décernée, mais que, pour rétablir l'égalité entre eux, il lui sera offert d'insérer son travail dans notre Bulletin, aux frais de la Société, après que son manuscrit aura été revu par lui dans le sens des observations que nous vous avons présentées.

Vous voudrez bien aussi partager notre sentiment sur l'ouvrage de M. le Docteur Blanchet, en lui décernant une médaille d'argent en récompense de son intéressant travail, et charger votre Secrétaire-Général de transmettre à MM. du Boucher, Chimits et Taillebois l'expression officielle d'un témoignage de satisfaction pour les études dont ils ont bien voulu nous faire l'envoi.



PRÉSENTATION D'UNE POINTE DE LANCE EN SILEX

Trouvée à Pontacq.

PAR M. ELISÉE MENDEZ.

Messieurs,

Voici un silex taillé, que j'ai l'honneur de soumettre à votre examen.

Peut-être vous paraîtra-t-il, comme à moi-même, être un des plus beaux types connus de l'industrie humaine, durant les époques préhistoriques.

J'ai plusieurs fois visité le musée de St-Germain, et n'y ai rien vu d'aussi parfait.

Nous devons ce précieux échantillon à la libéralité d'un de nos plus sympathiques concitoyens, M. Catalàa, contrôleur des contributions directes.

D'un esprit très-éclairé, M. Catalàa, que ses fonctions conduisent à effectuer des excursions dans une partie de notre département, consacre heureusement le temps dont il peut disposer, à la recherche de tous les faits ou documents intéressant la science.

En même temps qu'il m'a remis ce silex, il m'a indiqué le lieu d'origine.

C'est une tourbière, située à deux pas de Pontacq, sur le territoire de la commune de Lamarque (Hautes-Pyrénées).

Par ses dimensions, relativement considérables, cette arme vous paraîtra sans doute être une lance ou tout au moins un javelot.

D'une forme générale très-pure, je dirai même presque artistique, mais obtenue au moyen simplement d'éclats, n'ayant subi nul poli, cette pointe de lance ou de javelot me semble appartenir aux dernières périodes de l'époque préhistorique, dite de la pierre taillée.

Elle est donc pour ainsi dire contemporaine de l'apparition de l'homme, dans nos contrées.

Vous y noterez une particularité, à mon sens bien rare et bien remarquable.

Elle est formée d'une substance à couches concentriques, se trahissant à la surface par des lignes régulières, et apparaissant nettement à la cassure de la base, c'est-à-dire, au point où l'arme s'implantait dans la hampe.

Ce n'est donc pas probablement un silex, dans la pure acception du mot, mais bien une substance silicifiée.

Elle était en cet état au moment où l'arme a été créée, car c'est par une série d'éclats qu'on l'a fabriquée, ainsi qu'on procédait alors, et qu'on procède encore aujourd'hui, du reste, pour les vrais silex.

Qu'est cette substance ?

Du bois de renne ?

Un débris fossile de calmar de seiche ou d'un animal appartenant à ces familles ?

Est-ce un fragment de coquillage à nappes hélicoïdales empâtées ?

Est-ce purement et simplement du bois ?

Est-ce autre chose ?

Je ne sais, et n'ai nulle compétence pour le déterminer.

Je ne fais que poser ici ces questions et remets en vos mains le soin de les résoudre.

Maintenant, Messieurs, peut-être penserez-vous, comme moi, qu'il serait douloureux de laisser inexploré le lieu où l'on a découvert un si rare, un si parfait document.

Il s'agit ici d'une tourbière.

Occupe-t-elle l'emplacement d'un étang disparu, comme beaucoup d'autres peut-être dans cette région, en laissant derrière eux comme témoin, la dernière, et probablement la plus importante de ces nappes d'eaux, je veux parler du lac de Lourdes.

Des recherches dirigées avec soin pourraient-elles aboutir à la découverte d'une station lacustre préhistorique.

Quand on songe à la riche moisson qui a récompensé les explorateurs des lacs de la Suisse, par exemple, on ne peut que souhaiter ardemment que ces recherches soient effectuées promptement et d'une façon absolument complète.

Je vous sou mets en conséquence le vœu suivant et vous supplie de l'accueillir.

Une exploration complète de la tourbière de Lamarque sera effectuée.

Une enquête sera faite afin de réunir et de se procurer, si possible, tout ce qui aurait pu être découvert dans cette tourbière ou son voisinage, et afin de recueillir tous les renseignements pouvant diriger les recherches vers d'autres points.

Maintenant, Messieurs, j'ai cru aller au devant de vos désirs en offrant, en votre nom, à M. Catalàa les vifs remerciements de la Société.

Je vous propose de vouloir bien les ratifier et de charger votre bureau de transmettre à M. Catalàa l'extrait du procès-verbal de la séance relatant votre décision (1).

(1) La prochaine livraison contiendra une planche où sera reproduite la pointe de lance faisant l'objet de cette communication.



à elles, continuant avec plus de maturité l'œuvre entreprise et s'y concentrant peu à peu davantage.

Enfin, en 1848, il vint s'établir définitivement parmi nous, et pendant 32 ans, il donna à nos chères Pyrénées toutes les heures, tous les moments, toutes les minutes laissées disponibles par son apostolat, qu'il continua, on vous l'a dit, jusqu'à sa dernière heure.

Et alors l'œuvre de M. Frossard grandit. Son dessin plus ferme reproduisit l'aspect de la roche, le relief du paysage, la profondeur du ravin. Il scruta la pierre en savant, comme il scrutait le cœur en apôtre et dans ses études de toute une vie, il faisait des découvertes nouvelles enregistrées successivement par les savants illustres de l'Institut et par les sociétés nombreuses dont il était le collaborateur et le membre.

Ce fut dans les quelques années qui suivirent 1848, que M. Frossard, reprenant les études des Ramond, des Palassou et des Charpentier, rappela aux hommes de science ses Pyrénées trop oubliées par eux, pendant qu'à la même heure il cherchait à inspirer l'amour de la nature et de la science aux hommes, jeunes alors, qu'il instruisait de sa parole, qu'il animait de son exemple.

Mais notre Président regretté n'était pas seulement un homme de science abstraite, c'était aussi un homme pratique, qui aimait ses semblables et qui comprenait et voulait faire comprendre à tous que pour être utiles au grand nombre, il fallait que les résultats acquis dans le laboratoire ou dans le cabinet fussent vulgarisés et répandus.

Et c'est alors qu'en 1859, avec M. Weddell, il créa la Société d'Encouragement pour l'agriculture et l'industrie, dont il fut jusqu'à son dernier jour le membre le plus zélé.

M. Frossard, dans cette œuvre, ne nous apportait point des procédés de cultures nouvelles ; il ne nous présentait pas des instruments perfectionnés ; il ne nous parlait pas de races améliorées ou de machines à introduire : mais son action, pour être moins technique, n'en était ni moins utile ni moins féconde. En dehors de l'étude du sol et des amendements qu'il professait en maître, il dirigeait l'association avec sa connaissance profonde des hommes et de l'administration. Les services qu'il a rendus à cette Société sont immenses et les paysans de nos vallées profondes, pasteurs ou agriculteurs, qui ne connaissent ni le ministre, ni le litté-

rateur, ni le savant, ni l'artiste, savent le nom de M. Frossard, l'un des créateurs de la Société d'Agriculture, qui a rendu et qui rend encore de si éminents services aux propriétaires et aux cultivateurs de notre pays.

Cette œuvre restreinte, quelque utile qu'elle fût, ne pouvait suffire à l'activité de M. Frossard. Il étudiait les terrains, cherchait et classait les fossiles, décrivait les rochers, enrichissait ses collections ; il faisait le relief de nos Pyrénées centrales, écrivait des notices, correspondait avec les savants, parlant à tous de ses chères montagnes ; mais bien souvent il nous l'avait dit, il manquait un lien pour resserrer des forces éparpillées et pour concentrer dans une action commune l'étude, à tous les points de vue, institutions, hommes et choses, passé et présent, de ses Pyrénées qu'il aimait tant.

Ce fut alors qu'il songea à la création de la Société Ramond. Nul que lui ne pouvait tenter cette œuvre. Alpiniste résolu, dessinateur habile, géologue émérite, littérateur distingué, il pouvait s'adresser à tous ; et comme sa bienveillance et sa modestie étaient égales à sa réputation et à sa largeur d'idées, il pouvait grouper autour de lui, quelles que fussent leurs aptitudes diverses, leurs croyances personnelles ou leurs opinions politiques, tous ceux qui, comme lui, aimaient ce beau pays et s'intéressaient à son histoire, à ses monuments, à ses richesses, à son avenir.

M. Frossard créa donc la Société Ramond, et à son appel, des membres de l'Institut, des professeurs du Muséum ou des Facultés, des artistes, des savants, des historiens et de simples amateurs des beaux spectacles de la nature le prirent pour président et pour guide, et durant quinze années lui ont continué ce respect, cette considération, cette affection dont ils lui donnent en ce moment un dernier témoignage.

M. Frossard participa largement à la création de l'Observatoire du Pic du Midi, rêvé par les Herschell et les Babinet, — la grande œuvre de notre Société — et qui n'a dû sa réalisation qu'aux hommes aussi intelligents qu'intrépides et résolus que notre regretté Président avait rattachés par un lien étroit à notre association.

Le passé de la Société Ramond a été brillant et prospère, grâce à M. Frossard. Son avenir m'effraierait si je n'avais appris de lui qu'il ne faut jamais désespérer et que le travail et la lutte sont la

loi de l'humanité. Ne devons-nous pas d'ailleurs à notre affection pour l'homme qui la fonda de redoubler d'efforts pour continuer celle de ses œuvres laïques à laquelle il était le plus attaché.

Le secrétaire de la Société Ramond a parlé. Permettez au Bagnérais et à l'ami de celui que nous pleurons de lui rappeler qu'à Bagnères tous l'aimaient et l'estimaient, parce que tous savaient qu'il partageait leurs joies comme leurs tristesses et que jamais on ne le trouva indifférent pour toute œuvre, Société de secours mutuels, Société coopérative, Instruction publique, Bibliothèque populaire, qui pouvait améliorer la situation du pauvre ou charmer les heures du riche.

L'ami a vécu côte à côte avec lui ; il l'a vu dans sa famille, dans ses relations intimes ; il a reçu les confidences de son cœur, il a su les aspirations de son âme et toujours il se sentait plus fort, plus rasséréné, meilleur, lorsqu'il le quittait et en ce triste moment, alors qu'il ne doit plus ici bas entendre sa parole toujours sereine, il lui jette à travers le temps ce cri d'espérance :

Au revoir, M. Frossard, au revoir.

...

M. Vaussenat, secrétaire en fonctions de la Société Ramond, a pris ensuite la parole en ces termes :

Messieurs,

Je n'ajouterai rien à l'historique si réel que vous venez d'entendre.

Mandataire fidèle de ceux qui m'ont délégué, je viens simplement m'acquitter d'un strict devoir.

C'est celui de ne pas laisser fermer cette tombe, sans dire un dernier et suprême adieu à l'homme éminent, au maître vénéré dont elle va couvrir les restes.

Au nom de la Société d'Encouragement de l'arrondissement de Bagnères dont M. Emilien Frossard a été, il y a vingt ans, le principal fondateur et toujours le guide solide et sûr ;

Au nom de la Commission de l'Observatoire du Pic du Midi, dont l'énergique président est ici écrasé par l'émotion ; au nom de nos pionniers, qui ont toujours trouvé dans le vulgarisateur que nous pleurons, les encouragements et l'appui moral, qui auraient

fait rejeter bien loin en arrière les défaillances dans l'œuvre entreprise, si jamais elles avaient pu naître ;

Au nom de la *Société Linnéenne* de Bordeaux, qui, selon les termes de l'émouvant télégramme qu'elle vient de nous adresser, perd en M. Frossard un membre honoraire, qu'elle entourait d'un affectueux respect. Elle tient à entendre exprimer sur cette tombe les sentiments de deuil qu'elle éprouve et l'assurance formelle qu'elle conservera, pieusement, le souvenir de cet homme de bien et de ce savant aimable qui a tant fait pour l'histoire de notre région du sud-ouest et du midi ;

Au nom du Club Alpin français, qui vient de nous le faire exprimer, un adieu solennel est adressé à ce vénéré patriarche des alpinistes, à qui, après Ramond et bien avant tous les autres, les Pyrénées ont dû d'être étudiées, aimées et révélées ;

Adieu, cher maître.

Si jamais les cœurs des jeunes générations Pyrénéennes se desséchaient, au point d'oublier vos enseignements et l'étendue de vos travaux, nous nous rassurerions, car, tout ici, nos montagnes, nos vallées, nos institutions, vos bienfaits, leur rappelleraient votre action incessante, les flots de vie et de lumière que vous répandiez autour de vous.

Au nom de tous, Adieu !

Séance du 9 mars 1881

SOUS LA PRÉSIDENCE DE M. SERS.

Présents : MM. Sers, président, Monod, vice-président, Piche, secrétaire, Jamet, secrétaire des sciences, Soulice, trésorier, Aparici, Loupot, Legrand, Flourac, Forsans, Meunier, Gorse, Nancy, Cailloux.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

La Société exprime ses regrets au sujet de la mort prématurée de M. Charles Cadier, l'un des fondateurs de la section des Excursionnistes, et décide que le discours prononcé par M. Monod sera inséré au Bulletin de la Société, en souvenir de ce membre dévoué.

Après le compte-rendu des nombreuses publications reçues, M. Piche dépouille la correspondance.

Elle comprend une lettre de M. Tourasse demandant si la Société veut souscrire pour l'érection d'une statue à Lakanal.

Les ressources de la Société ne lui permettent pas de donner des subventions dans de semblables circonstances ; la liste est déposée sur le bureau pour les personnes qui voudraient souscrire individuellement.

Une circulaire ministérielle invite la Société à exposer à l'exposition internationale d'électricité et à nommer un délégué au congrès.

La Société désigne comme délégué M. Jamet et comme suppléant M. Piche.

L'Association Française pour l'avancement des sciences adresse une invitation pour le congrès d'Alger.

Une circulaire du Ministre de l'Instruction publique fait connaître les conditions habituelles de la réunion des délégués des Sociétés Savantes à la Sorbonne.

La Société charge MM. Jamet, Bailly, Vallier et Legrand de la représenter.

Le secrétaire-général appelle l'attention des membres de la Société des Amis des Arts et des membres de la Société Philharmonique sur les instructions du comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements, document important qui doit les intéresser au point de vue des subventions qu'elles pourraient obtenir du ministère.

M. Jamet présente un mémoire de géométrie ; la Société le revêt de son approbation afin que l'auteur puisse le présenter au Congrès des Sociétés savantes.

M. Piche expose les conclusions du Bureau au sujet de la constitution d'une section de climatologie dans le sein de la Société.

La question climatologique joue un si grand rôle dans le développement d'une ville d'hiver comme Pau, qu'il est du devoir de la Société des Sciences de cette ville de s'occuper tout particulièrement de l'étude de son climat.

La commission météorologique départementale n'a pas négligé sans doute de comprendre cet intéressant sujet dans ses travaux ; mais chargée officiellement de suivre un programme spécial : la marche des orages, la constatation des pluies et des températures extrêmes, dans le département, elle ne peut analyser le climat de Pau dans ses moindres détails.

La municipalité pourrait sans doute créer un service météorologique comme les grandes villes de France; mais il semble que des observations faites par les soins de la Société auront un caractère plus désintéressé et plus scientifique.

Mettre en valeur les observations faites jusqu'à ce jour par les particuliers; commencer une série de constatations plus suivies, plus précises, faites dans de meilleures conditions; contrôler les observations et les discuter; comparer les données instrumentales avec les phénomènes météorologiques et avec les mouvements généraux de l'atmosphère; étudier les influences du climat sur les végétaux, les animaux et les hommes tant en santé qu'en maladie, voilà le cadre des travaux de la section, qui s'occuperait également des applications de la science à l'hygiène et à la médecine.

La constitution de cette section serait d'après l'avis du Bureau une cause d'accroissement et de vitalité pour la Société.

M. Meunier demande que la section se constitue le plus tôt possible, afin de mettre la main à l'œuvre et de commencer les observations, avant l'ouverture de la saison prochaine.

La Société décide qu'elle convoquera ses membres en séance extraordinaire mercredi prochain 16 mars, à l'heure et au lieu habituels de ses séances.

Tous ceux qui s'intéressent aux questions climatologiques se rendront à la réunion ou enverront leur adhésion, et on s'occupera immédiatement du règlement intérieur de la section et de l'organisation de ses travaux.

Il ne sera pas demandé aux sociétaires de cotisation spéciale en sus de celle qu'ils paient à la Société.

Le Bureau est chargé de l'exécution de la présente décision.



SOCIÉTÉ DES EXCURSIONNISTES

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL

de la Séance du 19 mars 1884.

M. le D^r Monod, président, ouvre la séance par les paroles suivantes :

Messieurs et chers collègues,

Depuis notre dernière réunion un vide irréparable s'est fait parmi nous, un deuil cruel nous a atteints. Charles Cadier, le meilleur d'entre nos collègues, le fondateur, l'âme de notre Société a été enlevé par une mort prématurée à notre estime et à notre affection.

En présence d'une perte aussi sensible, votre bureau a jugé convenable de vous convoquer tous officiellement aux obsèques, et, sûr de votre approbation unanime, il a fait déposer sur le cercueil une belle couronne de fleurs et de feuillage au nom de la section des Excursionnistes.

De même votre président savait être l'interprète de vos sentiments à tous en prononçant quelques paroles de regrets et d'adieux sur la tombe de Charles Cadier. Afin qu'elle soit conservée dans le registre de nos procès-verbaux comme un hommage à la mémoire du défunt, et que ceux d'entre nos collègues qui ne l'ont pas entendue en aient connaissance, le bureau a décidé qu'il vous serait donné lecture de cette allocution.

DISCOURS DE M. LE DOCTEUR MONOD.

Messieurs,

Charles Cadier s'était rangé parmi les humbles, et ce serait bien mal honorer sa mémoire que venir faire de lui devant cette tombe un panégyrique pompeux. Mais il m'a semblé qu'une voix devait

s'élever parmi la jeunesse pour lui dire un dernier adieu, et rendre hommage à cette vie, si belle et si bonne dans sa navrante brièveté. Et, bien qu'une tristesse silencieuse eût mieux répondu à mes sentiments et à mes préférences personnelles, j'ai compris qu'à moi revenait ce devoir, doux et pénible tout ensemble, comme ami plus âgé, comme confrère et comme collègue à la Société des Excursionnistes du Béarn.

Il ne m'appartient pas de retracer ici les traits dominants de son charmant caractère, de rappeler les dons de son esprit, les richesses de son cœur, ni d'insister sur cette admirable sérénité qui ne s'est pas démentie un instant durant trente deux mois de cruelles souffrances, qui a ôté toute amertume à sa lente agonie, et qui, plus forte que la mort, illuminait encore après le dernier soupir sa pâle et douce figure d'un délicieux sourire.... sourire de consolation et d'espérance qu'il laisse aux siens, et à nous tous qui le pleurons avec eux.

Ce que je veux mettre en lumière, c'est la façon dont il a compris et pratiqué l'amitié. Des voix plus autorisées, mais certes pas plus convaincues que la mienne, pourraient proclamer ici qu'il fut un bon ami, le plus enjoué, le plus discret, le plus sûr, le plus tendre des amis. Son caractère aimable, sa physionomie ouverte vous attireraient comme malgré vous : c'est bien de lui qu'on peut dire qu'il suffisait de le connaître pour l'aimer et que mieux on le connaissait, plus on l'aimait. Je n'en veux pas d'autre preuve que cette sympathie générale qui, après avoir entouré son lit de maladie, entoure aujourd'hui son cercueil,

Au nom de ses amis, ceux de Paris et ceux de Pau, qui ont le chagrin de continuer leur route sans le précieux appui de son affection, et dans le cœur desquels son départ laisse un vide irréparable, au nom de ses amis, adieu.... non pas adieu — au revoir !

Charles Cadier appartenait à la grande famille médicale. Il allait terminer ses études de médecine, rapidement et brillamment faites comme élève stagiaire au Val de Grâce, lorsqu'il fut terrassé par le mal implacable qui nous l'enlève aujourd'hui. — Il aimait avec ardeur la carrière qu'il avait choisie, et toutes les conditions de succès y semblaient réunies pour lui. Aussi le coup fut-il rude quand il dut quitter ses livres et son hôpital, et quand, réformé quelques mois plus tard, il comprit qu'il n'atteindrait pas au doctorat, que ses laborieuses études n'auraient jamais leur couronne-

ment naturel et légitime. Hélas ! en dehors des jouissances scientifiques qu'il en a retirées, ses connaissances médicales n'ont eu d'autre résultat que d'augmenter ses souffrances morales, en lui permettant de suivre pas à pas les progrès du mal !

Au nom de ses anciens compagnons d'études, qui auraient été heureux et fiers de l'appeler leur confrère et de l'accueillir comme tel, moi, leur représentant, qui ai eu le privilège de lui donner mes soins et la douleur de constater leur impuissance, je lui dis adieu.... non pas adieu — Au revoir !

Charles Cadier était un amant passionné de la nature, et, comme enfant du Béarn, il avait une prédilection marquée pour son pays, pour ces belles Pyrénées qu'il connaissait si bien. Tant que ses forces le lui ont permis, il ne s'est pas lassé de les parcourir, de les étudier, ses chères montagnes ; il s'était fait recevoir membre de la Société Ramond et du Club Alpin Français. Mais ce n'était pas assez pour lui d'en jouir pour lui-même ; il voulait convier les autres à ces grandes et saines jouissances de la nature, et c'est dans cette pensée qu'il s'unit à quelques amis, durant le cours de ses études à Paris, pour fonder une Société, dite des Excursionnistes, sur le modèle de laquelle fut constituée, trois années plus tard, celle de Pau. — Celle-ci est bien directement et cruellement atteinte dans le deuil général. En effet, en Charles Cadier elle perd, non seulement le plus zélé de ses membres, mais son premier fondateur. Tous ses collègues se rappellent l'initiative qu'il prit dans la création de la Société, lorsque, il y a un peu plus d'une année, il nous convoqua pour nous exposer ce projet qui depuis longtemps lui tenait à cœur ; l'ardeur qu'il déploya dans les détails d'organisation, puis la modestie avec laquelle il s'effaça lors de la nomination du bureau, préférant être à la peine qu'à l'honneur. Et nous avons eu le chagrin de devoir donner satisfaction à cette modestie et de ne pouvoir pas offrir la présidence au plus digne, connaissant trop son dévouement et sa conscience pour oser ajouter une charge nouvelle au lourd fardeau de la maladie sous lequel il était déjà courbé. Et pourtant, à la place obscure qu'il avait choisie, qui dira tous les services qu'il nous a rendus par son esprit clair, son intelligence vive, son jugement sûr, sa connaissance admirable du pays ? Rien ne se faisait sans son conseil et il semblait que lui-même marchât en tête et dirigeât nos courses quand il en avait élaboré le plan et aplani d'avance toutes les

difficultés ; souvent même, pour se donner le change, pauvre cher ami, il assistait au départ et attendait le retour de l'excursion. N'y a-t-il pas quelque chose de grand et de mélancolique dans cette pensée qu'il a créé une œuvre de mouvement et de vie au seuil même de la mort, organisé une phalange de marcheurs intrépides quand lui-même allait entrer dans le repos de l'éternité ?

A côté de cette œuvre qui le personnifie si bien, comment ne pas rappeler aussi cette création philanthropique des Fourneaux économiques, dans laquelle il s'est rencontré, il y a quelques mois à peine, avec un autre homme de bien, un cœur noble comme le sien. Il a consacré à cette bonne œuvre ce qui lui restait de forces et de vie, avec le même élan généreux qu'il a apporté dans toutes choses ici-bas. Et l'on peut dire qu'il est mort victime de son dévouement : car les efforts qu'il déploya alors pour faire appel à la charité publique ont certainement hâté sa fin. Le matin même de sa mort il s'occupait de ses chers Fourneaux et donnait encore des signatures.

Au nom des hautes cimes que son pied ne foulera plus, mais en face desquelles il va reposer ; — au nom des Sociétés des Excursionnistes de Paris et de Pau, au nom de la Société des Lettres, Sciences et Arts, au nom de la Société Ramond et du Club Alpin Français dont il a bien mérité ; — au nom de ces pauvres dont il a voulu assurer la subsistance avant de mourir, nous lui disons adieu.... non pas adieu, — au revoir.

Et maintenant repose en paix sous cette moisson de fleurs, symbole de ta vie si pure, si suave, si modeste, hélas ! et sitôt flétrie. Elle laisse du moins après elle un parfum de bonté, de probité et d'amour que recueille pieusement le cœur de tes parents, de tes amis, de tes collègues et de tes compagnons d'étude. Tu meurs au matin de la journée et cependant tu as déjà fait ton œuvre. Tu as vécu pour le vrai, pour le beau, pour le bien. Tu nous laisses un lumineux souvenir et un grand exemple. A nous de le suivre ; à nous de travailler au bien avec ta simplicité, ta constance, ta sérénité et ta foi !



Séance du 11 mai 1881

SOUS LA PRÉSIDENCE DE M. SERS.

Présents : MM. Sers, président, Monod, vice-président, Piche secrétaire-général, Jamet, secrétaire des sciences, Soulice, trésorier, Lamaignère, Lacaze, Labastie, Ribaut, Nancy, G. Malan, E. Malan, Goudard, Forsans, Flandé, Cadier, Probst, Mendez, Gorse et Beigbeder.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

A la demande de M. le Maire, les séances auront lieu désormais le lundi.

M. Mendez présente à la Société une belle pointe de lance en silex trouvée dans une tourbière à Pontacq et offerte par M. Catalaa ; il lit une note sur cette trouvaille et engage la Société à rechercher s'il n'y aurait pas lieu de faire procéder à des fouilles en cet endroit.

La Société invite la section des excursionnistes à diriger une de ses courses de ce côté.

M. Lacaze lit au nom de la commission du concours le rapport sur les mémoires présentés.

Les conclusions sont adoptées à l'unanimité.

Sont admis comme nouveaux sociétaires :

MM. Petit, naturaliste,	présenté par MM. Genreau et Piche.
Poeymirau,	id. Sers et Soulice.
Ganiayre,	id. Chauvin et Soulice.
D ^r de Musgrave Clay,	id. Monod et Soulice.
Paul Labrousche,	id. Sers et Monod.
Terrier,	id. Sers et Piche.
B ^{on} Dutilh de la Tuque,	id. Sers et Piche.
Lamarque d'Arrouzat,	id. Sers et Piche.
Pasteur Pozzy,	id. Sers et Piche.
Sarrailh, de Monein,	id. Soulice et Piche.
Bouzon, id.	id. Sers et Piche.
Isaac prof. au Lycée,	id. Jamet et Piche.
Sarraute,	id. Jamet et Piche.

Séance du 23 mai 1881

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. SERS.

Présents : MM. Sers, président, Piche, secrétaire-général, Soulice, trésorier, Petit, de Musgrave-Clay, Isaac, Lacaze, Ribaut, Cadier, Legrand, Vallier, Lacoste, Flourac, Aparici.

Après lecture et adoption du procès-verbal de la précédente séance, dépouillement est fait de la correspondance et des brochures reçues.

On discute ensuite la question d'organisation du musée d'histoire naturelle.

M. Piche a visité la nouvelle installation des collections dans les bâtiments de l'ancien asile, et il fait remarquer que la place est déjà trop étroite, il est donc impossible de créer un musée d'histoire naturelle départementale dans ce local. Il avait compris, lors des derniers pourparlers avec la municipalité, qu'on mettrait à la disposition de la Société les deux étages de l'est ; il apprend que ces mêmes salles sont réclamées par la Société des Amis des Arts ; il y a donc lieu d'aviser.

M. Sers dit qu'il y a en effet compétition des deux Sociétés pour ce local, et qu'il conviendrait qu'une commission mixte composée de membres du conseil municipal et de membres des deux Sociétés étudie les diverses combinaisons possibles.

M. Soulice propose de moins se préoccuper du local que d'accumuler des collections pour lesquelles il faudra bien trouver un emplacement quelconque.

M. Piche croit au contraire que des dons importants ne se produiront que si les donateurs savent qu'il existe un Musée prêt à recevoir convenablement leurs collections. Si on ne peut nous donner les deux salles de l'asile (côté Est), pourquoi ne nous donnerait-on pas la jouissance provisoire de la villa du parc Beaumont ?

M. Lacoste ne voudrait pas d'une installation provisoire qui pourrait occasionner à bref délai un nouveau déplacement.

On est d'accord pour inviter M. le Maire à nommer une commission mixte d'étude.

M. le secrétaire-général a appris que M. Petit, naturaliste, l'un des nouveaux membres de la Société, avait offert de céder à la ville sa collection de zoologie; il demande s'il ne conviendrait pas que la Société des Sciences se rendit compte de l'importance de cette collection afin de formuler son avis sur la dite proposition, au point de vue exclusivement scientifique.

M. Petit donne quelques renseignements sur la nature de cette collection presque complète en ce qui concerne la faune départementale et sur son origine.

La Société prie MM. Jaudet, Monod, et Bailly de visiter la collection et de lui adresser un rapport.

M. Piche présente quelques ossements et des fragments de verre irisés qui ont été trouvés à Abos (canton de Monein) lors des fouilles faites pour la construction de la maison d'école et qui lui ont été remis par M. le Maire.

Il lit une lettre de M. l'instituteur Labataille relatant les circonstances dans laquelle ont été trouvés ces objets.

Sont admis comme nouveaux sociétaires :

MM. Palaa Jean Germain, présenté par MM. Cadier et Piche.		
d'Eyssautier,	id.	Barthety et Ribaut.
Réveil,	id.	Foursans et Piche.
Albert Buron,	id.	Lacaze et Sers.
Queuvreux, de Bourdettes,	id.	Soulice et Piche.
Bordenave, pharmacien,	id.	Monod et Favre.
Oliphant,	id.	Sers et Monod.
Gardères Edmond,	id.	Favre et Piche.



L'ARMÉE

DES

PYRÉNÉES OCCIDENTALES.

ÉCLAIRCISSEMENTS HISTORIQUES

SUR

les campagnes de 1793, 1794, 1795.

Par M. DUCÉRE

INTRODUCTION.

Il n'entre point dans notre plan de faire l'histoire des événements politiques qui se sont succédés dans cette région pendant la période révolutionnaire. Ce travail qui exigera sans doute d'immenses recherches, sera l'œuvre d'une plume plus autorisée que la nôtre; nous voulons simplement consacrer ces pages à quelques éclaircissements historiques sur l'armée la plus ignorée de cette grande époque de combats. Quoique le manque d'ouvrages didactiques sur l'histoire de cette armée nous ait imposé une tâche assez difficile, nous avons néanmoins réussi à recueillir une quantité assez considérable de documents, les uns inédits, les autres peu connus.

On ne connaît guère, en fait d'ouvrages traitant spécialement l'histoire de l'armée des Pyrénées Occidentales, que deux mémoires; le premier qui a pour titre : *Histoire de la guerre entre la France et l'Espagne par Louis Marcillac* (1), est l'œuvre d'un officier émigré ayant appartenu à la légion de Saint-Simon; cet ouvrage soit qu'il ait été tiré à petit nombre, soit qu'une partie de l'édition ait été détruite, se trouve être aujourd'hui de la plus grande rareté.

Le second intitulé : *Mémoires sur la dernière guerre par le*

(1) Histoire de la guerre entre la France et l'Espagne, pendant les années de la Révolution Française 1793. 1794 et partie de 1795, par Louis de Marcillac, à Paris, chez Maginel, 1808, pet. in-8°, br. 346 pp. — Cet ouvrage renferme aussi l'histoire de la guerre des Pyrénées Orientales.

citoyen B... (1) est l'œuvre d'un nommé Beaulac, qui fut médecin dans cette armée ; ce mémoire n'est plus dans le commerce et est assez rare.

Nous devons indiquer encore comme les principales sources auxquelles nous avons puisé un grand nombre de documents : Les archives de Bayonne, la collection du *Moniteur Officiel*, et enfin deux précieux registres, contenant la correspondance du général Laroche, major-général de l'armée des Pyrénées Occidentales, et dont nous devons la communication à l'extrême obligeance de M. Bergeron, juge de paix à Soustons (2). Nous devons aussi mentionner la Bibliographie de la période révolutionnaire dans le département des Basses-Pyrénées, par M. Soulice qui nous a donné d'excellents renseignements (3).

Ces différents ouvrages et bien d'autres que nous citerons plus tard, se complétant assez bien les uns par les autres, nous ont permis, si toutefois nous ne nous abusons, de relever quelques erreurs commises par ces auteurs et de combler, en attendant le dépouillement des archives de la guerre, la lacune qui existait dans l'histoire militaire de ce département.

Nous nous sommes tenu dans le cadre exact des opérations auxquelles nous avons essayé d'apporter le plus de clarté possible. Nous avons seulement voulu décrire les opérations militaires d'une armée qui dût en quelque sorte se créer elle-même ; trouver des ressources dans les pays qu'elle envahissait ; conquêtes trop oubliées parmi les grands événements de cette époque héroïque, et qui du moins montrèrent à la France dont les regards et les vœux étaient portés sur ses armées du Nord, que la discipline et le patriotisme surent triompher de tous les obstacles et firent flotter haut le drapeau national.

(1) Mémoire sur la dernière guerre entre la France et l'Espagne, dans les Pyrénées Occidentales, par le citoyen B... avec une carte militaire de la frontière de France et d'Espagne, où sont tracés les camps retranchés et batteries des Français et des Espagnols, à Paris chez Treuttel et Wurtz, libraires, quai Voltaire, n° 2, an X, p. in-8°, 234 pp.

(2) Deux registres, petit in-8°.

(3) Essai d'une bibliographie du département des Basses-Pyrénées, période révolutionnaire 1789-1800, par M. L. Soulice, bibliothécaire de la ville de Pau, Pau, Aug. Lafon, et Paris, J.-B. Dumoulin, 1874, in-8°, 115 pages.

PREMIÈRE PARTIE

CAMPAGNE DE 1793.

CHAPITRE I.

Organisation des armées. — Forces militaires de la France et de l'Espagne. -- Rupture entre les deux pays. -- Mouvement de troupes en Espagne. -- Arrivée des représentants du peuple à Bayonne. -- Préparatifs d'armement. -- Effervescence en Espagne. -- Manifeste du roi. -- Coup d'œil sur le théâtre de la guerre, les Pyrénées, les vallées, etc.

Avant de consacrer quelques lignes à une légère esquisse sur les faits politiques, qui devaient donner lieu à une rupture entre les deux pays, nous allons jeter un coup d'œil rapide sur les forces militaires de la France et de l'Espagne, mais sans entrer dans aucun de ces détails d'organisation, qui nous entraîneraient hors de notre cadre et qui du reste ont été traités par des auteurs très compétents.

En 1792, la France comptait 105 régiments de ligne chacun à deux bataillons, plus les deux cents nouveaux bataillons de volontaires qui venaient d'être créés par un décret de l'Assemblée Constituante. Les milices provinciales qui avaient été dissoutes par la même assemblée, devaient fournir le meilleur contingent pour les bataillons de volontaires ; l'infanterie comptait en outre quatorze bataillons de chasseurs. L'artillerie, qui était le corps qui avait le moins souffert de l'émigration, possédait 7 régiments aussi à deux bataillons, et le 16 avril 1792 on avait décrété la formation de 9 batteries à cheval en usage en Prusse depuis la guerre de sept ans. Enfin la cavalerie offrait le chiffre imposant de 59 régiments qui se subdivisaient en 24 régiments de grosse cavalerie, 18 régiments de dragons, 12 de chasseurs à cheval et 5 de hussards.

L'Espagne de son côté paraissait avoir des forces très respectables. Elles se divisaient en 44 régiments d'infanterie à deux bataillons, sans toutefois compter les gardes Espagnoles et les gardes Wallonnes se montant à 4,200 hommes formés en 6 bataillons; sur ces quarante-quatre régiments il y en avait seulement trente-

cinq de nationaux ; les neuf autres se divisaient de la manière suivante :

Deux Italiens, trois Flamands et quatre Suisses. En 1792 on augmenta cette infanterie de deux nouveaux régiments : les volontaires de Tarragone et de Girone ; le nombre total de ces corps fut ensuite porté pendant la guerre de 44 à 58 régiments.

En même temps le gouvernement Espagnol donna à ces troupes une nouvelle formation et leur adjoignit un troisième bataillon qui fut appelé bataillon de garnison, tandis que les deux premiers reçurent le titre de bataillons de campagne. Ces deux premiers bataillons durent avoir six compagnies dont une de grenadiers et une de chasseurs chacune de 77 hommes (1). Le bataillon qui devait, durant cette guerre, être chez les deux belligérants l'unité tactique, aurait dû avoir 700 hommes sur le pied de paix et 800 sur le pied de guerre. D'après plusieurs auteurs Espagnols, au commencement des hostilités les régiments réunissaient tout au plus de mille à onze cents combattants. (2)

D'après ces nouvelles formations de corps, l'armée espagnole devait avoir au moment de la mobilisation un effectif de 130,000 hommes environ d'infanterie, y compris toutefois 30,000 hommes de milices provinciales qui, sur le papier du moins, prouvaient une organisation admirablement entendue ; mais il fallut bien rabattre de ces chiffres, et une fois que la cour d'Espagne eut pourvu à la sûreté et à la garde de Madrid, des villes, des côtes et de l'intérieur, il lui fut impossible de disposer de plus de 60 à 80,000 hommes, chiffres encore fort respectables, s'il n'eut fallu, pour y atteindre, compter les milices provinciales et vingt-mille paysans qu'on incorpora dans les régiments de ligne. On doit compter aussi 12 régiments d'infanterie de ligne légère à un bataillon ; les 42 régiments de milices provinciales étaient tous à un seul bataillon de huit compagnies, dont une des grenadiers et une de chasseurs.

La cavalerie beaucoup mieux organisée que celle de l'armée française, qui venait d'être si éprouvée par l'émigration, comptait 24 régiments à 5 escadrons se divisant ainsi : une brigade de cuirassiers (coraceros), 10 régiments de cavalerie de ligne et 12

(1) Chaque compagnie avait 1 capitaine, 2 lieutenants et 1 sous-lieutenant.

(2) Tableau de l'Espagne moderne, par J. Fr. Burgoing, 3 vol. 1807.

de cavalerie légère, hussards et chasseurs bien instruits et surtout bien montés.

Les armes spéciales se composaient de 2 bataillons de génie, sapeurs et mineurs, et de 1 régiment d'artillerie à 5 bataillons ; depuis quelque temps on venait d'adjoindre à ce corps quelques batteries à cheval, cette formation était plutôt un rajeunissement (1) qu'une innovation. Ces quelques batteries contribuèrent puissamment aux succès de l'armée de Catalogne.

Voilà à peu près l'organisation militaire des deux nations prêtes à en venir aux mains ; quoique la faiblesse de l'Espagne fut notoire, il devait encore s'écouler plus d'une année avant que les armées françaises se fussent renforcées suffisamment pour prendre à leur tour l'offensive et franchir la Bidassoa.

Charles III était mort en 1788 laissant le trône à son fils Charles IV. Celui-ci, gouverné par sa femme Marie Louise de Parme et quoique lié aux Bourbons de France par le célèbre pacte de famille, hésitait entre une rupture avec la république et les liens de parenté qui l'unissaient à Louis XVI. Le comte de Florida-Blanca, alors premier ministre, voulut intervenir après Varennes et ne réussit qu'à indisposer la France qui ressentait encore avec amertume la cession de la Louisiane à son ancienne alliée. Florida-Blanca fut pourtant remplacé par Aranda, qui, porté pour la paix, permit aux puissances de croire un moment à une bonne intelligence, lorsque la révolution du 10 août vint opérer à Madrid un changement de ministère. Aranda fut remplacé par Godoï, alors duc d'Alcudia ; il apporta à ses nouvelles fonctions l'esprit d'intrigue qui ne l'abandonna jamais et dirigeait la Reine dont l'influence sur le faible Charles IV était toute puissante ; il décida celui-ci à refuser de reconnaître la République Française. Suivant les ordres du nouveau ministre, Ocaritz, chargé d'affaires d'Espagne en France, fit le 26 décembre plusieurs efforts pour sauver Louis XVI (2). Devant cette tentative Burgoing, ambassadeur de la Convention, eut ordre d'intimer à l'Espagne le désarmement général de ses frontières et après une longue entrevue avec le premier ministre, le 23 février 1793, Burgoing quitta Madrid ; le 7 mars de

(1) Mémoires du Prince de la Paix don Manuel Godoy, 4 vol. in 8°.

(2) Mémoires du prince de la Paix. t. I.

la même année sur le rapport de Barrère, la Convention déclara la guerre à l'Espagne.

« Il faut, disait le rapport, que les Bourbons disparaissent d'un trône qu'ils ont usurpé avec les bras et les trésors de nos pères, et que le plus beau climat, le peuple le plus magnanime de l'Europe, reçoive la liberté qui semble faite pour lui ». (1)

Le 23 du même mois, le monarque Espagnol répondit par un manifeste à la fois noble et digne à la déclaration du gouvernement français, et les deux nations se préparèrent activement à la guerre. Cet état de choses avait été prévu depuis longtemps par les deux puissances et de grands préparatifs avaient été faits, surtout en Espagne. Déjà le 10 septembre 1792, on signalait de Madrid de grands mouvements de troupes qui se dirigeaient à marches forcées vers les frontières de France (2) ; une correspondance de Pampelune annonçait dès le 26 septembre au gouvernement républicain qu'on attendait dans cette ville un bataillon du régiment d'Africa et deux nouveaux régiments de troupes de ligne. De plus l'ordre de mobilisation des milices de Soria et de Logrono faisait prévoir des événements prochains. Enfin les grands mouvements d'artillerie qu'on transportait dans les places voisines de la frontière, annonçaient des mesures de défense qu'il était au moins prudent d'imiter.

L'arrivée des commissaires de la République à Bayonne contribua puissamment aux commencements des travaux ou du moins à prendre les quelques précautions qui en paraissaient exclues ; ils écrivirent à l'assemblée « que le mouvement de l'Espagne ne peut être regardé que comme défensif ; que nous n'avons d'ennemis à craindre que ceux du dedans, que ceux qui veulent rompre l'unité de la République, faire dominer une section du peuple sur les autres et substituer au despotisme abattu un genre de despotisme plus tyrannique et plus arbitraire. » (3). Cependant ces hommes énergiques qui devaient être d'un si grand poids dans la formation rapide de l'armée, pressèrent immédiatement la levée des bataillons destinés à cette partie de la frontière ; ils essayèrent aussitôt de rassembler à Bayonne de grandes quantités d'armes, d'habillements et d'équipements ; 500 lits furent

(1) Sorel La diplomatie française et espagnole, rev. hist. nov. déc 1879.

(2) Moniteur.

(3) Moniteur.

fournis à perte par les négociants de la ville. Un grand nombre d'autres furent offerts en don (1); les uns donnaient de la laine, de la toile, d'autres des couvertures; les femmes sans distinction de caste contribuaient à ces offrandes patriotiques en se chargeant de la couture des effets d'habillement et de campement.

L'artillerie destinée à la défense de la place était en assez grand nombre et en assez bon état, mais l'artillerie de campagne faisait totalement défaut. Le commissaire du pouvoir exécutif J-G. Lacuée fut chargé d'acheter des cuivres qui se trouvaient en vente à Rochefort et de faire fondre des canons de bataille; les casernes de la ville demandaient de promptes réparations; elles étaient dans un si grand délabrement que le soldat y souffrait beaucoup; on devait au plus vite le retirer de cet état de misère dans lequel il se trouvait et réaliser enfin quelques unes des promesses qu'on lui avait faites (2). Les murs de la place étaient l'objet des réparations les plus nécessaires, et ce qui est plus puéril, on débaptisait quelques ouvrages; « nous ne faisons grâce à aucun emblème de la féodalité; les pièces de la fortification s'appelaient : celle-ci, contre-garde du roi; une autre, bastion de la reine; celle-là, cavalier dauphin. Nous avons substitué à ces dénominations des noms plus analogues au régime de la liberté et de l'égalité. » (3).

Suivant des lettres de Madrid (4) on devait, paraît-il, s'en tenir en Espagne à une prudente défensive et laisser tout le soin de l'invasion à l'armée qui se formait en Catalogne; on approvisionnait St-Sébastien, Pampelune de munitions de tout genre. Vers la même époque, une correspondance de Barcelonne apprenait à la France que le supplice de Louis XVI avait soulevé en Espagne une indignation générale contre les assassins de l'illustre chef de la maison de Bourbon (5). Des commerçants espagnols connus par leurs relations avec quelques Français furent menacés par la populace ameutée; enfin la guerre devenait inévitable, le jour du départ de M. Bourgoing l'ambassadeur de France paraissait fixé; de nouveaux détachements étaient dirigés vers la frontière. Le 9

(1) Moniteur.

(2) Moniteur.

(3) Moniteur — Archives de Bayonne — Papiers particuliers.

(4) Moniteur. — Archives de Bayonne.

(5) Moniteur.

mars, ainsi qu'on l'a vu plus plus haut, la guerre avec l'Espagne était déclarée par l'assemblée nationale; le manifeste du roi que nous reproduisons plus loin prétendit que les Français avait rompu le traité dès le 26 février, par des prises faites par un corsaire (1). Depuis lors jusqu'au 23 mars, jour de la promulgation de la déclaration de guerre par le gouvernement espagnol, l'effervescence fut portée à son comble dans toute l'étendue de la Péninsule; le manifeste du duc de Brunswick traduit en langue euskarienne fut répandu à profusion dans les provinces Basques espagnoles et françaises (2); tout le monde offrit des secours. Les religieux parcouraient les campagnes, le crucifix à la main; le général des Franciscains promettait dix-mille de ses religieux pour les incorporer dans l'armée (3); l'évêque de Saragosse offrait 50,000 prêtres et moines (4); les ducs de l'Infantado et de Medina-Coeli levèrent des régiments à leurs frais; c'est ainsi que fut créé le régiment des Volontaires de Castille à trois bataillons et à la tête duquel le premier de ces grands d'Espagne fit la campagne et fut blessé (5). Les contrebandiers d'Obéda, au nombre de trois cents, arrivèrent de la Sierra-Morena et se préparèrent à combattre pour la défense de la patrie, tâche qu'ils ont noblement remplie, dit M. de Marcillac qui s'extasie sur la grandeur d'âme de ces voleurs de grands chemins, qui surent abandonner leur vie de crimes et de brigandages pour se dévouer à une sainte cause. Enfin les Espagnols qui ne purent offrir leur sang envoyèrent des dons en argent; de toutes les provinces américaines, alors sous la domination de la couronne d'Espagne, affluèrent les présents de toute sorte.

Le 20 mars le gouvernement donna l'ordre à tout Français qui n'était pas établi en Espagne depuis dix ans de sortir de Madrid dans 48 heures et de l'Espagne dans 20 jours.

Le 23 mars parut le manifeste que nous reproduisons ici, et qui fut affiché dans toute l'étendue de la Péninsule :

« Parmi les soins importants qui appellent mon attention depuis

(1) Voir le Manifeste.

(2) Archives de Bayonne. Malgré toutes nos recherches il nous a été impossible de nous procurer ces très précieux documents basques.

(3) Moniteur.

(4) Ces offres ne furent pas acceptées; on en prit néanmoins quelques uns pour remplir l'office de brancardiers et faire le service des hôpitaux; Marcillac.

(5) Moniteur. — Marcillac

« mon avènement à la couronne, j'ai songé principalement à
« maintenir, autant qu'il était en mon pouvoir, la paix de l'Eu-
« rope. Ainsi contribuant au bien général de l'humanité, j'ai
« donné à mes fidèles et bien aimés sujets une preuve particulière
« de la paternelle vigilance avec laquelle je m'occupe de leur
« bonheur, qui est l'objet de tous mes vœux, et dont ils sont aussi
« dignes par leur loyauté que par la générosité de leur caractère.

« Depuis qu'il s'est manifesté en France, des principes de désor-
« dre, d'anarchie et d'irréligion, causes de tant de troubles et de
« malheurs, la modération de ma conduite à l'égard de cette
« nation est si notoire qu'il serait superflu d'en offrir de nouvel-
« les preuves. Je me bornerai donc à ce qui s'est passé pendant
« ces derniers mois, sans rappeler les horribles et nombreuses
« catastrophes dont je veux écarter l'image de mon esprit et de
« celui de mes sujets bien aimés. J'indiquerai toutefois le plus
« atroce de tous ces événements, parce qu'il est indispensable
« d'en parler ici.

« Je cherchais avant tout le moyen d'amener la France à un
« système raisonnable qui mit des bornes à son ambition exces-
« sive, d'éviter une guerre générale en Europe, et d'obtenir au
« moins la liberté du roi très chrétien Louis XVI et de son
« auguste famille, prisonnière avec lui dans une tour, et, comme
« lui, chaque jour exposée à de nouveaux dangers. Pour arriver
« à ce résultat si utile au bien de la paix universelle, si conforme
« aux lois de l'humanité, si hautement réclamé par la voix du
« sang et par l'honneur de la couronne, j'accédai aux instances
« réitérées du ministère français, et lui fit adresser deux notes
« dans lesquelles étaient stipulées la *neutralité* et la *retraite réci-*
« *proque des troupes* échelonnées sur les frontières.

« Lorsque, d'après cette concession, il paraissait naturel que
« ma double proposition fut acceptée, celle du *rappel des troupes*
« fut *modifiée*, par le ministère français. Il voulait conserver une
« partie des siennes aux environs de Bayonne, sous le prétexte
« spécieux d'une invasion à craindre de la part des Anglais ;
« mais, en réalité, pour en faire l'usage qui conviendrait à la
« France : de sorte qu'en maintenant sur pied des forces redou-
« tables dans notre voisinage, on nous imposait la nécessité d'en-
« tretenir de notre côté des forces équivalentes, pour n'être pas

« exposés aux insultes éventuelles d'une soldatesque inquiète et
« mal disciplinée.

« Le ministère français ne manquait pas non plus de parler à
« chaque ligne avec affectation, dans sa note, *au nom de la Répu-*
« *blique*, avec le but de nous la faire ainsi *reconnaître* implicite-
« ment, et par le fait même de l'admission de sa correspondance
« diplomatique. J'avais ordonné, moi, qu'en remettant à Paris
« les *deux dernières notes* que j'avais dictées, on employât en
« même temps tous les bons offices, les moyens les plus efficaces,
« en faveur du roi Louis XVI et de son infortunée famille.

« Si je ne voulus pas exiger préalablement, comme condition
« précise de la neutralité et du désarmement, l'adoucissement
« du sort de ce monarque, ce fut en réalité pour ne pas nuire au
« succès de la cause qui m'intéressait le plus ; mais j'étais bien
« convaincu que, sans une insigne et complète mauvaise foi, le
« ministère français ne pouvait s'empêcher de reconnaître que
« ma *recommandation* et mon *intervention* offertes d'une manière
« si pressante dans le moment même où les notes étaient présen-
« tées, avaient une connexion tellement intime avec ces notes,
« qu'il n'était pas permis d'accepter la *neutralité* et le *désarme-*
« *ment*, sans avoir égard à la *médiation*. Je ne croyais devoir
« m'abstenir de le déclarer ainsi d'avance que par un motif de
« pure délicatesse, et afin que le ministère français pût trouver
« dans les partis qui agitaient alors et qui agitent encore la
« France plus de facilités pour opérer le bien auquel je devais le
« croire incliné.

« La mauvaise foi ne tarda point à se montrer ouvertement,
« puisque, sans vouloir m'occuper de la *recommandation* et de la
« *médiation* du souverain d'un peuple puissant et généreux, on
« insistait uniquement sur l'admission par nous des *notes* ainsi
« modifiées, et chaque instance nouvelle apportait la menace du
« rappel immédiat du chargé d'affaires de France.

« Pendant cette discussion souvent orageuse et insultante, on
« commettait à Paris l'assassinat aussi cruel qu'inouï d'un monar-
« que, et lorsque j'étais, ainsi que tous les Espagnols, saisi de
« douleur et d'indignation, le ministère français s'obstinait à vou-
« loir traiter avec moi, non pas certainement qu'il osât compter
« sur ma déférence, mais pour nous faire un nouvel outrage à
« moi et à la nation espagnole : car il sentait bien qu'en pareil

« état de choses, toute insistance de sa part n'était plus qu'une
« dérision amère que le sentiment de notre propre dignité me
« défendrait de souffrir. Le chargé d'affaires de la République
« voulut avoir des passeports ; on les lui donna.... En ce même
« temps, un bâtiment français s'emparait d'un bâtiment espagnol
« sur les côtes de la Catalogne : j'ordonnai sur-le-champ au
« commandant général de la province d'user de représailles.
« Coup sur coup, on reçut la nouvelles d'autres prises. A Mar-
« seille et dans plusieurs autres ports de France, un *embargo* était
« mis sur notre pavillon. Enfin, le 7 du présent mois, la guerre
« nous fut déclarée, *après qu'on nous l'avait faite sans aucune dé-*
« *claration* depuis le 25 du mois de février antérieur ; car telle
« est la date de la *patente de course* contre nos bâtiments de
« guerre et de commerce, ainsi qu'il est prouvé par les papiers
« trouvés à bord du corsaire français *le Zorro* (le Renard), capi-
« taine J.-B. Lalanne, lorsqu'il fut repris par notre brigantin *le*
« *Léger* (Ligero), sous le commandement du lieutenant de vais-
« seau D. Juan-de-Dieu Copeté, avec un bâtiment espagnol chargé
« de poudre que le corsaire avait enlevé.

« En conséquence de ces provocations et des hostilités ainsi
« commencées par la France et sans aucune déclaration de guerre,
« j'ai donné les ordres convenables d'arrêter, de repousser l'en-
« nemi et de courir sus, par mer et par terre, là où il se présen-
« tera ; j'ai également résolu et je veux que la guerre soit publiée
« dans cette capitale contre la France, ses possessions et ses
« habitants ; et que, dans tous mes Etats, il soit pris les mesures
« de défense nécessaires dans l'intérêt de mes sujets et pour com-
« battre l'ennemi....

« Que ceci soit entendu dans le Conseil, pour être exécuté en
« ce qui le concerne. Aranjuez, le 21 mars 1793 » — « Au
« comte de la Canada. »

Mais avant d'aller plus loin, nous devons jeter un coup d'œil rapide sur la frontière naturelle qui sépare la France de la Péninsule, et dire quelques mots sur la nature des obstacles qui se dressent entre les deux pays.

La longueur totale de la chaîne des Pyrénées est d'environ 429 kilomètres (1). A partir du département des Hautes-Pyrénées

(1) Elisée Reclus, géogr. t. I.

elle vient en s'abaissant doucement jusqu'à la mer ; le pic d'Anie est le dernier auquel on puisse donner le nom de grande montagne ; la dépression se continue ensuite jusqu'au golfe de Figuiér qui baigne le pied de la dernière montagne. Le pic d'Orhi, le point le plus élevé du pays basque, a 2000 mètres au-dessus du niveau de la mer, la Rhune qui se trouve être la dernière montagne de la chaîne française n'en a environ que 900 ; la partie méridionale du département des Basses-Pyrénées, dans lequel les opérations militaires devaient être circonscrites, est occupée par la chaîne sur un développement de 160 kil. depuis le pic de Soube jusqu'à la Bidassoa (1). Les contreforts des Pyrénées offrent des vallées nombreuses et habitées ; on doit citer parmi les plus importantes à l'est la vallée d'Ousse, la vallée d'Ossau l'une des plus riches et des plus belles ; la vallée de Barétous qui se trouve placée entre la Soule et la vallée d'Aspe ; la vallée de Josbaig ; la vallée de Soule ; la vallée de Cize correspondant au val de Roncevaux ; la vallée d'Ossès près St-Etienne de Baïgorry, et enfin la vallée de la Nive et la vallée de la Nivelle (2).

Quoique les Pyrénées soient beaucoup plus accessibles du côté de la France et semblent presque infranchissables quand on les voit de l'Espagne (3), elles sont traversées par plus de 60 cols ou passages (4) qui exigent l'emploi d'un grand nombre de troupes à celui des belligérants qui veut seulement garantir l'intégrité du territoire. Les principales routes qui donnent accès en Espagne sont : la grande voie de communication de Paris à Pampelune en passant par Bayonne et qui est d'une immense importance, car, passant par Irun et se bifurquant à Irurzun, elle se dirige d'un côté sur Pampelune et de l'autre à Vittoria qui se trouvait ainsi être le nœud stratégique du pays ; l'une et l'autre aboutissent ensuite à Madrid (5) ; une autre route jetait un embranchement sur Pampelune en passant par St-Jean-Pied-de-Port et Roncevaux ; nous citerons en passant les autres routes qui se dirigent de Pau en Espagne en traversant Jacca et Huesca.

(1) Grand-atlas départemental de la France et des colonies par H. Fisquet. Paris, Le Vasseur.

(2) Grand atlas.

(3) Observation faite dans les Pyrénées. Paris, Belin. MDCCXXXIX.

(4) Citoyen B .. Mémoire.

(5) Description des Pyrénées par M. Dralet. Paris, Arthus Bertrand, 1813, 2 vol. p. in-8°.

Les vallées dépourvues de grandes routes possédaient cependant le long des torrents un chemin qui les mettaient en communication; ces voies nommées *abat* (?) se prolongeaient le long des torrents jusqu'à la crête des Pyrénées, où elles rencontraient d'autres sentiers propres aux piétons et aux mulets seulement, et offraient ainsi certaines facilités de communications entre la France et l'Espagne. Ce sont dans les cols qui sont formés par l'intervalle que laissent deux montagnes entr'elles que se forment ces points de jonction. Selon la carte de Roussel on en trouve, dit M. Dralet, 69 de Bayonne à Perpignan. Nous croyons que, si on consultait la carte de l'état-major, on verrait combien ce chiffre est au-dessous de la vérité.

CHAPITRE II.

Positions des armées. -- Plan du général Caro. -- Bombardement de Hendaye
-- Le camp de Sare. -- Prise du camp par les Espagnols. -- Latour d'Auvergne. -- Bayonne est menacée. -- Mesures de défense.

Au moment où parut le manifeste du roi d'Espagne, les armées belligérantes occupaient les positions suivantes : Successivement renforcée, l'armée des Pyrénées Occidentales, alors sous les ordres du général de division Duverger, était forte de 14 bataillons et demi, 1 bataillon d'infanterie légère, 18 compagnies franches, et 15 compagnies de canonniers, le tout s'élevant à 8,000 hommes environ.

Duverger avait sous ses ordres les généraux de brigade Rénier et Lagénetière. La droite, dit le citoyen B... auquel nous empruntons ces détails fort précis, était partagée en trois camps ; le premier, composé de 4 bataillons, occupait le village de Hendaye et appuyait son aile gauche sur la montagne de Louis XIV défendue par une batterie de cinq pièces. Ce camp se trouvait ainsi à cheval sur la route de Béhobie et coupait la principale voie de communication avec l'Espagne. Le deuxième camp, placé à Jolimont dans une position assez avantageuse, était relié au premier par quelques troupes légères ; un troisième camp fort de trois batail-

lons avait pris position un peu en avant de Sare, en face de Zugarramurdi, tandis que quelques chasseurs jetés jusqu'à Ainhoa observaient l'entrée de la frontière et préservaient le flanc gauche (1).

L'armée espagnole destinée à opérer sur ce point de la frontière, était sous les ordres de don Ventura Caro. Lourde mais disciplinée, elle pouvait endurer les plus grandes privations, tandis que par tradition elle avait encore la lenteur de mouvements qui caractérisaient les troupes du commencement du siècle; ne combattant qu'en épaisses colonnes ou dans des retranchements qu'elle excellait à construire, elle devait, après quelques succès dans cette première campagne, se fondre rapidement, noyée au milieu des rapides colonnes françaises qui harcelèrent ces fortes masses de nuées de tirailleurs, et assurèrent le succès par la rapidité de leurs mouvements.

Tous les historiens espagnols s'accordent à dire que cette armée exclusivement défensive devait se borner à assurer l'intégrité du territoire. On réservait, paraît-il, le côté brillant de la campagne à l'armée de Catalogne. Don Ventura Caro qui avait au début des hostilités 22,000 hommes environ (2), commit la même faute que les généraux français, en échelonnant son armée sur plus de 150 kilomètres de frontière qu'il prétendait couvrir.

Mais bientôt ce général, trouvant son front de bataille démesurément étendu, voulut le restreindre, en franchissant la Bidassoa et en s'emparant de la ligne des hauteurs qui suivent la Rhune de St-Jean de Luz à Urrugne, se dirigent ensuite vers la vallée de Bastan; il y eut alors placé son centre, ayant par une attaque savamment combinée poussé sa droite jusqu'à Château-Pignon. Ce petit fort sans importance commande cependant les défilés qui donnent accès en France.

Il eut ainsi fait vivre la gauche et la droite de son armée sur le territoire français, ayant appuyé sa *droite* sur la Bidassoa.

Cette position eût pu cependant devenir dangereuse pour lui, si un ennemi entreprenant et rapide eût en refoulant son centre tourné son aile *gauche* par Vera. On ne lui laissa pas le temps de mettre ses idées à exécution, car il reçut l'ordre du

(1) Citoyen B... Mémoires.

(2) Le citoyen B... dit 30,000. — Mémoires.

gouvernement espagnol de s'en tenir à la défense du territoire (1).

Ce ne fut cependant que le 23 avril 1793 que commencèrent réellement les hostilités. Le général en chef Don Ventura Caro, désirant protéger les approches de la Bidassoa, résolut de détruire le fort d'Hendaye qui se trouvait situé directement sous le feu de Fontarabie.

Le matin du 23 avril, une grêle de boulets et d'obus vint s'abattre sur le fort et la ville d'Hendaye, que les habitants abandonnèrent immédiatement ; bientôt, le fort fut évacué à son tour par les Français, et l'artillerie espagnole continuant son feu, cet ouvrage, qui n'offrait qu'un relief peu puissant, fut bientôt largement éventré. Une colonne épaisse d'infanterie espagnole déboucha par le pont de Béhobie, et après s'être emparé de la montagne de Louis XIV, détacha quelques troupes qui occupèrent Hendaye et la redoute ruinée ; on trouva, dans cette dernière, un canon de fer de 30, cinq de 24, six de 18, quelques mortiers de douze pouces, ainsi qu'une assez grande quantité de munitions (2).

Les soldats français furent étourdis par cette brusque attaque et commençaient déjà à fléchir, lorsque le commandant Willot du 7^e régiment d'infanterie légère les ranima, et les entraînant à sa suite força les Espagnols à repasser la Bidassoa.

Après cette affaire, dans laquelle le général Rénier fut blessé, les Français, ne se sentant pas en nombre, crurent prudent de se mettre à couvert ; ils portèrent alors leur camp à quelques centaines de mètres en arrière, et prirent une bonne position à la croix des Bouquets, à droite de la route d'Espagne, et hors de portée du canon ennemi (3). Le général Espagnol, content de son succès et ayant pris le contact avec l'ennemi du côté de Jolimont, se décida à tenter une affaire plus importante.

Il supposa et avec raison que l'armée Française n'était pas en état de lui offrir une résistance sérieuse, et désirant dégager sa ligne de bataille, il fit ses préparatifs pour attaquer le camp de Sare.

A cette époque, le général Duverger, arrêté par ordre des représentants, fut envoyé à Paris ; le général Servan qui lui succéda

(1) Marcillac.

(2) Marcillac.

(3) Mem. du Cit B... — Moniteur. — Archives de Bayonne. — Biographie Universelle.

prit le commandement de l'armée, un nouveau régiment, le 80^e ancien Cambrésis, venait d'arriver, et heureux de ce renfort les Français commirent la faute de s'endormir dans la plus grande confiance, ne se doutant pas un seul instant du coup qui allait leur être porté.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, le nouvel objectif des Espagnols était le camp de Sare. Cette position qui a été trouvée si dangereuse par les historiens qui ont déjà écrit sur cette campagne, n'est mauvaise, à notre avis, que pour une armée se bornant à un rôle défensif ; elle est, au contraire, des mieux choisies pour l'attaque ; car, ainsi qu'on peut s'en assurer en jetant un coup d'œil sur la carte, elle se trouve heureusement située entre deux vallées et en face de Zugarramurdi qu'elle commande ; elle a, sur sa droite, la gorge de Vera qui permettra toujours à un général hardi et entreprenant de faire de fréquentes démonstrations sur le sol ennemi, et surtout elle donne l'immense avantage de pouvoir lui dérober les points sur lesquels on veut opérer.

On verra combien nous avons raison, car cette position fut de nouveau occupée par les Français, quand leurs forces augmentant tous les jours leur permirent enfin de reprendre l'offensive.

Quelques jours avant l'attaque projetée par les Espagnols, un détachement de troupes françaises commandé par le lieutenant colonel Labeyrie, du 2^e bataillon des Landes, se porta jusqu'à Zugarramurdi qui fut mis au pillage ; après en avoir délogé 150 volontaires Espagnols et s'être emparé de 3,000 cartouches et de 30 fusils, les Français battirent en retraite (1). Pendant ce temps le mouvement de concentration des troupes espagnoles venait de commencer, mais pas assez habilement pour échapper à tous les regards. Dès le 30 avril au soir, le lieutenant colonel des chasseurs de Montagne, Pinsun, qui venait d'être chargé de surveiller les défilés, aperçut quelques éclaireurs espagnols.

Cet intelligent officier avait disséminé son monde dans les gorges voisines, il s'assura lui-même de certains mouvements des troupes ennemies, qui lui parurent suspects, et il fit immédiatement prévenir le colonel Lachapelette du 80^e ; ce dernier ordonna au détachement de canonniers du 1^{er} bataillon des Hautes-Pyrénées de se porter aussitôt avec deux pièces de 4 de campagne dans

(1) Moniteur. — Mem. du Citoyen B..

une redoute que l'on venait d'élever et qui se trouvait située à l'entrée de la gorge de Churiteguy (1), sur l'extrême frontière (2).

Pendant ces préparatifs, l'armée espagnole d'opération avait fini de se concentrer ; les troupes destinées à cette attaque furent divisées en deux colonnes, celle de droite partit de Lesaca vers deux heures du matin, mais, fort heureusement pour les Français, fut dérangée dans sa marche. La colonne de gauche dont le point de départ était Vera et que le général en chef Caro commandait en personne, s'arrêta dans un bois, à quelque distance de cette ville ; mais, voyant que le temps s'écoulait, et que la division de droite n'apparaissait pas, le général espagnol forma en colonne d'attaque six compagnies d'infanterie sous le commandement du marquis de la Romana et de M. de Cifuentes ; ces troupes parvinrent à se porter rapidement sur le flanc droit de la redoute de Churiteguy, sans être aperçues de ses défenseurs. Cette colonne exécuta alors une décharge de mousqueterie, avec tant de justesse et si à propos, que les deux pièces de 4 envoyées la veille eurent leurs servants tués ou blessés. Se formant alors en colonne d'attaque et s'emparant vivement de la redoute et des pièces de canon qui la défendaient, ils se portèrent rapidement sur le flanc droit du camp.

Le brave colonel Lachapelette fit tout au monde pour arrêter les fuyards, et avec les 100 hommes de son régiment commandés par Latour d'Auvergne et quelques volontaires, il tenta d'arrêter l'ennemi. Latour d'Auvergne posta son monde sur la hauteur dite Ste-Barbe, et par une mousqueterie bien dirigée, arrêta successivement la cavalerie espagnole et un gros d'infanterie, mais bientôt forcé de se mettre lui-même en retraite, il se retira sur le camp de Sare non sans faire de fréquents retours offensifs.

En ce moment, la colonne espagnole de droite vint ajouter à la confusion qui régnait parmi les troupes françaises ; après différentes manœuvres ayant pour but d'envelopper les corps qui résistaient encore, les Espagnols réussirent à s'emparer du camp de Sare et du village lui-même. Latour d'Auvergne, qui arriva pendant ce temps sur le lieu du combat, toujours poursuivi, mais jamais entamé, fit atteler trois pièces de canon qu'il trouva aban-

(1) Moniteur. — Mém. du Citoyen B...

(2) Voir la carte de l'État-Major.

données et qui allaient devenir la proie des Espagnols, les chevaux lui manquant pour se faire suivre d'une quatrième, il la fit jeter dans un ravin, après l'avoir fait mettre hors de service (1). D'après le mémoire du citoyen B... les Français eurent trente hommes tués, parmi lesquels il faut compter 6 officiers ; le capitaine Dessein du 80^e régiment fut blessé, et le chef de brigade Lachapelette, qui avait fait des prodiges de valeur, fut en grand danger d'être pris.

On mit, comme toujours, la faute de cette déroute sur le compte de la trahison, les représentants du peuple accusèrent dans leurs lettres le commandant du camp, mais sans le nommer ; « espagnol d'origine, disent-ils, il a été tué par un de ses soldats au moment où il allait embrasser le commandant espagnol » (2).

L'armée française, en pleine déroute, s'était enfuie par le chemin d'Ainhua, on ne pût guère l'arrêter avant Ustaritz. L'alarme fut donnée dans le pays, et le tocsin sonnait de toute part. Bayonne, alors, commença à ressentir les plus vives craintes pour sa sécurité ; partout dans la ville on déploya une activité fébrile. Le chef de brigade du 2^{me} régiment d'artillerie, le colonel Lespinasse, était à la tête des préparatifs de défense ; commandant en sous-ordre l'artillerie de l'armée, sous le général de division Gimel, inspecteur général de l'artillerie, Lespinasse qui venait d'être chargé des travaux d'agrandissement de l'arsenal, où il se trouvait trop à l'étroit, déploya dans ces circonstances difficiles ses connaissances si approfondies en artillerie. Tous les soldats, les habitants, femmes et enfants, furent employés à trainer l'artillerie destinée à la défense de la place ; les deux bataillons de la garde nationale de Bayonne se tinrent prêts à marcher avec leurs canons (3). La place avait déjà eu un com-

(1) Mém. du citoyen B...

(2) Marcillac. — Moniteur.

(3) Les villes qui ont des pièces à elles appartenant pourront en attacher deux à chacun de leurs bataillons de gardes nationales, soit sédentaires, soit volontaires, destinés à la défense des frontières ; et dans ce cas il sera attaché à chaque bataillon un détachement composé d'un officier, de deux sergents, deux caporaux et deux canonniers ; l'uniforme des canonniers nationaux est réglé ainsi qu'il suit : habit bleu de roi, parement et doublure écarlate ; passe-poil blanc ; revers blancs, passe-poil écarlate, les pattes des poches de l'habit à trois pointes, un gros bouton sur chaque coin, le gros bouton au-dessous du revers ; la manche ouverte et fermée par 3 boutons ; la veste bleu de roi, passe-poil écarlate ; culotte bleu de roi ; sur le retroussis, un canon et une grenade ; les boutons comme ceux des gardes nationales. Moniteur.

mencement de travaux de défense (1), car, l'éventualité d'un siège avait été prévue. Le général Duverger qui commandait alors la place de Bayonne, avait fait à l'avance établir des états contenant le nom et l'âge de tous les habitants, ainsi que nombre de pompes à incendie, etc. ; il avait en même temps ordonné à tout propriétaire de se munir de sceaux, et de faire établir de grandes cuves au coin de chaque rue ; les bêtes de somme avaient été scrupuleusement comptées et l'alarme devait être donnée, en cas de besoin, par le tambour de la garnison (3).

Mais l'ennemi ne parut pas vouloir tenter un mouvement de cette importance. On fit aussitôt marcher 200 cavaliers du 18^{me} dragons, et le 3^{me} bataillon de l'Hérault qui arrivait de Toulouse. Ces troupes se portèrent rapidement sur les hauteurs d'Arcangues, et campèrent pendant deux jours sur la place ; pendant que les deux escadrons de dragons, poussant des reconnaissances audacieuses en essayant de se mettre en contact avec l'ennemi ; quelques cavaliers pénétrèrent même dans Sare ; les Espagnols, après avoir incendié le camp, s'étaient mis en retraite et avaient regagné leurs cantonnements. Malgré ce fait, le général Servan qui venait d'arriver, ordonna la formation d'un conseil de guerre, afin de rechercher, s'il était possible, la cause de cette panique qui avait si brusquement saisi l'armée ; et jugeant, non sans raison, que les nouvelles levées qu'on avait eu la prétention d'opposer à l'élite de l'armée espagnole n'étaient ni assez exercées ni surtout suffi-

(1) En cas d'alarme, les vétérans se rassembleront dans la rue des Tendres, et puis, à la maison d'arrêt ; 20 h. à celle de correction ; 20 h. à l'église ci-devant Ste-Claire ; 20 h. au magasin à poudre du Château-Neuf ; 20 h. chez le Payeur de la Guerre ; 12 h. à l'arsenal du fort Ste Claire, 20 h. à la monnaie, 20 h. chez le Receveur des districts ; 12 h. à l'église des ci-devant capucins. Tous les jeunes gens, qui auront 15 ans révolus, se réuniront sur la place du marché, et s'arrangeront en haie sur 2 ou 3 files, sur la même ligne que la maison commune. Les capitaines des compagnies quand ils auront fait l'appel, réuniront dans un même peloton toutes les personnes non armées, et les feront conduire par un sous-officier, sur la place du marché, les faisant placer par compagnies depuis la maison Puyo jusqu'à celle d'Hiriart.

Toute personne, qui n'a point d'arme de la commune, est autorisée à se rendre à sa compagnie, munie de fusil, pique, hache ou autre. Les domestiques et autres se rendront à la compagnie de leur quartier munis d'une arme offensive, le capitaine sera tenu de les inscrire pour le service extraordinaire ; les portefaix et autres non inscrits seront tenus de se rendre sous le porche de la maison commune, où on les organisera pour le service des pompes.

Toutes les personnes qui auront des cuves les mettront devant leurs portes, aussitôt que la générale battra.

samment disciplinées, il fit évacuer sur le champ les positions d'Hendaye, Urrugne, Jolimont et Biriatoù que les Français possédaient encore, et concentrant toutes ses forces à Bidart, il résolut d'y former un camp d'instruction.

Les historiens espagnols s'accordent à dire que le manque de troupes seulement arrêta Caro dans sa marche victorieuse ; il est juste d'ajouter aussi qu'il ne sut pas profiter de son succès. Car possédant environ 15,000 hommes de troupes de lignes, et des meilleures de la monarchie, il pouvait, et cela sans s'écarter des règles de la plus sévère stratégie, continuer sa marche jusqu'à Ustaritz, et là, pendant que sa colonne de droite ne rencontrait devant elle que des troupes démoralisées et incapables de lui offrir une résistance sérieuse, sa colonne de gauche, bien couverte par cette marche en avant, eût pu, en se rabattant brusquement sur sa gauche, et en une seule marche, envelopper et séparer du reste de l'armée les bataillons républicains qui se trouvaient à Biarritz et à la Croix des Bouquets, et qui n'eussent eu d'autre ressource que de mettre bas les armes. Il eut ainsi porté à l'armée française un coup terrible et dont elle ne se fut pas relevée de longtemps ; sans doute, nous ne voulons pas assurer qu'il eût été à même de faire le siège régulier de Bayonne, mais il eût pu tenter sur elle un coup de main, ou du moins, circonscrire étroitement les Français dans ses murs. Mais c'était beaucoup trop demander à l'armée Espagnole qui, habituée de longue date à combattre avec méthode ou derrière des retranchements, n'était ni assez manœuvrière ni surtout assez rapide pour tenter des mouvements qui exigeaient la plus grande célérité et une connaissance approfondie du terrain.

Cette faute commise par Don Ventura Caro, il la renouvela encore après la prise de Château-Pignon.

CHAPITRE III.

Le camp de Bfdart. — Nouvelle position des Espagnols. — Formations de deux divisions. — Prise de Château-Pignon.

Servan établit son camp de droite à Bidart et dans d'assez bonnes conditions.

Ce village est situé sur un plateau et se trouve séparé de Guétary par un vallon au fond duquel coule un petit ruisseau qui va non loin de là se jeter dans la mer. Ce ruisseau peu encaissé et partout facilement guéable ne pouvait guère être considéré comme un obstacle. Le camp placé en arrière était défendu par quelques retranchements. Il s'appuyait par la droite à la mer et par la gauche à une maison crénélée connue dans le pays sous le nom de Contesta (1). Le plateau était couvert près de l'église par un bataillon d'infanterie et quelques pièces de canons ; Saint-Jean-de-Luz qui formait avec la Nivelle une première ligne de défense, fut occupée par deux bataillons et un escadron de dragons. Les grenadiers, commandés par Latour d'Auvergne, furent cantonnés à Saint-Pé sur Nivelle ; ces différents postes se reliaient entr'eux.

Les Espagnols qui faisaient des réquisitions jusque dans le village de Sare, n'osèrent plus s'y aventurer à la vue d'une défense si bien entendue, et vers le milieu du mois de mai, les grenadiers (2), se portant un peu en avant, prirent position à Serres. Ils s'y couvrirent par la Nivelle, tandis que leurs derrières se trouvaient assurés par les bois de Fagosse qui leur permettaient, le cas échéant, une retraite prompte et facile ; ils se trouvèrent alors placés de manière à exercer une surveillance complète sur les gorges d'Ascain et d'Olette ; les 2^e et 3^e bataillons des Landes les remplacèrent à Saint-Pé.

(1) Mem : du Citoyen B... Moniteur. — Corresp. inédite du général Laroche.

(2) Les grenadiers furent pendant cette guerre toujours formés en bataillons et ils remplirent fréquemment l'office des troupes légères, aussi furent-ils souvent décimés. Enfin, le général en chef Moncey, le 13 floréal an 3, ordonna qu'à l'avenir les grenadiers ne combattraient plus qu'en ligne, voulant ainsi se réserver ces soldats d'élite, pour frapper un coup décisif.

C'est de ce camp d'instruction, plus tard si vigoureusement dirigé par le général Laroche, que devait sortir la nouvelle armée des Pyrénées Occidentales. Le général Dubouquet, sous les ordres duquel il se trouvait placé, et les représentants du peuple qui avaient la haute main sur l'organisation générale, travaillaient à l'envie à améliorer le sort des soldats. Cette ardeur fut bientôt égalée par le zèle que déployèrent les recrues en se rendant à leurs bataillons ; leur nombre fut bientôt assez imposant et les connaissances militaires qu'ils s'assimilèrent tous les jours, furent suffisantes pour permettre au général en chef, après quelques démonstrations sur l'ennemi à Ainhoa et à Urrugne, de porter une grande partie des troupes de Bidart, dont l'instruction se trouvait fort avancée, jusqu'à Ciboure, où la plus grande partie s'établit sur le Bordegain et sur les hauteurs voisines, pendant que l'avant-garde prenait position sur le plateau d'Urrugne.

L'armée Française était déjà depuis quelque temps formée en deux divisions. Celle de gauche se trouvait à Saint-Jean-Pied-de-Port ; elle était forte de 6 bataillons et demi et de la compagnie franche, dite du Louvre (1) ; elle comptait, en outre, 10 compagnies de chasseurs Basques, qui produisirent un grand nombre d'excellents officiers, parmi lesquels il faut citer l'illustre Maréchal Harispe ; ces compagnies rendirent les plus grands services dans cette guerre, au milieu de ces montagnes que les Basques connaissaient à fond, et parmi lesquelles ils guidèrent leurs camarades, avec un zèle et un patriotisme qui leur attira souvent les éloges les plus mérités.

Le général Nucé, qui commandait cette division, fut bientôt remplacé par le général Lagénetière. Ce dernier avait assis son camp, protégé par un redan, sur un plateau en arrière de Château-Pignon, et l'avait fait défendre par deux pièces de 8 ; deux compagnies de chasseurs Basques, commandées par le capitaine Moncey, lui servait d'avant-garde un peu au delà de Château-Pignon ; deux compagnies du 4^e bataillon des Basses-Pyrénées occupaient à tour de rôle les gorges d'Arnéguy et d'Ondarrolles.

Le 1^{er} bataillon des Basses-Pyrénées et 4 compagnies du quatrième flanquaient la droite, à environ 10 kilomètres du camp, elles étaient cantonnées aux Aldudes ; deux compagnies de chas-

(1) Mem. du Citoyen B... — Moniteur.

seurs basques éclaircissent les cols d'Ispéguy et de Bustanceley ; enfin, le 4^e bataillon du Lot-et-Garonne tenait garnison dans le fort de Saint-Jean-Pied-de-Port.

Ces détails, que nous trouvons en partie dans le Mémoire du Citoyen B... sont de la plus rigoureuse exactitude ; nous avons pu les vérifier, grâce à des documents venus de sources étrangères et qui donne parfaitement raison à cet auteur quand il ajoute :

« Tel fut le système de défense de cette partie de la frontière.
« Il est facile de voir qu'il avait des vices très essentiels. Des
« troupes aussi peu nombreuses ne devaient point être éparpillées avec tant d'inconsidération. Il valait mieux, puisqu'on ne
« pouvait garder convenablement tous les passages, n'en garder
« aucun, car avec un peu de célérité dans ses mouvements, l'ennemi maître d'une porte de notre territoire, eût pu enlever
« brusquement tous les petits camps dispersés sur un terrain considérable. Malgré le désavantage d'être en plaine, nous eussions
« mieux assuré notre défense en nous tenant dans une position
« serrée aux environs de Saint-Jean Pied de Port ; alors, circonscrits dans un espace étroit, nous aurions balancé la supériorité
« du nombre en n'occupant que la corde de l'arc que l'ennemi eût
« été obligé de décrire. »

Heureusement les Espagnols trop circonspects ne devaient tenter que de faibles efforts ; ils eurent cependant pour résultat de faire évacuer le camp de Château-Pignon à la division de droite, mais toutefois sans y recueillir de grands avantages.

Le voisinage de la riche vallée de Bastan attirait incessamment les courses des Français. Le 10 mai une escarmouche insignifiante eut lieu aux Aldudes, pendant qu'un parti français enlevait un poste au col d'Ispéguy et de là débouchant dans la vallée de Bastan ils y brûlèrent 7 baraques récemment élevées pour le logement des soldats ; le même jour, Papin, deuxième chef du 8^e bataillon de la Gironde, après s'être porté en avant avec un détachement de deux cents hommes, attaqua quelques Espagnols retranchés dans la forge de Matritia ; il y recueillit des munitions et quelques provisions, et se retira aussitôt, après avoir incendié l'usine. Les plus grands éloges furent donnés à MM. Inchauspé et Papin, lieutenants de compagnies franches. (1).

(1) Moniteur.

Don Ventura Caro ne voyait pas sans impatience ces courses se renouveler sans cesse ; il avait en ce moment dans la vallée une force généralement estimée à 12,000 hommes de bonne infanterie, 600 hommes de cavalerie et une artillerie nombreuse, bien attelée et bien servie. Décidé à dégager son aile droite et à la porter sur le territoire français, il débuta par construire un camp en avant d'Altabiscar, et malgré les neiges qui n'avaient pas totalement disparu, il réussit, grâce au zèle des habitants du Val-Carlos, à pratiquer un chemin propre à l'artillerie, dans le court espace de six jours. Il commença ses opérations par une démonstration du côté des Aldudes, village, qui aurait dû être abandonné. Le 18, les Espagnols, au nombre d'environ 1,800 hommes, se présentèrent pour essayer d'occuper le col de Berdaritz, qui quoique à 702 mètres d'altitude donne une facile communication dans la vallée et prend les Aldudes à revers.

Les représentants du peuple, Chaudron-Rousseau et Bourdon, passaient une revue d'effectif au camp de Chateau-Pignon, lorsqu'ils furent avertis, que les Espagnols attaquaient la redoute d'Elhocady sur l'extrême frontière. En un moment, Desolimes, chef du 1^{er} bataillon des Basses-Pyrénées, les chasseurs du Louvre et une pièce de canon volent au secours de leurs camarades, repoussent l'ennemi, et faisant un détour sur leur gauche, s'emparèrent de nouveau des villages d'Ondarolles et de Val-Carlos, dont les cloches furent enlevées ; les représentants les destinèrent à la monnaie (1).

Ce combat, quoique heureux pour les Français, leur fit cependant comprendre combien l'évacuation des Aldudes devenait nécessaire ; la retraite se fit en bon ordre ; et le lendemain les troupes occupaient les positions suivantes : le 1^{er} bataillon des Basses-Pyrénées, en avant de la fonderie, au village et à la gorge d'Adarca ; le 4^e bataillon des Basses-Pyrénées, sous les ordres du commandant Maucou, sur le plateau d'Iranchaca ; et le troisième bataillon de la Dordogne, au col d'Ispéguy sur le flanc droit.

Après quelques escarmouches sans importance et dont le détail fatiguerait le lecteur, les Espagnols, quoique souvent battus dans ces reconnaissances quotidiennes, mais ayant pour eux le nombre et la discipline, parurent vouloir obliger les Français à évacuer les

(1) Moniteur.

fonderies et le Val-Carlos. Ce fut dans une de ces obscures rencontres si communes à la guerre de montagne que le capitaine Lamarque fut tué, l'armée y perdit un de ses meilleurs officiers, et la France un de ses plus intelligents défenseurs.

Don Ventura Caro poursuivait cependant l'exécution de ses projets. Il venait d'arriver le 13 dans les vallées, avec un renfort de 4,000 hommes empruntés aux corps de la Bidassoa et se prépara sans retard à attaquer Château-Pignon. Le peu de discipline et surtout la désertion lui rendait sa tâche facile ; il s'empara du seul chemin praticable à l'artillerie ; et le 1^{er} juin à 9 heures du matin favorisé par un épais brouillard qui déguisait ses mouvements, il attaqua la division de gauche, réduite à 1,500 soldats avec 8,000 hommes d'infanterie de ligne, 200 chevaux et une puissante artillerie ; dix bataillons de milice étaient chargés de veiller à la sûreté des fabriques d'Euguy et d'Orbaicet (1). La position d'Urdenbarria fut assaillie par les troupes légères espagnoles, le capitaine Moncey qui était chargé de la défense de ce point, après avoir fait avertir le commandant, se mit à la tête d'une compagnie franche de Bordeaux (commandant Boudet), fit battre la charge, et étonna les Espagnols par la vigueur avec laquelle il les reçut. Il balaya ainsi le grand chemin jusqu'à la montagne de Mendibelea et mit en fuite un corps d'infanterie escortant 6 pièces de campagne, dont il s'empara.

Malheureusement, les secours qu'il attendait n'arrivèrent pas et il lui fut impossible de tenir davantage ; les Espagnols s'aperçurent en ce moment du petit nombre de combattants qui les tenaient en échec. Il fut alors attaqué de front, par une colonne légère appuyée de 6 pièces de canons dont 2 obusiers, tandis que la première et deuxième ligne de bataille qui venaient de se former en colonnes d'attaque, essayèrent de le tourner par une marche de flanc à droite et à gauche. Moncey se replia alors sur le camp où il ne trouva qu'une compagnie de grenadiers ; les Espagnols, faisant aussitôt avancer leurs batteries, attaquèrent Château-Pignon ; après une longue résistance une charge furieuse de deux escadrons du régiment de la Reine triompha de la ténacité des Français. Moncey se mit de nouveau en retraite ; il ren-

(1) Mém. du Citoyen B... — Marcellin dit que 4,000 Espagnols furent employés dans cette affaire ; les forces des Français s'élevaient, dit-il, à 4500 combattants.

contra bientôt le général Lagénetière qui accourait à pied de Saint-Jean-Pied-de-Port « excédé » ; dit le Citoyen B... « par la fatigue et la douleur que lui cause la défaite de l'armée il s'avance vers les chasseurs en leur disant : puisque je ne puis rallier les fuyards que je vienne au moins périr au milieu de vous » (1). Il rassemble alors les chasseurs et les poste sur une petite hauteur, mais, chargé en ce moment par la cavalerie espagnole victorieuse, ses soldats sont dispersés et lui-même fait prisonnier : « il rendit son épée au capitaine D. Francisyo Vasquez. On l'accusa dans ce temps d'avoir émigré, parce qu'il était général et malheureux » (1).

Château-Pignon fut pris ; l'ennemi y trouva 2 pièces de canons, 1 pierrier et 11 caissons et il coucha le soir même sous les tentes qu'avait abandonnées l'armée Française ; Ventura Caro, cloué sur un brancard par une attaque de goutte, monta cependant à cheval à la dernière affaire et dirigea ses troupes en personne, il réussit ainsi à enlever ses soldats que commençait à lasser l'opiniâtre résistance des Français : ceux-ci eurent environ 100 tués et 300 blessés ; les pertes des Espagnols furent presque nulles.

Desolimes qui, pendant ce temps, faisait une incursion dans la vallée de Bastan, apprenant la déroute des Français, reconduisit ses troupes si rapidement à Saint-Jean-Pied-de-Port, qu'il mourut en route victime d'une insolation.

CHAPITRE IV

Le camp d'instruction de Bidart. — Division de Saint Jean Pied de Port. — Positions des Français. Evacuation des Aldudes. — Prise de Château Pignon — Inertie de Caro. — Camp retranché de Saint Jean Pied de Port. — Rapport du général Servan, son arrestation, Delbecq prend le commandement de l'armée.

Les Espagnols parurent effrayés de leur audace, et Don Ventura Caro arrêta la marche de son armée victorieuse à Orisson un peu en deçà de Château Pignon. Maître des chemins et des cols qui lui assuraient une prompte retraite dans la vallée, commandant des

(1) Mémoire du Citoyen B...

troupes supérieures en nombre et dont la force morale était pour ainsi dire doublée par leur dernier succès ; rien ne lui eut été plus facile que de se porter en une marche sur Saint Jean Pied de Port et l'enlever presque sans coup férir ; car, les troupes françaises qui avaient cherché un refuge dans la ville, témoignaient de leur faiblesse par leur indiscipline et leur désorganisation. Il ne fit même pas une tentative sur Baïgorry, placé sur sa droite et à peine défendu par quelques compagnies franches, à cheval sur la route, qui ne lui eussent même pas offert l'ombre d'une résistance. A quoi attribuer cette inertie de l'armée Espagnole ? Il est difficile de croire que le gouvernement se fut à ce point mêlé des mouvements de ses armées, jusqu'à permettre au général Caro de s'emparer de Château Pignon en lui ordonnant de respecter Saint-Jean Pied de Port. Non, on ne peut accuser le gouvernement espagnol ; et tout le poids de cette faute militaire retombe toute entière sur le général Caro. « Tous les généraux en chef avaient « carte blanche, dit le duc d'Aleudia ; ils n'eurent qu'à exé-
« cuter ce qu'ils avaient eux-mêmes proposés et ce que la Cour
« avait approuvé d'avance ; ils étaient maîtres de modifier leurs
« opérations suivant les circonstances rapides et variables de la
« guerre » (1).

Du reste, ces mouvements eussent demandé la plus grande célérité ; deux jours après il était déjà trop tard ; un renfort de 5 bataillons arrivant à marches forcées du camp de Bidart vint rendre aux troupes la confiance qu'elles avaient perdue. Le général Dubouquet, chargé du commandement de la division de la gauche, prit d'une main ferme la direction de l'armée, son caractère prudent et son esprit méthodique le désignaient pour remplacer Lagenetière ; aussitôt arrivé il résolut d'établir à Saint-Jean-Pied-de-Port un camp retranché, où il pourrait, à loisir et sans crainte d'un retour offensif, réorganiser ses troupes, et leur donner surtout cette instruction militaire et ce respect de la discipline qui leur faisaient totalement défaut.

La petite ville de Saint-Jean-Pied-de-Port, sans être d'une importance stratégique capitale, résume cependant assez bien les voies de communication de cette partie des Pyrénées. Appuyée au

(1) Mémoires du Prince de la Paix Don Manuel Godoy, traduits en français par d'Esmérard, Paris Lavocat, M.DCCDXXXVI. 4 vol. in 8°, p. 177, 178.

versant d'une montagne; elle est en partie couverte par deux petites rivières : la petite Nive ou ruisseau d'Arnéguy qui prend sa source dans la vallée de Roncevaux, et la rivière de Béhérobie qui après avoir traversé la ville se jette dans la petite Nive, à quelque distance de Saint-Jean-Pied-de-Port. La ville, à cheval sur la route d'Espagne, commande en même temps les différentes voies de communication qui rayonnent autour d'elle; elle est protégée du côté de la péninsule par une citadelle et un front bastionné.

Se servant de la ville comme de réduit, le général Dubouquet fit élever une ligne de retranchements, défendue par des redoutes dont les deux principales, celles de Picocury et de Curutchemendy, balayaient la route d'Espagne; aidé dans ces différents travaux par un excellent ingénieur, il éleva en quelques jours des ouvrages suffisants, et qui lui permirent de se vouer entièrement à l'instruction des troupes. Il apporta dans ses travaux, dit un témoin oculaire, « l'empreinte de son caractère plein de méthode et de sagesse ».

Don Ventura Caro, loin de poursuivre son succès, évacua dès le 18 juin le camp de Château-Pignon; et après en avoir enlevé l'artillerie et les munitions dont il s'était emparé, il se retira dans la vallée de Bastan, où les têtes de colonnes des troupes républicaines commençaient à se montrer sur plusieurs points; pressentant en même temps une attaque sur son extrême gauche, il revint en toute hâte avec une partie de ses troupes sur la Bidassoa, où il se tint prêt à parer aux éventualités.

Du reste, depuis leur invasion en Labourd, les Espagnols montrèrent constamment une timidité propre à rendre courage aux Français. Caro s'était borné à ruiner complètement le petit fort d'Hendaye, après en avoir fait transporter toute l'artillerie sur la rive gauche de la Bidassoa; il dissémina les troupes qu'il avait sur ce point du territoire, en une multitude de petits camps retranchés, mais ne se reliant pas les uns aux autres, et qu'il avait placés sur le bord de la mer, à la Croix des Bouquets, à la montagne de Louis XIV et à la pointe Ste-Anne; il s'occupait aussi de rassembler à Irun les matériaux nécessaires pour jeter un pont sur la Bidassoa.

Cet état de choses engagea le général Servan à porter son armée en avant, et à reprendre l'offensive par un coup d'éclat; il

voulut exécuter une action d'ensemble, dans laquelle toutes les divisions de l'armée prendraient une part active. Trois divisions devaient par une attaque combinée faire hésiter les Espagnols sur le point où devait se porter tous les efforts des Français.

La première division devait pénétrer en Espagne par la vallée de Roncal ; une autre colonne forçerait les passages de la vallée de Bastan, pendant que la troisième division, dirigée par le général Servan en personne, devait attaquer les postes Espagnols en deçà de la Bidassoa. Ce beau plan avorta en grande partie ; les deux divisions de gauche et du centre se bornèrent à de simples démonstrations ; celle de Saint-Jean-Pied-de-Port trouva tous les défilés couverts par l'infanterie de ligne Espagnole, soutenue par des masses de paysans armés, ils occupaient les points de Navasques, Salazar, Lumbier, Sanguesa, Salvatierra et le pont d'Isava. Après s'être emparé du pic Guinvalette, les Français, suivant les auteurs espagnols, qui sont du reste seuls à mentionner ces faits, furent obligés de se retirer et même poursuivis jusqu'au village de Ste-Engrace, dont les troupeaux furent enlevés par les habitants de la vallée de Roncal (1).

Suivant Marcillac la colonne du centre déboucha dans la vallée de Bastan guidée par des paysans de Baigorri ; après avoir surpris le poste espagnol du col d'Ispéguy, les soldats républicains furent à leur tour obligés de se retirer, étonnés de l'héroïque résistance qu'ils éprouvèrent.

Tout l'honneur de la journée revint à la colonne de droite ; nous laisserons parler le général Servan en reproduisant ci-dessous la lettre qu'il écrivit au citoyen Isabeau, représentant du peuple (2).

23 Juin,

« Citoyen représentant,

« Les Espagnols repoussés à Hendaye et à Jolimont, le 25 avril ;
« arrêtés à Sare pendant plus de 3 heures, au nombre de 3,000
« hommes d'infanterie et 400 de cavalerie par 150 hommes du
« 83^m régiment ; repoussés deux fois à Castel Pignon par qual-
« ques compagnies de chasseurs lorsqu'ils débouchaient sur
« quatre colonnes fortes dans leur ensemble de 12,000 hommes

(1) Marcillac.

(2) Moniteur.

« au moins ; remplissaient leurs gazettes de l'orgueilleux récit de
« leurs prétendus exploits, tandis qu'ils ne devaient l'avantage de
« ces deux journées qu'à leur prodigieuse supériorité. J'ignore
« sur quel ton ils raconteront la journée du 23 ; mais je pense
« qu'elle peut être mise au nombre des journées heureuses qu'ont
« eues les armées de la république.

« Depuis que la faiblesse de nos moyens et le peu de troupes
« qui garnissaient cette frontière m'avait fait sentir l'impossibilité
« d'en défendre tous les débouchés, j'avais rassemblé toutes nos
« forces sur Bidart, laissant seulement à Ciboure, et à Saint-Pé
« quelques troupes pour couvrir en partie le pays que j'étais
« obligé d'abandonner. Cependant je m'occupais des moyens de
« prendre une position assez hardie en avant de Saint-Jean-de-Luz,
« lorsque Saint-Jean-Pied-de-Port menacé fortement me força de
« me dégarnir encore dans cette partie où il ne me resta plus
« que 10 bataillons et quelques troupes légères. Avec ce peu de
« moyens, obligé de défendre trois points importants, je persistai
« néanmoins à prendre la position que j'avais d'abord projetée, et
« qui seule pouvait me mettre à même de couvrir Saint-Jean-de-Luz
« et d'éclairer les débouchés d'Ascain, Berra, Urrugne et Socoa.

« Ce camp établi, ayant appris que nos ennemis se retranchaient
« à la croix des Bouquets, je pensai qu'il était important de les
« troubler dans cette opération et de leur faire repasser la Bidas-
« soa, ne fut-ce que pour quelque temps, l'impossibilité où j'étais
« d'occuper cette position, par rapport au petit nombre de troupes
« que j'avais sous mes ordres. En conséquence, je me transportai
« à Saint-Jean-de-Luz pour y faire les dispositions de cette attaque,
« que je fixai pour le 22 à la pointe du jour. Je la divisai en cinq
« colonnes dont quatre destinées à attaquer et une à servir de
« réserve. Les quatre colonnes attaquèrent en même temps les
« différents postes et camps occupés par les Catalans (les meilleures
« troupes d'Espagne) ; partout après un feu très vif, et malgré des
« retranchements, les ennemis furent repoussés, et camps, ainsi
« que tous les effets qu'ils renfermaient, furent enlevés. Mais les
« ennemis s'étaient retirés sur une hauteur dans un camp
« retranché nommé camp de Louis XIV, qui se trouve placé sous
« le feu de plus de 40 pièces de canon en batterie sur la monta-
« gne au delà de la rivière ; on leur avait en outre envoyé, du
« renfort. Aucune de ces raisons ne put ralentir les troupes, l'on

« résolut d'attaquer les retranchements et moins de 1,500 Français
« forcèrent plus de 1,500 Espagnols retranchés à fuir devant eux,
« à repasser la Bidassoa, et à couper le pont qu'ils avaient
« sur cette rivière. Quelques pièces de canon supérieurement
« servies, et qu'avait judicieusement placées l'adjutant Darnaudat,
« favorisèrent le succès de l'attaque, c'est là que cet officier, aussi
« zélé que brave, fut blessé à la cuisse d'abord, à la poitrine
« ensuite, et renversé de son cheval, c'est là que nous nous
« sommes emparés du 5^me camp et de tous ses effets, c'est
« là enfin que l'on vit un dragon du 18^me régiment disputer
« au colonel Willat l'honneur d'entrer le premier dans la
« redoute.

« Le colonel Willat, commandant l'avant-garde de l'armée et
« chargé ce jour là de l'une des colonnes d'attaque, a donné
« dans cette occasion des preuves de son intelligence et de sa
« valeur ordinaire. Le capitaine Latour d'Auvergne, commandant
« des grenadiers de l'armée, qui s'était déjà si fort distingué à
« l'affaire de Sare, a soutenu dans celle-ci la réputation qu'il
« s'était acquise depuis longtemps. Le colonel Lassalle, les lieute-
« nants-colonels Vigent et Tison, aussi commandants de colonnes,
« ont fait exécuter avec la plus grande intelligence les différentes
« manœuvres et attaques dont ils étaient chargés ; et les troupes
« se sont comportées avec la plus grande valeur.

« Tous les corps d'infanterie se sont distingués ainsi que les
« dragons qui ont donné les marques de l'audace la plus
« valeureuse ; et les gendarmes destinés à la réserve ont voulu
« prendre part aux dangers comme les autres et s'y sont portés
« avec beaucoup de détermination ; jamais le feu le plus vif n'a
« pu faire cesser le refrain chéri *Ça ira*.

« On ne saurait trop se louer du zèle, des services et de la
« bravoure des citoyens Larroux et Dalbarade, l'un et l'autre de
« la ville d'Andaye ; ils avaient bien voulu s'offrir pour servir de
« guides aux colonnes de droite et de gauche et ils combattirent
« avec une grande valeur.

« Signé : JOSEPH SERVAN »

24 mai (Juin)

« Citoyen représentant,

« Ce n'était point assez de chasser les Espagnols. Ordre donné

« au colonel Willot ayant sous lui le lieutenant colonel Vigent,
« d'aller le 26 avec 600 hommes et des travailleurs sur la Croix des
« Bouquets dit le retranchement des Espagnols sans empêche-
« ment de la part de ceux-ci ; 50 hommes de la légion des monta-
« gnes et 10 dragons sont entrés à Hendaye et y ont été salués
« par toute l'artillerie de Fontarabie.

« J. SERVAN. »

La retraite des Espagnols fut si précipitée que les Français trouvèrent dans le camp un enfant de six mois qui fut envoyé au général Caro par un trompette.

On le voit par ce rapport, les pertes infligées aux Espagnols dans cette affaire furent des plus minimes, une quarantaine d'hommes tués ou blessés furent en effet le seul résultat matériel obtenu ; mais un grand but moral était atteint, les soldats français devaient reprendre par un succès la confiance que plusieurs défaites successives leur avaient fait perdre, et si les Espagnols firent encore quelques incursions sur la rive droite de la Bidassoa, du moins ils n'y furent plus établis d'une manière permanente ; ils laissaient aux troupes françaises une plus grande liberté d'action ; et enfin, comme le fait observer le Citoyen B., c'était en un mot le premier succès que cette partie de l'armée eut encore obtenu.

Malgré cette victoire Servan fut bientôt destitué, arrêté et envoyé à Paris ; remplacé dans le commandement général de l'armée par Delbecq, le général Labourdonnaye prit sous ses ordres la direction de la division de droite.

CHAPITRE V

Labourdonnaye commandant de la division de droite ; — attaque de Birlatu ; — Destitution et arrestation de Servan ; — Desprez-Crassier est nommé général en chef ; -- Muller le remplace et le général Laroche est nommé chef de l'état-major général de l'armée.

Le 5 juillet, Caro ayant enfin terminé ses préparatifs fit jeter un pont sur la Bidassoa en aval d'Irun ; afin de protéger ce travail, une forte colonne d'infanterie qui traversa la rivière fit mettre bas les armes à deux compagnies du premier bataillon des chas-

seurs de montagnes. Ces braves soldats, s'étant trop avancés dans le but d'inquiéter les travailleurs, enveloppés de toute part et après une opiniâtre résistance, se rendirent aux Espagnols au nombre de 30 hommes environ, ayant déjà eu trente des leurs tués ou blessés.

Le général Labourdonnaye venait de prendre, comme nous l'avons déjà dit, le commandement de la division de droite, cet échec lui fut sensible ; il voulut à son tour reprendre l'offensive et résolut de tenter une attaque simultanée sur Biriatu et la montagne de Louis XIV, qu'on lui avait dit être pourvue de travaux importants.

Le 13 juillet à midi, les Espagnols, forts de 4 ou 5 bataillons et soutenus par deux escadrons, ébauchèrent une de leurs reconnaissances habituelles, ils arrivèrent sans encombre à la Croix des Bouquets où ils se mirent en bataille, la cavalerie sur les ailes. (1) Bientôt aperçus par l'avant garde commandée par Latour d'Auvergne qui tout en se préparant à attaquer l'ennemi fit prévenir le général, Labourdonnaye se mit aussitôt à la tête des forces campées à Urrugne, d'un bataillon de renfort qui lui arriva de Saint Jean de Luz, et attirant à lui toute la cavalerie disponible, il marcha immédiatement à l'ennemi, pendant que Latour d'Auvergne à la tête de 4 compagnies de grenadiers se portait rapidement au village de Biriatu (2). En voyant ce déploiement de forces, les Espagnols de la Croix des Bouquets se retirèrent sans combattre ; le général Labourdonnaye occupa cette dernière position, ainsi que la montagne de Louis XIV, où il put s'assurer par lui-même qu'il n'y existait pas l'ombre d'un retranchement.

Tout ne se passait pas cependant d'une manière aussi pacifique au village de Biriatu ; ce point avait aux yeux des Espagnols une grande importance ; car, situé sur la rive droite de la Bidassoa, il pouvait permettre aux Français, s'ils s'en fussent emparé, de détruire le pont qui relie les deux rives ; puis se fortifiant sur ce point ils eussent donné fort à faire aux batteries espagnoles de St-Charles, d'Adriamendita et de Bidechabal, toutes les trois sur la rive gauche de la Bidassoa.

Aussi le général espagnol, reconnaissant l'importance du village de Biriatu, y avait-il fait construire quelques retranchements et

(1) Lettre du général Labourdonnaye au général en chef Delbecq, Moniteur.

(2) Grenadiers des Landes, de l'Aude, du 80 régiment et du Tarn.

fortement créneler l'église ; les troupes destinées à défendre ce point se composaient en partie des soldats de la sierra Morena commandés par Ubeda. Après avoir été reçu par un feu de mousqueterie des plus violents, les grenadiers, abordant les Espagnols à la baïonnette, les rejetèrent dans l'église ; mais, là, toutes leurs tentatives furent infructueuses ; stimulés par la froide bravoure de leur chef les grenadiers quoique accueillis par une vive fusillade, se ruèrent sur les portes entraînés par leur vaillant commandant. Celui-ci, une lourde hache au poing, faisait tous ses efforts pour briser la porte et triompher de la résistance que lui offrait l'ennemi ; il se vit bientôt obligé de battre en retraite, laissant une trentaine d'hommes sur le champ de bataille.

Il revint toutefois vers deux heures du matin faire une nouvelle tentative sur ce poste qui avait si bien su résister à son courage ; les Espagnols, renforcés à temps et toujours sur leurs gardes, le contraignirent de nouveau à se retirer. Depuis, le général Caro, se doutant que la persistance des Français à vouloir s'emparer de Biriato avait pour but peut-être le commencement de leurs nouvelles opérations, y fit construire plusieurs fortes batteries et en confia le commandement à son neveu le marquis de la Romana.

Un certain nombre d'escarmouches sans résultat se succédèrent tant à la gauche qu'à la droite de l'armée et tout en tenant les troupes en haleine les habituèrent aux émotions et aux dangers du champ de bataille ; la réorganisation et l'instruction des soldats étaient le but des efforts de tous et tous s'efforçaient d'y participer, lorsqu'un incendie qui fut pendant quelques instants attribué à la malveillance éclata à Bayonne, et fit supposer à quelques-uns que les Espagnols avaient des intelligences jusques sur les derrières de l'armée (1).

(1) Nous, représentans du peuple français, près l'armée des Pyrénées Occidentales.

Considérant que les villes de Bayonne et du St-Esprit sont depuis quelque temps le repaire d'une infinité de scélérats sur lesquels nous soupçons les plus graves se réunissent ; que c'est le centre de l'agiotage le plus vil, la source du discrédit le plus affligeant du papier monnaie, que les efforts de l'administration, de la société populaire et des bons citoyens ont été jusqu'à ce jour impuissans contre leurs perfidies et leurs crimes ;

Qu'il importe au salut public que dans cette ville, sur l'arrière de l'armée qui est le dépôt général de nos approvisionnements militaires en tout genre, une surveillance plus active et plus agissante exercée ;

Cet accident se produisit le 10 juillet vers 11 h. du matin ; le feu s'étant malheureusement communiqué à deux barils de poudre, ils éclatèrent en faisant sauter la partie du Château Neuf qui fait face à la porte d'entrée ; les autres bâtiments furent ébranlés par la force de l'explosion, et toute la ville en ressentit une commotion des plus violentes ; quelques minutes plus tard, la générale battit et la population entière se porta sur le lieu du sinistre ; on parvint à l'aide des pompes de la ville à éteindre très promptement l'incendie qui s'était déclaré avec la plus grande violence ; le foyer ne se trouvait guère séparé des magasins à poudre qui regorgaient de munitions, et si le feu s'y était communiqué c'en était fait de la plus grande partie de la ville ; une quarantaine de soldats avaient été tués et ensevelis sous les décombres. Enfin une enquête fut immédiatement ouverte par les représentants du peuple, afin de savoir comment s'était déclaré ce sinistre et surtout s'il fallait l'attribuer aux ennemis de la République.

Parmi les différents petits combats dont nous avons parlé plus haut, et qui n'eurent d'autre résultat que d'aguerrir les troupes, nous devons citer un épisode qui donna lieu à un échange de lettres entre le général espagnol et les représentants ; lettres tellement typiques et qui expriment si bien les passions qui agitèrent cette

Vu surtout les avis officiels qui nous ont été transmis des trames ourdies par nos ennemis contre nos magasins et arsenaux ;

Vu que la ville de Bayonne est indiquée dans leurs correspondances, et désignée comme un point sur lequel une partie de leurs criminelles espérances doivent se porter ;

Vu les incendies des ateliers de l'artifice de l'artillerie arrivée le 10 juillet, des magasins renfermant des eaux de vie de l'armée arrivé le 2 août ;

Arrêtons comme une mesure de sûreté générale que le général en chef de l'armée sera requis de mettre ces deux villes en état de siège jusqu'à ce que toutes les inquiétudes seront dissipées, et que la sûreté des dépôts et magasins soit parfaitement établie.

La surveillance la plus active est recommandée surtout pour ce qui concerne les arsenaux, magasins et forts.

Les autorités civiles et militaires en ce qui les concerne demeurent responsables de l'entière exécution du présent dont l'extrait sera envoyé à la Convention nationale, au comité de surveillance, et proclamé dans ces deux villes.

Délibéré au camp de Belchenea le 16 août 1793 l'an 2 de la république française une et indivisible.

Signé : FERAND, GARRAU.

Pour copie conforme à l'original ; le général en chef :

DELBECQ

(Archives de Bayonne).

époque, que nous ne croyons pouvoir mieux faire que de les reproduire ici. A la tête de 4,000 hommes d'infanterie et de 400 dragons le général Don Ventura Caro sortit sournoisement du camp d'Irun, et débouchant par la Croix des Bouquets, vint se placer sur les hauteurs d'Urrugne. Les bataillons français, campés près de là, prirent aussitôt les armes et se portèrent rapidement en avant : mais dans leur précipitation, une compagnie de grenadiers s'étant un peu trop écartée (1) vint donner dans la droite espagnole qui s'était étendue de façon à envelopper les détachements qui commettraient quelque imprudence. Ces derniers firent aussitôt un mouvement en avant, mais ils furent arrêtés par les chasseurs et les grenadiers du 5^e bataillon d'infanterie légère ; voyant alors que leur démonstration commençait à devenir dangereuse, ils ébauchèrent un mouvement de retraite qui fut bientôt changé en déroute, par une charge à fond de 80 dragons du 18^e régiment et de quelques gendarmes de la prévoté ; ces braves soldats, après avoir sabré une soixantaine d'hommes, se rabattirent brusquement à droite et à gauche, et coupèrent ainsi par cette manœuvre une partie du régiment de Léon qui s'enfuit, laissant entre leurs mains, le maréchal de camp Roussignac, le lieutenant colonel, 12 officiers et 195 hommes. Une soixantaine d'Espagnols furent tués ou blessés et Ventura Caro lui-même éprouva la plus grande difficulté à échapper aux dragons ; le comte de Roussignac, considéré comme émigré, fut envoyé à Paris par les représentants : nous donnons ci-dessous les lettres échangées entre les deux partis aux sujets d'une aussi importante capture.

Le général Caro, commandant l'armée Espagnole, au citoyen Delbecq général en chef de l'armée Française.

A Irun, le 28 août 1793.

Le comte de Roussignac (prévenu d'émigration et envoyé par ordre du ministre de la guerre, dans les prisons de l'abbaye à Paris) m'instruit qu'il n'est pas traité avec la même considération que les autres prisonniers espagnols. Le comte de Roussignac a passé au service d'Espagne depuis plus de dix ans, et est maréchal de camp des armées du roi. Je vous prévienne que si sa vie est en danger, celle du général La Gënëtière et celle de plus de quatre mille prisonniers français répondront du traitement que vous lui ferez éprouver.

(1) Citoyen B.... Moniteur.

Le général La Génetière est encore à Pampelune, sans autre garde que sa parole d'honneur ; mais voyant la rigueur avec laquelle on garde le général Roussignac, je donne ordre que l'on s'assure également du général La Génetière. Dieu vous garde beaucoup d'années.

Signé : VENTURA CARO.

Réponse de P. A. Garrau, représentant du peuple délégué à l'armée des Pyrénées Occidentales, à la lettre ci-dessus.

Au camp de Belchenea, le 1^{er} septembre 1793.

Votre lettre, du 28 août dernier, au général en chef Delbecq, vient de m'être communiquée ; j'y réponds.

Dans le mois de janvier dernier, le tyran, votre maître, a eu l'imprudence de menacer de toute sa colère la nation française, si la tête de Louis Capet tombait. Cette menace ridicule produisit l'effet qu'elle devait naturellement produire chez un peuple libre et fier. Capet fut reconnu traître et sa tête tomba sur l'échafaud..... Croyez-vous que ce même peuple se laissera intimider aujourd'hui par les menaces que vous lui faites, vous, monsieur le général ? Si Roussignac est coupable, il sera puni ; ainsi le veut la loi ; et je vous déclare que si par cet acte de justice la vie de nos prisonniers était compromise, votre tête, celle de votre maître et de tous ses sujets en répondra à la France outragée. Un peuple qui combat l'Europe entière, qui la vaincra ou par la force des armes ou par celle de la raison, est au-dessus des jactances espagnoles et des bravades d'un général.

Le représentant du Peuple Français,

Signé : GARRAU.

Le mois de juillet ne fut pas des plus fertiles en opérations militaires, l'armée n'avait cependant pas cessé de faire des démonstrations et la division de gauche, après plusieurs tâtonnements réussit enfin à chasser les Espagnols de la montagne d'Ibagnet ; 1800 hommes cantonnés à Arnéguy (1), sur la rive droite de la petite Nive, menacèrent la vallée de Roncal de leurs invasions quotidiennes. La division du centre fit une seule tentative sur Zugarramurdi et Urdax et ne réussit qu'à piller et incendier ce dernier village.

Sur ces entrefaites, le général Delbecq mourut à Saint Jean de Luz et fut aussitôt remplacé par Desprez Crassier, qui pendant son

(1) Moniteur. — Mémoire du Cit. B... Archives de Bayonne.

passage éphémère au commandement de l'armée ne put lui aussi résister au désir de prendre Biriatu. Cette expédition entreprise avec des forces insuffisantes fut aussi vaine que les précédentes ; destitué à son tour, il fut enfin remplacé par le général Muller dont les connaissances militaires et surtout la prudence éprouvée donnèrent à l'armée des Pyrénées Occidentales cette cohésion et cet élan qui depuis ne l'abandonnèrent jamais.

Frégeville, général de division, prit sous ses ordres le commandement de la droite ; mais, la plus belle acquisition que fit cette armée, fut dans la personne du général de brigade Laroche, élevé aux hautes fonctions de major général de l'armée des Pyrénées Occidentales. Cet excellent officier qui a laissé si peu de souvenirs même dans l'armée à laquelle il donna la vie, est à notre avis un des types les plus extraordinaires de cette guerre, et mérite croyons-nous, une mention toute particulière.

Nommé dans le mois de juillet adjudant général, il se rendit à Pau pour y prendre le commandement d'un dépôt d'environ 4,000 recrues qui s'y trouvaient rassemblées : faire d'hommes indisciplinés et sans instruction militaire d'excellents soldats, ne fut qu'un jeu pour l'intelligent Laroche. Il s'occupa alors de pourvoir à la défense des cols et passages qui pussent permettre à l'ennemi de pénétrer par les vallées d'Aspe et d'Ossau jusqu'à Pau, et par celles de Gavarnie et d'Azun jusqu'à Tarbes ; il sut éclairer tous ces passages de manière à mériter de ses chefs les plus grands éloges. Il apporta la même diligence pendant son séjour à Bayonne comme commandant de la place, lorsqu'il fut promu aux délicates et difficiles fonctions de major général. Il y arriva au moment où l'on éprouvait le plus grand besoin de sortir du chaos dans lequel on était plongé ; la discipline était sans vigueur, et ce qui augmentait encore l'esprit d'insubordination qui recommençait à régner dans la division de droite, était principalement l'arrivée d'un grand nombre de recrues provenant de la levée en masse qui, avec leur zèle et leur patriotisme mal entendu, fomentaient, sans s'en rendre compte, une indiscipline qui pouvait mettre l'armée dans le plus grand péril (1).

L'armée ne se composait, au début de la guerre, que de deux ou trois anciens corps de volontaires et d'un certain nombre de

(1) Corresp. du Général Laroche.

bataillons de réquisition ; Muller, admirablement secondé par le général Laroche, fit fonctionner avec vigueur les tribunaux militaires ; la discipline se rétablit promptement ; plus désireux de frapper le moral du soldat que de le livrer à la justice, le major général faisait mettre à l'ordre du jour de l'armée une condamnation du général en chef : « qui a condamné un soldat qui fut surpris sur la route de Bidart tirant inutilement des coups de fusil, à passer pendant huit jours devant la garde montante avec un écriteau devant et derrière portant la mention suivante : celui qui dilapide ce qui sert à défendre sa patrie ressemble au conspirateur qui veut la livrer » (1).

Il arrêta bientôt la désertion qui minait sourdement l'armée ; car, on avait vu des hommes et même des corps entiers retourner dans leurs foyers, sans que personne s'en occupât ; il fournit aux troupes les armes qui leur manquaient, et que par son esprit d'intrigue il sut arracher à l'état et aux départements (2). Ces différents travaux ne furent qu'un jeu pour l'intelligent général ; et on peut dire ici avec l'auteur de la biographie militaire du général Laroche (3), et répéter, en parlant de l'ordre et de l'activité qui régnaient dans les bureaux de l'état major, les paroles de Robespierre : « L'armée des Pyrénées occidentales est le bijou de nos armées. »

Travaillant avec la plus grande ardeur à la discipline de l'armée, à son instruction et surtout à son bien être, il ne cessait, d'adresser aux départements les lettres les plus énergiques et les pressait vivement d'instances réitérées ; les conjurant de former rapidement des bataillons, il leur disait : « armez-les de fusils de chasse, si vous manquez de fusils de calibre ; si vous manquez de fusils de chasse, armez les de piques ; dans des mains libres et vigoureuses toutes les armes deviennent terribles » (4). Il fut bientôt récompensé du patriotisme qu'il déployait en toute

(1) Corresp. du général Laroche.

(2) Inventaire des armes déposées par les sieurs Gaube et Descande à la maison commune : 8 républicaines de une liv. de balles avec affûts et garnies de leurs écouvillons, refouloirs, tire-bourre, dégorgeoir, etc. ; 4 obusiers avec affûts, etc. ; 25 barils de boîtes à mitraille et de boulets. Ces diverses armes destinées d'abord à l'armement d'une corvette alors sur le chantier. — Le citoyen Joseph Cazenave fit hommage à la patrie de 142 boulets à raisin et 62 boîtes de mitraille du calibre de 4. Archives de Bayonne.

(3) Galerie Historique.

(4) Correspondance du général Laroche.

circonstance, en voyant les recrues affluer dans son camp ; les départements de la Haute-Garonne, du Tarn, du Gers, du Lot, de la Dordogne, des Landes, des Hautes et Basses-Pyrénées, se signalèrent à l'envie, par le zèle que déploierent les administrateurs en envoyant des troupes à l'armée.

Cependant, ces différents travaux ne suffirent pas à son activité, et d'accord avec le brave et prudent Muller et les représentants du peuple, il conçut le projet d'avancer son camp et de s'emparer de tout le pays compris entre Bidart et la rive droite de la Bidassoa. Il sut trouver dans la général Lespinasse un digne lieutenant. Celui-ci que nous avons déjà vu commandant l'artillerie à Bayonne, fut appelé à commander l'artillerie de l'armée ; il se rendit près des généraux Muller et Laroche, avec lesquels il étudia soigneusement le terrain sur lequel il comptait asseoir le nouveau camp.

CHAPITRE VI

Le camp de Bidart est porté en avant. — Camp des Sans-Culottes et redoute de la Liberté. — Opérations et nouvelle tentative sur Biriattou.

Trois bataillons vinrent, dans la nuit du 10 au 11 novembre, s'établir sur une hauteur entre Urrugne et la Croix des Bouquets. Ce point, déjà connu sous le nom d'Hermitage de Ste-Anne, devint plus tard célèbre sous celui de camp des Sans-Culottes. Commandant sur la gauche, la route d'Espagne et d'ailleurs défendu sur ce point par un large ravin, ce point très-important et dont les puissants reliefs se voient encore de nos jours, étendait ses feux par sa droite jusqu'à la mer, ses communications parfaitement assurées avec St-Jean de Luz.

L'aspect des tentes, que les Espagnols aperçurent au soleil levant, les frappèrent d'étonnement ; ils ne bougèrent cependant pas, dit le citoyen B..., et laissèrent le petit corps français formant l'extrême avant-garde se fortifier tranquillement. Le colonel Lespinasse, chargé par le général Frégeville du commandement de ce camp, apporta dans ce travail une prudence et une science admirables ; successivement renforcés, les 3,000 hommes qui l'occupaient étaient encore trop peu nombreux pour en défendre

tous les points, et le nombre des demi-brigades qui se trouvaient à Bidart trop restreint, pour espérer pouvoir en augmenter rapidement l'effectif.

Le colonel se mit donc promptement à l'œuvre, un bataillon de pionniers formé par ses soins, sur les vives recommandations du général Laroche, vint combler une lacune, comme malheureusement il en existait encore beaucoup dans cette armée; il établit bientôt une succession de redoutes tracées en retraite les unes sur les autres, qui quoique souvent attaquées par l'ennemi, lequel essaya souvent de bouleverser ces ouvrages, reçurent enfin leur complément de défense en hommes et en artillerie.

Ce système se composait de trois redoutes reliées entr'elles par des batteries et des tranchées de communication, qui, en facilitant la circulation aux défenseurs, devaient les mettre hors des vues de l'ennemi; la redoute de l'extrême gauche dite de la Liberté était couverte par un certain nombre de redans construits en échelon et formant un système de défense aussi complet que la nature du terrain le permettait. Le camp terminé présentait un front d'une lieue et demi et se trouvait relié à la mer par Latour d'Auvergne et ses grenadiers; celui-ci ne cessait de fatiguer les Espagnols en aguerrissant ses soldats par des escarmouches presque journalières.

Le 20 novembre, les Français concentrèrent quelques troupes à Ainhoa et au village de Sare; ils faisaient craindre à Caro par ces rassemblements une attaque sur son centre. Le général espagnol averti à temps les prévint, mais pendant qu'il les faisait reculer devant ses nombreux bataillons, les Français détachèrent une colonne d'infanterie qui s'empara successivement de l'hermitage de la Pointe du Diamant, du plateau de la Croix des Bouquets et emportée par son élan se dirigea rapidement sur Biriatu qu'elle espérait emporter d'un coup de main; elle fut reçue encore une fois par un si violent feu d'artillerie qu'elle se retira aussitôt, abandonnant même les quelques positions conquises dans la journée.

Quoique l'hiver, fut des plus doux et permit encore par sa clémence de ne pas interrompre complètement les opérations et les escarmouches quotidiennes, on doit considérer la première campagne comme terminée; l'avantage que les Espagnols eurent au début de la guerre et qu'ils durent en partie à la mauvaise qua-

lité des troupes qu'ils avaient eu à combattre, commençait à être racheté par la solide instruction que les Français recevaient tous les jours. Nous ne ferons point ici l'histoire des fautes stratégiques commises par l'armée espagnole, nous en avons parlé plus haut ; on verra maintenant après quelques tâtonnement l'armée française ressaisir l'avantage, entrer en Espagne et ne plus s'arrêter dans ses conquêtes qu'à la paix.

CHAPITRE VII

Campagne de 1794. — Projets du général Laroche. — Envoi de troupes aux armées des Pyrénées Orientales et de l'Ouest. — Journée du 17 pluviôse — Lespinasse est nommé général de division. — La légion de St Simon et la division de Saint Jean Pied de Port. — Expédition du général Mauco.

La campagne de 1794 s'ouvrit sous les plus heureux auspices, un combat brillant reconforta le moral des troupes, et montra aux chefs ce qu'ils pouvaient espérer avec de tels soldats. Mais auparavant, le 5 décembre (15 primaire an 2), le général Laroche qui ne voyait pas sans impatience l'état d'immobilité de l'armée, présenta, dans un conseil de guerre tenu chez les représentants du peuple, un plan d'attaque qui, débutant par l'envahissement du Bastan et l'occupation de Vera, Irun et Fontarabie, tendait à une occupation générale du Guipuscoa et d'une partie de la Navarre. On obtenait ainsi, pour résultat, de reporter la guerre sur le territoire étranger et de vivre à ses dépens. Quoique approuvé par le comité du Salut Public auquel ce plan fut envoyé, le ministre de la guerre Bouchotte qui n'aimait pas l'armée des Pyrénées Occidentales, sut sinon en empêcher, du moins en retarder l'exécution ; il ordonna l'envoi d'un corps de 8,000 hommes à l'armée des Pyrénées Orientales et à l'armée de l'Ouest⁽¹⁾. La première de ces armées reçut la 39^e et la 14^e demi brigade ainsi que le bataillon n° 8 de la Gironde ; l'armée de l'Ouest reçut le 4^e bataillon du Lot-et-Garonne et un bataillon de chasseurs. Avec son effectif restreint par le départ de ces troupes, la droite de l'armée ne pouvait plus tenter de grandes choses ; on continua cepen-

(1) Corresp. du général Laroche.

dant à travailler aux fortifications du camp ; les Espagnols, de leur côté, élevèrent des ouvrages considérables sur les pentes de la montagne de Louis XIV, qu'ils armèrent de batteries de mortiers et de pièces à longue portée, dont le tir incessant incommodait beaucoup les travailleurs français.

Le général Frégeville transmit le 3 février 1794 (15 pluviôse) au colonel Lespinasse, l'ordre exprès du général en chef d'aller détruire les retranchements élevés par les Espagnols sur cette montagne. Il fut immédiatement obéi et les retranchements complètement rasés, quoique les Espagnols fissent pleuvoir de la rive gauche de la Bidassoa, une grêle de boulets et d'obus qui mirent quelque désordre parmi les travailleurs ; mais, dit l'auteur auquel nous empruntons cet épisode : « Il serait difficile de peindre le courage et le sang-froid des vieux soldats et des jeunes volontaires, qui à peine échappés des bras de leurs mères pour voler à la défense de la patrie, démolirent tranquillement, en se jouant, les retranchements ennemis, malgré la chute des globes enflammés, qui tombaient et éclataient autour d'eux.

« Lespinasse se plaçait, pendant ce travail, sur les points les plus élevés des ouvrages espagnols, pour encourager les Français et les contenir par sa présence. Les destructeurs des ouvrages que l'on complimentait sur l'intrépidité calme qu'ils avaient montrée en cette circonstance, répondirent que leur colonel leur avait recommandé l'immobilité par la sienne » (1).

Ventura Caro ne voulut pas laisser plus longtemps les Français jouir de ce petit succès, et voyant surtout que ses mouvements devenaient de jour en jour plus restreints par les nouveaux retranchements que faisait élever le colonel Lespinasse, il se décida, enfin, à tenter une attaque générale sur la droite de l'armée. En conséquence, le 5 février 1794 (17 pluviôse) fut choisi pour cette démonstration ; quatre nouveaux régiments venant de Toulon (2) étaient arrivés renforcer son armée et mettaient de son côté la supériorité numérique. Les forces qui devaient tenter cette attaque, s'élevaient environ à 13,000 hommes d'infanterie, 700 hommes de cavalerie et une puissante artillerie ; divisées en cinq colonnes, ces troupes bien conduites eussent pu faire beaucoup dans cette journée si heureuse pour les armes françaises.

(1) Galerie Historique.

(2) Moniteur.

Quoiqu'il en soit, le 5 février au matin, les troupes espagnoles s'ébranlèrent avec ensemble ; la première colonne, après avoir forcé le poste du Rocher, se mit en bataille sur le Calvaire. Cette division venait de Vera et, commandée par Don José Urrutia, devait selon les ordres du général passer au Calvaire en longeant la croupe de la Rhune, s'emparer d'Urrugne et couper avec sa cavalerie la route de Saint Jean de Luz, elle eut ainsi tourné la gauche française et puissamment contribué à la victoire ; mais, selon les auteurs espagnols, elle éprouva un retard si considérable causé par le mauvais état des chemins, qu'elle fut obligée de stationner sur le plateau du Calvaire pour s'y rallier. La deuxième colonne suivant le dos d'âne, se dirigea sur Urrugne ; la troisième déboucha de la montagne de Louis XIV sur la Croix des Bouquets ; la quatrième marcha sur la position dite le Café Republicain ; la cinquième se porta sur le plateau en avant d'Hendaye (1).

En un instant, tous les retranchements furent attaqués avec une extrême violence, la colonne qui marchait sur la Croix des Bouquets, s'empara bientôt de cette position et de la batterie qu'on venait d'y élever ; la colonne de l'extrême gauche attaqua par le flanc les batteries françaises, pendant que 10 pièces de canon que les Espagnols établirent sur le plateau de la Croix des Bouquets, foudroyèrent le camp des Sans-Culottes ; le désordre fut à son comble dans les camps républicains et si, en ce moment, le général Espagnol eut continué son mouvement par le flanc, la retraite se fut probablement changé en déroute.

On se rappelle que le colonel Lespinasse avait établi ses ouvrages en retraite, les uns commandant les autres ; en se voyant attaqué aussi brusquement et par des forces supérieures, le brave colonel se garda bien de faire secourir ses premières lignes attaquées ; il laissa au contraire les défenseurs se replier en arrière, toujours combattant ; les forces françaises se concentrèrent ainsi peu à peu dans la redoute de la Liberté où les soldats républicains cherchèrent un asile. Les Espagnols fiers de leur premier succès n'hésitèrent pas à attaquer cet ouvrage qu'ils abordèrent du reste avec la plus grande bravoure, mais contre laquelle vinrent échouer tous leurs efforts.

(1) Moniteur. — Soralue, Histoire de Guipuzcoa. — Corresp. du général Laroche. — Archives de Bayonne.

Cette redoute, défendue par quelques pièces de canon sous les ordres du capitaine Légliise et par les troupes qui avaient déjà combattu au début de l'action, s'environna de feux comme un volcan ; des bataillons entiers furent rompus par d'effroyables coups de mitraille ; le régiment irlandais d'Ultonia perdit dans cette attaque une grande partie de son effectif ; ce fut au moment où, attaqué pour la deuxième fois avec une bravoure qui ne fut égalee que par celle des défenseurs, le colonel Lespinasse, qui se portait partout où le danger était le plus pressant, vit arriver le général Frégeville qui accourait de Saint Jean de Luz. Ce général refusa de prendre le commandement que voulut lui remettre Lespinasse : « Non dit-il : Tu en as si bien usé ; achève ton ouvrage et que la France te doive cette belle journée toute entière » (1).

Bientôt les Français profitant de l'indécision qui commençait à se manifester parmi les assaillants, sautèrent par dessus les retranchements et les chargèrent vigoureusement à la baïonnette ; le colonel Lespinasse appuya le mouvement avec deux pièces de 12, deux de 4 et deux obusiers de six pouces, 700 hommes d'infanterie furent tous les renforts qu'il obtint dans cette journée ; le feu dura jusqu'à midi et les Espagnols battirent en retraite en s'attribuant la victoire (2). Ils furent assez vivement poursuivis, sur la gauche, par les grenadiers et le 1^{er} et 2^e bataillon de la 5^e demi-brigade d'infanterie légère ; les pertes des Français s'élevèrent à 60 ou 80 morts et à 155 blessés ; les Espagnols perdirent environ 600 hommes (3).

Parmi les officiers qui se distinguèrent dans ce combat, il faut citer Moncey qui quoique malade contribua vaillamment à la victoire, le commandant des grenadiers Jacob Roucher et le colonel Lespinasse ; le brave Latour d'Auvergne se conduisit avec son héroïsme ordinaire.

Les troupes qui se distinguèrent plus particulièrement furent : le 2^e bataillon du Tarn et les chasseurs de Montagne ; le 4^e bataillon des Landes oublié dans le rapport du général Frégeville (4), se conduisit avec la plus grande bravoure ; mais nous devons

(1) Galerie Historique.

(2) Marcillac — Gaceta de Madrid.

(3) Moniteur.

(4) Moniteur. Rapport du général Frégeville au général en chef Muller.

citer un des épisodes les plus remarquables de cette mémorable journée et que nous empruntons au *Moniteur Officiel*.

« Aux premiers coups de canon qui se sont fait entendre, tous les prisonniers près le tribunal militaire de Chauvin Dragon (1) ont fait presser le général de leur donner la permission d'aller combattre ; leur prière était si vive et si souvent réitérée qu'ils ont obtenu cette permission ; l'un d'eux était officier, il se présente à leur tête, il répond de tous et tous jurent de vaincre. Arrivés au champ de bataille, ils sont en effet vainqueurs et pour accomplir leur serment ils reviennent, déposent leurs armes, rentrent dans les prisons et reprennent leurs fers ; les moins coupables seront libérés » (2).

Le héros de cette journée était le colonel Lespinasse ; grâce à ses habiles dispositions, l'ennemi vit échouer ses efforts au pied des retranchements qu'il avait élevés et qui résistèrent au plus épouvantable feu d'artillerie que les Français eussent encore essuyé dans cette guerre (3) ; en récompense de ses services, les représentants du peuple le nommèrent général de brigade sur le champ de bataille ; le 30 du même du mois le brevet lui fut expédié contenant la flatteuse mention honorable suivante : Les représentants du peuple, etc...

« Considérant que ce n'est pas seulement dans la direction de l'artillerie que le citoyen Lespinasse s'est rendu recommandable, mais qu'il a déployé, dans toutes les occasions, des conceptions rares dans la tactique militaire, surtout dans la belle journée du 17 pluviôse, où, chargé en chef de la défense du camp des Sans-Culottes, il a donné ses ordres avec tant de justesse, qu'on lui doit le succès de cette mémorable affaire. Arrêtent : que le chef de brigade Lespinasse est nommé général de brigade » (4).

Et cependant, le même jour où il était nommé général sur le

(1) Saint Jean de Luz prit le nom de Chauvin Dragon, en souvenir d'un dragon nommé Chauvin et qui fut tué aux premières affaires ; Saint Esprit près Bayonne prit aussi le nom de Jean Jacques Rousseau ; il y eut aussi à Bayonne une rue Marat ; et le pont Pannecau prit le nom de Jean Jacques Rousseau. Archives de Bayonne.

(2) La Convention Nationale décréta qu'ils seraient graciés. *Moniteur*.

(3) Les Espagnols estiment le nombre de coups de canon qu'ils tirèrent dans cette journée à 3,884. Cit. B...

(4) Galerie Historique. Archives de Bayonne.

champ de bataille, il fut suspendu de ses fonctions par ordre du comité du Salut-Public ; il quitta aussitôt l'armée et se retira dans ses foyers. Cet exil ne devait pas être de longue durée, car on ne tarda guère à lui rendre justice et moins d'un mois après il fut de nouveau envoyé à l'armée des Pyrénées Occidentales avec le grade de général de division, commandant en chef l'artillerie de l'armée.

La journée du 17 pluviôse peut être regardée comme le dernier retour offensif sérieux tenté par les Espagnols ; à partir de cette époque, ils devaient essuyer revers sur revers ; nous passerons sur plusieurs combats sans importance et dont la répétition pourrait fatiguer le lecteur ; nous donnons cependant ci-dessous un rapport circonstancié extrait du *Moniteur* relatant une attaque subie par la division de gauche et qui nous démontre que, malgré son échec précédent, le général Caro n'avait pas perdu tout espoir de porter la guerre sur le territoire français.

Lettre du représentant du peuple auprès de l'armée des Pyrénées Occidentales (4).

Bayonne le 10 floréal l'an 2

« On vient de donner une nouvelle leçon aux Espagnols ; ils
« ont voulu tater la division de Saint Jean Pied de Port ; après
« avoir incendié quelques maisons il a été repoussé.

« Le 7, au point du jour, l'Espagnol attaqua tous les points de
« la division de Saint Jean Pied de Port ; il tomba d'abord sur le
« poste de Darneguy, défendu par deux compagnies basques, qui
« furent forcées, après une vaillante défense, de céder à une force
« supérieure. Elles se replièrent en bon ordre, après avoir perdu
« un seul homme, sur le poste du rocher d'Arrola et sur celui de
« Roqueluche. Dans le même moment, une colonne ennemie,
« composée de 4,000 hommes d'infanterie et d'un escadron de ca-
« valerie, conduisant un mortier de siège et un canon de gros
« calibre, se présenta à la descente de Blanc-Pignon et arriva sur
« la crête de Roqueluche, où elle se mit en bataille. Le feu fut
« vif de part et d'autre ; mais quand les Espagnols ont vu nos
« braves militaires, ennuyés de la fusillade, aller sur eux au pas

(4) *Moniteur*. t. 20. p. 398.

« de charge, la baïonnette en avant, leur courage a commencé à
« les abandonner ; ils ont pris la fuite, et nos soldats les ont pour-
« suivis jusqu'à Blanc Pignon. Quoique nous ignorions leurs
« pertes, nous pouvons assurer qu'elle a été considérable ; car
« nos soldats, en les poursuivant, leur tiraient à bout portant. Un
« homme tué et trois blessés, telle a été la nôtre. Tel a été le suc-
« cès au poste défendu par Mauco.

« Voici quel a été celui à ceux occupés par nos troupes sous
« le commandement de la Victoire. Le poste d'Irameaca fut atta-
« qué à 3 heures du matin par la légion des émigrés, fortes de
« 700 hommes, par les volontaires de Navarre, par les miliciens,
« quelques émigrés et déserteurs basques, qui descendirent des
« Aldudes par la rive gauche de la rivière qu'ils passèrent à gué.
« Les soldats qui défendaient le poste firent une résistance prodi-
« gieuse ; forcés de céder au grand nombre, ils se replièrent en
« bon ordre et furent prendre poste aussi sur le rocher d'Arrola.
« Les Espagnols attaquèrent ce nouveau poste de tous les côtés
« avec furie ; mais 400 hommes, commandés par l'adjutant gé-
« néral Harispe, les ayant tournés avec vivacité, les attaquèrent
« avec une telle vigueur qu'ils les forcèrent sur le champ à la
« retraite, qu'ils exécutèrent avec la plus grande peine. Cette in-
« fame légion d'émigrés a laissé 80 de ces scélérats sur le car-
« reau ; 17 ont été faits prisonniers ; ils arrivent dans ce mo-
« ment, et le soleil ne se couchera qu'après avoir vu ces mons-
« tres expier leurs forfaits sur l'échafaud.

« Nous avons fait quelques prisonniers.

« Les habitants de cette partie du pays basque sont beaucoup
« plus patriotes que ceux de Saint Jean de Luz et Sare et Ascain,
« que nous avons été obligé d'interner pour leur empêcher de
« correspondre avec l'ennemi.

« CAVAINAC et PINET AINÉ »

Avant d'aller plus loin, nous devons donner quelques éclaircis-
sements relatifs à cette légion d'émigrés français.

Le marquis de Saint Simon, grand d'Espagne, et qui s'était déjà
fait remarquer par sa conduite en Virginie, fut chargé par le roi du
commandement d'une légion dans laquelle prendraient place tous
les émigrés français en Espagne. Ce corps devait prendre le nom
de Légion Royale des Pyrénées. Mais Don Ricardos, commandant

l'armée Espagnole de Catalogne, formant de son côté le bataillon de Vallespir et la Légion de la Reine, tous deux composés d'émigrés, la légion Royale des Pyrénées dont l'effectif montait à 4,000 hommes environ, fut envoyée à l'armée de Navarre, où don Ventura Caro, après les avoir fait camper longtemps sur la frontière, les mit enfin en présence des Français dans l'attaque de la division de Saint Jean Pied de Port, et, afin que le lecteur soit à même de faire la part d'exagération qui se glissait souvent dans les rapports des représentants à la Convention, nous donnons plus bas une seconde version de ce combat empruntée toute entière à de Marcillac.

« Le marquis de St Simon occupait avec sa légion le poste de Chotro, à quatre lieues sur la gauche de Burguette. Ce poste couvrait la fonderie de boulets, établie dans la fabrique d'Euguy. Il fut chargé de culbuter les postes ennemis en avant de Baygorry, et devait être soutenu par des détachements qui couvraient sa droite en occupant le mont d'Argarai et le col de Eunnarai ; sa gauche était garantie par les troupes de la vallée de Bastan, qui occupaient les hauteurs reversant sur les Aldudes. Dans la nuit du 26 avril, il se mit en marche : la nuit était obscure ; les Français avaient coupé le chemin qui passait sous un de leurs postes avancés qu'il fallait tourner pour surprendre leurs postes principaux. Il fallait donc traverser les montagnes par des sentiers d'une aspérité effrayante. Le premier des éclaireurs ne s'aperçut pas de la coupure faite au chemin ; il tombe sur des rochers, et se brise. — D'Assas, entouré par les ennemis, brava la mort, et sauva l'armée en appelant ses soldats par ce cri d'honneur, *A moi, Auvergne*. — Ce brave légionnaire, dans un état de souffrance qu'on peut imaginer, contient ses gémissements, surmonte la douleur qu'il éprouve ; et par son silence héroïque couvre la marche de la légion Royale que ses cris eussent décelé. Ce poste de cent hommes est dépassée, et ce n'est qu'à la pointe du jour que ses sentinelles aperçoivent l'arrière garde du marquis de St Simon.

« L'alarme est aussitôt donnée par le feu de ce poste : les Français sont sous les armes, mais le marquis de St Simon enlevait le pont sur la Banca, et s'avancait en silence et avec rapidité, dans un défilé qu'il fallait traverser pour arriver au village de Banca. Les hauteurs de ce défilé étaient garnies par les enne-

« mis ; une grêle de balles pleut sur la légion, mais ne l'arrête
« pas. Ayant traversé le village de Banca, elle trouve un poste
« fortifié dans des rochers et renforcé la veille. Le feu des Fran-
« çais redouble alors en front et sur les flancs de la légion ; mais
« ces braves royalistes, dont les trois quarts voyaient le feu pour
« la première fois, sans tirer un seul coup de fusil, se précipitent
« la baïonnette en avant sur le poste républicain. Le massacre
« fut horrible ; l'opinion politique qui divisait les Français ani-
« mait aussi les deux partis ; c'était une fureur qui les portait
« moins à se vaincre qu'à se détruire. Le poste est enfin enlevé
« aux cris de vive le roi ; les ennemis se replient, et sont pour-
« suivis la baïonnette dans les reins ; six postes sont enlevés de
« cette manière et la légion se trouve en face de la montagne
« d'Adorza, couronnée des troupes qui avaient été culbutées, qui
« s'étaient ralliées et mises en bataille sur le sommet de cette
« montagne. Ces troupes étaient couvertes par le fort d'Arola,
« dont le feu prenait la légion par le flanc gauche. Mais rien n'ar-
« rête l'impétuosité de cette troupe d'élite ; plus il y a de dangers
« à surmonter et plus elle entrevoit des lauriers à cueillir. La
« montagne d'Adorza est enlevée aussi à la baïonnette, et les en-
« nemis se retirent dans le fort.

« Le marquis de Saint Simon n'avait pu faire marcher avec lui
« une seule pièce d'artillerie, à cause des chemins ; il était de-
« puis quinze heures en marche ou en combat ; sa légion étant
« harrassée de fatigue, il se contenta de masquer le fort d'Arola
« et de contenir les troupes qui s'y étaient réfugiées afin de les
« empêcher de se porter sur le flanc du général Caro, qui, avec
« sa division commandée par le duc d'Ossuna, faisait, en per-
« sonne, une incursion dans la vallée de Baygorry, et avait pris
« une position avantageuse sur les hauteurs de Saint Michel, à
« une portée et demie de canon de Saint Jean Pied de Port. Cette
« incursion favorisait l'attaque du brigadier don Carlos Masdeu
« sur les villages d'Arnéguy et d'Andarolle, tandis que sur la
« droite le marquis de la Canada Ibagnez, avec les troupes pos-
« tées à la fabrique d'Orbaiceta, s'était étendu sur un rayon
« de deux lieues sur le territoire français. Comme le but de cette
« expédition n'était qu'une représaille pour l'incendie du bourg
« de Valcarlos et des fermes environnantes, Don Ventura avait
« ordonné qu'on mit le feu à toutes les fermes, sur un espace

« de six lieues. Quatre cents furent brûlées, ainsi les villages d'Ar-
« néguy et d'Andarolle. Don Ventura, instruit de ces résultats,
« donna alors l'ordre de la retraite. Celle du marquis de Saint
« Simon devenait difficile, car les Français s'étaient reportés par
« une contre-marche sur les hauteurs dont ils avaient été culbu-
« tés, et dominaient ainsi les chemins par où la légion devait
« passer. Il fallut de nouveau braver la mort ; mais le calme et le
« bon ordre, joints à l'intrépidité et à l'expérience des deux offi-
« ciers qui furent détachés pour couvrir cette retraite dangereuse,
« sauva la légion Royale, et elle rentra dans son poste couverte
« de gloire, mais ayant à pleurer la perte de beaucoup de braves.
« Les corps qui devaient protéger la légion étaient restés en po-
« sition de défense suivant l'ordre qu'ils en avaient reçu. Sans
« me permettre de juger la conduite de ces officiers, il me semble
« qu'il est des circonstances dans lesquelles, sans déroger à cette
« obéissance passive si utile dans le militaire, on peut, je dirai
« même, on doit prendre sur soi d'interpréter l'intention du géné-
« ral, qui est de lier tellement ses opérations que tous les corps
« se soutiennent et se prêtent un mutuel secours, surtout lorsque
« le mouvement qu'on fait à cet effet ne peut nuire à l'ensemble
« des opérations générales. Les commandants espagnols ne pen-
« sèrent pas ainsi ; ils s'en tinrent à l'ordre de garder leur posi-
« tion, et le marquis de Saint Simon dut à son courage et à la
« froide intrépidité de ses légionnaires de pouvoir traverser le
« défilé au milieu des balles qui pleuvaient de tout côté. Plusieurs
« officiers généraux, au nombre desquels était le général Urrutia,
« s'étaient portés sur les hauteurs d'Ispéguy, d'Elovieta et de Is-
« tanz, pour tenir les Français en échec, et les empêcher de se-
« courir les troupes attaquées par le marquis de Saint Simon ; ils
« furent témoins des succès de la légion Royale, et ils rendirent
« les témoignages les plus flatteurs de sa conduite.

« Différents des autres peuples étrangers, les Espagnols ont
« toujours rendu justice à la valeur de ces chevaliers de l'hon-
« neur, qui versaient leur sang pour des causes étrangères à la
« leur, croyant servir leur roi et leur patrie. On utilisait leur
« bravoure et leur dévouement ; mais une secrète jalousie rete-
« nait les éloges qu'on devait aux exemples qu'ils donnaient. —
« Que fût devenu cependant l'armée Anglaise en Hollande après
« la retraite de Dunkerque, sans le corps français qui la couvrit

« et l'empêcha d'être tantôt surprise, tantôt taillée en pièces ? Que
« fut-il arrivé à l'armée autrichienne sans le corps du prince de
« Condé, qui protégeait si souvent ses retraites ? Pour prix de ces
« services les Allemands surtout, abreuyaient les émigrés qui les
« servaient de dégoûts et d'injustices, que ceux-ci supportaient
« avec un héroïsme non moins appréciable que celui d'aller au
« feu. Fiers de leur conduite, ils trouvaient dans leur conscience
« l'unique récompense d'une conduite à l'abri de tout reproche.

« On fit plusieurs prisonniers dans cette affaire. Don Ventura
« Caro ordonna qu'on les renvoya, en leur faisant connaître et
« en les chargeant de notifier aux leurs, qu'il n'avait qu'à regret
« fait incendier les villages et fermes françaises; qu'il désirait que
« les généraux républicains adoptassent un mode de guerre con-
« forme aux principes de l'humanité, et qui ne le mit pas à même
« de faire de semblables représailles que son cœur réprouvait. »

Les représentants n'imitèrent pas la générosité du général espagnol ; les prisonniers de la légion Royale furent sans doute envoyés à Paris pour y être jugés ; car, malgré toutes nos recherches, l'exécution sommaire dont ils étaient menacés paraît ne pas s'être effectuée dans le pays ; du moins, ils ne figurent pas sur les listes des personnes exécutées dans le département (1).

Lors de cette affaire, la division de gauche avait subi les plus grands changements sous le rapport des chefs ; Dubouquet destitué avait été remplacé par Delalain, auquel succéda Mauco général de division.

Le but de cette précédente attaque était de désoler le pays et d'incendier les fermes aux environs de Saint Jean Pied de Port ; déçus dans leur espoir, les Espagnols forcés à la retraite virent à leur tour quelques jours plus tard le général Mauco, à la tête de 1,500 hommes d'infanterie et de deux pièces de canon, essayer vainement de brûler l'établissement qu'ils avaient fondé à Irati sur la lisière de la forêt et qui leur servait à l'exploitation et à la garde de celle-ci.

(1) Vie de M. Daguerre par M. L'abbé Duvoisin. — Cabinet historique

CHAPITRE VIII

Préparatifs d'invasion. — Tendance vers le Bastan. — Le général Caro réclame des secours. — La vallée de Bastan et ses ressources. — Positions occupées par les Espagnols. — Prise des cols d'Ispeguy et de Berdaritz par les Français. — Mort du général La Victoire.

Des opérations plus importantes devaient bientôt commencer ; les représentants du peuple Pinet et Cavaignac, jaloux des succès remportés par les autres armées de la République, ne cessaient de presser le prudent Muller de prendre enfin une vigoureuse offensive. Celui-ci temporisait autant qu'il était en son pouvoir, car il attendait des renforts qui devaient lui arriver de la Vendée ; déjà, il s'était procuré les cartes topographiques qui manquaient alors à presque tous les généraux et qui traitaient plus spécialement de la partie du pays qu'il désirait envahir ; sa correspondance avec son chef d'état major atteste de la rareté des documents de ce genre et de tous les efforts faits par les deux généraux pour les augmenter et les améliorer ; presque réduit aux cartes de Cassini et de Roussel, le major général avait précédemment obtenu l'envoi d'un ingénieur géographe qui fut attaché en cette qualité à l'armée des Pyrénées Occidentales, où il rendit les plus grands services (1).

Les ordres exprès des représentants du peuple et l'ardeur sans égale qui animait ses troupes vainquirent les derniers scrupules de Muller ; il fit donc ses préparatifs d'attaque ; l'action devait être générale ; l'armée toute entière devait y concourir et ce n'était pas trop de tous ses efforts pour surmonter les obstacles qui s'élevaient devant elle.

Le plan, déjà présenté par le major général Laroche, fut adopté ; ce général, récemment destitué par le comité du salut public, avait proposé de commencer les opérations par la prise du Bastan, vallée enclavée étroitement dans le territoire français, sa prise devait permettre aux assaillants de nourrir une partie de l'armée avec les grains qu'elle produit en abondance ; en même temps, par une marche de flanc on faisait tomber les formi-

(1) Correspond. du général Laroche.

dables défenses d'Irun et de Vera qu'on prenait ainsi à revers ; l'ennemi se trouvait alors dans la plus grande incertitude, car il ne savait s'il devait se porter sur la vallée de Roncevaux et sur Pampelune pour les couvrir, ou concentrer toutes ses forces sur les formidables lignes de la Bidassoa sur lesquelles il avait fondé de si grandes espérances.

Les opérations qui devaient commencer à l'extrême gauche par la prise des cols de Berdaritz et d'Ispeguy et la possession du col de Maya, se préparaient avec activité ; les mouvements des troupes ne pouvaient cependant s'opérer sans que le général Caro n'en eût été instruit, car des espions habiles lui rapportaient fidèlement et l'arrivée des troupes qui ne cessaient d'accroître tous les jours les effectifs de l'armée républicaine et le résultat des efforts que faisaient les représentants du peuple pour augmenter l'armement et l'approvisionnement ; tout, enfin, lui faisait prévoir des hostilités prochaines que ses faibles troupes ne lui permettaient pas de repousser. Il écrivit au roi pour lui dépeindre la situation et lui demander des secours, et, s'adressant lui même à la junta de Guipuzcoa, il lui proposa une levée en masse ; les états s'y opposèrent, croyant sans doute que les efforts qu'ils avaient déjà faits étaient suffisants pour repousser un ennemi dont on avait déjà éprouvé l'impuissance.

L'armée française était enfin prête et en état d'ouvrir la campagne par une vigoureuse offensive ; l'ensemble des opérations était : la prise des cols qui donnaient un libre accès dans la vallée de Bastan ; le couronnement du col de Maya, puis par Biriatu et Vera on s'emparait des lignes de Saint Martial ; Irun et Fontarabie étaient enlevés d'un coup de main ; le Passage tombait à son tour entre les mains des Français et l'on arrivait en une marche sous les murs de Saint-Sébastien qui, croyait-on, n'était pas en état de supporter les rigueurs d'un assaut. On verra comment ce plan si beau dans son ensemble fut fidèlement exécuté dans tous ses détails et comment tout se passa ainsi que le général Laroche l'avait indiqué et prévu.

La vallée de Bastan offre, depuis le col de Maya jusqu'à celui de Velate, une étendue de 25 kilomètres environ ; excessivement resserrée sur plusieurs points, cette belle vallée est bornée à l'est, par les vallées de Baïgorry et des Aldudes ; au nord, par le Labourd ; à l'ouest par les Cinco-villas et la vallée de Lerins ; au

sud par la vallée de Lenz. Outre l'ancienne petite ville de Maya, elle renferme une quinzaine de villages. Sa population qui s'élève environ à 7,000 âmes, vit heureuse et tranquille dans cette riante vallée qui produit avec assez d'abondance du froment, du maïs, des fruits en grand nombre, principalement des pommes ; les laines et les bestiaux sont l'origine de son principal commerce. Cette vallée devait offrir aux troupes françaises de nombreuses ressources en munitions de toute sorte ; mais, avant de s'en emparer, il fallait nettoyer les Aldudes et prendre les positions nécessaires pour déboucher en plusieurs colonnes sur les cols de Berdaritz qui couvraient les Aldudes, le col d'Ispeguy et celui de Maya ; ces positions aux mains des Français, les débouchés de la vallée leur appartenaient entièrement ; Pinet et Cavaignac partirent immédiatement pour Saint Jean Pied de Port afin d'électrifier les soldats par leur présence.

Les points qu'il s'agissait d'enlever aux Espagnols, étaient formidables ; fortifiés par eux à loisir ils avaient couvert d'ouvrages la montagne d'Ourisca qui couvre Berdaritz, et l'avait couronnée d'une très forte redoute ; le col d'Ispeguy avait été rendu presque imprenable par la construction d'ouvrages en pierre qui en couronnaient les sommets ; enfin, ces différentes positions étaient commandées par une puissante redoute avec un réduit crénelé, à cheval sur le chemin de Berdaritz ; de nombreux abattis complétaient le système. Le duc d'Ossuna avait été chargé de la défense de ces cols avec la légion Royale des Pyrénées, 300 chasseurs aldudiens et 300 hommes du régiment de Zamore. Le col de Maya qui devait être le point de concentration des trois colonnes françaises, était complètement dépourvu de retranchements ; sa seule défense consistait en un vieux fort en pierre hors de service.

Le 3 juin, 3 colonnes partirent ensemble de Nive franche et attaquèrent à peu près à la même heure les cols de Berdaritz, Ispeguy et Maya. La première de ces colonnes, forte d'environ 1,500 hommes et commandée par le général La Victoire, devait s'emparer de Berdaritz, tandis que 800 hommes feraient une démonstration sur les Aldudes.

La deuxième colonne, sous les ordres du colonel Lefranc, devait opérer au col d'Ispeguy ; et le général de brigade Castelvvert devait marcher sur le col de Maya ; le général Susamiciq avec 4,000 hommes devait par des marches occuper les Espagnols et les em-

pêcher d'accourir au secours des points menacés. La première colonne marcha 14 heures de suite par un étroit et rude sentier, elle n'arriva que vers 9 heures du matin à la montagne d'Ourisca ; sans accepter le moindre repos, les soldats pleins d'ardeur demandèrent immédiatement le signal de l'attaque. Un feu terrible partit des redoutes occupées par les Espagnols, les représentants du peuple stimulant les Français leur font prendre le pas de charge ; le feu redouble. En cet instant le général La Victoire est renversé à la tête de ses troupes : il fut immédiatement remplacé par Harispe commandant le 2^e bataillon basque, celui-ci rassemble les soldats républicains et tous ensemble sautent dans la première redoute qui, armée de deux pièces de 12, les couvrent de mitraille ; mais, un baril de poudre qui sauta au milieu des défenseurs les obligèrent à évacuer cet ouvrage et à se réfugier dans la seconde redoute. Celle-ci, ayant à son centre une maison crénelée qui lui servait de réduit et qu'on appelait la maison forte (casa fuerte), paraissait offrir un obstacle presque invincible aux Français dépourvus d'artillerie ; mais, au moment où ils se préparaient à l'attaquer, les canonniers attachés à la colonne ayant réussi à désenclouer une des pièces de 12 qui se trouvaient dans la première redoute, un coup de canon ébranla aussitôt la maison forte et les soldats républicains se précipitant à l'assaut terminèrent par la prise de celle-ci une journée si glorieuse (1). Le colonel, 27 officiers et 200 soldats du régiment de Zamora restèrent entre les mains des Français ; les pertes de ceux-ci furent presque nulles. « Le général La Victoire » dirent les représentants du peuple, « aussi intrépide que bon républicain, a été « blessé au premier feu qu'a fait sur nous la première redoute ; « le jeune Harispe, l'ayant remplacé dans son commandement, « s'est conduit avec beaucoup d'intelligence et de sang-froid ; il « n'est pas douteux que c'est à la manière dont il a dirigé l'attaque et à la confiance qu'il inspirait à l'armée que nous devons « le succès ; nous avons cru devoir le mettre à même de rendre « les plus grands services à la République en l'élevant au grade « supérieur ; c'est dans la première redoute de Berdaritz que « nous l'avons nommé général chef de brigade ; nous espérons « que la Convention Nationale nous approuvera » (2).

(1) Moniteur. — Mém. du Cit. B. — Marçillaç. etc.

(2) Moniteur.

La seconde colonne, dirigée sur Ispéguy et commandée par Lefranc, chef de la 40^e demi brigade, pénétra par la gorge d'Elorietta et emporta les rochers fortifiés ; les Espagnols, successivement débusqués de ces ouvrages et de Bustanceley, se retirèrent précipitamment sur Errazu, abandonnant entre les mains des vainqueurs le matériel des camps et une centaine de prisonniers. La 3^e colonne qui avait pour objectif le col de Maya n'obtint pas le même succès ; d'abord repoussée, elle fut très promptement renforcée par les colonnes victorieuses de Berdaritz et d'Ispéguy ; mais les Espagnols, comprenant enfin l'importance de cette position, y concentrèrent les troupes qui campaient aux environs : un bataillon d'infanterie de ligne couvrit les points menacés et défendit l'hermitage de Saint Michel en avant de Maya, pendant qu'une colonne de grenadiers gardait Orrimendi. Une seconde attaque des Français n'obtint pas un plus grand succès.

Parmi les pertes que les Français eurent à déplorer nous devons citer celle du brave général La Victoire, blessé mortellement à la tête de ses troupes. La mort de ce brillant officier donna lieu à l'un des épisodes les plus curieux de cette guerre. M. l'abbé Duvoisin raconte dans sa *Vie de M. Daguerre* le fait suivant, que nous reproduisons en entier sans cependant savoir où il l'a puisé. « La terrible mission de Pinet aîné et de Cavaignac durait encore, « quand arriva un événement qui parut alors fort extraordinaire, « et que nous ne croyons pas devoir passer sous silence. Il y avait « dans l'armée des Pyrénées Occidentales un homme qui, après « avoir débuté par être tailleur d'habits, avait été porté par les « circonstances, des derniers rangs de la milice, au grade de général de brigade. Ce soldat de fortune avait sous ses ordres « trois bataillons de chasseurs basques qui faisaient partie de « l'armée. Ayant pris position sur les hauteurs de Bidarray, il entre le 5 prairial an II (3 juin 1794, dans l'église du village dépouillée de ses ornements comme toutes les autres églises, fait rompre deux bénitiers de pierre restés intacts, enlève deux tableaux et un christ sculpté qui s'y trouvaient encore, place le christ à une certaine distance, et commande à ses soldats de s'exercer à la cible en le prenant pour but. Les chasseurs, révoltés de cet ordre impie, n'obéirent qu'en murmurant et en prenant soin de tirer de manière à ne pas toucher la cible. Un d'entr'eux cependant, ou plus maladroit ou plus téméraire que

« les autres, finit par atteindre le christ au ventre à la grande satisfaction du général.

« Dans la soirée de ce même jour, la redoute de Berdaritz devait être attaquée par les Français. Les chasseurs basques, d'ordinaire gais et bruyants quand il fallait marcher au feu, furent ce jour là d'une tristesse et d'un silence qui étonnèrent tout le monde. Néanmoins, aussitôt que le signal est donné, ils s'élancent comme des lions et emportent la redoute. Mais, dès les premiers coups de feu, le général était tombé frappé au ventre, juste à l'endroit où le christ avait aussi été atteint. Les soldats ne doutèrent point que ce ne fût là un vrai châtiment du ciel. Le général survécut cinq à six jours à sa blessure ; on aurait dit que la Providence s'était plu à lui conserver assez de temps la vie, pour qu'il devint manifeste que le coup de feu dont il mourrait correspondait à celui qui avait percé le christ de Biddarray. Ce malheureux avait été transporté dans l'ancien presbytère de Baïgorry ; et c'est là qu'il expira dans la matinée du 21 prairial, au milieu des plus atroces douleurs. Son corps fut enterré, non point dans une terre bénite par la prière, mais bien au pied de l'arbre de la liberté. Nous avons nous même passé naguère sur ce lieu, et nous avons regardé partout autour de nous, pour trouver quelque trace de cette sépulture ; mais nos yeux n'ont rien pu découvrir. L'arbre de la liberté lui même a disparu, et les paysans du village foulent aujourd'hui d'un pied indifférent la terre qui recouvre les ossements du général révolutionnaire. »

M. l'abbé Duvoisin qui ajoute en note que ce général n'était pas originaire du Midi, ne paraît pas avoir connu un fait du même genre relaté dans une très énergique lettre du représentant Monestier du Puy de Dôme à ses frères d'armes et aux citoyens formant la société républicaine et montagnarde d'Aignoua (sic) Cette lettre, insérée d'abord dans le travail de M. Soulice (1), puis publiée par M. Vinson (2) dans ses mélanges de Linguistique, contraste curieusement par la grossièreté de son

(1) Essai d'une Bibliographie du dép. des B. Pyrénées, période révolutionnaire, 1789-1800, Soulice, 1874, p. 53.

(2) Mélanges de Linguistique et d'anthropologie par A. Hovelacque, Emile Picot et Julien Vinson. Paris, E. Leroux, 1880, in 12, 330 p.

style avec les lettres des différents représentants que nous avons déjà eu l'occasion de citer.

CHAPITRE IX

Préparatifs d'invasion. — Retour offensif des Espagnols. — Prise des cols. — Moncey commandant la division de gauche. — Proclamation des représentants. — Retraite des Espagnols. — Prise de Maya et d'Elizondo. — Occupation d'Echalar.

Quelques jours s'écoulèrent dans une tranquillité relative, les Français opérant de nouvelles concentrations et Don Ventura Caro attendant tous les jours des renforts promis depuis longtemps mais qui n'arrivaient jamais. La leçon qu'il venait de recevoir eût dû lui profiter, et si au lieu de vouloir conserver à tout prix la vallée de Bastan qu'il voyait devoir bientôt lui échapper, il eût promptement rassemblé les troupes qu'il avait sous ses ordres, il eût pu en former un corps d'une certaine importance, et avec la liberté de manœuvre qui lui était laissée par son gouvernement, attaquer avec plus d'efficacité la droite ou la gauche de l'armée française. Quoi qu'il en soit, il préféra attendre et laisser ses troupes éparpillées depuis l'Aragon jusqu'au golfe Cantabrique ; mais voulant avant tout parer le coup qu'il croyait devoir lui être porté dans le Bastan, il songea à le prévenir en attaquant l'extrême droite de l'armée ; il espérait par cette manœuvre obliger le général français à rappeler les troupes qui menaçaient son extrême droite ; alléguant des rapports faits par des déserteurs français, il crut que les positions de l'armée républicaine entre Saint Jean de Luz et Hendaye étaient dégarnies d'une partie de leurs défenseurs envoyés pour renforcer la division de gauche. S'autorisant de cet état de choses, il résolut une attaque générale.

En conséquence, il chargea Don Ventura Escalante, major général de l'armée espagnole, de suivre avec une forte colonne les hauteurs de Vera, et d'attaquer la montagne de Mandale ; le marquis de la Romana dut se diriger par Biriatu sur le rocher du Diamant et sur le mont Vert ; et enfin à l'extrême gauche, le lieutenant

général Don Juan Gil devait attaquer les hauteurs d'Hendaye, ayant sa gauche appuyée par deux chaloupes canonnières (1).

Les Français furent en effet attaqués le 23 juin (5 messidor) : à la pointe du jour, 8,000 hommes d'infanterie et 500 cavaliers, appuyés par quelques pièces de canon, s'ébranlèrent en trois colonnes. Escalante à la tête de ses troupes enleva bravement le poste de Mandale non sans une résistance héroïque des défenseurs ; les Français se mirent en retraite avec quelque désordre et défendirent successivement le Calvaire et le rocher d'Urrugne, mais ils furent obligés de se replier de nouveau devant la supériorité numérique des Espagnols. Cependant le combat changea bientôt de face ; les Français furent rejoints au-dessous d'Urrugne par le général de brigade Roucher, commandant l'avant-garde, qui accourait à la tête d'une forte colonne d'infanterie ; il rallia les fuyards et faisant sonner le pas de charge il enleva les positions déjà conquises par les Espagnols et les força à se retirer. L'attaque de la colonne du centre commandée par la Romana n'obtint qu'un succès éphémère. La troisième colonne, sous les ordres de Don Juan Gil, se divisa en deux fractions ; l'une d'elles dirigée, avec intelligence par le colonel du régiment d'Ultonia Don Francisco Comesfort, se porta rapidement sur les hauteurs d'Hendaye et s'empara du poste du Rocher qui fut longtemps défendu par les grenadiers ; quoique menacés de front et sur les flancs, ces braves soldats, l'élite de l'armée, opposèrent la plus grande résistance ; l'autre partie de cette colonne, après avoir attaqué la croix des Bouquets, commençait à repousser les avant postes, quand enfin le général Merle, prenant 500 hommes au camp des Sans-Culottes et une centaine de chasseurs à la redoute de la Liberté, les forma en deux colonnes, et marcha à l'ennemi en essayant de le déborder ; mais celui-ci, abandonnant les positions si difficilement conquises, se hâta de repasser la Bidassoa, laissant entre les mains des Français une quarantaine de prisonniers parmi lesquels 1 lieutenant colonel et 4 capitaines. Les Espagnols perdirent dans cette journée 500 hommes tués ou blessés ; les Français n'eurent que 30 morts et 200 blessés (2). Don Ventura Caro, épouvanté par ce nouvel échec, se retrancha dans ses lignes et y attendit les événements.

(1) Marcillac — Archives de Bayonne.

(2) Marcillac.-Citoyen B...-Moniteur.-Lettre du général Frégeville.

Ils devaient bientôt se précipiter avec une rapidité telle que l'armée espagnole ne pouvait prévoir. La division Française de gauche venait d'assurer ses conquêtes, en occupant solidement ses nouvelles positions ; deux bataillons campaient dans les redoutes de Berdaritz ; un troisième fut envoyé à Mizpira ; tandis que le col d'Ispéguy fut mis à l'abri de toute démonstration par le 3^e et le 4^e bataillon des Basses Pyrénées soutenus de 2 compagnies basques. Si on consulte la carte de cette partie des Pyrénées, on verra combien cette division devait inspirer de crainte aux ennemis ; dominant pour ainsi dire la vallée de Bastan il lui était également facile de s'emparer de la vallée de Roncevaux et de menacer Pampelune ; ou bien se rabattant sur sa droite elle pouvait se porter par quelques marches rapides sur Vera et faire tomber les importantes lignes de la Bidassoa.

Caro venait de s'apercevoir un peu trop tard de sa situation, aussi périlleuse pour son armée que pour le territoire espagnol qui allait être envahi sous peu ; il proposa, paraît-il, l'abandon du Bastan et songea à se réfugier dans les montagnes en évacuant des positions qu'il prévoyait ne plus pouvoir garder ; mais tous ses efforts furent inutiles ; le roi répondit à ses instances par une proclamation engageant ses fidèles Bastanais à s'armer pour repousser l'ennemi. Don Ventura Caro, voyant les forces des Français augmenter tous les jours et se sentant dans l'impossibilité de résister, offrit alors sa démission ; acceptée par le conseil royal, on lui donna pour successeur au commandement en chef le vieux comte de Colomera.

Aussitôt investi de ces fonctions, ce général, au lieu de faire les plus grands efforts pour débusquer les Français des formidables positions qu'ils occupaient, crut parer à toute éventualité en établissant sur la bonne position d'Arquinzu, à gauche de Berdaritz, la légion Royale des Pyrénées et les restes du régiment de Zamorra ; ces troupes, braves mais peu nombreuses, furent chargées de la difficile mission de surveiller Berdaritz et Mizpira, tout en couvrant la Fonderie et les derrières de la vallée de Bastan. Tandis que le général de division Moncey qui venait d'être nommé au commandement de l'armée de gauche, recevait un renfort de 20 compagnies de grenadiers commandés par Latour d'Auvergne, le marquis de Saint Simon qui n'avait que 1,613 combattants, devant des forces aussi supérieures se hâta de demander 2,000 hommes

au quartier général ; malheureusement pour lui ce renfort lui fut refusé.

Il fut attaqué le 10 juillet (22 messidor), par 4,000 hommes d'infanterie divisés en deux colonnes et venant des Aldudes et de Berdaritz. L'une des colonnes, commandée par le général Digonet, devait attaquer de front, tandis que la seconde qui se composait des grenadiers de Latour d'Auvergne, devait tourner la position et la prendre à revers ; pas un Espagnol n'eût échappé à cette attaque conçue avec tant d'intelligence et menée avec tant de sang-froid par la seconde colonne. Mais le jour venant à poindre, le général Digonet, craignant que l'ennemi ne vint à prendre l'alarme, brusqua le mouvement et donna le signal de l'attaque. La légion des émigrés attaquée de front offrit une belle résistance qui toutefois cessa bientôt, lorsqu'on aperçut la seconde colonne arrivant en toute hâte à travers les bois ; les Espagnols s'enfuirent aussitôt abandonnant sur le champ de bataille 150 légionnaires et 93 soldats du régiment de Zamora ; parmi les émigrés 49 furent pris vivants quoique blessés et exécutés dans la suite (1) ; la caisse, les tentes, les vêtements et tout le matériel de campement tomba entre les mains des Français ; le marquis de Saint Simon reçut en soutenant la retraite une balle qui lui entra par les reins et lui traversa la poitrine. « Malgré cette horrible blessure, » dit M. de Marcillac, « il continua à commander sa troupe tant que le feu dura. Des flots de sang remplaçaient dans sa bouche les ordres qu'il donnait. L'officier qui était en tête de la colonne ennemie s'en étant aperçu, cria à ses soldats : Ne tirez plus, nous le tenons. Les deux troupes étaient si rapprochées, que le marquis de Saint Simon entendit cet ordre ; mais toujours plein de courage et de fermeté, il se retourne, et répond au commandant républicain : Non pas encore : viens me chercher si tu l'oses. Un peloton de grenadiers de la légion se forma alors derrière son général, et par son intrépidité arrêta la colonne ennemie assez de temps pour qu'on pût sauver le marquis, qui ne se laissa poser sur un brancard que lorsque les troupes qu'il commandait furent hors de la portée des ennemis. »

Toujours poursuivis par les Français, les restes de ces corps ne

(1) Marcillac — Citoyen B...

s'arrêtèrent qu'à Irurita sur la route de Pampelune ; tous les cols qui donnent accès dans la vallée de Bastan, se trouvèrent alors entre les mains des Français. Les trois divisions de l'armée des Pyrénées Occidentales, la gauche, le centre et la droite, devaient à cause de leurs positions respectives attaquer simultanément. Ces différentes attaques devaient avoir lieu dans l'ordre suivant.

La division de gauche, général Moncey devait avec 13 bataillons, 800 chevaux, 2 obusiers de six pouces, 2 canons de 8 et 4 de 4 s'emparer de la vallée ; la division du centre, commandée par le général de division Delaborde, devait avec seulement 9 bataillons enlever les formidables positions du Comisary et de Vera. Enfin, le général Frégeville avec 9 bataillons, 2 escadrons de cavalerie et une puissante artillerie avait pour mission de bombarder Fontarabie, répondre aux batteries de Saint Martial et passer la Bidassoa, aussitôt que les divisions de gauche et du centre auraient opéré leur concentration à Vera.

Le général espagnol Urrutia, chargé de la défense de la vallée de Bastan, avait environ 4,000 hommes d'infanterie abrités dans des redoutes et derrière de bons retranchements. On a depuis fait à cet officier les plus grands reproches sur son immobilité en quelque sorte forcée ; on eût voulu le voir avec le peu de troupes de ligne qu'il commandait accomplir de grandes choses, et sacrifier ses soldats à la reprise maintenant inutile des cols de Berdaritz et d'Ispeguy. L'auteur émigré, auquel nous empruntons quelques-uns de ces commentaires, y voit beaucoup plus juste, quand il reproche non sans amertume au comte de Colomera de n'avoir pas su dans ce péril extrême concentrer par quelques marches rapides la partie la plus active de son armée, et réunissant ainsi sous son commandement un seul corps d'un effectif bien supérieur à chacune des trois divisions françaises, saisir le moment favorable pour essayer de les détruire en détail ; mais le général espagnol était vieux, son armée démoralisée ; et par dessus tout la routine de la vieille stratégie à laquelle il était accoutumé, ne lui permettait pas de risquer dans des mouvements qui lui parurent sans doute périlleux la seule armée que son pays pouvait sur ces frontières opposer alors à l'ardeur des Français.

Quoiqu'il en soit, la division de gauche qui devait commencer le mouvement, avait à s'emparer avant tout d'un poste en avant de son front et qui pouvait gêner la marche de son artillerie ; les

conventionnels Pinet et Cavaignac suivaient toutes les opérations, toujours aux points les plus périlleux, ils ne cessèrent de donner le meilleur exemple aux soldats qu'ils encourageaient par leur présence ; Garrau était resté à la division du centre avec le général Delaborde. Le 24 juillet (5 thermidor) les travailleurs français étaient occupés à l'ouverture d'un chemin praticable aux convois et à l'artillerie, lorsqu'ils furent brusquement attaqués par les Espagnols qui, déployant un front de bataille assez étendu, essayèrent de gravir les hauteurs gardées par les Français ; mais les grenadiers qui se trouvaient en soutien des pionniers accoururent ; on fit avancer une pièce de 8 et un obusier ; l'ennemi qui ne voulait que surprendre les travailleurs et non livrer un combat, se retira aussitôt.

L'attaque générale n'en eut pas moins lieu le lendemain 25 juillet (6 thermidor). La division Moncey déboucha en quatre colonnes dans la vallée de Bastan : la première, par Ispéguy, était commandée par le général de brigade Digonet à la tête de 3 bataillons, 300 chevaux et deux pièces de 4 ; la seconde déboucha par Berdaritz avec 3 bataillons, sous les ordres du chef de brigade Lefranc ; la troisième avec Harispe et deux bataillons par le col d'Ariete au dessous d'Ispéguy ; la quatrième, comprenant le reste de la division c'est-à-dire 5 bataillons, 500 chevaux et l'artillerie, était commandée par le général de brigade de Castelvert ; l'infanterie légère était sous les ordres de Latour d'Auvergne qui devait déboucher par Maya. Les Conventionnels, le général Moncey et le commissaire ordonnateur Dubreton marchaient avec l'état major (1). Mais, la veille de l'invasion de la vallée, on lut dans les différents camps deux proclamations des représentants du peuple, que nous reproduisons ci-dessous, recommandant aux soldats, sous peine de mort, le respect des habitants et des propriétés.

« Les représentants du peuple près l'armée des Pyrénées Occidentales, aux braves soldats qui composent cette armée.

« Braves soldats ! il est donc arrivé ce moment si longtemps désiré, attendu avec une si vive impatience, ce moment où la brave armée des Pyrénées Occidentales, s'élevant enfin au-dessus de tous les obstacles que la malveillance avait fait naître

(1) Cit. B...-Moniteur.

« autour d'elle pour la condamner à la nullité, va prouver à l'Europe qui la contemple qu'elle est la digne sœur des armées du Nord et du Midi ; qu'à leur exemple elle vengera la patrie, terrassera les despotes et immolera leurs satellites ; que, comme elles, après avoir purifié la terre de la liberté, souillée par la présence des esclaves, elle ira porter les armes triomphantes de la République sur le territoire ennemi, et y faire flotter l'étendard tricolore.

« Soldats de la liberté, destructeurs de la tyrannie et du fanatisme, vous devant qui tous les trônes s'écroulent, vous que le flambeau de la Raison précède, vous qui donnez à l'univers, à la postérité, l'exemple étonnant d'un peuple aussi juste que courageux, aussi grand que redoutable, aussi magnanime que terrible, votre destinée est à jamais fixée : par vous la liberté, que le fanatisme et le despotisme avaient chassée du milieu des peuples, va voir son empire rétabli, et le bonheur du genre humain sera votre ouvrage.

« En pénétrant sur le territoire ennemi, braves soldats ! ce n'est pas votre courage, votre énergie et votre dévouement à la patrie que nous vous rappellerons ; vivant au milieu de vous, partageant vos travaux et vos dangers, vos représentants vous connaissent ; ils savent que vous n'eûtes jamais besoin d'être stimulés pour voler au combat ; mais nous vous répétons, chers camarades, ce que le peuple français a proclamé partout : Guerre aux châteaux ! paix aux chaumières ! guerre aux tyrans et à leurs satellites armés ! paix au citoyen paisible, à l'humble toit de l'indigent, à la demeure du laboureur utile et de l'artisan laborieux ! Les despotes et leurs noirs suppôts ont diffamé le peuple le plus généreux ; c'est à notre conduite à faire taire la calomnie. Qu'ils apprennent, les tyrans et leurs valets, que la cruauté fut toujours l'apanage des esclaves et de leurs maîtres ! Le soldat de la liberté, terrible envers les ennemis qui lui résistent, ne tourne jamais ses armes contre l'homme sans défense, contre le citoyen paisible, qu'il regarde plutôt comme un frère à protéger que comme un ennemi à combattre. A ces motifs puissants sur vos cœurs, tirés de la grandeur du peuple français et de la cause sublime que nous défendons, nous en ajouterons un autre d'un grand poids auprès de vous : l'intérêt de la République.

« Les scélérats couronnés qui, en violant les droits sacrés de
« l'humanité, ont voulu nous détruire, doivent être l'objet du juste
« châtiment d'un peuple irrité ; ils doivent nous fournir un dé-
« dommagement proportionné à l'outrage qu'ils nous ont fait et
« au mal qu'ils ont voulu nous faire. Laissons aux peuples trem-
« blants sous la verge du despotisme qu'ils n'ont pas le courage
« de briser ; laissons leur des idoles qu'ils caressent encore, et
« devant lesquelles ils veulent encore se prosterner. Que nous im-
« porte le sort de ces hommes qui n'ont pas le courage de cesser
« d'être esclaves ? Mais ce qui nous importe, c'est de fixer avec
« nos armes triomphantes les limites de la République ; c'est de
« lui assigner des bornes telles que sa splendeur et sa grandeur
« future en découlent.

« Le territoire espagnol, sur lequel nous allons entrer, doit
« faire partie de la République : le drapeau tricolore qui va l'om-
« brager va en faire une propriété française, et nous allons en
« prendre possession au nom du peuple. Que la dévastation, le
« pillage, l'incendie fuient loin de vous, que l'habitant craintif
« voie son asile respecté ! qu'il trouve à vos côtés sûreté et tran-
« quillité, et qu'il apprenne enfin à chérir un peuple vengeur des
« droits violés du genre humain, que les rois et les prêtres
« avaient peints à ses yeux comme un peuple d'anthropophages !

« S'il était parmi vous, courageux guerriers, quelques traîtres
« qui, voulant déshonorer le nom français et nuire aux intérêts
« de la République, violassent les devoirs que vos représentants
« viennent de vous retracer, saisissez les, et appelez vous mêmes
« sur leurs têtes la vengeance nationale ; ils sont indignes de
« combattre à vos côtés.

« Au reste, soldats de la liberté, n'oubliez jamais que la patrie
« a les yeux ouverts sur vous ; que la reconnaissance nationale
« viendra vous dédommager des sacrifices que vous aurez faits,
« et que la seule gloire dont un soldat républicain doit être ja-
« loux, c'est de voir les lauriers qu'il aura cueillis entrelacés de
« la déclaration précieuse et solennelle qu'il a bien mérité de la
« patrie.

« Et vous, habitants des campagnes et des cités espagnoles ;
« vous, laboureurs utiles, artisans laborieux, ne fuyez pas les lé-
« gions républicaines. Jetez vous dans leurs bras, sans armes,
« sans défense, et vous trouverez en elles protection et sûreté

« pour vous, pour vos femmes, pour vos enfants et vos propriétés. Le soldat Français a juré d'exterminer l'homme armé pour les tyrans ; mais ce fer si terrible dans ses mains respectera toujours celui qui sans défense réclamera son appui et son indulgence ; il respectera également ses opinions, ses mœurs, ses coutumes et ses usages.

« Restez donc dans vos paisibles demeures, cultivez vos champs, récoltez vos moissons, travaillez à vos ateliers et la liberté, planté au milieu de vous, vous fera sentir la distance immense qui existe entre les vengeurs des droits des peuples et les esclaves se mouvant sous la verge du despotisme. Le soldat Français veut vous conquérir à la liberté, non par la terreur de ses armes, mais en gagnant vos cœurs et en éclairant vos esprits.

Signé, GARRAU, CAVAINAC, PINET aîné.

« Les représentants du peuple près l'armée des Pyrénées Occidentales, en conséquence de la proclamation qu'ils viennent de faire, dans laquelle, d'un côté, ils invitent les habitants du territoire espagnol sur lequel l'armée des Pyrénées Occidentales va se porter à ne pas abandonner leurs demeures, promettant à ceux qui, sans armes et sans défense, s'abandonnant à la générosité française, protection et sûreté ; de l'autre, ils exhortent le soldat de la liberté à rejeter loin de lui toute idée de pillage, de dévastation et d'incendie, et à conserver soigneusement un territoire précieux qui va devenir une propriété de la République.

« Considérant que tous les vrais défenseurs de la patrie, entraînés par les puissantes considérations mises sous leurs yeux par les représentants du peuple, ont déjà juré de n'être terribles qu'aux satellites du despotisme, de protéger les habitants paisibles, se livrant sans défense et avec confiance à la générosité française ; de respecter leurs domiciles, leurs propriétés, leurs coutumes, leurs mœurs, leurs usages : que ces droits gravés dans le cœur des soldats républicains, ne pourront être violés que par quelques ennemis de la gloire d'une des plus braves armées de la république, qui, en commettant des actes indignes d'elle, voudraient ternir ses lauriers : qu'on doit s'empresser de punir avec la dernière sévérité de pareils hommes, que la perfidie et la trahison seules ont placés dans nos légions répu-

« blicaines pour y introduire la honte et le déshonneur, et pour
« compromettre les intérêts de la patrie ;

« Considérant que l'intérêt du soldat, celui de l'armée se trou-
« vent liés aux puissantes considérations déjà tracées ; que l'ex-
« périence a mis sous nos yeux des exemples fréquents de vic-
« toires arrachées à des armées qui, après avoir battu leurs enne-
« mis, se sont livrées au désordre en s'abandonnant au pillage ;
« qu'une telle défaite devient alors pour l'armée qui l'a subie la
« honte la plus ineffaçable, et qu'elle fait tomber sous le fer d'un
« ennemi déjà vaincu le soldat victorieux victime de son impru-
« dence ;

« Considérant que ce danger devient plus grand à mesure qu'u-
« ne armée avance sur le territoire ennemi : que les conséquences
« en sont plus terribles, j'attends qu'étant environnée d'hommes
« intéressés à sa perte, non-seulement la plus légère imprudence
« peut lui enlever le fruit d'une longue suite de succès, mais en-
« core la livrer à une destruction toute entière ; qu'on ne saurait
« mettre en usage des mesures trop sévères pour prévenir ces
« maux, pour conserver de bons soldats à la patrie, une brave
« armée à la République, pour éloigner des revers honteux aux
« armées françaises, et pour ne pas voir changer des jours d'allé-
« gresse en des jours de deuil, arrêtent :

« Art. I. Il est défendu à tout soldat français de quitter son
« drapeau après une action, pour quelque cause que ce puisse
« être, à moins qu'il n'en ait obtenu l'ordre de son chef.

« II. Tout militaire qui, au mépris de cette défense, abandon-
« nera son drapeau ou ne le rejoindra pas lorsque le rappel sera
« battu, subira la peine de trois ans de fers pour le soldat, de
« quatre pour le sous-officier, et de six pour l'officier.

« III. La dévastation, le pillage et l'incendie commis, sans l'or-
« dre des généraux, sur le territoire espagnol, seront punis de
« mort.

« IV. Seront également punis de mort ceux qui se porteront à
« quelques excès ou outrages envers les habitants sans défense,
« hommes, femmes et enfants. Les vieillards, les femmes et les
« enfants sont spécialement mis sous la sauvegarde de la loyauté
« française.

« V. Protection, secours et sûreté sont promis aux habitants du
« territoire espagnol qui ne s'armeront pas pour combattre les

« soldats de la liberté ; ceux qui, dédaignant cette marque d'humanité et de fraternité, tourneront leur fer contre les phalanges républicaines et seront pris les armes à la main, seront traités comme ennemis.

« VI. La dilapidation des cartouches devant être regardée comme un délit national et comme pouvant avoir les conséquences les plus dangereuses, tout militaire qui, le combat une fois fini, se permettra d'en brûler une seule, de tirer un seul coup de fusil, sera puni, le soldat d'un an de fers, le sous-officier de deux, et l'officier de trois.

« VII. En défendant le pillage aux soldats républicains, les représentants du peuple renouvellent leur arrêté par lequel ils déclarent que le tiers de la valeur des prises appartiendra aux preneurs.

« VIII. Le soldat qui, au mépris de cette déclaration, serait assez peu délicat pour s'approprier la totalité ou partie d'une prise quelconque, priver par ce moyen la République de la part qui doit lui revenir, et ses camarades de celle qui leur est attribuée, sera condamné à une amende double de la valeur de l'objet qui sera soustrait, et à trois ans de fers. Ne sont point compris dans le présent article les effets et dépouilles trouvés sur l'ennemi tué ou fait prisonnier.

« IX. Tous les délits désignés dans les articles ci-dessus seront jugés par une commission militaire sur les lieux mêmes où le délit aura été commis. Le jugement sera exécuté sur le champ, et ceux qui auront mérité la mort seront fusillés à la tête des colonnes.

« X. Cette commission sera composée de cinq membres nommés par le commandant de la troupe ; elle jugera sans jurés, et elle appliquera à l'accusé d'après sa conviction intime les différentes peines prononcées dans les articles II, III, IV, V, VI, et VII, suivant la nature du délit qu'il aura commis.

« XI. Tous les individus déportés de France en vertu des lois de la République, qui se trouvent domiciliés dans l'étendue des territoires conquis, sont tenus d'en sortir dans les vingt-quatre heures à partir de la publication du présent arrêté, sous peine d'être traités comme émigrés français.

« XII. Les habitants du pays conquis remettront leurs armes entre les mains des commandants militaires dans le délai de

« vingt-quatre heures après la publication du présent arrêté ;
« ceux qui seront convaincus de les avoir soustraits seront tra-
« duits devant la commission militaire et punis de mort.

« XIII. Les assignats seront reçus dans toutes les caisses publi-
« ques et dans les transactions commerciales ; ceux qui les refu-
« seront, les décrieront, les falsifieront, et ceux qui en colporte-
« ront de faux, seront traduits devant la commission militaire, et
« punis conformément aux lois de la République sur cet objet.

« XIV. Pour prévenir l'augmentation que des malveillants pour-
« raient donner aux marchandises et denrées du pays à raison de
« l'introduction des assignats, le maximum arrêté pour le district
« d'Ustaritz sera suivi dans tous les pays conquis sur l'Espagnol.

« XV. Les impositions établies dans les pays conquis, sous
« quelques dénominations qu'elles existent, continueront d'être
« perçues au profit de la République.

« XVI. L'exécution du présent arrêté est recommandée à la vi-
« gilance du général en chef, des différents généraux et officiers
« de l'armée ; il sera mis à l'ordre, imprimé, affiché, distribué
« aux bataillons, et lu à la tête de chaque compagnie.

« A l'avant-garde de l'armée, le 30 messidor l'an 2 de la républi-
« que française une et indivisible.

« PINET aîné, GARRAU, CAVAINAC. »

Ces proclamations produisirent les effets les plus salutaires parmi les troupes. La première colonne engagée fut celle du général Digonet qui débouchant par Ispéguy marchait sur Errazu ; la route qui conduit de ce col à ce petit village, est couverte par un défilé que les Espagnols avaient fortement retranché ; l'artillerie, suivant un sentier à peine tracé, parvint après les plus grands efforts à passer sur le plateau de droite et quelques coups de canon suffirent pour faire abandonner à l'ennemi une sorte de lunette qu'il avait construite sur le chemin ; les Espagnols se réfugièrent en désordre dans quelques maisons d'Errazu qu'ils avaient crenelées, mais forcés d'évacuer ce poste ils furent de nouveau se placer sur une éminence qui, à environ une lieue en arrière de ce dernier village, couvre la gorge d'Arizcun ; mais voyant les Français revenir à la charge, ils évacuèrent cette importante position aux premiers coups de fusils et continuèrent leur retraite jusqu'à Elizondo.

Mais pendant ce temps les corps Français, débouchant de Maya et du col d'Ariete, commencèrent à montrer leurs têtes de colonnes. Le fort de Maya évacué par ses défenseurs avait été pris par les républicains qui poursuivaient sans relâche ces troupes démoralisées ; d'un autre côté, la colonne descendue par Berdaritz s'avança si rapidement sur Elizondo que les Espagnols ne s'y croyant pas en sûreté l'évacuèrent immédiatement. Malheureusement pour eux, la route de Vera était coupée par le général Castelvvert qui, avec trois bataillons, s'était établi sur les hauteurs dominant Echalar. Les Espagnols se retirèrent alors sur Saint-Estevan ; ils devaient y passer la Bidassoa et par la vallée de Lerins aller se rallier à Oyarzun ; ils firent assez tranquillement leur retraite, couverts par la légion Royale des Pyrénées et emmenant leur artillerie et leurs bagages. Depuis, l'une des deux colonnes Espagnoles fut affectée à couvrir Pampelune, en s'établissant à Almandos, tandis que la seconde mit la vallée de Lerins en état de défense. Grâce aux habiles dispositions des généraux, la vallée de Bastan venait enfin et presque sans combat de tomber entre les mains des Français ; l'enthousiasme fut général, quand on songea aux immenses approvisionnements de tout genre qu'elle renfermait et qui devaient servir à nourrir à réconforter les troupes ; mais, si le pillage était défendu aux soldats sous peine de mort, il n'en fut pas de même pour ceux qui furent chargés de recueillir les fruits de cette riche conquête, car, d'après le citoyen B... témoin de ces faits, « on confia, dit-il, à une agence le soin de
« recueillir les produits de la récolte ; 1,500 quintaux de froment
« et 1800 de maïs furent les fruits de cette gestion qui coûta prodigieusement à la République. C'est une chose connue que le pays
« rapportait chaque année au moins 8,000 quintaux de froment et
« 15,000 quintaux de maïs, et à peine la quatrième partie des propriétés fut-elle exempte de la confiscation. Au reste les lois sur
« l'émigration étaient appliquées aux biens, mais non aux personnes des fugitifs. »

Les vainqueurs trouvèrent dans le fort de Maya 4 pièces de canon en fer et 6,000 fusils qui furent immédiatement dirigés sur Bayonne où se trouvaient les ateliers de réparation.

Le 6 thermidor, 4 bataillons français suivirent la route d'Elizondo à St-Estevan, qui longe la Bidassoa sur sa rive droite, et va ensuite aboutir à Echalar déjà occupé par les Français.

Ce mouvement avait pour but de rechercher le contact avec la division du centre qui devait ce même jour commencer ses opérations.

Le général Castelvvert s'était emparé d'Echalar et de ses hauteurs, dès le premier jour de l'occupation de Bastan ; sa colonne rencontra seulement quelques troupes de paysans armés qui ouvrirent une vive fusillade, il leur dépêcha quelques sous-officiers pour leur parler, et les fit précéder d'une vieille femme portant la proclamation adressée par les représentants à l'armée ; les paysans écoutèrent la lecture qui leur en fut faite, et voyant qu'on n'en voulait ni à leurs personnes, ni à leurs propriétés, ils baissèrent leurs armes, et brûlant leurs cartouches après les avoir déchirées, ils se retirèrent aussitôt (1).

CHAPITRE X.

Les redoutes du Comissary. — Marche de la division du centre. — Prise des ouvrages espagnols et de Vera. — Concentration des divisions de gauche et du centre. — Bombardement des lignes de la Bidassoa. — Passage de la Bidassoa par la division de droite. — Prise du mont St-Martial et de Fontarabie.

Examinons maintenant, aussi succinctement que possible, quels étaient les obstacles à vaincre par la division du centre à son entrée en Espagne. Les troupes Espagnoles qui eurent toujours, et qui ont encore une prédilection bien marquée pour la fortification de campagne, avaient couvert d'ouvrages d'art les passages qu'elles craignaient de voir forcés. De Biriatu à Vera, une longue ligne non interrompue de retranchements s'étendait en se commandant mutuellement ; mais ils avaient surtout accumulé sur la montagne du Comissary les travaux de toute nature et en avaient pour ainsi dire fait leur chef-d'œuvre (2). Cette montagne, quoique peu élevée, est d'un accès extrêmement difficile, surtout pour un assaillant venant de France ; elle domine la chaîne des Pyrénées et est divisée à son sommet en deux mamelons qui avaient été couronnés par deux puissantes redoutes ;

(1) Moniteur.

(2) Moniteur.

l'une d'elles avait son revêtement en étoile et les Espagnols étaient encore occupés à la renforcer en construisant à son centre un cavalier devant servir de réduit ; cette redoute bien flanquée était protégée par un large fossé, garni d'une palissade et de chevaux de frise ainsi que de planches hérissées de clous ; en outre un quinconce de 6 rangées de trous à loups bien garnis de pieux l'entourait de toute part ; Cagigal, officier énergique, avec un bataillon du régiment de Zamora et deux obusiers, était spécialement chargé de sa défense. L'autre redoute, moins bien armée, était ouverte à la gorge : c'était une faute qu'on commençait à réparer en y construisant une traverse. Ces deux redoutes, qui formaient le point capital de la défense, étaient environ à une portée de fusil l'une de l'autre, et reliées entr'elles par un épaulement à redans mais sans fossé ; en dedans de ce revêtement on avait construit quelques barraques en bois destinées au logement des troupes. Les flancs de ces ouvrages étaient protégés par deux batteries ; l'une nommée Marie-Louise enfilait la gorge d'Olette, et l'autre dite de Sainte-Barbe défendait et commandait le chemin de Sare ; quelques petits camps faiblement retranchés complétaient ce système.

Le 6 thermidor, les troupes de la division du centre se mirent en marche vers 9 heures du soir : elles étaient divisées en 3 colonnes chacune forte de 3 bataillons. La première, commandée par le général de brigade Dessein, partit de Mandale, et arriva vers 3 heures du matin devant les redoutes du Commissary ; le général fit attaquer sur le champ, un feu des plus vifs accueillit la colonne française dont les soldats cherchèrent un asile entre les saillants des redans qui unissaient les deux redoutes. La colonne, après s'être reformée, se précipita à l'assaut avec un courage héroïque, des gerbes de mitraille semèrent la mort dans les rangs des Français ; l'adjudant général Frère fut tué, un moment d'hésitation allait tout perdre, lorsque le général Dessein, ralliant ses soldats et se réfugiant avec eux dans les logements établis entre les deux redoutes, s'aperçut que celle de droite était ouverte à la gorge ; s'y précipiter, s'en emparer en tuant les défenseurs, ne fut que l'affaire d'un moment ; l'artillerie dont cette redoute était armée, fut aussitôt pointée sur la redoute à étoile qui à si courte portée est aussitôt criblée de projectiles ; une grêle de balles blesse et tue les défenseurs ; Cagigal et le

bataillon de Zamora soutiennent bravement le feu ; mais pendant ce temps, la colonne du centre qui venait de traverser la gorge d'Olette, en évitant les feux de la batterie de Marie-Louise, essaya à son tour l'escalade. En ce moment l'épuisement des munitions contraignit les Espagnols à se rendre, le commandant du bataillon de Zamora fut sauvé non sans peine des mains des soldats français qui, le prenant pour un émigré, voulaient l'exécuter immédiatement.

La victoire des troupes républicaines était complète ; les batteries de Marie-Louise et de Sainte-Barbe évacuées sans combat par les Espagnols furent occupées par la troisième colonne de gauche qui, sous le commandement du général Pinet, déboucha par la gorge de Sare et s'en empara sans coup férir.

Les pertes de la division du centre s'élevèrent à 200 morts et 300 blessés, appartenant presque tous à la 148¹/₂ brigade qui formait la colonne la première engagée ; on fit aux Espagnols 320 prisonniers dont 12 officiers, et on recueillit dans les ouvrages 7 pièces de canon et 2 obusiers. La prise du mont du Commissary allait avoir pour les Espagnols des conséquences immenses ; les positions qu'ils avaient si soigneusement fortifiées à Fontarabie, Irun et St-Martial allaient être tournées ; et si l'évacuation de ces ouvrages ne se faisait pas avec la plus grande rapidité, les troupes elles-mêmes allaient se trouver enveloppées et obligées de mettre bas les armes. Les Espagnols quittèrent bientôt le poste jusque là si important de Biriatu, et Vera tomba entre les mains des Français.

Le point de jonction des divisions de gauche et du centre était à Lesaca, au-delà de la Bidassoa, dont l'ennemi avait rompu tous les ponts. Le 9 thermidor, Moncey concentrant rapidement son corps parvint, après une marche de 14 heures à travers les difficiles montagnes d'Atchiola, jusque sur cette rivière qu'il côtoya un instant et qui fut bientôt passée dans un gué assez profond, aux cris de : Vive la République ! Le lendemain il était réuni à la division du centre. Après un conseil de guerre tenu par les officiers supérieurs de ces deux divisions, elles se remirent en marche le 13 thermidor ; il s'agissait de dépasser par la rapidité des mouvements les quelques troupes espagnoles, qui se trouvaient encore dans la vallée de Roncevaux et dans le Roncal. Ces divisions devaient ce jour-là se porter jusqu'au pied de la

montagne d'Aya, dont la crête était défendue par un corps nombreux d'infanterie espagnole ; la possession de ce point était capitale pour les ennemis, car il couvrait les derrières de St-Martial et des ouvrages qui avaient été élevés sur la rive gauche de la Bidassoa ; malheureusement, toute la journée du 13 thermidor l'atmosphère resta tellement chargée de brouillard qu'on fut obligé de remettre l'attaque au lendemain.

Le 14, la montagne fut enfin escaladée et le camp forcé sans grande résistance, quoiqu'il fut, paraît-il, très facile à défendre ; en ce moment, on entendit le bruit du canon et de la fusillade ; c'était la division de droite commandée par Frégeville qui, croyant la prise de l'Aya effective de la veille, attaquait le 14 comme il était convenu. Voyons maintenant quelle était la nature des obstacles que les Français avaient à surmonter sur ce point. Si on examine avec quelque attention une carte de la frontière et de l'embouchure de la Bidassoa, on verra combien l'ensemble des travaux exécutés par les Espagnols se montrait sous un aspect formidable. La ligne des ouvrages ceignait la montagne de St-Martial de six étages de batteries, armées d'une nombreuse artillerie de gros calibre ; ces lignes allaient jusque près d'Irun joindre par un épaulement protégé d'un fossé, une forte redoute qui couvrait cette ville ; deux batteries de chaque côté du pont de Béhobie l'enfilaient entièrement et pouvaient encore défendre le cours de la Bidassoa ; Irun était unie à Fontarrabie par une nouvelle ligne de batteries qui, s'appuyant sur les cinq bastions de cette dernière ville, alors bien pourvue d'artillerie et de munitions, résumait un système de défense, aussi bien conçu qu'habilement exécuté ; enfin, le fort du Figuier protégeait l'embouchure du fleuve.

Le général Lespinasse, chargé par Muller de préparer en même temps le passage des troupes et le bombardement de Fontarrabie, avait installé à plus de 1,500 mètres des batteries armées de mortiers à la Gomer (1) desquels il attendait le plus grand effet ;

(1) Gomer, maréchal-de-camp et inspecteur du corps de l'artillerie, inventa en 1785 un mortier dont la chambre en forme de cône tronqué ne paraît être qu'une suite de l'âme. Par ce moyen, la bombe qui pourrait se trouver d'un calibre moindre que celui qu'elle doit avoir, touche toujours exactement dans ce mortier les parois intérieures de l'âme et n'offre aucun vide au fluide élastique pour s'échapper à pure perte ; la poudre agit par conséquent contre le projectile avec toute la force dont elle est capable — Manuel du l'artilleur, par T. d'Ortubie, an III.

ces batteries masquées furent établies sur des hauteurs à côté du plateau d'Hendaye. Le 6 thermidor le feu commença sur toute la ligne; toutes les batteries tirant par dessus la Bidassoa avec une rare justesse envoyèrent dans Fontarabie une grêle de bombes et d'obus qui y exercèrent les plus affreux ravages; le bombardement dura 8 jours; pendant ce temps, une division navale, formée par les soins des représentants avec les ressources qu'ils empruntèrent à Bayonne et à Saint-Jean-de-Luz et se composant de la frégate *La Bayonnaise*, quelques cutters, chaloupes, canonnières, et une quinzaine de pinasses armées en guerre, apparut à l'embouchure de la Bidassoa; l'éloignement prêta à cette petite flotte une apparence formidable qui ne contribua pas peu à la démoralisation de l'armée espagnole, laquelle commença alors à craindre une tentative de débarquement du côté du cap Figuiér. Le 14 thermidor au matin, le général Lespinaße, ayant fait, pendant la nuit précédente, préparer son artillerie pour protéger le passage des troupes, ouvrit un feu terrible contre les redoutes et les batteries espagnoles; la division de droite, massée, attendait avec impatience le moment de se signaler. Bientôt, une colonne, formée de deux bataillons, franchit le pas de Béhobie, simulant ainsi une attaque sur le flanc droit ennemi; ce point était du reste devenu très faible depuis la prise des redoutes de Vera et l'évacuation de Biriattu; l'attention des Espagnols fut un moment détournée et profitant habilement de leur hésitation, 4 bataillons, commandés par le général de brigade Dessein, accompagné du représentant Garrau, se formèrent en colonne d'attaque et, malgré les feux d'une batterie, traversèrent à gué la Bidassoa en ayant de l'eau jusqu'à mi-jambe; bientôt suivis de 3 autres bataillons, les Français s'élevèrent sur les derrières de St-Martial en s'emparant de deux batteries mal défendues. Les divisions de Moncey et Delaborde qui venaient de s'emparer de la montagne d'Aya, se portèrent sur le champ à Oyarzun, espérant couper la retraite à la gauche espagnole qui n'avait pas encore abandonné ses positions; les ennemis se retirèrent en ce moment protégés par les régiments d'Ultonia, de Reding, 2 bataillons de gardes wallones et le régiment provincial de Thuyg; l'ordre donné par le comte de Colomera de faire sauter les magasins à poudre, fut exécuté à la lettre, mais si malheureusement que l'un d'eux fit explosion au moment où ses troupes passaient près de lui;

ce désastre fit dans leurs rangs des ravages affreux, mais ils firent malgré tout bonne contenance, et toujours combattants sans se laisser entamer, ces braves soldats passèrent près d'Oyarzun, au moment où les colonnes de Moncey et Delaborde commençaient à y déboucher; l'arrière-garde espagnole fut alors rejointe par la cavalerie des régiments de Farnésio, Montera et les soldats d'Ubeda qui réussirent, par quelques charges énergiques, à empêcher que cette brave infanterie ne fut entourée. Les Espagnols ne s'arrêtèrent que sur les positions d'Hernani; une nuée de tirailleurs français les y suivirent en profitant des vergers et des haies dont ce pays est semé, et faisant de nombreuses prises à chaque pas.

Les trois divisions françaises se joignirent à Oyarzun. Le représentant du peuple Garrau, suivi de 300 grenadiers commandés par l'adjoint aux adjudants généraux Lamarque, poursuivit un instant les Espagnols sur la route d'Oyarzun, mais revenant bientôt sur ses pas, il fut se placer sur les hauteurs qui couronnent Fontarabie; une volée de mitraille accueillit la petite troupe et tua trois grenadiers aux côtés de Garrau; il somma aussitôt la ville de se rendre et le capitaine Lamarque y entra comme parlementaire. Fontarabie, dont le passé fut si glorieux et qui a tenu une si large place dans l'histoire de cette frontière, ne devait pas cette fois résister avec ce courage qui lui fit accorder par ses souverains le titre supérieur de très noble et très fidèle. Après avoir repoussé l'armée du prince de Condé en 1638, elle avait été fortifiée selon le système de Vauban; mais sa courtine était en très mauvais état et les travaux d'attaque du maréchal de Berwick en 1719 s'y voyaient encore tracés en marques redoutables; sans ouvrages avancés, sans dehors et quoique très endommagée par le bombardement que venait de lui faire subir le général Lespinnasse, elle était malgré tout encore en état de résister parfaitement à un coup de main, et il eut été impossible à l'armée républicaine, dépourvue d'équipage, de tenter un siège régulier.

La ville était commandée par don Vicente de los Reyes avec 6 ou 700 hommes et 50 pièces de canon en batterie; à l'arrivée du capitaine Lamarque, il rassembla le conseil de guerre composé de 2 capitaines, un curé, le major de la place, le chef de

l'artillerie et quelques autres officiers (1); les Espagnols ne voulaient pas se rendre sans avoir consulté les habitants et demandaient vingt-quatre heures de réflexion ; le capitaine Lamarque leur-mit alors sous les yeux la sommation suivante que leur faisait le représentant Garrau :

« Le commandant de la place de Fontarabie est sommé de la
« livrer à l'armée de la République; il ne lui est accordé que
« 6 minutes pour délibérer; ce délai passé, il ne sera accordé
« aucune capitulation, la garnison et lui seront passés au fil de
« l'épée.
« De la redoute dite des Capucins, le 14 thermidor l'an 2 de la
« République une et indivisible.

« Le représentant du peuple, signé,
GARRAU. » (2)

Que pouvait faire la garnison en cette circonstance ? Elle avait vu l'armée Espagnole se retirer toute entière. Sans espoir d'être secourus, une panique général saisit les défenseurs de Fontarabie et à 6 heures et demi du soir le 14 thermidor 1794 ils signèrent la capitulation suivante :

« Au nom de la République française.

« Nous, représentants du peuple français et général en chef de
« l'armée des Pyrénées Occidentales, sur la demande faite par le
« commandant de la place de Fontarabie de 24 heures pour se
« décider à la livrer à l'armée de la République, lui répondons que
« l'armée qui, par une suite de victoires, se trouve maîtresse de
« faire la loi à la ville dont le commandement lui est confié, ne lui
« accorde que jusqu'à 5 heures pour se rendre aux conditions
« suivantes :

« Art. I. La garnison sortira avec tous les honneurs de la guerre;
« déposera ses armes devant l'armée de la République et sera pri-
« sonnière de guerre.

« II. Tous les magasins d'artillerie et autres bouches à feu, ar-
« mes, munitions, etc. seront remis à la nation française dans le
« même état où ils se trouveront dans le moment actuel.

« III. Il ne sera accordé aucun chariot couvert.

« Fait à Fontarabie le 1^{er} août 1794

« Signé : Vicente de los Reyes commandant de la place ; Muller

(1) Lettre des représentants du peuple au comité de salut public.

(2) Moniteur,

« général en chef de l'armée de la république. Pinet aîné, Cavai-
« gnac, Garrau représentants du peuple près l'armée des Pyrénées
« Occidentales. »

Selon les articles de la capitulation, la garnison sortit avec les honneurs de la guerre et fut envoyée en partie à Bayonne et dans les villes de l'intérieur ; on reprocha plus tard à Don Vicente de los Reyes cette prompte reddition qui amena plusieurs auteurs espagnols à s'étonner de voir les Français, appuyer sur un fait qu'ils voudraient voir tomber dans l'oubli. Quoiqu'il en soit la *Gazette de Madrid* attribua cette prompte capitulation à l'influence de la municipalité qui ne se souciait pas de supporter les horreurs d'un siège ; cette municipalité demanda alors à être jugée par un conseil de guerre, mais le roi Charles IV, après une enquête ouverte sur ces faits, accorda à la ville le titre de toujours fidèle (*muy siempre fidel*, (1).

Les résultats matériels de cette journée et des opérations précédentes furent immenses ; l'armée républicaine recueillit 2,000 prisonniers, 200 bouches à feu, 10 à 12,000 fusils 15 à 1,600 tentes et s'empara de nombreux magasins de subsistances et de munitions de toute sorte ; 4,000 bombes, obus et boulets, ainsi que 30 à 40 chaloupes de pêcheurs, 3 petits navires à deux mats et une chaloupe canonnière armée d'un canon de 24 et d'un obusier tombèrent entre les mains des Français ; enfin cinq drapeaux pris à l'ennemi furent présentés à la Convention par le capitaine Lamarque nommé adjudant général en récompense de ses services.

L'armée Espagnole s'était retirée à Hernani dans le plus grand désordre ; les troupes commirent de tels excès en se retirant, que la deputation foral condamna à la peine de mort ceux qui seraient saisis en flagrant délit de pillage ; à peine, si le général en chef Colomera put réunir 4 jours plus tard 4,000 combattants à Tolosa.

(1) Soraluece, Hist. du Guipuzcoa.

CHAPITRE XI

Prise d'Hernani. — Capitulation de Saint Sébastien. — Réunion de la junte de Guipuzcoa à Guétaria. — Pinet casse les états. — Conduite de Pinet dans le Guipuzcoa. — Formation d'une nouvelle junte à Mondragon. — Prise de Tolosa. — Deux colonnes d'expédition françaises en Guipuzcoa.

Le 15 thermidor (2 août) l'armée républicaine se mit de nouveau en mouvement, car elle avait d'autres lauriers à cueillir. Placé à Hernani le général Colomera interdisait aux Français par cette position un peu hardie le siège de Saint Sébastien, car un simple changement de front de la part des ennemis les aurait mis entre deux feux. Résolus à lui enlever ces hauteurs, les chefs des divisions Délaborde et Frégeville marchèrent en deux colonnes sur ce point qu'ils ne trouvèrent du reste occupé que par quelques retardataires de l'armée espagnole ; la cavalerie française se déploya rapidement et l'artillerie ouvrit son feu contre ces hauteurs ; elles tombèrent entre leurs mains sans l'ombre d'une résistance.

Pendant ce temps, Moncey et sa division, environ 6,000 hommes, s'emparant du Passage (1), de Renteria et Lezo, arriva sous les murs de Saint Sébastien, dont il trouva les ponts coupés : il s'établit aussitôt sur les hauteurs et envoya un parlementaire pour inviter la ville à se rendre.

On nous permettra d'esquisser ici à grands traits la physionomie militaire de Saint Sébastien ; nous espérons qu'on comprendra facilement les services immenses que cette ville eut pu rendre à la cause espagnole si elle eût obligé les Français à faire un siège régulier. Formant un quadrilatère à peu près parfait, cette ville est appuyée par un de ses côtés au mont Orgullo qui la domine et qui la protège des vents du large : cette hauteur, défendue par une petite citadelle mal entretenue et sans abris casematés était selon un général renommé un vrai nid à bombes. Tous ces ouvrages sont dominés de très près par les hauteurs qui environnent la ville ; celle-ci était alors défendue par une enceinte en maçonnerie où d'anciens boulevards terrassés faisaient l'office de bas-

(1) Deux navires espagnols l'un chargé de poudre et l'autre de vin et de morues vinrent au Passage tomber entre les mains des Français.

tions; mais sa meilleure défense était la mer qui l'entourait de toute part, et ne laissait devant le front sud, qu'un étroit terre-plein immédiatement battu par les feux d'un ouvrage à cornes et des bastions qui l'enfilaient complètement. Ce terre-plein était relié à la terre ferme par un pont de bois que les troupes de la République trouvèrent rompu. On peut trouver assez singulier la prompte reddition de cette ville, quand on sait que 70 ans auparavant elle soutint longtemps tous les efforts du maréchal de Berwick, et que 19 plus tard en 1813 défendue par le général Rey et attaquée par une puissante armée elle devait tenir pendant 69 jours de tranchée ouverte en faisant éprouver aux Anglais une perte double de l'effectif de la garnison.

Mais la municipalité de Saint Sébastien n'était pas décidée à se défendre, l'alcade de la ville Michelena et la population gagnés en partie aux idées nouvelles apportées par les armées de la République accueillirent favorablement Latour d'Auvergne, que sa connaissance de la langue espagnole avait fait choisir comme parlementaire; après quelques hésitations habilement vaincues, la garnison se décida à se rendre et la capitulation fut rédigée dans les termes suivants :

« LIBERTÉ, EGALITÉ.

« Au nom de la République française,

« Capitulation accordée par le général commandant les troupes
« de la République au gouverneur de la ville et citadelle de
« St-Sébastien et à ses magistrats ;

« Art. I. Le gouverneur de la ville et citadelle de St-Sébastien
« les livrera aux troupes de la République dès qu'elles se présenteront.

« II. La garnison sortira de la citadelle et de la place tambour
« battant, drapeaux déployés, ira se former en bataille sur les
« glacis; arrivée là, elle déposera ses armes et sera prisonnière
« de guerre.

« III. Il sera accordé six charriots découverts pour le transport
« des équipages de la garnison seulement; ces équipages seront
« vérifiés en sortant de la place par un commissaire des guerres.

« IV. Les magistrats de la ville en remettront les clefs.

R. X:

« V. Les vaisseaux de guerre ou autres bâtiments, actuellement en rade ou dans le port, ainsi que leurs cargaisons, appartiendront à la République, excepté ceux dont les habitants justifieront être les propriétaires.

« VI. Les décrets de la Convention nationale ayant consacré la liberté des cultes, l'arrêté des représentants du peuple près de cette armée, arrêté du 30 messidor, en ayant assuré aux habitants du pays conquis le libre exercice, le général croirait faire naître un doute injurieux sur l'exécution des lois de la République et des arrêtés des représentants du peuple que d'en faire un article exprès de la capitulation.

« VII. Quant aux autres demandes relatives à des intérêts particuliers de Cité, le général prévient les habitants qu'ils pourront adresser leurs mémoires sur ces différents objets et à la Convention nationale et aux représentants du peuple près cette armée, qui s'empresseront de faire droit à leurs réclamations, si elles sont justes.

« Fait au camp devant St-Sébastien, le 16 thermidor, 2^e année de la République une et indivisible ».

« Le général de division commandant les troupes de la République,

« Signé : MONCEY. »

« MICHELENA, ZORAGA, CARDO, LOZANO, URRUTIO. »

« Approuvé par les représentants du peuple français près l'armée des Pyrénées Occidentales, au camp devant St-Sébastien, le 16 thermidor, l'an 2 de la République française une et indivisible.

« Signé : GARRAU, CAVAINAC, PINET aîné » (1).

Le lendemain, 17 thermidor, les alcades remirent les clefs de la ville entre les mains des Français et ce fut avec solennité qu'elles furent portées aux représentants du peuple. La garnison qui se composait d'environ 1,700 hommes provenant de divers dépôts, se rendit prisonnière de guerre (2) après avoir défilé devant les troupes républicaines, et fut aussitôt dirigée sur Oyarzun ; ces

(1) Moniteur.

(2) Soraluce. Hist. de Guipuzcoa.

troupes partirent avec un visage consterné et une indignation muette contre la population qui les avaient, pour ainsi dire, contraints à se rendre. Les habitants de Saint Sébastien se livrèrent alors tout entiers à la joie d'avoir su, par leur prévoyance, échapper aux rigueurs d'un siège peut-être long et meurtrier. « Ils accueillirent » dit le Citoyen B... « les représentants, les généraux, l'armée toute entière par les plus vives démonstrations d'allégresse. Dès le lendemain, les boutiques étaient ouvertes comme à l'ordinaire. On y recevait les assignats sans murmure et avec une faible perte. La plus exacte discipline était observée par les Français, et Saint-Sébastien semblait déjà une ville façonnée à la domination nouvelle. »

Les faits que nous avançons prouvent surabondamment que les Guipuzcoans ne virent pas d'un mauvais ceil l'invasion de leur pays par les Français. Les idées républicaines, propagées par la guerre, durent sans doute leur sourire ; et qui sait même, si dans l'esprit de quelques-uns d'entr'eux ne naquit pas l'idée de former une république ou un état libre sous le protectorat de la France. Sans les accuser d'avoir aidé par dessous main aux succès de leurs ennemis, tout dans leur conduite, leur prompt reddition, leur refus d'augmenter les levées provinciales, et plus encore, quelques lettres adressées à la Convention par des membres de la junta attestent la véracité des faits que nous croyons pouvoir avancer (1). Sans répondre toutefois aux objurgations de quelques historiens espagnols, que la ville était hors d'état de soutenir un siège, car non-seulement elle manquait de tout, mais encore elle avait été précédemment désarmée d'une partie de son artillerie pour en armer, paraît-il, les fameuses lignes d'Irun (2), nous

(1) Voir aux pièces justificatives.

(2) Probóse tambien este mismo en el expediente formado ano y medio despues, que carecian de canones buen numero de baterias por haberlos hecho llevar el.

General Caro a Irun, endonde se apoderaron de ellos los enemigos, segun hemos dicho. Apenas, por repetidas réclamaciones de la Provincia y de la Ciudad de San-Sebastian, se habia principado la estacada; faltaban granados de mano; no habia taces para los canones que quedaban, y solo très-bien reducidos batallones. uno de ellas de quintos recién llegados, era la dotacion de tropa. La gran mayoria del paisanaje armado del pueblo é imédiaciones, *al observar tal abandono*, que no de otro modo se debe calificar, así que las acontecimientos de los dias anteriores, no quiso encerrarse en la Ciudad. Tal era el estado de esta para la défense. Soraluce. (Histoire de Guipuzcoa).

croyons pouvoir avancer que si la ville se rendit sans offrir la moindre résistance, on doit en inférer qu'elle obéit à un autre sentiment que celui de la crainte d'un siège, et que le souvenir, toujours vivace dans l'esprit des Guipuzcoans, de l'ancienne indépendance de leur pays fut pour beaucoup dans cette prompte soumission aux lois du vainqueur.

Malgré l'état d'abandon dans lequel se trouvait, disent les historiens espagnols, la ville de St-Sébastien, les ressources qu'y trouvèrent les Français furent immenses: Hernani, Passage, Oyarzun fournirent aux troupes républicaines plus de 70,000 quintaux de froment, 20,000 quintaux de riz et de grandes quantités d'approvisionnement de toute sorte. Le citoyen B. ajoute : « tous les services de l'armée, ainsi que la marine, y puisèrent » d'abondants secours en toiles, chanvres, fer, cuivre, etc.; « l'artillerie seule eut en partage 4,000 milliers de poudre, 250 » milliers de plomb, 120 milliers de fer, sans comprendre 49 canons « de bronze, depuis le calibre de 24 jusqu'à celui de 8; 90 pièces » en fer, 2 pierreries, 6 mortiers, un obusier et multitude « d'autres effets de toute nature » (1).

La conduite de l'alcade Michelena, de l'ayuntamiento et du

(1) Le département des Basses-Pyrénées s'associa à la joie générale, la ville de Bayonne entr'autres se distingua par des divertissements et des manifestations dont nous donnons le récit extrait des archives de la ville.

2 thermidor an 2. Le conseil général, considérant que la brave armée des Pyrénées Occidentales, conduite par les représentants du peuple, vient pendant plusieurs jours de remporter des victoires signalées sur les esclaves du tiran d'Espagne, que non-seulement une artillerie immense leur a été enlevée au pas de charge, et plusieurs milliers de ses esclaves faits prisonniers, mais même des villes principales comme Fontarabie, Saint-Sébastien le Passage et autres; considérant que des conquêtes aussi rapides, aussi glorieuses doivent être célébrées avec toute la joie et l'allégresse qu'elles inspirent, surtout étant faites sans effusion de sang républicain, a délibéré, ouï l'agent national, qu'aujourd'hui et demain il sera fait des réjouissances publiques dans la cité; à commencer à 4 heures de l'après-midi, afin de ne pas enlever l'ouvrier à son travail; Qu'incontinent il se fera une proclamation à son de trompe et de tambour, pour annoncer au public ces fêtes; que les citoyens seront invités à se procurer des branches de lauriers et en orner leurs fenêtres; ils illumineront pendant la nuit jusqu'à 11 heures seulement, heure à laquelle tous les feux devront cesser, les musiciens et amateurs de musique seront invités à se réunir à la municipalité à 3 heures pour accompagner le cortège sur la place de la Liberté, il sera composé de toutes les autorités constituées; là s'ouvrira un bal qui durera jusqu'à 10 heures. Le citoyen Engieux, directeur de la comédie, sera invité à donner gratuitement aujourd'hui une pièce patriotique en lui remboursant ses dépenses. (Registre des délibérations du conseil général de la commune Archives de Bayonne.)

gouverneur militaire de Saint-Sébastien Don Alonso Molina fut condamnée par la voix publique ; la campagne terminée, l'alcade passa en 1796 ainsi que la municipalité devant un conseil de guerre et furent acquittés (1).

L'entrée des Français en Espagne fut diversement accueillie ; quand la nouvelle en arriva à la cour, le duc d'Alcudia y répondit par une violente proclamation qui devait selon lui soulever l'Espagne entière contre les envahisseurs et leur fermer le chemin de la capitale.

Cette proclamation, datée du 12 août, ne produisit cependant pas l'effet qu'on en espérait : la junta de Guipuzcoa qui se trouvait réunie à Saint-Sébastien depuis le commencement des hostilités, décida qu'elle se transporterait à Hernani ou à Tolosa, selon que le cas l'exigerait. Lorsque les Français passèrent la Bidassoa, la junta se réfugia à Guétaria, ne se trouvant sans doute pas en sûreté dans les deux villes qu'elle avait précédemment choisies ; elle convoqua une réunion extraordinaire pour le 4 août, mais, selon les historiens espagnols, les événements furent si précipités, que cette députation extraordinaire se vit à son tour obligée de se réunir le 14 du même mois pour traiter cette fois de la soumission aux troupes françaises ; cette soumission leur avait été imposée par le général en chef et les représentants du peuple ; une commission fut alors détachée pour aller présenter au représentant Pinet les propositions suivantes (2).

« Citoyens, la province de Guipuzcoa désirant éviter l'effusion
« du sang et les suites fâcheuses que la continuation de la guerre
« pourrait occasionner à ses habitants, s'adresse avec confiance à
« la générosité du peuple français et vient lui témoigner qu'elle
« désire que l'armée de la République suspende dès ce moment
« toute hostilité et que par la voie des commissaires on traite les
« moyens qui peuvent conduire à établir la tranquillité et la bonne
« harmonie ; cette province espère que les représentants du peu-
« ple français seront portés à seconder ses vœux.

« Fait à l'assemblée extraordinaire de la noble ville de Guétaria.

« Le 14 août 1794 (qui correspond au 17 thermidor.)

Signé : ECHAVE et ROMEA.

(1) Soralue

(2) Voir aux pièces justificatives.

Pour la n. et l. province de Guipuscoa,
Signé : BERNABÉ, ANTOINE DE EGAVA.

Pour copie conforme à l'original, l'interprète de l'armée :
PANDALÉ.

Conforme à l'original,
les représentants du peuple près l'armée des Pyrénées Occidentales :
PINET aîné, GARRAU, CAVAGNAC.

Malheureusement pour l'entente qui commençait à s'établir entre les représentants et la junte, un article d'une proposition faite quelques jours plus tard renversa l'édifice ; la députation, proposait : « que le Guipuzcoa serait considéré comme un état libre et « neutre, et qu'il ne fournirait aucun secours ni à la France, ni à « l'Espagne. » Cet article fut si loin de plaire aux représentants du peuple, qu'après avoir cassé les états, ils les firent enlever par une colonne d'infanterie qui se porta jusqu'à Guétaria où ils étaient assemblés ; les membres de la junte furent le lendemain même dirigés sur Hernani, Saint-Jean-de-Luz et Bayonne où ils furent écroués jusqu'à la fin de la guerre. Le Guipuzcoa tout entier ne poussa qu'un seul cri d'indignation contre ce qu'il appela une violation du droit des gens, et une nouvelle junte extraordinaire se réunit à Mondragon, petite ville encore vierge de l'invasion française (1) ; Pinet répondit à ce défi en faisant dresser la

(1) Voici, selon Soraluece, les noms des représentants de cette nouvelle Junte :

De la villa de Salinas, D. Joaquin Esteban de Romarate. — de la de Escoriaza, D. José Ignacio de Mendiya y D. Ramon José de Gastanaduy y Zamora. — Del valle de Arechavelata D. Joaquin Maria de Otalura. — De la villa de Elgueta, D. Pedro Martin de Murguia Jaurégui. — de la de Anzuola, D. Juan Antonio de Arrelus. — De la de Villareal, D. Pedro Antonio de Vecuna. — De la de Zumarraga, D. Juan Ignacio de Alzola. — De la de Elgoibar, D. Ignacio Bartolomé de Muguruza y D. Ramon de Azcarate. — De la de Eibar, D. Juan Bautista de Mendizabal y D. Ignacio Maria de Ibarzabal. — De la de Ezquioga, D. Juan Antonio de Elizalde. Del concejo de Ichaso, D. José Antonio de Urquiola. — De la villa de Gaviria, D. José Joaquin de Urquiola y D. Juan Ignacio de Gastanaga. — Como capitulares y vecinos concejantes de la citada villa de Mondragon. ademas del Alcalde y notario antedichos, asistieron tambien D. Algel de Echavarri, D. Santiago Elias de Aranguren y otros qui siguieron alternando la representacion. Agregaronse en los des dias siguientes : De Vergara, D. Martin José de Murua y Eulate y D. Lorenzo Elizburu. — De la villa de Onate, D. Felipe Antonio de Sarria y D. José Javier de Antéa. — De la villa de la Elgueta, D. José Antonio de Zueueta ; et de la villa de Legazpia, D. Juan Antonio de Goridi y D. Pedro de Azcarraga.

La primera junta, de 1 de setiembre, eligio su diputacion à guerra,

guillotine sur la place neuve de Saint Sébastien, et bientôt, violant la capitulation, il fit régner dans la ville le décret du 24 thermidor (1). Il se vengea alors, de l'impudence avec laquelle la nouvelle junte l'avait bravé en se réunissant, et fit administrer la province par des hommes à lui ; il nous aliéna ainsi le cœur d'un peuple qui avait déjà envisagé sans terreur la possibilité de devenir français (2).

Les prêtres et les nobles furent arrêtés ; les églises fermées, et suivant le citoyen B... les Espagnols qui n'avaient pas fui l'arrivée des troupes françaises furent obligés de rentrer dans l'intérieur de la Péninsule.

Pendant les quelques jours qui s'écoulèrent, l'armée républicaine avait continué ses progrès ; aussitôt qu'Hernani fut évacué par les Espagnols, des avant-postes furent poussés jusqu'aux portes de Tolosa (3) ; entre ces deux villes, les colonnes françaises s'emparèrent d'importants magasins de grains, ainsi que de plusieurs fabriques. L'armée espagnole, alors excessivement étendue, présentait un front d'une faiblesse extrême ; le comte de Colomera, ne sachant comment couvrir la Castille, et connaissant l'impuissance de son gouvernement à lui envoyer des renforts, s'adressa à la province de Biscaye pour obtenir les secours dont il avait le plus grand besoin ; cette province répondit par le plus chaleureux accueil aux demandes qui lui furent faites, et ordonna sur le champ une levée en masse de tous les hommes valides de 17 à 60 ans. Quelques autres provinces espagnoles offrirent spontanément de l'argent et des hommes, et se préparèrent à soutenir la lutte.

Mais pendant ces grands préparatifs, la division Frégeville, à laquelle la reddition de Saint Sébastien avait rendu sa liberté de manœuvre, détacha deux bataillons en deux colonnes qui heurtèrent l'ennemi le 9 août vers cinq heures du matin et le refoulèrent après une très vive résistance. La gauche des Espagnols fut débordée et les deux partis entrèrent pêle mêle dans Tolosa ; les

compuesta de los sres, siguientes : El Conde de Villafranca. D. Martin José de Murua y Eulate y D. Ramon de Gastanaduri. Tambien en la segunda eligio à D. José de Vicente de Heriz, Asesor-présidente, y à D. Mateo de Heriz. Secrétaire de Juntas y Diputacions.

(1) Cit. B...

(2) Pièces justif.

(3) Moniteur.

Français furent vivement chargés dans les rues de Tolosa par le régiment de cavalerie Farnése qui fut à son tour repoussé par un escadron du 12^e hussards ; Tolosa qui était l'objectif de Frégeville fut alors occupé par les troupes françaises ; l'armée espagnole se retira à Lécumberri.

Avant que l'expiration de ses pouvoirs proconsulaires ne vint l'atteindre, Pinet organisa deux petites expéditions qui terrifièrent le pays. Une dissension ayant éclaté entre la ville d'Azpeitia et la Biscaye, et les représentants attribuant à ces querelles des motifs politiques, 3 bataillons partirent de Tolosa le 26 août et passant par Regil s'emparèrent à Azpeitia des reliques de l'église de Loyola (1), ils suivirent la vallée qui unit cette dernière ville à Azcoitia et arrivèrent bientôt sur les limites de la province de Guipuzcoa, incendiant selon les ordres qu'ils avaient reçus Eibar et Elgoibar ; ils chargèrent 5 charettes avec les trésors de leurs églises et de là, poussant jusqu'à Ermua, ils y mirent le feu et la livrèrent au pillage. Songeant alors au retour, ils firent leurs dispositions pour revenir sur leurs pas ; mais le tocsin sonnait de toute part et le fanatisme des habitants fut soulevé par la violation des choses qu'ils regardaient comme les plus sacrées. La contrée toute entière prit les armes, et lorsque les Français voulurent reprendre la route de Tolosa, ils trouvèrent les hauteurs occupées par de nombreuses troupes de paysans, soutenus par quelques corps de milice ; après un combat de plusieurs heures, la colonne expéditionnaire fut obligée d'abandonner son convoi qui resta au pouvoir des Espagnols (2) ; les Français, se rabattant alors sur leur droite, revinrent à Tolosa le 14 thermidor au soir, en passant par Placencia, Vergara, Arzuola, Villareal et Villafranca, toujours poursuivis, toujours combattants, mais jamais vaincus.

Les reliques et le trésor de Saint Ignace de Loyola furent transportés victorieusement à Vittoria, où elles furent l'objet d'une vénération toute particulière ; mais les trouvant encore trop près de l'armée française, et craignant pour elles l'audace des troupes républicaines, on les envoya à Madrid, où elles entrèrent accompagnées d'une procession à laquelle assista toute la famille roya-

(1) Dict. géographique.

(2) Cit. B....- Marcillac.- Moniteur

le ; le roi décida qu'elles seraient ensuite envoyées à l'armée pour lui servir de palladium (1).

Une autre colonne partit le 28, sous les ordres du chef de bataillon Schilt, et se dirigea rapidement sur Ondarroa ; elle devait, paraît-il, pousser jusqu'à Lequétio, mais de nombreuses troupes de paysans armés ayant fait quelques démonstrations, elle revint sur ses pas, emmenant avec elle 20 habitants notables, en qualité d'otages.

CHAPITRE XII.

Moncey général en chef. — Camp retranché de Saint Sébastien. — Fortification d'Hernani et de Tolosa. — Position de l'armée espagnole. — Opération en Navarre près de Roncevaux. — Destruction du monument commémoratif d'Ibagnets.

Cet état de choses ne pouvait durer bien longtemps ; un nouveau remaniement se fit parmi les chefs de l'armée, Muller fut enfin remplacé par Moncey ; ayant obtenu sa retraite, il alla goûter un repos qu'il ambitionnait depuis longtemps, laissant à l'armée qu'il avait pour ainsi dire créée le souvenir de ses vertus et de son austérité ainsi que la mémoire des derniers succès qu'elle avait remportés sous ses ordres.

Les conventionnels Pinet et Cavaignac furent remplacés par Delcher, Baudot et Garrau ; il n'entre pas dans le cadre de ce travail de juger la conduite que ces représentants tinrent à l'armée à laquelle ils étaient attachés ; les faits que nous croyons avoir racontés jusqu'ici avec la plus grande impartialité n'ont pris place dans cet ouvrage que parce qu'ils sont étroitement liés à l'histoire militaire de cette armée, nous laisserons donc au lecteur le soin de discerner quelle fut la somme de bien ou de mal qu'ils apportèrent dans leur administration.

Le choix du gouvernement ne pouvait être mieux placé qu'en confiant le commandement en chef de l'armée à l'intelligent Moncey. Ce général, qui venait d'affirmer si vigoureusement ses talents militaires dans la conquête récente du Bastan, résolut de

(1) *Mercure français*.

faire prendre à l'armée une position nouvelle. Attendant tous les jours un renfort de 15 bataillons de l'armée de l'Ouest, il trouvait que l'occupation de Tolosa scindait la ligne française déjà démesurément étendue ; il avait, paraît-il, résolu d'évacuer cette place pour porter la plus grande partie de ses forces sur le camp retranché de St-Sébastien ; mais, au premier bruit de ce projet, Garrau accourut, s'y opposa et fit au contraire avancer le centre de l'armée à Tolosa qui n'avait été jusque là occupé que par des troupes légères.

Si l'on consulte la carte des provinces basques, on verra, qu'ayant ainsi placé sa droite à St-Sébastien et son extrême gauche dans la vallée d'Aspe, une partie de sa droite formait à Tolosa une sorte d'angle saillant qui eût pu être facilement pris ou taillé en pièces, si on eût eu affaire à un ennemi vigoureux et entreprenant.

Mais les Espagnols semblaient être frappés d'aveuglement ; au lieu de profiter des fautes que les représentants obligeaient le général Moncey à commettre, le comte de Colomera avait pris ses dispositions de combat, en élargissant encore son front de bataille ; au lieu d'attirer à lui toutes les troupes qu'il avait immédiatement sous la main, il chercha à couvrir Pampelune et la forteresse de Pancorbo, tandis que 12,000 hommes occupaient encore la vallée de Roncevaux qui aurait dû être évacuée depuis la prise du Bastan. Cette dernière division communiquait avec l'armée par un corps de 2,000 hommes environ qui, posté à Lanz et sur les hauteurs qui dominent la grande route de Pampelune, formait la droite de l'armée. La gauche couvrait la Biscaye en s'étendant le long de la Déva qui, après avoir pris sa source dans les montagnes de l'Olave, baigne Salinas, Ezcoriaza, Mondragon, Vergara, Placencia, et suivant les hauteurs qui séparent la Biscaye du Guipuzcoa, se jette à Deva dans le golfe Cantabrique ; cette rivière forme ainsi une ligne de défense, derrière laquelle pouvait très bien s'abriter une armée, mais non sans prendre de grandes précautions ; car, ce cours d'eau très irrégulier présentait de nombreux gués et passages. Profitant de cet obstacle, 4,000 hommes occupèrent cette rivière et les hauteurs d'Elosua, en arrière de l'Urrola ; le reste de l'armée royale, fortifiée par les nouvelles levées de Biscaye et de Navarre, prit des postes échelonnés et relia la division de gauche à l'armée de Navarre.

L'armée française, attendant de son côté pour reprendre l'offensive les renforts en marche de l'armée de l'Ouest, avait appuyé sa droite sur le camp retranché de St-Sébastien ; on fortifia la position de Tolosa, en faisant établir une redoute garnie d'artillerie à gauche de la route de Pampelune ; le pont pratiqué sur cette route fut fermé d'une solide barrière ; le couvent de Saint-François qui se trouve situé sur la droite de la route de Madrid en sortant de la ville, fut crénelé et la route coupée ; enfin, le château qui existait entre ces deux grandes voies de communications et qui les commande fut pourvu de créneaux et d'une bonne batterie.

Le général Moncey ne se contenta pas de ces travaux qui semblaient devoir être suffisants pour mettre l'armée à l'abri d'une surprise, comme plus tard Wellington à Torres-Vedras, il voulut élever un solide camp retranché dans lequel il eût pu, en cas d'échec, retirer ses troupes et se refaire à l'abri de toute insulte, sans cependant être obligé d'abandonner le terrain déjà conquis.

Nous ne croyons mieux faire, pour donner une exacte description de ce camp, qui devait être, s'il eût été achevé, un des plus beaux ouvrages de fortification passagère de cette époque, que de reproduire la relation qu'en donne le Citoyen B... dans son mémoire, dont nous avons pu apprécier la véracité.

« Le camp retranché qui couvrait St-Sébastien avait sa droite appuyée à la rade, et sa gauche à la rivière d'Urumea. On avait été obligé de porter la ligne fort en avant de la place, pour envelopper la seule fontaine qui pouvait lui fournir de l'eau.

« La ligne devait avoir à peu près mille toises de développement. Elle commençait sur la droite à Lugaritz, où on devait établir une bonne redoute, elle continuait par Fagola et par Marigomesteguy, où elle avait la forme d'un ouvrage à corne, au milieu duquel passait le grand chemin de Saint-Sébastien à Ernany. Enfin, elle allait se terminer à la gauche à un mamelon fort élevé appelé Puyo, où l'on devait également construire une bonne redoute. La fontaine est placée à peu près sur le versant de ce mamelon, du côté de Saint-Sébastien.

« L'objet de ce camp retranché était de défendre les hauteurs qui dominent de très près (deux ou trois cents toises au plus) la place de Saint-Sébastien et de battre les débouchés d'Orio, d'Ursubil, etc.

« On avait l'intention d'occuper d'une manière respectable la
« montagne d'Oriamendy, au sommet de laquelle on devait établir
« une batterie, dont l'objet était d'enfiler le chemin d'Ernany
« dans une assez grande longueur.

« Il règne un dos d'âne qui s'appuie d'un côté à cette montagne
« d'Oriamendy, et de l'autre au pont d'Ergobia. On devait établir
« des camps sur ce dos d'âne, dont la position est excellente
« pour défendre le débouché d'Ernany, et en même temps pour
« couvrir d'un autre côté la route d'Ernany à Oyarzun, et de
« l'autre celle d'Ernany à Saint-Sébastien.

« On devait, en outre, pour assurer davantage la défense du
« pont d'Ergobia, établir des retranchements au village d'Asti-
« garraga, sur un monticule. La position de l'église qui est avan-
« tageuse, devait être retranchée, ainsi que celle de la maison
« commune. Elles sont placées à droite et à gauche de la route,
« de sorte que leurs feux croisés auraient pu balayer le chemin
« depuis le pont d'Ergobia jusqu'au village d'Astigarraga. Avant
« que toutes ces dispositions qui n'ont jamais été effectuées en
« totalité, puisque de tout cela il n'a été achevé qu'une portion de
« 4 à 500 toises du camp retranché ; avant, dis-je, toutes ces dis-
« positions, on s'était occupé d'assurer le poste d'Ernany, point
« important et qui fut regardé, dès le premier moment de l'inva-
« sion, comme la position la plus propre à assurer notre défense.
« En conséquence, on établit à droite et à gauche du chemin
« d'Urnieta, sur deux mamelons éloignés de 200 toises à peu près
« du village, deux redoutes liées par une ligne qui coupait le
« chemin. On avait construit d'autres ouvrages près le village, et
« dans le village même, pour prendre des revers sur la rivière
« d'Urumea, et on avait porté en avant des deux redoutes un
« redan dont les feux plongeaient sur le village d'Urnieta et en
« défendaient le débouché. Enfin, pour donner à ces dispositions
« toute la résistance dont elles pourraient être susceptibles, on
« avait encore établi une troisième redoute à 60 ou 80 toises de
« l'église, en arrière des deux précédentes, pour prendre des
« revers sur le versant de la montagne de Sainte Barbe, et un
« fourneau avait été fait sous le pont qui est à l'entrée du
« village ».

Une partie de ces travaux ne furent jamais achevés, car les
troupes attendues depuis si longtemps arrivèrent vers la fin de

fructidor ; on distinguait principalement les célèbres 57^e et 72^e. Ce renfort portant alors l'effectif de l'armée française au chiffre imposant de 66 bataillon d'infanterie, 4 régiments de cavalerie et une nombreuse artillerie, les dispositions de combat furent immédiatement prises pour commencer une nouvelle série d'opérations.

On devait d'abord dégager la gauche de l'armée qui, se trouvant encore en France, avait devant elle la plus redoutable portion de l'armée espagnole; déjà, le 18 fructidor, un corps nombreux d'infanterie ennemie pénétra dans la vallée d'Aspe par le col de la Marie et se porta en avant sur trois colonnes. Le général Robert qui commandait la vallée, réussit avec 600 hommes et quelques gardes nationaux à les repousser ; 150 gardes vallones désertèrent et joignirent les troupes républicaines ; devant cette tentative il fut décidé par le conseil que les opérations seraient commencées en essayant de débusquer l'ennemi de la vallée de Roncevaux qu'il occupait en nombre; on devait, pour arriver à ce résultat, faire converger plusieurs colonnes, parties de points différents, et qui auraient pour objet de couper l'ennemi de sa base d'opération en lui faisant mettre bas les armes.

L'exécution du plan projeté présentait de grandes difficultés ; il fallait porter avec promptitude et en secret une quinzaine de mille hommes d'Elizondo et Saint Esteban jusqu'à Lanz en Navarre ; de là s'étendant sur la gauche en plusieurs colonnes, ces troupes devaient aller se lier avec une division de 6,000 hommes qui, partie de Tardets par les montagnes d'Erroymendy et de Larrau et traverse le village d'Ochagavia dans la vallée de Salazar et fut venu occuper les hauteurs de Villanova, au dessous d'Orbaïcet et des fonderies royales ; ces deux colonnes réunies eussent alors fermé d'un cordon étroit de troupes choisies la division espagnole qui, vigoureusement pressée de front par les soldats républicains rassemblés à Saint Jean Pied de Port, eût été obligée de se rendre. Ce plan, admirablement conçu (1), exigeait surtout une grande promptitude d'exécution ; les colonnes qui devaient converger vers le même point se trouvaient à une distance énorme et dans un pays très difficile, coupé de montagnes et de gorges, dont il

(1) Citoyen B. . — Marcillac. — Moniteur. — Soralue. — Archives de Bayonne.

fallait en cas d'échec s'assurer la possession ; de plus, la division de Tardets avait la chaîne des Pyrénées à traverser et se voyait obligée de se servir d'un certain nombre de guides ayant une connaissance absolue du terrain. En outre, 9 bataillons devaient faire une démonstration sur Lecumberry pour y occuper l'ennemi, tandis que 6 autres bataillons formés en deux colonnes devaient relier cette division aux troupes maltraitées de Lanz.

Le mouvement commença le 25 vendémiaire à minuit ; le général de division Delaborde sortit d'Elizondo avec 5 bataillons d'infanterie, 2 bataillons de grenadiers et 240 hussards. Après avoir suivi quelque temps la grande route de Pampelune, il passa le col de Velate, qui, quoique couvert par des retranchements et défendu par 2,000 hommes environ, fut emporté sans combat ; après y avoir laissé un poste, la colonne reprit sa marche, et s'empara de Lanz où elle arriva à 9 heures du matin. Le général Delaborde y attendit la seconde colonne qui, formée de 7 bataillons et de 4 escadrons de hussards et dragons, arrivait de St-Estevan ; elle le rejoignit à Lanz, où ces troupes passèrent la nuit ; le 26 après avoir laissé un bataillon sur les hauteurs, les deux colonnes arrivèrent à Euguy en traversant le col de Iragui et trouvèrent ce village déjà évacué par les Espagnols.

Cette partie de la vallée était commandée par le maréchal de camp Don Antonio Filanghiery ; en voyant déboucher les colonnes françaises, il se retira sur le camp de Cruchespil où il espérait retrouver le duc d'Ossuna, mais ayant voulu essayer de reprendre un convoi qui venait de tomber entre les mains des républicains, il fut si vivement attaqué sur la montagne de Merquiri qu'il s'était mis en bataille, qu'en un instant il eut 200 hommes tués et 780 prisonniers ; les débris de sa division rejoignirent immédiatement le gros des troupes espagnoles au fort de Burguete, et la division française qui avait ordre de marcher jusqu'à ce qu'elle eût atteint ce point, heureuse de ce premier succès, commit la faute de ne pas suivre à la lettre les ordres précis de l'état major général, elle s'arrêta au village de Viscarret, pour y passer la nuit ; on verra combien furent grandes les conséquences de cet oubli.

La seconde division, forte de 7 bataillons et commandée par le général Marbot, ayant sous ses ordres le général de brigade Rou-

cher et les adjudants généraux Junker et Morand (1), était déjà depuis plusieurs jours concentrée à Tardetz; elle ne se mit en marche que le 23 vendémiaire, car deux jours venaient d'être accordés aux soldats pour se reposer; elle avait une plus grande distance à franchir pour joindre l'ennemi, elle eût dû partir le 21, car les jours qu'elle venait de perdre l'avait mise sensiblement en retard; pendant la journée du 24 elle atteignit Larrau, petit village français très rapproché de la frontière, et là, pour mieux déterminer le mouvement enveloppant, la division se fractionna en trois colonnes; les deux premières devaient passer par Jalou, et la troisième par les montagnes d'Abodi. Les Espagnols avaient confié la défense de cette vallée à un officier de mérite; Don Manuel Cagigal, après avoir fait prévenir le duc d'Ossuna de l'apparition de fortes colonnes françaises, se prépara à résister aussi longtemps que possible dans Ochagavia, qui avait été couvert par quelques ouvrages de campagne; malgré son courage, il fut obligé d'évacuer ce village que les Français occupèrent aussitôt; le soir du 25 deux colonnes de cette division y firent leur jonction et, se portant rapidement sur Villanova en traversant la Sotoya, enlevèrent un détachement espagnol qui occupait ce village, et les avant-postes français parurent ce même jour jusque sous les murs de Burguet; la troisième colonne qui venait d'atteindre les montagnes d'Abodi en suivit la longue crête et fut investir la fonderie d'Orbaïcet, soudant ainsi le dernier chaînon de la ligne d'investissement.

Malheureusement il restait entre les colonnes de Tardetz et celle d'Oyarzun un large espace vide qui servit plus tard à laisser échapper l'armée espagnole. On demeure confondu en voyant que les généraux commandant ces deux divisions n'aient pas songé à combler cette lacune en se mettant en contact, où n'aient pas du moins occupé la route qui, traversant la vallée d'Arce et le village de Aoiz, donne une libre communication avec Pampe-lune; quoiqu'il en soit, le 28 vendémiaire, le général en chef, croyant les préparatifs terminés, commença l'attaque.

La division de Saint Jean Pied de Port, commandée par Mauco, avait été portée dès le 25 en face de la fonderie d'Orbaïcet, sur le

(1) Citoyen B... Marcillac. — Moniteur, lettre du général commandant en chef l'armée des Pyrénées Occidentales au comité du salut public,

plateau d'Iropil ; elle pouvait de là et au premier coup de feu s'emparer des cols de Roncevaux et de la fonderie d'Orbaïcet ; cette importante fabrique de boulets avait été couverte par de fortes palissades protégées de fossés, elle était en outre défendue par une ligne de redoutes dont les plus importantes, celles d'Urculu et d'Altobiscar, se voient encore de nos jours, le tout muni de bonnes palissades, épaulements, chevaux de frise et armés de pièces de canon.

Le général commandant la colonne de Tardets devait commencer l'attaque, il lui était ordonné de menacer la garnison de la fonderie de la passer au fil de l'épée si elle ne se rendait pas immédiatement, et sur son refus de faire immédiatement procéder à l'attaque ; la sommation fut faite, le chef du poste de Medina Silon qui défendait la fonderie, Don Isidore Zereceda (1), refusa de se rendre, le général français n'attaqua pas, et le lendemain il trouva le fort et la fonderie évacués par les Espagnols, qui au nombre de 2,400 hommes d'infanterie traversèrent le col de Novala et furent rejoindre à Aoiz le duc d'Ossuna qui s'y trouvait déjà.

Voici ce qui était arrivé au général Espagnol ; attaqué le 26 vendémiaire au matin, par le général Castelpers, avec trois bataillons, les avant-postes espagnols furent repoussés jusqu'au camp de Cruchespil qui se trouvait sous les ordres du colonel Figaroa ; recevant de tous côtés les plus mauvaises nouvelles, car on voyait partout déboucher les têtes des colonnes françaises, Ossuna ordonna au duc de Frias qui se trouvait à Atalosty d'envoyer des renforts ; 600 hommes de troupes fraîches joints au reste de l'armée attaquèrent les Français et leur mirent 400 hommes hors de combat, mais ils reprirent bientôt l'avantage. Le général Dumas (2) attaqua la fonderie d'Euguy et l'enleva après une très vive résistance. Le duc d'Ossuna vit bientôt que la position qu'il occupait était impossible à garder plus longtemps et se dérobant brusquement pendant la nuit du 26 il évacua le Burguete en incendiant le village, et descendant la vallée d'Arce, il arriva avec 8,000 hommes à Aoiz où il fut rejoint par la garnison d'Orbaïcet.

Ce plan qui fut avec celui de l'invasion du Bastan un des plus beaux qui eût été conçu par l'état major de l'armée des Pyrénées

(1) Nous ne savons pourquoi, le citoyen B..., dont les renseignements sont toujours si justes, nomme cet officier Cannada Ibanez.

(2) Le père de l'illustre romancier.

Occidentales, fut loin de donner les résultats qu'on en avait espérés; la lacune laissée entre les deux colonnes ayant permis à l'armée espagnole de se dérober en grande partie, la position devenait critique pour les divisions françaises qui occupaient ces vallées; au lieu de la complète destruction du corps d'armée de d'Ossuna, le seul résultat appréciable avait été, en fatiguant le soldat et mécontentant les chefs, de faire perdre à l'ennemi 1,500 hommes tués ou blessés, la possession des ruines des fonderies d'Euguy et d'Orbaïcet que les Espagnols avaient incendiées en les évacuant, et enfin, ce qui fut plus précieux, 50 pièces de canon et une immense quantité de grains et fourrages dont l'armée avait le plus pressant besoin.

Deux colonnes avaient été formées, ainsi que nous l'avons dit, pour opérer une diversion; 6 bataillons commandés par le général Pinet devaient lier la droite de l'armée d'opération avec Tolosa. Le 25 vendémiaire à minuit, cette colonne commença son mouvement et se porta d'Oyarzun sur Goïzuet, petit village du royaume de Navarre, en chassa quelques centaines de paysans armés, et franchissant les hauteurs qui la séparaient de la montagne de Zubieta, elle s'empara du col et y bivouaqua. Elle repartit le 27 à 1 heure du matin, et après une journée de la marche la plus pénible à travers un pays affreux, elle arriva à 9 heures du soir sur les hauteurs de Gazcue, Guebbenzu et Arosteguy entre Lanz et Pampelune, elle fermait ainsi le passage aux Espagnols, dans le cas peu probable où ceux-ci eussent fait une trouée ou repoussé la droite de l'armée d'opération.

Enfin la division de l'extrême droite, formée en deux colonnes, se portait en avant dès le 24 vendémiaire; l'une d'elles, sous les ordres du chef de brigade Leferron et forte de 5 bataillons d'infanterie, partit d'Andoain sur Arezo en Navarre en suivant la rive gauche du Leizaran. La seconde colonne, dirigée par Frégeville, sortit de Tolosa au nombre de 4 bataillons; ce général attaqua le 25 au matin le village de Garriti qui, défendu par 1,500 Espagnols lui offrit une vive résistance, mais rien ne put résister à l'entrain et au courage des troupes républicaines, le village fut emporté et l'ennemi s'enfuit en désordre. La colonne marcha alors sur Lecumberri, son objectif; la grande route de Pampelune qui passe à quelque distance d'Areso et s'étend jusqu'à Lecumberri, permit aux Français de se porter rapidement sur ce point, pen-

dant que les bataillons de Laferron couvraient leur gauche en suivant les crêtes de la chaîne qui s'étend d'Areso à Lecumberri. Quand les deux colonnes combinées arrivèrent à ce village, elles le trouvèrent évacué ; les troupes espagnoles qui l'occupaient s'étaient retirées à Pampelune.

Ainsi se conclurent ces opérations qui devaient produire de si beaux résultats. Suivant le Citoyen B... le général Pinet aurait, paraît-il, reçu l'ordre de se porter par un retour sur sa gauche jusqu'à Le tasa ; les guides, dit-on, l'égarèrent. On peut, en jetant un coup d'œil sur la carte de la Navarre, s'assurer de l'admirable disposition prises par nos troupes ; malheureusement, une solution de continuité existait entre les colonnes de Digonet et la division de Tardetz, elle suffit pour laisser échapper l'ennemi ; Pinet n'obéit pas, ou ne sut pas obéir aux ordres de l'état major général qui, s'ils eussent été exécutés à la lettre, eussent fait tomber la garnison de Lecumberri entre les mains de Frégeville qui s'avancait pour la recueillir. Ces deux fautes doivent sans doute être attribuées à l'ignorance des chemins, à l'absence de bonnes cartes qui obligèrent les généraux à se servir de guides quelquefois infidèles. De toute façon le but principal fut manqué, Pampelune, renforcée par toutes les troupes de la vallée et commandée par le duc d'Ossuna, pouvait maintenant supporter un coup de main ; le manque d'équipage devait empêcher de longtemps les troupes régulières de tenter un siège régulier.

La vallée et ses débouchés restèrent cependant entre les mains des Français et furent les seuls trophées de leur victoire. A la prise de Roncevaux se rattache un très curieux épisode qui a été jusqu'ici diversement raconté. Près de l'antique abbaye, se trouvait une pyramide dressée depuis de longues années par les Navarrais : monument commémoratif, il témoignait encore de la victoire remportée par les Basques sur l'armée de Karles le grand (1). La division de Saint Jean Pied de Port qui s'empara du col d'Ibaneta où cette pyramide était dressée, la détruisit de fond en comble ; voici selon le *Moniteur* l'intéressante relation de ce fait :

(1) Ce fait d'armes se trouve relaté, dans une chanson apocryphe en langue euskarienne et qui fut, dit-on, exhumée des archives de Saint-Sébastien par Latour d'Auvergne, meilleur tacticien que linguiste. Voir l'*Avenir de Bayonne*.

« Les représentants du peuple près l'armée des Pyrénées
« Occidentales au président de la Convention.

« L'armée des Pyrénées Occidentales, remportant à Eguy une
« victoire le 26 et 27 vendémiaire, a vengé une ancienne injure
« faite à la nation française. Nos ancêtres, du temps de Charlema-
« gne furent défaits dans la plaine de Roncevaux. Les Espagnols
« avaient élevé une pyramide sur le champ de bataille. Vaincu à son
« tour par les français républicains, déjà son propre sang en avait
« effacé les caractères il ne restait plus que le fragile édifice qui
« a été brisé à l'instant, le drapeau de la république flotte aujour-
« d'hui là où était le souvenir mourant de l'orgueil des rois et
« l'arbre de la liberté a remplacé la massue destructive des ty-
« rans ; une musique touchante et guerrière a suivi cette inau-
« guration.

« On a trouvé plusieurs pièces d'artillerie sous les décombres
« du beau village du Burguet incendié par l'ennemi, ainsi que
« plusieurs malades espagnols et prisonniers français.

« BAUDOT, GARRAU ».

La légende racontait que la massue de Roland, le neveu de Karles, et les pantoufles de l'archevêque Turpin, qui s'était déchaussé pour courir plus vite, avaient été déposés sous la pyramide ; le prince de la Paix mentionne ce fait dans ses mémoires : et dit que les représentants firent tous leurs efforts pour retrouver ces reliques d'un autre âge. Le même auteur ajoute non sans amertume (1) :

« Ce bizarre document, digne du héros de Cervantés, porte la
« signature des conventionnels Baudot et Garrau. En vérité, la
« valeur et la gloire militaire des Français n'avaient guère besoin
« que cette chétive guirlande fut ajoutée à tant de lauriers ; faible
« dédommagement de beaucoup de sang versé ! mais les repré-
« sentants voulaient jeter de l'éclat sur une entreprise man-
« quée (1) ».

(1) Quoique le prince de la Paix mette en doute l'existence des trophes cherchés avec tant de soin par les représentants, il n'en est pas moins vrai qu'on montre encore de nos jours des objets ayant appartenu aux paladins et qui sont conservés dans la bibliothèque de l'abbaye. Voici du reste ce qu'en dit Chaho dans son Itinéraire : Du pas de Roland, à la vallée de Roncevaux, jusqu'à la plaine où les montagnards livrèrent bataille à l'arrière garde de l'armée de Charlemagne, dans la Navarre espagnole, entre les villages de Roncevaux et de Burguette, la distance est

Elle l'était en effet, mais jusqu'à un certain point ; du reste nous ne savons jusqu'où on peut ajouter foi aux railleries du duc d'Alcudia quand on le voit accuser chez les Français pendant ces dernières opérations une perte de 3,000 hommes quand elle ne fut en réalité que de 500.

CHAPITRE XIII

Positions de l'armée républicaine. — Les moyens de transport. --- Difficulté de l'alimentation des troupes. --- Equipage de siège. --- Combat de Lecumberry. --- Affaire de Vergara. --- Re traite de l'armée française. --- Nouvelles positions.

Il fallut pour le moment abandonner toute idée d'assiéger Pamplune, mais, ne voulant pas perdre les bénéfices des opérations précédentes, et contre l'avis du général Moncey qui eût voulu ramener en arrière ses troupes victorieuses, les représentants, usant de leur pouvoir absolu, ordonnèrent au général Lespinasse de se rendre à Bayonne pour y préparer les éléments nécessaires à un équipage de siège. Pendant qu'il y employait toute son activité, les représentants contraignirent le général en chef à établir

d'une douzaine de lieues à vol d'oiseau. Le paladin trouva la mort dans cette plaine, qui porte aujourd'hui le nom de Pré-de-Roland. On y va de la Navarre française par Luzaide et le Val-Carlos. Les moines de l'abbaye de Roncevaux sont de l'ordre des grands Augustins, et la richesse de cet ordre est telle, que les pieux cénobites peuvent traverser à pied toute l'Espagne jusqu'à Cadix, en logeant toujours dans leurs couvents. Les Augustins de Roncevaux conservent précieusement comme trophées quelques armes qui ont, dit-on, appartenu à Roland ; une longue barre de fer, grosse comme le bras, terrible massue ; deux petits boulets de fer attachés par de courtes chaînes aux deux extrémités d'un manche de deux pieds de long ; le gantelet du paladin et ses bottines ou bottes gigantesques, preuve évidente que Roland avait des pieds et des mains comme on n'en voit plus que dans les contes de fées et dans l'histoire des ogres.

Le lecteur, pas plus que l'Itinéraire, n'aura la similitude de prendre au pied de la lettre les récits des bons moines et l'exhibition de ces trophées historiques. N'oublions pas les pantoufles de velours rouge et les guêtres de soie cramoisie de l'archevêque Turpin. Des trophées moins suspects sont les ossements énormes recueillis dans la plaine spacieuse qui sert d'entrée au Val-Carlos, et que, plus d'une fois, le chapelain de Roncevaux vendit, au poids de l'or, aux pèlerins de France, comme un curieux monument de la haute stature de leurs ancêtres.

(Biarritz entre les Pyrénées et l'Océan, itinéraire pittoresque, par A. Chaho. Bayonne, Andréossay, éditeur, 2 vol).

l'armée d'opération sur les positions suivantes : formé en quatre divisions sous les ordres des généraux Frégeville, Marbot, Delaborde et Manes, la première d'entre elles fut cantonnée à Lecumberry sur la route de Pampelune et poussa sa droite jusqu'à la frontière du Guipuzcoa ; la seconde à Igoa occupa par des détachement Garzaie, Latassa, et même Aztiz et embrassa tout l'espace compris entre Lecumberry et son quartier général ; la troisième division s'établit à Larrasoana, Viscarret et dans la vallée de Erro ; enfin la quatrième occupa la vallée de Roncevaux, les villages de Burguets, Aribé, Garralda, Orbaïcet, Orbara, Villanuova et, garantissant soigneusement ses communications avec la France, couvrait en même temps Saint Jean Pied de Port.

On prit ainsi au préalable toutes les précautions les plus minutieuse pour ne pas se laisser entamer et on songea enfin à travailler à la prise de Pampelune ; ce siège qui était le vœu le plus ardent des représentants et d'une grande partie de l'armée, trouvait cependant un obstacle chez le général en chef.

Le sage Moncey ne voyait pas sans inquiétude l'armée cantonnée dans un pays presque stérile, ne produisant que peu de subsistances, et qui devait promptement épuiser les maigres ressources de l'armée. La difficulté des transports de vivres destinés à l'alimentation des troupes était telle que, les chevaux manquant presque totalement, il avait fallu réquisitionner en masse les bœufiers des départements voisins ; les bœufs qui se trouvèrent être l'unique moyen de locomotion entre Bayonne et les vallées, moururent en foule et engendrèrent peut-être cette épidémie qui devait bientôt sévir avec une si grande rigueur. Mais, au lieu de prévoir ces terribles événements, on s'obstina à vouloir tenter le siège de Pampelune ; le général Lespinasse qui avait si bien dirigé l'artillerie de la division de Saint Jean Pied de Port pendant les dernières opérations, s'occupait alors à Bayonne de la formation d'un équipage de siège destiné à cette entreprise.

Il n'avait jusqu'alors existé de parcs qu'à Douai et à Strasbourg (1), et depuis longtemps déjà le général Lespinasse, prévoyant la nécessité d'un armement de ce genre, y travaillait en secret. Non content d'avoir formé des compagnies d'ouvriers armuriers auxquels il fit remettre en état les 35,000 fusils enlevés

(1) Citoyen B... Histoire de l'artillerie, Général Suzanne.

aux Espagnols, il rassemblait encore avec célérité les ouvriers spéciaux qui manquaient à l'arsenal de Bayonne et qu'il fit venir de Bordeaux ; il forma ainsi en très peu de temps une compagnie de 300 ouvriers d'artillerie qui étaient appelés à rendre les plus grands services (1).

L'artillerie prise par les troupes républicaines à Irun, Fontarabie et Saint Sébastien se composait de magnifiques pièces du même calibre que les nôtres, les affûts seuls faisaient défaut, tous ceux qu'on avait étaient complètement pourris et hors d'usage. Le général Lespinasse, chargeant des navires qu'il affrétait au Passage, à Saint-Sébastien et à Bordeaux, fit abonder à l'arsenal de Bayonne dont il dirigeait toujours les constructions, les bois, fers et charbons qui lui manquaient ; la fabrication des portes-corps, triqueballes, affûts, coffres à munitions, enfin tous les engins nécessaires à un parc de cette importance fut poussée avec la plus grande activité, et « Bayonne vit sortir de son arsenal un « équipage de 120 pièces de gros calibre, pourvues de tous les « approvisionnements nécessaires à des trains d'artillerie aussi « considérables, et auxquelles il n'y avait que des chevaux à atteler (2) ». Ils devaient manquer longtemps. On doit aussi mentionner un pont de chevalets, qu'il fit construire par le citoyen Dupré, ancien chef d'ouvrier d'état, et qui devait permettre de passer les rivières peu profondes mais rapides des contrées où l'armée française était appelée à manœuvrer. Enfin un équipage de campagne pour une armée de 60 bataillons fut

(1) Nous trouvons dans le registre B. des arrêtés du district et du département, (Archives de Bayonne) que le 22 brumaire 3^e année : « Il est fait « lecture d'une lettre du colonel Ducos, sous directeur de l'arsenal à « Bayonne, en date de ce jour, invitant la municipalité à lui céder, pour « le service de l'artillerie, quelques vieux livres d'église qui se trouvent « à la maison commune ; il a été délibéré qu'il sera répondu au sieur « Ducos : qu'il existe véritablement de ces livres à la municipalité, mais « qu'il doit en faire la demande au Directoire du district. » D'un autre côté, M. l'abbé Duvoisin, dans sa vie de M. Daguerre, cite un arrêté du 25 germinal an II émanant de Pinet et Cavaignac, pour livrer à l'administration de la marine, « afin d'être employés à faire des gargouses, tous les anciens livres d'églises, toutes ces ordures machiavéliques, dit l'arrêté, qui une fois en la vie seront utiles à la patrie. Enfin, « M. Bernadou, dans son mémoire sur M. Dulaurens et les archives de Bayonne, cite un extrait de l'arrêté du 7 frimaire an III ordonnant « la destruction des vieux titres, et des parchemins imprimés et écrits existant dans les dépôts nationaux, etc. »

(2) Le général Lespinasse, Galerie Historique.

promptement rassemblé, mais on eut une peine inouïe à se procurer les chevaux destinés à l'atteler.

Cependant la mauvaise saison s'avancait rapidement, la prudence la plus élémentaire réclamait impérieusement une retraite qui eût permis aux troupes de prendre leurs quartiers d'hiver ; les représentants dont l'autorité était encore toute puissante, et que la prise de Pampelune attirait de plus en plus, mirent alors tout en œuvre pour vaincre la sage résistance du général Moncey et pour reprendre les opérations. Les hostilités avaient été interrompues depuis les derniers événements ; à part quelques courses et quelques villages pris, repris et incendiés par les deux partis, les troupes semblaient par un accord tacite prendre un repos qui leur était légitimement dû ; mais en octobre le général Urrutia ayant évacué la partie de la Navarre qu'il occupait et s'étant retiré jusqu'à Irurzun, les Français s'emparèrent aussitôt de tout le pays qu'il venait d'abandonner, et la division du centre que ce mouvement obligeait à marcher en avant s'empara à son tour de la vallée d'Uzama. Mais ce ne fut que le 4 frimaire que le général Marbot, qui occupait l'extrême droite, recommença les opérations ; placé entre Lecumberry et Olague à l'extrême avant-garde de l'armée, il attendit que sur sa droite le général Pinet avec 2 bataillons d'infanterie et un demi escadron de dragons eût fait une démonstration sur le village de Navaz ; après une très vive résistance la position fut enlevée, et les troupes républicaines arrivèrent bientôt en vue d'Irurzun ; ce village dont l'importance stratégique est grande fut promptement secouru par le général Urrutia qui y accourut avec de nombreux renforts ; la gauche de la division, qui s'était toute entière ébranlée aux bruits des succès de son avant-garde, fut ramenée par un gros de troupes ennemis ; les Français furent bientôt forcés de battre en retraite et toujours combattant ils évacuèrent simultanément les villages de Olaiz, Olague et Sorauren et ils se réfugièrent sur les hauteurs d'Ortiz à droite du chemin de Pampelune. La situation ne laissait pas que de devenir des plus critiques pour ces troupes qui, ayant complètement épuisé leurs cartouches, attendirent avec anxiété l'attaque du jour suivant ; elles furent en effet attaquées à la pointe du jour, et les Espagnols commençaient à gagner du terrain, lorsqu'un bataillon basque commandé par le général Harispe et qui, parti de Zubéri la veille, venait d'exécuter à tra-

vers les montagnes une marche aussi longue que pénible, vint brusquement les prendre en queue ; l'effet produit fut extraordinaire, car, au même instant, les Français, reprenant courage à la vue de ce renfort inespéré, fondirent à la baïonnette sur les ennemis et en firent un massacre épouvantable (1). Selon le citoyen B. près de 600 Espagnols restèrent sur le terrain, on fit très peu de prisonniers, la plupart de ceux qui tombèrent vivants entre les mains des Français furent impitoyablement massacrés après l'action. Une loi avait été décrétée ordonnant la guerre à mort, elle fut exécutée à la lettre en cette circonstance. Des officiers humains sauvèrent la vie à quelques hommes en les faisant passer pour déserteurs. Environ 400 français furent mis hors de combat dans ces deux journées (2). Mais les Espagnols, ayant reçu de nombreux renforts, recommencèrent à devenir menaçants, ils s'essayaient sans cesse à de petites courses sans importance il est vrai, mais dont la fréquence fatiguait beaucoup les troupes républicaines ; on se souvient sans doute que les quatre divisions qui occupaient la Navarre, se trouvaient séparées par de larges espaces que la nature du terrain empêchait de combler ; il eût en effet été facile au comte de Colomera, dont les troupes étaient beaucoup mieux concentrées, de se former en une épaisse colonne, et secouant cette torpeur dans laquelle il paraissait plongé, il pouvait s'avancer entre les divisions de gauche et de droite, mettre l'une et l'autre dans le plus grand péril. Cet état de choses n'échappait ni aux regards clairvoyants de Moncey, ni à l'état major général, et grâce aux plus pressantes instances faites auprès du gouvernement, il reçut enfin la liberté des manœuvres qu'il avait si longtemps ambitionnée ; elle lui permit de passer outre la volonté des représentants attachés à l'armée qu'il commandait et de ne plus prendre conseil que de lui-même. Du reste, le besoin de repos se faisait vivement sentir ; les transports réclamaient une réorganisation complète ; le soldat mal nourri endurait de grandes souffrances, et les effectifs diminuaient rapidement, soit par des désertions, soit par de fréquentes entrées aux hôpitaux qui commencè-

(1) Moniteur, — Marcillac.

(2) Les habitants de Pampelune, regardant la défaite des Français comme certaine, étaient sortis en foule de la ville, pour jouir de ce spectacle. Au moment où la fortune se déclara contre les armes espagnoles, pleins d'épouvante, ils se précipitèrent en tumulte vers la ville, croyant déjà voir sur leurs remparts les agiles chasseurs de Baigorri (Cit. B...)

rent à devenir insuffisants. Les ordres furent enfin donnés pour battre en retraite dès le 9 frimaire; mais ne voulant pas, après des succès éclatants, évacuer un territoire que personne ne lui disputait encore, et voulant couvrir par une utile diversion cette marche en arrière, le général Moncey se proposa d'attaquer Vergara sur sa droite, tandis que la gauche évacuerait une partie de la Navarre.

Dès le 6 frimaire, 6 bataillons, commandés par le général Frégeville ayant sous ses ordres le général de brigade Merle, quittèrent Lecumberri, et se dirigèrent sur Vergara occupé par le général Espagnol Ruby à la tête de 4,000 hommes (1). Frégeville devait descendre un peu sa gauche, et traversant Lecunza et Salvatière, en Alava, Legura, Salinas et Mondragon en Guipuzcoa, se placer sur les derrières de la division espagnole, pendant que 4 bataillons dirigés par le général Laroche et partant de Tolosa le 7 iraient assaillir de front les Espagnols ; 2 bataillons conduits par le général Schilt et venant de Guétaria devaient concourir aux succès de l'opération. Mais au lieu de suivre l'itinéraire qui lui fut tracé, Frégeville qui selon certains documents fut égaré par ses guides, se rabattit sur sa droite, et évitant Salinas et Mondragon il ne put couper la retraite aux troupes espagnoles; car le général Laroche, franchissant en une marche la distance qui le séparait de Vergara, se trouva le 8 à midi en présence de l'ennemi ; bientôt réuni au général Schilt, les deux divisions combinées résolurent d'attaquer aussitôt.

Peu d'instants après leur arrivée, la colonne de grenadiers, commandée par le chef de bataillon Gravier, commença l'attaque en se faisant précéder de quelques compagnies d'infanterie légère ; celles-ci se déployant en tirailleurs ouvrirent sur l'ennemi un feu si précis que la division espagnole ne tarda pas à se débander, laissant 150 morts et 200 prisonniers entre les mains des Français. Ils se retirèrent d'abord jusqu'à Salinas ; le désordre était tellement grand dans ce malheureux corps de troupes que le général Ruby qui avait failli être fait prisonnier au moment où il allait se mettre à table, fut poursuivi un instant par un tambour

(1) Compendio historico de los servicios de la villa de Bilbao en la guerra con la nation francesa. publicada por nostra corte, en lano de 1793, armes, con superior permiso, en la imprenta de la viuda de Ibarra ano 1800. gr. in 8°. 225 pp.

de grenadiers qui le sabre au poing cherchait à s'emparer de sa personne ; il réussit toutefois à recueillir l'habit brodé du général qu'il revêtit et dont il se para pendant plusieurs jours (1). Ce général qui fut depuis fortement blâmé par les historiens espagnols, n'avait pris aucune des précautions nécessaires pour se couvrir ; quoique ayant sous ses ordres d'excellentes troupes parmi lesquelles se trouvaient la garde Wallonne, le régiment de Médina Cœli et les volontaires de Guipuzcoa, il perdit la tête aux premiers coups de feu, et abandonna sans combat des positions considérées jusqu'alors comme inexpugnables, ou qu'il eût été du moins très difficile de lui ravir.

Frégeville, débouchant par Anzuola, n'arriva que l'action terminée ; Vergara tomba entre les mains des vainqueurs ; on recueillit de nombreux trophées, et en outre de nombreux prisonniers appartenant presque tous à la garde wallonne, on prit l'unique pièce de canon que cette division possédait et 4 drapeaux : un de la garde, les deux de Medina Cœli et celui du bataillon des volontaires de Guipuzcoa. On trouva au quartier général de Vergara, les caisses militaires, d'immenses quantités de munitions de guerre et de bouche, 5,000 fusils et carabines ; Vergara fut pillée, et disent les représentants du peuple, on recueillit dans la maison du général en chef : « une quantité considérable de matières d'or et d'argent provenant des vases et des églises que le pieux général avait dévotement pillées lui-même pour éviter la profanation des Français (2).

Après avoir laissé le général Schilt avec sa colonne à Azpeitia et Azcoïtia dont la possession fut ainsi sauvegardée, Frégeville revint à Tolosa où l'appelait l'inauguration des drapeaux récemment envoyés à l'armée des Pyrénées Occidentales. La fête fut des plus solennelles, les troupes formèrent le carré en présence des prisonniers, et les drapeaux espagnols foulés aux pieds ; ils furent ensuite envoyés à la Convention nationale.

Les Espagnols, étourdis par ces nouveaux revers, laissèrent les divisions de Navarre opérer leur mouvement de retraite sans y opposer d'obstacle. Le 9 frimaire, ce qui restait de la division Frégeville à Lecumberri qui venait du reste d'être renforcé par

(1) Moniteur.

(2) Moniteur. Archives de Bayonne.

quelques bataillons venus de l'extrême gauche, où le besoin s'en faisait moins sentir, revint à Tolosa ; le général Marbot et sa division à Lesaca et sur les Cinco-Villas où il se cantonna ; la division de Delaborde occupa la vallée de Bastan, et le général Maucó qui s'étendait à l'extrême gauche, revint à Saint Jean Pied de Port, par les défilés d'Orisson et des Aldudes. L'armée française présentait ainsi une ligne oblique bien homogène et qui, partant d'Ascoitia jusqu'à Saint Jean Pied de Port, couvrait la frontière et les ports de Bayonne, Passages, Saint Sébastien et Guétaria, où de nombreux corsaires trouvaient facilement des refuges pour les prises dont ils ne cessaient d'alimenter l'armée.

Les Espagnols, en voyant un mouvement aussi bien indiqué, se concentrèrent un peu plus et appuyant leur droite aux Aldudes, occupèrent Euguy et Orbaïcet ; ils portèrent leur centre dans la vallée d'Ulzema et leur gauche à Lecumberry et au col d'Arraitz. Cette partie de l'armée était sous les ordres du maréchal Filanighieri.

La campagne se termina par un retour offensif des Espagnols qui contraignit une colonne française essayant de passer la Deva à une prompte retraite et les forcèrent même à évacuer Vergara qu'ils occupaient encore et où l'ennemi s'établit.

CHAPITRE XIV.

Campagne de 1795. — Une épidémie affaiblit l'armée. — Mouvements contre Ascarate. — Bruits de paix. — Lettre de l'ayuntamiento de Saint Sébastien. — La Biscaye. — Passage de la Deva. — Prise d'Izurzun. — Entrée à Durango. — Prise de l'Alava. — Entrée à Bilbao.

L'armée française, définitivement établie dans ses quartiers d'hiver, comptait alors 76 bataillons d'infanterie et 3 régiments de cavalerie ; une excellente artillerie formée par les soins du général Lespinasse suffisait à tous les besoins ; on s'occupa en même temps de l'état sanitaire des troupes qui venaient d'être surmenés dans cette campagne (1). Par malheur les magasins presque vides

(1) Dans ces circonstances des compagnies d'ouvriers d'administration qui furent formés pendant cette campagne, rendirent les plus grands services en marchant à la suite des armées et établissant des fours qui souvent manquaient ou étaient insuffisants.

s'opposaient aux efforts du quartier général, et l'hiver de 1794 qui s'avavançait rapidement, fit surgir une épidémie terrible qui, résultant du manque de soins et d'une nourriture malsaine, sévit avec une extrême rigueur et fit perdre à l'armée un tiers de son effectif.

Les nombres des hôpitaux avaient été porté à vingt et ils pouvaient, paraît-il, renfermer 4 à 5,000 malades, mais de cet entassement prodigieux dans des locaux mal aérés, naquit l'épidémie dont nous avons parlé plus haut, et qui, caractérisée par les médecins sous le nom de fièvre d'hôpital (1), causa dans l'armée d'épouvantables ravages. On fut obligé par l'insuffisance des moyens de locomotion d'évacuer les malades en foule sur des charettes découvertes la plupart du temps et à travers un pays couvert de neige ; la mortalité devint bientôt effrayante et 55 hôpitaux ne suffirent plus à les contenir, on les évacua alors jusqu'à Toulouse (2) ; 1,500 officiers de santé et médecins virent leur effectif diminué de moitié. Selon certains auteurs cette épidémie enleva en peu de jours environ 10,000 hommes dont les décès furent constatés dans les hôpitaux, et comme si ce n'était pas assez du terrible fléau, une forte disette vint encore aggraver tous les maux et rendre plus difficile encore la guérison des convalescents ; les pays envahis atteints à leur tour lui payèrent un large tribut, et lorsque s'apaisant enfin, il permit à l'armée de recommencer ses opérations, l'année 1795 la trouva prodigieusement diminuée mais toujours pleine d'enthousiasme, et malgré la nourriture peu substantielle que recevait le soldat et qui consistait en une faible ration de riz, on doit citer, dit le citoyen B... : « cette conduite de la garnison de Saint Sébastien qui tourmentée par la faim, sans moyens de l'apaiser, n'attendait jamais à la propriété des vaincus pour qui des pains blancs de la plus

(1) Histoire des maladies de l'armée des Pyrénées Occidentales par Jacques Ferrier, médecin breveté des armées, et traducteur des ouvrages de Stoll à Pau, de l'imprimerie de G. Siros et J. Tonnet, rue de la Loi, n° 8, an VIII. in 8°, pp. 484.

(2) Les principaux hôpitaux se trouvaient à St Jean Pied de Port, château de Lacarre, ancien couvent des capucins à Navarrenx transféré plus tard à Castelnau, St Jean de Luz, un très vaste à Sordes et à Orthez. 3 à Bayonne et 2 à Lescar ; on évacuait les malades de Lescar à Pau ou Tarbes, Mirande, Auch, à l'île en Jourdain, Toulouse et jusqu'à Montauban.

« grande beauté étaient étalés chaque jour sur les places et dans
« les boutiques (1).

Quoique la plus légitime impatience agitat les esprits, on dût pendant longtemps se borner à de faibles démonstrations, la faiblesse extrême dans laquelle l'armée se trouvait plongée, lorsque le fléau disparut, condamna ses vaillants chefs à une inaction forcée. Un camp avait, il est vrai, été poussé sur les rives de la Deva à Sasiola, mais tout se borna à quelques feintes, pendant lesquelles on faisait sauter les murailles de Fontarabie et on fortifiait la ville de Saint Sébastien (2).

Ce ne fut guère que vers le mois de mars qu'on songea à recommencer les hostilités ; la division espagnole de gauche commandée par le général Crespo qui occupait de bonnes positions derrière la Deva, fut désignée pour être l'objet des nouvelles attaques de l'armée, mais avant de forcer ses retranchements on résolut d'enlever s'il était possible la bande des contrebandiers d'Ubeda qui était campée, sur les fortes positions d'Ascarate ; cette attaque dût être combinée avec le départ de trois colonnes d'infanterie destinées à opérer à Elgoiba, Sasiola et Pagachoeta ; ces deux premiers points devaient être attaqués par les colonnes d'Azpeitia ; le général Merle devait se porter sur Ascarate par Villefranca, tandis que le général Roucher à la tête d'une seconde colonne devait se porter sur le même point en traversant la Lizarra et traversant Gaztelu. Merle arrivé le premier n'attendit pas la seconde colonne et fit attaquer sur le champ ; mais après quelque avantage aux avant-postes, n'étant pas soutenu par Roucher qui ne fit pas sa jonction en temps utile, il fut repoussé et poursuivi jusqu'au village d'Alegria aux environs de Tolosa, le chef de bataillon Durand, deux capitaines et six hommes furent faits prisonniers.

Les autres colonnes n'obtinrent pas un plus grand succès, elles se mirent en mouvement le 30 ventôse (11 mars) ; la colonne d'infanterie qui sortit d'Azpeitia à 10 heures du soir marcha sur Elgoibar et s'empara du col et du village d'Azcarate. Elgoibar

(1) Selon le citoyen B... les distributions cessèrent entièrement dès le 23 ventôse an 3, on remplaça chaque ration par 6 onces de riz, deux onces de légumes, un seizième de pinte d'eau de vie, un vingtième de pinte de vinaigre ; le 30 du même mois il fut décidé qu'on donnerait une ration de pain tous les deux jours, cet état de choses dura jusqu'au 19 prairial.

(2) Moniteur.

allait être pris quand l'ennemi ayant reçu des renforts revint à la charge ; une compagnie de la milice de Bilbao, commandée par D. José Joaquin de Layzaga, se distingua tout particulièrement et après un engagement des plus vifs, les Français se virent reprendre successivement tous les postes qu'ils venaient de conquérir et eux-mêmes obligés à la retraite (1). La seconde colonne fut vigoureusement reçue à Sasiola par de nombreuses troupes Biscayennes qui, commandées par D. Jose de Ugarte, résistèrent avec tant d'héroïsme que les Français furent contraints de se retirer. Enfin la troisième colonne d'Azcoïtia s'empara d'abord des hauteurs d'Oloetagna et de Pagachoeta qui couvrent la ville de Vergara ; les Espagnols s'y trouvaient en nombre et secourus en temps opportun ne tardèrent pas à reprendre l'offensive ; les paysans eux-mêmes, au nombre de 400, ayant à leur tête le curé de Lazama don Antonio d'Atuchegui prirent les armes et soutinrent les troupes de ligne (2), les Français furent obligés de se retirer à Azcoïtia ou l'ennemi n'osa le poursuivre.

Sur ces entrefaites, la cour d'Espagne, peu satisfaite du comte de Colomera, venait de le remplacer par le prince de Castelfranco qui commandait l'armée d'Aragon. A peine ce dernier avait-il pris le commandement de l'armée, que le général Marbot pourvu d'ordres supérieurs se mit à son tour en campagne ; il attaqua les Espagnols qui s'étaient fortement retranchés et avaient construit un camp d'une certaine importance sur le mont Musquiruchu ; cette position forme une barrière entre Elosua et Elgoibar et protège Placentia et le cours de la Deva. Un brouillard intense favorisa la marche de la colonne française qui, sortant d'Azcoïtia pendant la nuit, obtint dans le principe des avantages assez marqués ; les Espagnols perdirent une vingtaine d'hommes et 50 prisonniers dans cette première affaire ; deux bataillons d'infanterie espagnole et 150 biscayens tentèrent en vain de reprendre le camp, s'élevant aussi jusque vers la moitié de la montagne ; ils furent accueillis par de si vives décharges de mousqueterie qu'ils se virent obligés de battre rapidement en retraite ; les postes d'Azcarate et de Sasiola

(1) Compendio historico.

(2) Ce prêtre se présenta, dit le Prince de la Paix, à la tête de ses troupes et revêtu de ses ornements sacerdotaux : le drapeau n'était autre que la bannière de notre Dame du Rosaire. Aux litanies des saints chantées par les Espagnols, les Français répondirent par la Marseillaise ; les deux troupes, du reste, combattirent avec une égale bravoure.

ne purent être forcés, et après s'être emparé des effets de campement qui se trouvaient à Musquiruchu les Français se retirèrent en deux colonnes ; celle du général Schilt égarée par le brouillard fit fausse route et faillit tomber entre les mains des Espagnols qui se trouvaient en grand nombre à Elgoibar, elle se dégageda cependant et revint à Azcoïtia sans obstacle (1).

On ne doit guère s'étonner du décousu qui semble régner dans ces derniers combats, surtout quand on les compare avec les opérations antérieures ; car depuis déjà quelque temps certains bruits de paix commençaient à se répandre parmi la population et dans l'armée ; le général Servan, qui se trouvait à Bayonne avec le titre d'inspecteur général, avait eu de fréquentes conférences avec le marquis d'Iranda en résidence à St Sébastien. Ces conférences qui, comme on le verra plus tard, n'aboutirent pas, atténuèrent cependant pendant quelque temps la rapidité des opérations. D'un autre côté, l'armée dans laquelle on avait incorporé en septembre 1793 5 demi brigades ayant chacune un effectif de 2,437 hommes, conformément à la loi du 21 février, recevait alors le complément de son organisation ; tous les autres bataillons furent embrigadés et formèrent 18 nouvelles demi brigades ; il est vrai que les effectifs se trouvèrent tellement réduits après le terrible hiver qu'on venait de passer que quelques uns de ces corps de nouvelle formation n'atteignait pas le chiffre de 1,000 hommes.

Les propositions qui furent faites à la junte de la province de Biscaye que l'on se préparait à envahir eurent pour résultat, dit le citoyen B..., de faire abandonner les drapeaux à une moitié de l'armée espagnole du Guipuzcoa qui forte de 15,000 hommes fut bientôt réduit à 9,000. Nous croyons que cet auteur se trompe quand il avance ce fait. On doit plutôt rechercher les causes de cette défection à l'ordre nouveau qui venait d'être rétabli en Guipuzcoa ; si les volontaires de cette province abandonnèrent l'armée espagnole c'est que dans sa séance du 29 germinal le comité du salut public, désavouant les atrocités commises en Guipuzcoa et Biscaye, rendirent justice à l'attitude vraiment digne des populations de ces provinces et délivrant le Guipuzcoa du joug odieux dont l'avait affligé le représentant Pinet, lui donnèrent enfin un

(1) Marcillac. — Citoyen B... — Gaceta de Madrid. — Soraluece.

gouvernement de son choix. Ces actes furent approuvés et lus par la Convention dans une séance solennelle (1).

« Le représentant du peuple, près l'armée des Pyrénées Occidentales au président de la Convention nationale.

« Au quartier général de St Jean de Luz. Le 9 floréal. au 3.

« Aussitôt que le rapport et le décret du 29 germinal qui désavouent les atrocités commises dans le pays conquis sur les Espagnols, m'a été connu, je me suis empressé de le faire parvenir à la même administration supérieure du Guipuzcoa, avec intention de le faire traduire en langue espagnole et de le faire publier dans toute la province. Les nouveaux administrateurs élus par leurs concitoyens, jouissent de l'entière confiance du pays ; la Convention nationale peut regarder les sentiments qu'ils expriment dans la lettre ci-jointe, comme ceux de tous les habitants du pays conquis.

« CHAUDRON-ROUSSEAU. »

« L'administration supérieure du Guipuzcoa, au représentant du peuple Chaudron-Rousseau :

« St-Sébastien, le 8 floréal. l'an 3 de la République une et indivisible

« Citoyens représentants, nous avons reçu copie du décret et du rapport faits à la Convention nationale; elle désapprouve les cruautés commises dans les contrées, c'est un nouvel hommage qu'elle rend à l'innocence opprimée ; c'est un bienfait qui attache à la république par les liens de la reconnaissance des hommes nés avec les sentiments de l'égalité et de la liberté, qui s'enorgueillissent d'être frères des hommes qui les possèdent.

« Nous nous occupons à le faire traduire pour l'envoyer de suite à l'imprimeur, le jour de cette publication sera un jour de félicité pour le Guipuzcoa, dont les cris seront désormais avec celui des véritables amis de la justice et de l'humanité : celui de vive la République ! vive la Convention nationale !

« Elle renouvelle le 12 germinal son serment de rester fidèle à son poste, elle déposa ce serment entre les mains du peuple souverain, recevez celui que nous faisons entre les vôtres de

(1) Voir aux pièces justificatives.

« préférer la mort à la faiblesse de consentir jamais à la violation de la loi ; ce sentiment est né dans nos cœurs, il est l'hommage le plus agréable que nous puissions lui offrir. »

Suivent les signatures.

Mais les opérations allaient bientôt recommencer de la manière la plus brillante, de nombreux bataillons étant venus de l'aile gauche de l'armée renforcer la division de Guipuzcoa qui se préparait à entrer en Biscaye. Les Espagnols n'avaient pas vu sans inquiétude cet accroissement de forces, et comme la concentration des troupes avait lieu entre Saint Sébastien et Tolosa, ils ne savaient si c'était la Biscaye ou la Navarre qu'ils devaient préparer à soutenir le choc. Déjà vers le mois d'avril le général Sangro commandant la place de Pampelune, désireux de savoir à quoi s'en tenir sur ces nombreux rassemblements, envoya 3 espions dans le camp français ; ils furent pris en flagrant délit et amenés au général Moncey qui les interrogea lui même. Quand il sut quels étaient les motifs qui les avaient amenés dans le camp français, il dédaigna de leur faire appliquer la loi martiale et écrivit au général espagnol que voulant lui épargner la peine d'entretenir désormais des espions il lui envoyait l'état de ses troupes ; le général fit aussitôt les plus grands préparatifs pour résister à un siège qu'il prévoyait devoir être long et meurtrier.

La prise de Pampelune n'attirait cependant pas l'attention des Français ; en ce moment du moins l'invasion de la Biscaye était le but qu'ils se proposaient d'atteindre. Quelques mots sur cette province et les ressources dont elle disposait, feront mieux comprendre l'immense désir qu'avait l'armée républicaine de s'en emparer.

Touchant au Guipuzcoa, l'antique senorio de Biscaye est borné au nord par l'Océan sur lequel il présente un grand développement de côtes renfermant un certain nombre de ports assez sûrs pour les navires de faible tonnage ; limitée à l'ouest par la province de Santander, elle confine au midi, l'Alava qui lui sert de frontière ; la province de Biscaye, l'une des trois dites provincias Vascongadas, a Bilbao pour capitale, et renferme dans cette étendue une vingtaine de petites villes de moindre importance, parmi lesquelles on peut citer Ondarroa, Marquina, Lequeitio, Valmaseda, Durango et Bermeo ; 5 vallées sont formées par les derniers

chaînon des Pyrénées, dont le système orographique semble se continuer sous les eaux du golfe Cantabrique (1). Le recensement de Florida Blanca lui donnait en 1787 : 116,042 habitants ; des mines nombreuses en cours d'exploitation ; de grandes richesses agricoles, d'immenses approvisionnements en céréales, faisaient de cette province une des plus riches de l'Espagne, et si l'on en croit le recensement de 1799 on voit le revenu annuel se monter à cette époque à 66,859,483 réaux (2).

Lorsque la guerre éclata entre la France et l'Espagne, la Biscaye fut la province la plus prompte à s'armer et fit aussitôt de grands sacrifices ; la junta appela sous les armes tous les hommes valides de 18 à 60 ans (6 mars 1793) et la couronne leur fournit les armes qui leur manquaient ; ils construisirent un grand nombre de batteries destinées à servir les petits ports de la côte et deux navires furent armés en guerre par la ville de Bilbao afin de protéger le commerce maritime (3) ; enfin un certain nombre de compagnies formées par la ville furent équipées, armées à ses frais et envoyées pour la plupart à l'armée où elles se conduisirent de manière à mériter tous les éloges (4).

On conçoit que les Espagnols, connaissant toutes les ressources que cette province devait offrir aux troupes républicaines si elles parvenaient à s'en emparer, aient fortement occupé les débouchés qui y conduisent ; le cours de la Deva était gardé par une forte division commandée comme nous l'avons dit plus haut, par le

(1) Carte de la Biscaye. Coëlle.

(2) Carte de la Biscaye. Coëlle.

(3) La *Nuestro senora de Consolacion*, goëlette armée de 12 canons, et le brigantin *el Guerrero* de 8 canons. (Compendio historico).

(4) Voici la composition des 4 premières compagnies qui furent fixées pour le service réglé ; l'effectif de chaque compagnie était de 100 hommes. (Compendio historico).

1 ^{re} compagnie	capitaine.....	D. Alexandrio de Eguia.
	lieutenant.....	D. Antonio Gamez y Cortesana.
	sous-lieutenant..	D. Antonio de Aresti.
2 ^e compagnie	capitaine.....	D. José de Zubiria.
	lieutenant.....	D. Mauricio Arrieu.
	sous-lieutenant..	D. José de Aranguren.
3 ^e compagnie	capitaine.....	D. José de Santa-Cruz.
	lieutenant.....	D. Miguel de Portuondo.
	sous-lieutenant..	D. Miguel Smiht.
4 ^e compagnie	capitaine.....	D. Manuel Ramon de Maruri.
	lieutenant.....	D. Ignacio Fano
	sous-lieutenant..	D. Miguel Gorrordo
	Chapelain.....	D. Juan Manuel de Bolivar.

général Crespo, le quartier général se trouvait situé à Elosua préservé par la rivière Urola et dans une très forte position. Il ne fallait rien moins que toutes les forces des Français pour en déloger l'ennemi. Le reste de la division défendait les gués nombreux de la Deva. Deux mouvements combinés, dirigés l'un contre la Navarre, l'autre sur la Biscaye, furent préparés par l'état major général; après avoir taté le terrain le 15 et le 25 juin, les républicains se disposèrent dès le 28 à enlever le camp de Crespo et à le contraindre à battre en retraite.

Le 28, l'armée française commença son mouvement, le général de brigade Roucher quitta le camp d'Izia avec 5 bataillons et demi divisés en 4 colonnes et chercha à passer la Deva à Sasiola; l'une des colonnes commandée par le chef de brigade Montroux s'engagea dans un gué à rangs serrés, et malgré le feu de l'ennemi, ayant de l'eau jusqu'au cou, gagna bientôt le milieu de la rivière, le gué formé de sables mouvants ayant disparu elle fut obligée de revenir sur ses pas, ce qui fut du reste exécuté avec le plus grand ordre (1); 250 hommes ayant fait une nouvelle tentative sur un point les colonnes les suivirent de près, et s'élançant au pas de charge sur les retranchements des Espagnols, ceux-ci les abandonnèrent aussitôt et se réfugièrent sur les hauteurs de Arrietur et Azterrica. Les Français s'emparèrent de 9 pièces de canon et d'un drapeau, qui fut pris par un lieutenant du 3^e bataillon du Lot-et-Garonne; le mont de Laranga défendu par 300 hommes du régiment du Prince fut évacué à son tour; le commandant d'artillerie D. Mariano de Castanos fut blessé et tomba entre les mains des Français, qui n'eurent à déplorer que la mort d'un officier tué et 12 soldats blessés.

Le passage de la Deva effectué, une des colonnes se porta rapidement sur Motrico, qui fut occupé le 20 juin, et les autres colonnes marchèrent sur Verriolura en occupant Marquina, et dépassèrent la gauche de l'armée espagnole. Le même jour le général Willot, à la tête de 10 bataillons en deux colonnes, partait d'Azcoitia et se dirigeait sur Elosua; une nouvelle division de 3,000 hommes environ se porta de Tolosa sur Villareal. Les Espagnols voulurent défendre les passages des montagnes qui couvraient

(1) Cit. B...— Moniteur.

Les Espagnols prétendirent que cette division perdit plus de 500 hommes (Compendio Historico.)

leur camp, mais promptement repoussés par des forces supérieures, ils vinrent rejoindre Crespo à Elosua qui se vit dans l'obligation de battre promptement en retraite, s'il ne voulait pas voir enlever sa division ; il évacua en effet Elosua et se porta sur Vergara, mais il ne pût s'y arrêter, car sa gauche se fut trouvé trop compromise par la nouvelle occupation de Marquina par les troupes républicaines ; il continua donc son mouvement et quittant Vergara il établit sa gauche sur les crêtes des monts Insora, Asumian et Elguetta, tandis que sa droite prenait une bonne position entre Oñate et Lagaspia à Satul et Tellerant où elle se retrancha ; le quartier général fut porté à Mondragon ; quoique attaqué le 30 juin le baron de Tüest commandant la gauche, grâce à ces bonnes positions, les repoussa en leur faisant perdre quelques hommes.

Du reste, si les Français n'avaient pas complètement atteint le but projeté, ils devaient du moins se réjouir des résultats, car Crespo par sa retraite venait enfin de leur découvrir une partie de la Biscaye ; ce général ne put se décider à continuer son mouvement et à abandonner des positions qu'on devait lui ravir sous peu ; au lieu de rejoindre Filanghiery qui commandait en Navarre, il voulut, paraît-il, parer à toutes les difficultés qui se présentaient ; avec des effectifs trop restreints il avait songé à couvrir à la fois l'Alava, la Navarre, une partie de la Biscaye et garder encore ses communications intactes avec la Navarre en se servant de sa cavalerie ; on a vu comment il fut obligé de découvrir la Biscaye ; ses communications ne tardèrent pas à être coupées avec la division de Navarre que les Français allaient attaquer à son tour.

Dès le 13, le général Willot qui se trouvait le plus éloigné de Lecumberry, partit avec ses plus solides bataillons, le 14 au soir il était formé en avant de Tolosa. Le même jour le général Merle avec 6 bataillons sortit de cette ville, et se dirigea sur Lecumberry en suivant la grande route de Pampelune, tandis que 5 bataillons commandés par le général Morand partirent du même point, et inclinant à gauche, s'arrêtèrent à Gorriti ; enfin le mouvement devait être complété par le général Digonet qui, amenant avec lui 7 bataillons d'excellentes troupes, devait partir du camp de San Esteban, et par des marches forcées débouchant par le village d'Arruiz prendre la division espagnole à revers.

Le 15 au matin, les 4 colonnes arrivées à leur poste de combat

débouchèrent en même temps sur Lecumberry : Willot par le flanc droit, Morand par le flanc gauche, Merle de front et Digonet en queue ; le mouvement s'exécuta avec une précision remarquable, mais Filanghiery, compromis sur sa gauche et sur ses derrières par la retraite de Crespo, n'avait pas attendu ce moment pour se mettre en sûreté et venait de gagner Irurzun dont il occupa les hauteurs ; sa fuite fut si précipitée qu'il ne songea même pas à défendre des retranchements qu'il venait de faire élever entre ces deux points.

La situation s'était compliquée et l'armée républicaine stationna trois jours à Lecumberry ; cependant dans la nuit du 5 au 6 juillet (17 messidor), le général Moncey donna le signal de l'attaque (1). 3 fortes colonnes d'infanterie se dirigèrent sur Letassa par la grande route où elles se séparèrent, Merle prenant à droite avec 3 bataillons déboucha sur Irurzun par la route de Vittoria ; cinq bataillons commandés par Digonet descendirent sur la gauche et rallièrent Irurzun en traversant les villages de Gulina et Aizcorbe et coupant la retraite à Don Francisco Horcasitas commandant l'avant-garde. Une troisième colonne dirigée par Harispe et composée de 2 bataillons et 3 compagnies de carabiniers traversant la montagne à gauche d'Irurzun, coupa ses communications avec Pampelune ; enfin une 4^e colonne sous les ordres de Willot commandant les opérations et formée de 2 bataillons, 150 cavaliers et 2 pièces de canon attaqua de front. Après une violente mousqueterie et quelques charges de cavalerie, les Espagnols abandonnèrent Irurzun et se replièrent sur leurs positions ; Harispe qui arrivait près d'Aizcorbe enleva sur la gauche de la route une bonne position à un bataillon de Catalans que ses soldats poursuivirent avec tant de précipitation qu'ils faillirent compromettre le succès de la journée.

En ce moment, la gauche se trouva menacée, car les chasseurs basques, n'écoutant que leur courage, et voulant s'emparer de 2 pièces de canon que les Espagnols faisaient avancer, furent chargés si vigoureusement par 3 escadrons du régiment de Farnèse qu'ils se virent obligés de se réfugier dans les taillis qui protégeaient les bords de la route ; Digonet que ce mouvement étonna, envoya sur le champ à Harispe l'ordre de battre en retraite, mais

(1) Cit. B. — Marcillac. — Moniteur, lettre du général Moncey.

il fut lui même chargé par une forte colonne de grenadiers provinciaux de la Vieille Castille ; le bataillon des grenadiers de Branaa qui leur fut opposé allait succomber, lorsque la colonne de Willot apparut; il se mit lui-même à la tête d'un bataillon de grenadiers et chargea les Espagnols l'épée à la main ; ceux-ci vivement inquiétés par les chasseurs basques d'Harispe qui abrités par les bois les criblaient de balles, ne purent résister à cette vive attaque, et battant en retraite regagnèrent les positions d'où ils étaient descendus, tandis qu'Harispe rentrait dans Aizcorbe. La cavalerie française qui eut dû charger en ce moment, ne se trouvait pas sur le lieu du combat (1).

Selon leur coutume, les Espagnols s'attribuèrent la victoire, quoiqu'ils eussent évacué Irurzun ; les Français y établirent leur centre, la gauche à Aizcorbe et la droite au passage d'Olharreguy, occupant la route de Vittoria et menaçant le flanc droit de Crespo dont les communications se trouvèrent coupés avec l'armée de Navarre. Ce combat coûta aux Français 82 hommes tués ou blessés, les Espagnols perdirent environ 300 hommes (2). Après avoir imprimé une aussi violente secousse à l'armée de Navarre qui ne pouvait espérer de longtemps reprendre l'offensive, l'état major républicain revint porter ses efforts sur la division du général Crespo ; celui-ci de Mondragon venait de reculer jusqu'aux Salines de Guipuzcoa, et avait assuré ses positions sur les hauteurs d'Elgueta, occupant toujours Satul et Tellerant ; il croyait pouvoir couvrir l'Alava et les débouchés de la Navarre et de la Biscaye.

Ce fut le général Dessein qui commença les nouvelles opérations ; unissant ses troupes à celles qui avaient déjà passé la Deva, il forma une forte division de près de 4,000 hommes d'infanterie avec deux petites pièces de canon nommées républicaines, et seulement 20 cavaliers. Il quitta le 24 messidor Elgoibar et se rendit à Eibar ; il rencontra dès le lendemain un peu en avant d'Ermua la gauche espagnole, qui vivement refoulée abandonna dans ses retranchements 13 pièces de canon ; la nuit suivante la colonne française s'empara de Durango, ancien quartier général

(1) Elle avait été entraînée, dit le Cit. B..., par un sous inspecteur de vivres à la poursuite de quelques chasseurs d'Ubeda.

(2) Moncey accuse chez les Espagnols une perte de 500 tués ou blessés et 200 prisonniers.

de Crespo, on y trouva 13 pièces d'artillerie, une grande quantité d'approvisionnements et 16 milliers de poudre ; tout ce qui fut trouvé trop lourd pour être évacué sur les lignes françaises, fut immédiatement jeté dans la rivière qui baigne cette petite ville. Dessein, profitant de son séjour à Durango, fit répandre à profusion dans toute la province de Biscaye la proclamation du général Moncey ; elle eût, paraît-il, un si grand succès qu'une grande partie des Biscayens quittèrent l'armée de Crespo.

Le 25 au matin, le général quitta Durango, traversa Ochandiano et franchit la frontière d'Alava ; il arriva à Villaréal le 26 dans la matinée, en sortit presque aussitôt, et rencontrant sur les hauteurs d'Urbina, petit village sur la route de Vittoria, une partie de l'armée de Crespo, il la délogea vivement, et après une rapide escarmouche, arriva dans la soirée à Ayarrabe, et au village de Mendivil sur les hauteurs duquel il s'établit.

La division du général Willot qui devait opérer sa jonction avec lui, était partie le 25 d'Irurzun avec 3,500 hommes d'infanterie et 100 cavaliers. Il arriva le 26 traversant successivement Villanueva, Urruazu et vers le soir de ce jour débusqua des hauteurs d'Oysogueta 800 Espagnols qui y avaient pris position, il franchit la frontière de Guipuzcoa, coucha à Salvatierra et vint déboucher le 27 entre les villages de Salinas et d'Ullibarri-Gamboo, la veille encore occupé par les Espagnols.

Crespo, vivement inquiété par ces marches rapides, se résolut alors à se dérober promptement pour sauvegarder la forteresse de Pancorbo, clef de la Castille, et qu'il croyait sérieusement menacée ; des hauteurs d'Urbina qu'il occupait il vit que le chemin de Vittoria se trouvait entre les mains de Dessein. Le 26 il se mit en marche avec toutes ses troupes, et suivit la route de Mondragon qui se trouvait libre et, cotoyant les hauteurs jusqu'à Durango, il entra dans Bilbao suivi de près par quelques troupes légères, La ville qui était d'abord résolue à se défendre vit avec consternation que Crespo se préparait à s'éloigner.

Déjà le 26, le général Shilt de la division de Dessein était entré avec l'avant garde dans la ville de Vittoria ; le 27 la division toute entière s'y reposa, et reprenant sa marche le 28 elle opéra le 29 sa jonction avec le général Willot ; les deux divisions combinées arrivèrent sans perdre de temps à Ordinia ; le 30 elles étaient à Miravalle et se disposèrent à faire leur entrée dans Bilbao. Crespo

l'avait déjà évacué deux jours auparavant, et suivant les hautes chaînes de montagnes qui après avoir couronné Bilbao vont se joindre à celle de la Castille, il se réfugia à Pancorbo, laissant à l'armée républicaine la libre possession de la Biscaye et de l'Alava.

Tout n'était que confusion dans Bilbao qui venait de montrer tant de mépris pour la pacifique proclamation que Moncey leur avait envoyée (1) ; l'ayuntamiento craignait de voir tomber sur eux toute la colère du général et des représentants ; les richesses que la ville renfermait, sa qualité de place de commerce de premier ordre faisaient trembler les propriétaires et les armateurs qui se hâtaient pour la plupart de s'enfuir par mer et par terre, en emportant les objets les plus précieux, si bien qu'en moins de deux jours la ville fut à moitié dépeuplée.

Le matin du 19, les troupes françaises firent leur entrée dans la ville de Bilbao ; le général recommanda sous les peines les plus sévères aux soldats de sa division, de vivre dans la plus parfaite harmonie avec les habitants ; les historiens espagnols sont d'accord pour vanter hautement l'excellente discipline des troupes républicaines ; aucune insulte, pas une seule provocation ne vint abaisser l'orgueil des vaincus ; ce qui était acheté par les troupes était payé séance tenante, et les assignats n'eurent pas cours forcé ; la même conduite fut du reste observée lors du passage des troupes à Durango et dans toute l'étendue de la Province ; les Français exigèrent cependant avant de quitter la ville que la députation qui s'était réfugiée à Pancorbo à la suite du général Crespo, fut immédiatement remplacée.

CHAPITRE XV

Passage de l'Ebre. -- Préparatifs du siège de Pampelune. — Paix de Bôle.
Positions des deux armées. -- Conclusions.

Pendant que les troupes républicaines prenaient possession de la Biscaye, le général de Miollis avec 4 bataillons et 100 cavaliers sortait de Miranda, et, traversant la rivière de Ladorra-Armino,

(1) La Diputacion inflexible en su glorioso teson respondio que la proclama del General frances no merecia la menor contestacion (Compendio Historico.)

arriva bientôt sur la frontière de Castille, et fit son entrée dans Miranda de Ebro après s'être emparé du château ; mais il fut attaqué par de nombreux corps de paysans armés et soutenus de quelques troupes de ligne qui l'obligèrent à repasser l'Ebre qu'il avait déjà franchi

La division de Crespo qui arrivait de Bilbao vint appuyer les Espagnols qui attaquèrent de nouveau les Français ; ceux-ci, déjà ébranlés, furent, malgré leur résistance, repoussés par des charges de cavalerie ; mais Crespo arrêta bientôt son mouvement, car une brigade commandée par Shilt arrivait de Bilbao à marches forcées, bientôt suivie de toute la division. Le général Willot fit prendre aussitôt à ses troupes une bonne position à Miranda, pendant que l'on établissait un camp retranché sur les hauteurs de la Puebla.

Nous passerons maintenant aux opérations de l'armée de gauche, car, après être si habilement arrivé, et presque sans effusion de sang, à séparer totalement les armées espagnoles de Navarre et de Biscaye, le général Moncey qui maintenant croyait à la possibilité du siège de Pampelune, se préparait à recueillir le fruit de ses victoires. Pendant qu'on immobilisait par quelques ouvrages de campagne, le général Crespo à Pancorbo qu'il s'obstinait à couvrir, il devait attirer à lui les troupes qui n'étaient pas strictement nécessaires à la défense de ces positions, et se disposait à envoyer le général Willot, le plus vigoureux de ses lieutenants, à Puente-la-Reyna compléter le blocus de Pampelune. Tout, du reste, était préparé pour cette attaque ; l'équipage de siège du général Lespinasse était depuis longtemps à même de rendre les plus grands services, et le général du génie Marescot était arrivé à Bayonne depuis peu de jours avec plusieurs officiers pour prendre la direction des travaux du siège.

Le 2 thermidor, le général Digonet, chargé des opérations en Navarre, quitta Irurzun qu'il occupait avec deux bataillons et se porta au bois d'Orquia ; la gauche de l'armée espagnole y campait ainsi que sur le col d'Ollareguy, seule communication entre les vallées d'Ollo et d'Arequil. Pour arriver à la position occupée par l'armée espagnole, le général Digonet prit la droite de la route de Pampelune, et dut enlever le col d'Ollareguy gardé par la compagnie à pied d'Ubeda et un bataillon des volontaires de Navarre. Après avoir essayé de forcer la position d'Erice,

Digonet attaqua franchement le col ; ses troupes arrivèrent sans grande difficulté, car l'ennemi s'enfuit aux premiers coups de fusil ; mais ayant rencontré deux bataillons du régiment d'Africa, elles les attaquèrent immédiatement à la baïonnette ; un combat terrible s'engagea sur ce point ; les Espagnols faisaient cependant une vigoureuse résistance lorsque le colonel D. Augustin Goyeneta tomba percé d'une balle, le lieutenant-colonel D. Jose Gonzalez d'Acuyna fut blessé et fait prisonnier ainsi que le major ; le sergent-major D. Juan d'Aguirre prit le commandement et reçut au même instant un coup de baïonnette dans les reins, il eut cependant la force de se retourner et de tuer d'un coup de sabre le grenadier qui l'avait blessé. Les bataillons espagnols, alors en retraite, mais sans précipitation et répondant à tous les coups, quittèrent le revers de la montagne et se dirigèrent toujours combattant jusqu'au village d'Ilzorbe ; voyant 4 bataillons accourant à leur secours, ils firent un nouveau retour offensif ; les Français qui les avaient poursuivis chaudement, n'étant plus en nombre, regagnèrent le col dont ils s'étaient emparés et où les ennemis n'osèrent les poursuivre. Les deux partis eurent environ 200 hommes tués ou blessés ; les Français firent en outre 50 prisonniers. Pour récompenser le régiment d'Africa de sa belle conduite, le roi ordonna que dorénavant les soldats portaient un écusson d'honneur à l'avant-bras gauche ; le premier et second bataillon qui s'étaient distingués dans ce combat, eurent aussi leurs drapeaux décorés de cet insigne flatteur.

Les opérations qui venaient de commencer furent subitement interrompues. La paix qui venait d'être conclue à Bâle, le 14 thermidor, trouva les Français maîtres de la Biscaye, de l'Alava, du Guipuzcoa et se préparant à faire le siège de Pampelune ; seule, l'extrême gauche des troupes républicaines n'avait guère bougé depuis le commencement de 1795. La division de Saint-Jean-Pied-de-Port commandée par le général Maucó et composée de la brigade des chasseurs basques, de la 40^e et de la 134^e demi-brigade, et du bataillon du Jura, avait envoyé le 10 prairial à la division de droite 1 bataillon de grenadiers et 2 bataillons de chasseurs basques ; le reste de la division s'était porté sur la montagne d'Ourisca, d'où elle pouvait facilement surveiller le Bastan ; ces troupes n'eurent, du reste, qu'un service peu fatigant et bornèrent toutes leurs démonstrations à deux petites expédi-

tions à Zubiri qui furent exécutées sans difficulté. Les bruits de paix qui avaient déjà couru au commencement de 1795 s'étant subitement éteints, rien ne faisait présager une aussi prompte solution ; la nouvelle qui en fut connue dans les camps et dans les provinces le 20 thermidor, souleva une joie générale également partagée par l'un et l'autre parti. L'armée républicaine avait tant souffert l'hiver précédent qu'elle ambitionnait avec ardeur un repos qui lui était bien dû ; soldats et habitants se félicitaient donc à l'envie, les uns de quitter un pays qui leur avait été si funeste, les autres de se voir débarrassés du joug des vainqueurs.

Les négociations ouvertes déjà depuis longtemps entre les deux nations venaient enfin de produire un heureux résultat. Godoi, toujours tout-puissant à la cour espagnole, s'était mis en communication avec le gouvernement républicain, dès l'automne de 1793 ; le 28 février, 3 et 14 mars 1794 d'orageuses délibérations furent tenues à Madrid, car il s'y était formé un parti de la paix qui venait de mettre à sa tête l'ancien ministre Aranda alors exilé. Godoi comprit très bien que la continuation de la guerre était impossible, l'Espagne était épuisée d'hommes et d'argent. Ce fut alors par la voie détournée d'un agent français en Espagne que le prince de la Paix renoua les négociations déjà rompues. Le 13 janvier 1795, le général Urritea invita de nouveau les Français à conférer et après plusieurs tâtonnements, car aucune des deux puissances ne voulaient paraître faire le premier pas, Barthélemy et Yriarte s'abouchèrent à Bâle, tandis que le général Servan fut chargé de son côté d'ouvrir des négociations à Bayonne avec le marquis d'Iranda ; encore une fois rompus, les pourparlers recommencèrent bientôt à Bâle entre Barthélemy et Iriarte qui n'avaient pas cessé d'entretenir entr'eux une correspondance occulte. La France tenait pour des cessions de territoire que le diplomate espagnol refusait au nom de son pays, disant avec raison que, puisque le gouvernement républicain réclamait à l'Espagne une alliance offensive et défensive, l'entamer eût été l'affaiblir et l'irriter (1). Le traité fut enfin envoyé à l'Assemblée qui, après quelques réclamations, ratifia l'œuvre du Comité. La

(1) Pour les détails relatifs aux négociations, voir le remarquable travail de M. Sorel : « La diplomatie Française et Espagnole, revue historique ». Voir aussi les mémoires du prince de la Paix.

paix aussitôt conclue, les troupes françaises évacuèrent immédiatement les provinces et furent dirigées sur l'armée des Alpes et d'Italie.

TRAITÉ DE PAIX ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE

La République Française et Sa Majesté le Roi d'Espagne, également animés du désir de faire cesser les calamités de la guerre qui les divise, intimement convaincus qu'il existe entre les deux nations des intérêts respectifs qui commandent un retour réciproque d'amitié et de bonne intelligence, et voulant, par une paix solide et durable, rétablir la bonne harmonie qui depuis longtemps avait constamment été la base des relations des deux pays, elles ont chargé de cette négociation importante, savoir : la République Française, le citoyen François Barthélemy, son ambassadeur en Suisse, et Sa Majesté Catholique, son ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire près le Roi de Pologne, don Domingo d'Yriarte, chevalier de l'Ordre Royal de Charles III, etc.; lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, ont arrêté les articles suivants :

ART. I. — Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre la République Française et le Roi d'Espagne.

II. — En conséquence, toutes hostilités entre les deux puissances contractantes cesseront, à compter de l'échange des ratifications du présent traité, et aucune d'elles ne pourra, à compter de la même époque, fournir contre l'autre, en quelque qualité et à quelque titre que ce soit, aucun secours ni contingent, soit en hommes, en chevaux, vivres, argent, munitions de guerre, vaisseaux ou autrement.

III. — L'une des puissances contractantes ne pourra accorder passage sur son territoire à des troupes ennemies de l'autre.

IV. — La République Française restitue au Roi d'Espagne toutes les conquêtes qu'elle a faites sur lui dans le cours de la guerre actuelle.

Les places et pays conquis seront évacués par les troupes Françaises, dans les quinze jours qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

V. — Les places fortes dont il est fait mention dans

l'article précédent seront restituées à l'Espagne avec les canons, munitions de guerre et effets à l'usage de ces places, qui y auront existé au moment de la signature de ce traité.

VI. Les contributions, livraisons, fournitures et prestations de guerre cesseront entièrement à compter de quinze jours après la signature du présent acte de pacification. Tous les arrérages dus à cette époque, de même que les billets et promesses donnés ou faits à cet égard, seront de nul effet. Ce qui aura été pris ou perçu après l'époque sus-dite sera d'abord rendu gratuitement ou payé en argent comptant.

VII. Il sera incessamment nommé, de part et d'autre, des commissaires pour procéder à la confection d'un traité de limites entre les deux puissances. Ils prendront, autant que possible, pour base de ce traité, à l'égard des terrains qui étaient en litige avant la guerre actuelle, la crête des montagnes qui forment les versants des eaux de France et d'Espagne.

VIII. Chacune des puissances contractantes ne pourra, à dater d'un mois après l'échange des ratifications du présent traité, entretenir sur ses frontières respectives que le nombre de troupes qu'on avait coutume d'y tenir avant la guerre actuelle.

IX. En échange de la restitution portée par l'article IV, le roi d'Espagne, pour lui et ses successeurs, cède et abandonne en toute propriété, à la République Française, toute la partie espagnole de l'île de Saint-Domingue aux Antilles.

Un mois après que la ratification du présent traité sera connue dans cette île, les troupes espagnoles devront se tenir prêtes à évacuer les places, ports et établissements qu'elles y occupent, pour les remettre aux troupes de la République Française, au moment où celles-ci se présenteront pour en prendre possession.

Les places, ports et établissements dont il est fait mention ci-dessus, seront remis à la République Française, avec les canons, munitions de guerre et effets nécessaires à leur défense, qui y existeront au moment où le présent traité sera connu à Saint-Domingue.

Les habitants de la partie espagnole de Saint-Domingue, qui, par des motifs d'intérêt ou autres, préféreraient de se transporter avec leurs biens dans les possessions de sa majesté catholique, pourront le faire dans l'espace d'une année, à compter de la date de ce traité.

Les généraux et commandants respectifs des deux nations se concerteront sur les mesures à prendre pour l'exécution du présent article.

X. Il sera accordé respectivement aux individus des deux nations la main levée des effets, revenus, biens de quelque genre qu'ils soient, détenus, saisis et confisqués à cause de la guerre qui a eu lieu entre la République Française et Sa Majesté Catholique, de même qu'une prompt justice à l'égard des créances particulières quelconques que ces individus pourraient avoir dans les états des deux puissances contractantes.

XI. En attendant qu'il soit fait un nouveau traité de commerce entre les parties contractantes, toutes les communications et relations commerciales seront rétablies entre la France et l'Espagne sur le pied où elles étaient avant la présente guerre.

Il sera libre à tous négociants français de repasser et de reprendre en Espagne leurs établissements de commerce, et d'en former de nouveaux, selon leur convenance, en se soumettant, comme tous les autres individus, aux lois et usages du pays.

Les négociants espagnols jouiront de la même faculté en France, et aux mêmes conditions.

XII. Tous les prisonniers faits respectivement, depuis le commencement de la guerre, sans égard à la différence du nombre et des grades, y compris les marins et matelots pris sur des vaisseaux français ou espagnols, seront rendus dans l'espace de deux mois au plus tard, après l'échange des ratifications du présent traité, sans répétition quelconque de part ni d'autre, en payant toutefois les dettes particulières qu'ils pourraient avoir contractées pendant leur captivité. On en usera de même à l'égard des matelots et blessés aussitôt après leur guérison.

Il sera nommé incessamment des commissaires de part et d'autre pour procéder à l'exécution du présent article.

XIII. Les prisonniers portugais, faisant partie des troupes portugaises, qui ont servi avec les armées et sur les vaisseaux de Sa Majesté Catholique, seront également compris dans l'échange sus-mentionné.

La réciprocité aura lieu à l'égard des Français pris par les troupes portugaises dont il est question.

XIV. La même paix, amitié et bonne intelligence, stipulées par le présent traité entre la France et le roi d'Espagne, auront lieu

entre le roi d'Espagne et la République des Provinces Unies, alliée de la République Française.

XV. La République Française, voulant donner un témoignage d'amitié à Sa Majesté Catholique, accepte sa médiation en faveur du roi de Portugal, du roi de Naples, du roi de Sardaigne, de l'infant duc de Parme, et autres états de l'Italie, pour le rétablissement de la paix entre la République Française et chacun de ces princes et états.

XVI. La République Française, connaissant l'intérêt que sa Majesté Catholique prend à la pacification générale de l'Europe, consent également à accueillir ses bons offices en faveur des autres puissances belligérantes qui s'adresseraient à elle pour entrer en négociation avec le gouvernement français.

XVII. Le présent traité n'aura son effet qu'après avoir été ratifié par les parties contractantes, et les ratifications seront échangées dans le terme d'un mois ou plus tôt s'il est possible à compter de ce jour.

En foi de quoi, nous soussignés, plénipotentiaires de la République et de sa majesté le Roi d'Espagne, en vertu de nos pleins pouvoirs, avons signé le présent traité de paix et d'amitié, et y avons fait apposer nos sceaux respectifs.

Fait à Bale, le 4 du mois de thermidor an III de la République française (22 juillet 1793).

Signé : FRANÇOIS BARTHÉLEMY.

DOMINGO D'YRIARTE.

SOMMAIRE DES ARTICLES SECRETS ET SÉPARÉS.

I. Droit pour la France d'emporter d'Espagne pendant 5 ans, 50 étalons et 150 juments andalous, 100 béliers mérinos par an.

II. Promesse de remettre au roi d'Espagne la fille de Louis XVI si l'Autriche n'accepte pas les propositions de la France.

III. Les mots et *autres états d'Italie* qui se trouvent dans l'article XV ne peuvent s'entendre que des états du pays (1).

La paix arrivait à propos, et l'armée française devait être la première à en profiter, car, quoiqu'elle fut maîtresse de la grande route d'Irurzun à Vittoria par laquelle ses communications se

(1) Sorel, la Diplomatie française et espagnole, Rev. hist. 1880.

trouvaient établies entre sa gauche et sa droite, il n'en est pas moins vrai que les divisions républicaines s'étendant de Bilbao à St-Jean-Pied-de-Port, occupaient un trop grand développement pour leurs effectifs restreints; la position eût pu devenir critique si l'armée espagnole qui grossissait tous les jours et dont maintenant la force numérique dépassait celle des Français, eût enfin compris qu'en attaquant brusquement leurs ennemis au centre aurait inévitablement coupé les communications des deux ailes. Quoiqu'il en soit, il est facile de s'assurer en jetant les yeux sur la carte des provinces que, au moment où la ratification du traité de paix vint surprendre les deux belligérants, l'armée française se disposait à bloquer Pampelune; cette ville qui avait toujours été l'objectif des républicains eut sans doute exigé un siège long et meurtrier; bien défendue bien fortifiée, ayant eu de longues années pour se préparer à bien recevoir l'ennemi, peut-on concevoir que 25,000 Français, quelque braves et bien commandés qu'ils fussent, eussent été assez nombreux pour former un corps de siège et une armée d'opération destinée à le couvrir. L'un de ces corps n'eût-il pas existé au détriment de l'autre? Et un seul échec éprouvé par l'un des deux n'eût-il pas impérieusement exigé des Français une prompte retraite sur Saint-Sébastien, et peut-être sur la Bidassoa, faisant perdre à l'armée républicaine les fruits de deux années de victoires si chèrement achetées?

La paix vint heureusement résoudre les difficultés qui se présentaient. A l'école de cette rude guerre s'étaient formés d'excellents officiers, de bons soldats, des généraux d'une grande conception stratégique. L'invasion du Bastan, combinée avec le passage de la Bidassoa, et qui eurent pour résultat de débusquer sans peine les Espagnols des redoutables positions qu'ils avaient fortifiées, sont des chefs d'œuvre de guerre de montagne et qui rappellent les belles campagnes de Lecourbe. Enfin la prise de la vallée de Roncevaux, où l'on vit jusqu'à 14 colonnes indépendantes venir se concentrer avec ensemble autour de l'ennemi, montrent combien des généraux intelligents et dévoués, peuvent accomplir certaines choses réputées impossibles, quand ils ont sous leurs ordres des troupes aussi homogènes et aussi disciplinées que l'armée des Pyrénées Occidentales.

Les opérations que nous venons de décrire, donnent, espérons-ous, un aperçu assez exact de ce qui se passa de remarquable sur

l'une et l'autre frontière pendant ces trois années; nous devons ajouter que si, comme ses émules du Nord, l'armée des Pyrénées Occidentales n'a pas encore eu de nombreux historiens pour raconter ses hauts faits, c'est que, perdue à l'extrémité méridionale de la République, le pays n'eut pas à compter sur elle pour le sauver du joug des étrangers; elle réussit toutefois à se suffire à elle-même et put repousser et contenir les efforts d'une monarchie avec les seules ressources que ses chefs surent lui créer. Quelquefois vaincue, toujours combattant et chaque fois gagnant du terrain sur l'ennemi, elle attira plusieurs fois sur elle l'attention du gouvernement et de la France et on put dire d'elle comme de ses sœurs : l'armée des Pyrénées Occidentales a bien mérité de la patrie.



PIÈCES JUSTIFICATIVES

LETTRES INÉDITES DE LAROCHE, CHEF DE L'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL
DE L'ARMÉE DES PYRÉNÉES OCCIDENTALES.

I.

A Frégeville, général de division

Du 10 nivose.

J'ai reçu ta lettre, mon cher Frégeville, et je quitte tout pour répondre.

Oui, les représentants du peuple veulent habiter Urtubie et Maury a dû te faire part de ce dessein, il a dû même te dire qu'il était spécialement chargé de faire toutes les dispositions et de préparer tous les ingrédients et histoires convenables pour que la citoyenne Pinet puisse se trouver à son aise, je pense que tu voudras bien donner tes ordres en conséquence et dessiner le tout.

Ah ! mon ami, tu n'y penses pas quand tu dis que tu veux venir à Bayonne pour relancer M. Boucher qui t'a écrit une lettre impertinente. Certes, j'aurais bien du plaisir de t'y voir, mais je serais fâché que ton voyage n'eût d'autre objet que celui-là ; comment, tu t'arrêtes à des expressions qu'un régisseur des fourrages véhémentement en courroux a su t'écrire ? comment, tu fais attention à l'insecte qui s'escrime avant d'avoir pu pénétrer la substance du chêne auquel il est attaché ? non, mon ami, non, ce combat n'est pas digne de toi ! Il faut laisser à ton ami Laroche le soin de te venger et de te faire rentrer ce limaçon dans sa coquille ? Ah ! pour le coup, je les tiens ces Messieurs les régisseurs et ils seront bien ossés s'ils nous font désormais autant de tours de passe-passe qu'ils nous en ont fait. J'ai fait un bon arrêté dont je t'enverrai copie quand il sera signé et tu y applaudiras parce qu'il bride ces Messieurs et les force à rendre un compte bien net, bien précis de leur administration tous les 8 jours et toutes fois qu'on le jugera convenable. Adieu, mon cher ami

Frégeville, notre ami Garrau va revenir et j'espère que nous passerons ensemble quelques moments agréables ; il n'y a que cela qui puisse me dédommager des peines que j'éprouve.

II.

A Arnaudat, général de brigade.

Du 25 nivose.

Pardonne à mon silence, mon cher général, mes continuelles occupations le justifient. Je suis bien aise que tu sois à Ascaïn et commandant l'aile droite de la division du centre ; cette position te mettra à même de figurer avantageusement si l'ennemi a jamais l'audace de nous attaquer ou si la guerre devient offensive de notre côté. Tiens, mon ami, tiens nos soldats en haleine, exerceles autant que tu le pourras aux manœuvres les plus ordinaires à la guerre, fais les bien marcher en colonne, apprends leur à bien conserver leur distance, soit en masse, soit dans l'ordre naturel, et fais leur faire des déploiements dans tous les sens, que les soldats sachent bien se rompre et bien se remettre en bataille, qu'il manie bien ses armes, qu'il ajuste bien et qu'il nourrisse parfaitement un feu de file. Voilà ce qu'il nous faut et ce qui nous conduira à la victoire, tu trouveras peut-être ces détails minutieux, mon cher camarade, mais certes tu me le pardonneras quand tu sauras l'envie que j'ai de manœuvrer nos troupes, et de leur faire faire de grands mouvements de guerre, et de les rendre dignes de la brillante destinée à laquelle elles sont appelées, tu me le pardonneras quand tu sauras que des bataillons que j'ai passés en revue et qui existent depuis trois ans ne connaissent ni leur droite ni leur gauche, et sont aussi ignorants que ceux de la masse, quand tu sauras que je suis fatigué de me trouver dans une armée qui n'a encore rien fait, et de laquelle on attend les plus grandes choses.

Je crois qu'il serait utile d'établir un poste près l'oratoire de St-Ignace, c'est au général de division qu'il appartient de faire des dispositions d'après ses instructions et ses renseignements, le général Duprat n'y manquera pas.

Si la désertion continue toujours dans le 4^e bataillon des Landes, je ne vois qu'un moyen de l'arrêter, c'est de livrer au tribunal révolutionnaire ceux qui seront reconduits au corps, et de faire

prendre un arrêté aux représentants du peuple qui force les districts et les municipalités à ramener ceux qui s'y trouveront ; quand cette mesure sera établie, quand plusieurs exemples auront été faits, nul doute alors que la désertion ne cesse, et que la subordination et la discipline ne prennent la place du désordre et de la licence.

Adieu, mon cher Arnaudat, sois toujours vigilant, sois toujours actif, toujours sur tes gardes, et toujours prêt à repousser les stupides et féroces Espagnols, il serait très possible que *M. Caro*, instruit des succès de *M. Ricardos*, voulut faire une tentative, mais alors, je le répète, il faut fondre sur lui et l'écraser.

III.

A Digonet, lieutenant-colonel commandant le 4^e bataillon des Landes

Du 8 pluviose.

Je ne réponds pas toujours de suite, mon cher Digonet, aux lettres que tu me fais l'amitié de m'écrire, mais je n'en laisse aucune dans l'oubli. Je reviens aujourd'hui avec plaisir sur celle du 12 nivose dans laquelle tu me parles des observations que tu as faites sur la Rhune dans les gorges d'Ozère à Bera, sur les hauteurs des palomières d'Echalar et sur plusieurs autres points importants, tu as parfaitement observé, tu as parfaitement saisi les différentes positions, mais tu n'as pas porté tes recherches et fixé ton attention sur l'objet le plus saillant, tu n'as pas voulu considérer la position d'Agnoa, celle d'Urdache dont nous sommes maîtres et qui nous donnera la faculté, quand nous le voudrons, d'aller à Maya, à Echalar et d'Echalar à Bera, alors nous évitons et la gorge de la Charité et les redoutes et redans de la palomière auxquelles je ne crois pas, et les redoutes qui défendent l'accès de Bera, enfin tout ce que l'ennemi a calculé et a cru devoir faire pour se garantir de notre invasion.

Je regarde vraiment comme une folie la promenade que Darnaudat et toi avez été faire sur les hauteurs qui dominent Bera : c'est ce que l'on appelle une pasquinade qui dans d'autres temps aurait été punie comme faute très grave, mais qui dans celui-ci

et d'après l'heureux effet qu'elle a produit ne peut te mériter que l'épithète de fougueux montagnard.

Je connais, mon ami, la situation de ton bataillon. Je sais qu'il lui manque trois cents fusils, beaucoup de souliers et d'autres effets, mais certes il a cela de commun avec tous ceux de l'armée, et s'y on voulait y regarder de bien près on trouverait encore qu'il est un des mieux pourvus. Tu sais que cette malheureuse armée ne reçoit rien, qu'elle est abandonnée à ses propres ressources et paralysée par une soustraction de plus de dix mille hommes et une longue suite de persécution, tu sais que malgré ses contrariétés elle présente encore une masse de bons combattants tous animés du meilleur esprit, du plus ardent patriotisme, et capables d'arrêter et de repousser les vils soldats du despote Espagnol, ayez donc patience, mon bon ami ; livre toi à l'espoir que nous ne serons pas toujours aussi malheureux et que le génie qui préside à la destinée des hommes libres nous sortira bientôt de l'état d'anxiété et de détresse dans lequel nous nous trouvons.

Adieu, mon cher Digonet, réveille le courage et la vigilance de tes jeunes soldats, et sois à ton poste toujours brave, toujours actif, toujours sévère, et toujours prêt à frapper l'ennemi, et à sévir contre les malintentionnés et les êtres froids et modérés, je sais que tu es révolutionnaire et que tu as juré de l'être jusqu'à ce que la liberté et l'égalité n'aient plus d'envieux et qu'elles aient bien solidement établi leur empire.

IV

A Lalain, général de division.

Du 10 pluviôse.

Mon voyage à la division du centre, mon cher général, et beaucoup d'autres affaires essentielles m'avaient fait perdre de vue un article de ta lettre du 3 pluviôse ; tu demandes dans cet article si le 6^e bataillon du Lot qui est dans ta division doit subsister ; je te réponds affirmativement que oui, il a cela de commun avec tous ceux qui ont été formés antérieurement à la levée en masse, et certes, cela est bien nécessaire pour nous qui venons de perdre deux demi brigades et les deux meilleurs bataillons de l'armée, pour nous qui n'aurions sans ce sage arrêté que dix-neuf bataillons

pour défendre soixante lieues de territoire, et une immensité de cours, de défilés, de gorges et de points importants et multipliés, pour nous qui comptons avoir une armée de quarante mille hommes d'après les états fournis par les quartiers maîtres, et qui n'avons pas vingt mille combattants ! pour nous qui venons de recevoir dix mille recrues non habillées, non armées et qui ne savons ou prendre les objets essentiels qui leur manquent ! pour nous qui comptons avoir au printemps prochain quatre mille hommes de cavalerie et qui éprouvons le regret amer de ne pas conserver ces cadres ! pour nous qui comptons sur beaucoup d'objets d'artillerie matérielle comme canons, obuses, bombes, boulets, poudre, etc... et qui n'arrivent jamais ! pour nous enfin qui comptons sur les fourrages qui sont dans les départements du Gers, du Lot-et-Garonne et d'autres ressources propres, et qui apprenons que ces mêmes ressources sont destinées à l'armée orientale, mon ami, voilà une tirade qui n'est pas amusante ni pour toi ni pour un chef d'état-major, cependant ne perds pas courage, et croyons que le génie qui plane sur nos têtes et qui préside à la destinée des armées républicaines, nous enverra de quoi subsister et de quoi résister aux ennemis de notre sainte liberté. Adieu, mon cher Lalain, sois toujours brave homme, brave soldat, et sois sûr que tu ne seras pas oublié dans les partages que nous ferons ; tu as déjà reçu 300 fusils, tu en recevras 200 au premier moment.

V

A Jourdeuil, adjoint au Ministre de la Guerre

Du 11 pluviôse.

Tu m'as demandé, citoyen, de la part du ministre, un rapport sur l'exécution de la loi du 2 frimaire, loi relative à l'encadrement des bataillons de réquisition et complément des anciens cadres ; pour te donner une idée claire de nos opérations, je te ferai un tableau par ordre de date.

Le 15 frimaire les représentants du peuple reçurent la loi du 2 du même mois sur la nouvelle organisation de l'armée. Surpris sans doute de ne voir ni instruction du ministre ni agent supérieur et la loi fixant l'exécution de toutes les mesures qu'elle

contenait au 10 nivôse au plus tard, ils prirent un arrêté qui embrassait deux objets ; le premier, la nomination du général Duprat pour agent supérieur, et les adjudants généraux Frère et Desolle pour agents secondaires. Le second, la conservation des bataillons levés depuis le 1^{er} mars et quelques bataillons de réquisition en présence de l'ennemi. J'ai rendu compte en son temps au comité du salut public et au ministre de cet arrêté dont je leur ai envoyé copie avec les motifs puissants qui avaient impérieusement sollicité la conservation de plusieurs cadres que la loi frappait. Si elle eût été suivie dans toute sa rigueur, nous n'aurions conservé que 19 cadres pour la défense de soixante lieues de pays.

L'exécution de toutes les dispositions de cet arrêté fut confié au général en chef pour mettre l'agent supérieur et les agents secondaires en état de remplir leurs fonctions, le général en chef les appela chez lui ainsi que le chef de l'état-major qui communiqua les différents états de sa situation des corps, tant de ceux à compléter que ceux à dissoudre. Ces préliminaires remplis, il fut fait un travail et décidé que le chef de l'état-major requerrait les départements indiqués plus bas de fournir le nombre d'hommes marqués ci-après, savoir :

Le Bec-d'Ambèze.....	1500 hommes
La Dordogne.....	1500
Le Lot.....	1000
Lot-et-Garonne.....	500
Gers.....	500
Hautes-Pyrénées.....	500
Total.....	5500

conformément à la décision du Conseil et un tableau comparatif des besoins des cadres. Cette réquisition, approuvée par les représentants et dont je t'envoie copie, fut adressée par le chef de l'état-major aux départements désignés.

Les choses étant dans cet état, arriva l'instruction du ministre avec la nomination du général Pistou pour agent supérieur, le général en chef en rendit compte aux représentants du peuple qui ne jugèrent pas à propos de confier cette opération au général Pistou déjà employé dans la division de droite et qui a été chargé depuis du commandement de la colonne marchant

vers Perpignan. Le complètement s'effectuait avec activité et eût été certainement fini au 10 nivôse, si les départements n'avaient mis la plus grande lenteur dans leurs envois. Déjà tous les cadres destinés d'abord pour l'armée de l'Ouest, ensuite pour Toulon, avaient été complétés lorsque l'adjudant général Cravey, nommé par le ministre agent supérieur pour le complètement des cadres, arriva. Les ennemis, faisant quelques mouvements à la division du centre pour donner plus d'ensemble et d'activité à cette division, on jugea à propos d'envoyer le général Duprat pour la commander. Les représentants reconnurent alors l'adjudant général Cravey pour agent supérieur; tout le travail fait jusqu'à ce jour lui fut remis et on lui adjoignit deux agents secondaires.

Depuis ce moment il s'est occupé de sa mission et a complété en entier la division de droite et partie de celle du centre.

La lenteur des départements à fournir leurs contingents et même le peu de soin qu'ils ont mis à les fournir exacts et tels qu'ils auraient dû être (je dois le dire, il a fallu en réformer un très grand nombre) nous a forcé à un nouveau travail avec l'adjudant général Cravey, il résulte de ce travail que les départements suivants fourniront le nombre d'hommes désigné ci-après, savoir :

La Corrèze.....	1500 hommes
Le Lot.....	500
Le Lot-et-Garonne.....	500
Le Bec-d'Ambèze....	500
Hautes-Pyrénées.....	400
Basses-Pyrénées.....	1000
Total.....	<hr/> 2400

Nous attendons avec impatience le résultat de nos réquisitions qui cette fois, j'aime à le croire, auront plus de succès.

J'espère sous peu de jours pouvoir offrir au ministre l'achèvement de cette mesure salutaire sollicitée par notre position.

Je pense que l'agent supérieur te rendra compte en son particulier de toutes les opérations de détail dont sa mission est remplie.

Voilà, citoyen, le tableau exact de nos opérations sur le complément des cadres.

VI

*A Jean Lairle,
membre du Directoire du département des Hautes-Pyrénées*

Du 14 pluviôse.

Pardon, mon cher ami, si je n'ai pas répondu plutôt à la lettre que tu m'as écrite le 1 pluviôse ; pardon si je t'ai torcé par mon silence de m'écrire une seconde fois pour le même objet, je n'étais point à Bayonne, j'étais à la division du centre occupé à des reconnaissances militaires importantes et bien utiles, j'étais à me convaincre que si mon plan que tu as entendu lire au camp de Belchenea eût été exécuté dans le temps et comme je l'ai proposé, rien ne pouvait en arrêter le succès, nous serions aujourd'hui maîtres de la riche vallée de Bastan, en possession de nombreux magasins des ennemis ; nous n'aurions plus en évidence et braquées contre nous ces innombrables bouches à feu qu'on aperçoit dans le golfe d'Irun ; nous danserions la carmagnole à Fontarabie et à Saint-Sébastien et au Passage, nous aurions de quoi faire subsister notre armée, nous aurions de quoi armer nos jeunes volontaires, nous aurions empêché par cette division la déroute de l'armée orientale, les succès de Ricardos, et nous serions en même pour nous porter au premier germinal à Pampelune et dans tout le pays qu'arrose l'Ebre. Ah ! mon ami, que je souffre de voir le plan renversé et de changer une offensive brillante et certaine en une défensive rigoureuse et humiliante. Cependant il faut s'y soumettre, il faut obéir aux décrets de la Convention nationale et croire que ses combinaisons qui s'étendent sur tous les points de la République, valent mieux que celles d'un individu qui ne voit qu'un objet.

VII

*A Digonet, lieutenant-colonel, commandant le 4^e bataillon des Landes
et provisoirement le camp des sans-culottes.*

Je suis fâché, mon cher Digonet, que le général Frégeville n'ait pas parlé dans sa narration de l'affaire glorieuse du 17 pluviôse, du courage, de l'audace, et de la valeur du 4^e bataillon

des Landes, mais cette faute qui ne peut être qu'un oubli de sa part et même involontaire devait-elle lui mériter les reproches, l'indignation et les épithètes vraiment horribles dont tu l'accables ? Ah ! mon ami, je crains bien qu'on ait monté ta tête, aigri ton esprit, et cherché à opérer par cette perfide insinuation, par une misérable gloriole, un schisme entre Frégeville et toi, un germe de discorde entre le bataillon du Tarn et le 4^e des Landes, et enfin une division entière dans l'armée, qui ne reconnaît pas à tout ceci l'œuvre des malveillants, les moyens affreux qu'ils employent pour diviser partout les patriotes et les vrais montagnards ; mais certes ils n'auront pas raison ces êtres méprisables plus attachés aux idées de la tyrannie et de l'esclavage qu'à celles de la liberté et de l'égalité. Leurs trames, leurs machinations honteuses seront encore une fois déjouées et la bonne armée des Pyrénées Occidentales, l'armée par excellence et qu'on peut appeler celle des Thermopiliens et des Salaminiens restera toujours ferme, toujours fidèle à la cause sacrée qu'elle défend et qu'elle saura faire triompher en dépit des jaloux, des pervers et des machinateurs.

Mon ami, c'est au nom des représentants du peuple qui t'aiment et qui t'estiment, c'est au nom du général en chef de l'armée, et c'est aussi au nom de notre amitié réciproque que je t'écris pour te prier de ne pas donner de suite à une affaire qui pourrait produire le plus grand mal dans l'armée, et te devenir funeste à toi-même. Il faut, pour être républicain, savoir tout sacrifier, tout faire pour son pays, et surtout ne jamais s'abandonner aux mouvements d'un orgueil ou d'une vanité puérile. Le bataillon que tu commandes a fait ses preuves, il a combattu l'ennemi en héros, toute l'armée le sait ; son triomphe ne peut donc être perdu, il reste écrit dans le cœur de chacun de nous, et j'espère qu'il s'y gravera encore plus et à mesure que les occasions qu'il aura de se signaler se présenteront. Adieu, mon brave ami, oublie les sentiments d'une fausse sensibilité, d'un orgueil mal entendu, d'une vanité déplacée, écarte les conseils perfides que voudraient te donner les faux amis de la patrie, ne vois que cette mère chérie, ne porte ta sollicitude et tes regards que sur les enfants qu'elle t'a confiés, et ne vois dans la belle carrière que tu parcours que les devoirs de l'homme libre, d'un franc et d'un sincère républicain.

P.-S. — C'est dans le plan de l'affaire du 17 pluviôse qui a été envoyé au comité du salut public et au ministre qu'il faut voir la conduite du 4^e bataillon des Landes, c'est dans la légende de ce plan que l'on voit et que l'on lit plusieurs fois le nom du 4^e bataillon des Landes ; on le trouve dans toutes les marches repoussant l'ennemi, marchant le pas de charge et criant toujours vive la République, vive la liberté et l'égalité.

VIII

A Turman, commissaire des guerres.

Du 1^{er} ventôse.

Je te préviens, citoyen, que le général en chef t'a choisi pour procéder à l'organisation du bataillon de sapeurs qui doit être affecté à cette armée d'après la loi du 25 frimaire. Je t'adresse un exemplaire de cette loi avec l'instruction du conseil exécutif provisoire. Cette formation exige de la célérité, donne tes soins à ce qu'elle soit bientôt achevée.

Je te renvoie à l'art. 3 de l'instruction annexée à la loi du 25 frimaire pour les demandes à faire aux conseils d'administration des différents corps de l'armée.

IX

A Delalain, général de division.

Du 3 ventose.

Oui, mon cher général, j'ai fait une description aussi de la charmante expédition des chasseurs basques, mais je ne sais par quelle fatalité le comité du salut public ne l'a fait insérer sur le bulletin de la Convention. Barrère s'est contenté d'en prendre la substance et de l'insérer dans son rapport ; une autre fois je serai plus malin, je l'adresserai moi-même à la Convention, et aux journalistes patriotes. Tu me fais des reproches, mon cher ami, que je ne mérite point, tu me dis que je ne t'écris qu'à la dernière extrémité et toujours pour t'enlever quelques parcelles de ta force. Ah mon ami ! tu as bien tort de me supposer de pareilles idées ; je voudrais avoir quelques bataillons à ma disposition, et

je t'assure que je t'en enverrai, je sais que tu n'es pas assez garni, assez défendu avec les corps que tu as, mais tu dois savoir aussi que les neiges et les frimats opposent des obstacles presque insurmontables aux stupides Espagnols, tu dois savoir que les forces de Caro sont dans ce moment-ci réunies à Irun et que tous les jours il reçoit de nouveaux renforts, il convient d'être en mesure de ce côté-ci, et de résister vigoureusement aux projets d'un ennemi qui n'a d'autre but que d'enlever notre position, de brûler Urrugne, de s'emparer de Chauvinedragon, il pourrait alors s'avancer sur Bayonne avec plus de méthode et plus de facilité, nous aurons soin de nous y opposer et de déjouer ses calculs et ses combinaisons, mais certes nous ne pouvons le faire qu'avec des forces et des moyens plus considérables que ceux que nous avons. Bientôt sans doute il nous en arrivera et bientôt nous crierons : Vive la République ! Vive la Montagne !

Tu auras vu par l'extrait du livre d'ordre de hier que Pinet continue toujours l'épuration de l'armée. Reynier, le capitaine des guides, envoyé par le scélérat Rolland en créature de Servan et membre d'un comité de présentation qui voulait avilir la représentation nationale et diriger l'opinion en faveur d'une faction perfide, a été destitué avec son lieutenant Bachelier, homme taré et très-suspect. Dalbarade et Larouy les remplacent, tu applaudiras sans doute à ce choix et tu diras comme tout le monde, voilà les hommes qui conviennent à ces places. A propos des guides, mande-moi, je te prie, combien tu en as dans ta division et combien tu crois qu'il en faut pour que le service se fasse bien exactement. Adieu, mon cher général.

X

A Vignes, adjudant-général, chef de brigade.

Du 3 ventose.

En repassant ma correspondance avec toi, mon cher Vignes, je me suis aperçu que plusieurs articles de tes lettres n'avaient point eu de réponse, pardonne, je te prie, cet oubli, et attribue le aux grandes et continuelles occupations de ma place, sans cesse mon esprit est agité et préoccupé de mille affaires sérieuses et pénibles, au moment même où je t'écris je suis chargé d'une

opération importante et qui va me faire dépasser la nuit, dans cet état de choses comment pouvoir penser à tout, prévoir tout, remédier à tout, je ne suis point un phénomène, je n'ai que du zèle et de la bonne volonté, tant mieux si on s'en contente, et si elle peut suppléer au défaut de talents et des autres facultés.

J'ai lu, mon ami, la déclaration du caporal espagnol, venu d'Ispéguy, j'ai lu les contes bleus que Caro répand parmi sa troupe, les détails qu'il fait de l'affaire du 17, les préparatifs de sa nouvelle attaque, l'arrivée du fameux bataillon de Pampelune, tous ses romans en un mot qui doivent animer les esprits et les têtes de ces valeureux castillans, eh bien, tout cela ne mérite de ma part comme de la tienne qu'un sourire de pitié. Ah ! Caro, si tu savais ce que valent des hommes libres, des Français audacieux par caractère et par système tu engagerais ton maître imbécile à demander la paix, tu renoncerais à la seigneurie d'Urrugne que tu as promise à ta femme, il vient de se marier à Pampelune et l'histoire porte dans le contrat de mariage les articles en question, à la vicomté de Belchenea et à la principauté de Saint-Jean-de-Luz que tu réserves à ton fils aîné, et à la vice-royauté de Bayonne que tu gardes pour toi ; enfin tu te convertiras à la raison, aux principes, et tu deviendras un homme.... non, non, cela n'est pas possible.

La patrouille espagnole aurait du être enlevée toute entière par nos chasseurs basques et il semble que de pareilles expéditions soient faites pour eux, leur légèreté et leur adresse les rend plus aptes que les autres à se rendre aux sommets des monts ; donne leur du stimulant tel qu'une autre fois ils n'abandonneront pas leur proie, il est vrai qu'ils ont eu des dépouilles, c'est quelque chose.

Eh quoi, des soldats désertent, les enfants de la liberté abandonnent leurs drapeaux. Quelle horreur ! quelle scélératesse ! mon ami, je crois avoir donné un ordre à ce sujet, et l'avoir écrit de manière à faire sentir à tout individu qui commettrait ce crime qu'il est indigne de se dire le défenseur de la patrie, qu'il n'est qu'un lâche et un parjure, réitère cet ordre et engage les chefs de bataillons à poursuivre, à dénoncer, à livrer à toute la rigueur des lois les hommes coupables d'un pareil délit, je t'enverrai des codes pénaux et des permissions aussitôt qu'elles seront impri-

mées, il y a trois semaines que cet ouvrage devait être fait ; mais nos imprimeurs de Bayonne sont sans doute comme les agioteurs, ils trouvent qu'ils ne gagnent pas assez à ce métier là.

*Le conseil général de la commune de Bayonne aux citoyens
représentants d'un peuple régénéré.*

Tandis que par vos soins la vertu est à l'ordre du jour ; lorsque par un décret formel vous venez de déjouer les dessins perfides de l'athéisme, en reconnaissant l'existence d'un Etre suprême et l'immortalité, ou plutôt en déclarant que telle avait toujours été la croyance du peuple français ; au moment même où vous vous montrez les plus occupés de faire goûter à l'honnête indigence une partie des avantages que lui assure la révolution, et dont la fin de la guerre, suite de la chute prochaine de tous les trônes en Europe, amènera l'entier complément, qui croirait que les factions anti-républicaines, tant de fois terrassées par vous, osassent encore renouer leurs trames infernales, et annoncer un nouvel espoir ? Oui, citoyens représentants, il n'est que trop vrai, les ennemis de la révolution, semblables à l'affreux reptile des déserts, s'ils ne sont tout à fait écrasés, si un seul a échappé aux coups vengeurs de la massue nationale, relèvent d'abord leur tête horrible, continuent de faire entendre leurs sifflements et de darder leur venin sur les meilleurs patriotes. A peine ses dignes collègues, délégués sur cette frontière, ont eu frappé une partie des conspirateurs qui la souillaient, qu'aussitôt de nouveaux traîtres, de nouveaux conspirateurs, complices sans doute des premiers, ont osé, même du fond des maisons de réclusion, où la raison de la sûreté publique les avait fait renfermer, ouvrir de nouveaux complots, et chercher la liberté de les mettre à exécution en versant sur ces intrépides montagnards le poison de la calomnie, dans la vue d'obtenir pleine carrière par leur rappel.

Mais non, citoyens représentants, les patriotes des Basses-Pyrénées sont là pour imposer silence à tous les malveillants et les faire rentrer dans la poussière : ce sera d'eux que vous apprendrez ce qu'ont fait vos collègues pour sauver la chose publique dans

un pays où ils avaient à combattre en même temps et les ennemis intérieurs et les ennemis extérieurs ; ce qu'ils ont fait pour mériter la haine des royalistes, des aristocrates, et l'amour des vrais républicains qui sont tous disposés à verser leur sang pour défendre en eux la représentation nationale et la cause de la liberté et de l'égalité.

(*Moniteur*, séance du 13 prairial 1794).

Monidi 29 Germinal l'an 3^e (Samedi 18 avril 1795, vieux style).

Mon. t. 24, p. 230.

Tallien, au nom du Comité du Salut Public.

Votre Comité du Salut Public vient avec douleur vous entretenir des excès et des crimes, qui, sous le règne de la terreur, et d'après les ordres de nos derniers tyrans, ont un moment souillé les conquêtes faites en Espagne par l'une de nos armées. Votre comité connaît ses devoirs et ce que la confiance dont vous l'avez investi lui donne de puissance.

Cependant il n'a pas cru devoir prendre sur lui tout seul la réparation de ces crimes et de ces excès. Il s'agit d'un acte éclatant de justice nationale ; il lui a semblé que c'était à la Convention nationale toute entière qu'il devait appartenir de l'ordonner.

La province de Guipuzcoa, qu'occupe l'armée des Pyrénées Occidentales, et la province de Biscaye, qui y est attenante, sont dignes d'un grand intérêt par leurs productions et plus encore par le caractère de leurs habitants. Au milieu de la servitude générale, ils ont conservé de grandes traces de liberté ; ils ont des lois constitutionnelles dont plusieurs ont avec les nôtres une ressemblance frappante, et qui sont une des plus puissantes barrières que la raison et le courage des peuples aient élevées entre le despotisme et leurs droits. Vous jugerez de l'esprit général de ces lois par la teneur de la loi seconde, qui s'exprime ainsi :

Si un envoyé du pouvoir arbitraire se présente dans la province, le premier citoyen qui le rencontrera doit lui ordonner de se retirer ; s'il refuse qu'on le lui ordonne encore ; et à la troisième fois qu'on le tue.

Le caractère des habitants de cette contrée est énergique comme leurs lois.

Fait pour la liberté, et plein naturellement d'affection et d'estime

envers les peuples qui combattent pour elle, c'est, de tous ceux sur le territoire desquels la République a porté ses armes, celui qui les a vues approcher avec le moins d'effroi.

Votre comité gardera le silence sur les détails des horreurs commises dans ces contrées par les ordonnateurs en chef, par les exécuteurs subalternes ; il se taira par des raisons que pénétrera votre sagesse, et se bornera à un seul rapprochement.

Dans la Catalogne, à l'approche d'une autre de nos armées, les villes, les bourgs et les villages étaient déserts ; le peuple fuyait, chargé de tout ce qu'il pouvait emporter de meubles et de denrées, et il mettait le feu à ce qu'il n'emportait pas ; ainsi ses terreurs ou sa haine ne livraient à nos phalanges victorieuses qu'un pays vide de subsistances et d'habitants. Le peuple de la Guipuzcoa restait, à notre approche, paisible dans ses foyers, ou même il venait au devant de nous, joyeux d'une conquête qui lui promettait la restitution de ses droits, et bien éloigné de penser qu'il n'obtiendrait pas d'un peuple généreux et libre ce que les nations les plus esclaves et les plus féroces ne refusent pas aux nations qu'elles conquièrent, l'exécution précise des conditions sous lesquelles ils se sont soumis : mais le régime de sang, de démence et de destruction qui pesait alors sur la France devait aussi s'étendre sur ses conquêtes. Voici les détails d'une partie des excès et des crimes qui ont été commis ; il nous en coûte de ne pas pouvoir les épargner à votre sensibilité. La ville de St-Sébastien avait ouvert ses portes sans résistance, les états de la Guipuzcoa étaient assemblés et ils étaient occupés à émettre leurs vœux en faveur de la République française. Un acte arbitraire (vous saurez en temps et lieu de qui il était émané) cassa ces états. Leurs membres, choisis parmi les habitants qui avaient obtenu la confiance du peuple par leur patriotisme et leur probité, furent arrêtés et transférés à Bayonne, où on les incarcéra dans la citadelle.

Cet acte de despotisme avait commencé à aggraver le peuple ; on acheva de l'aliéner par d'autres excès : la capitulation de Saint Sébastien fut indignement violée ; on chassa ses magistrats, et on établit en leur place une commission municipale, composée d'hommes dont le moindre vice était leur immoralité ; on fit fermer les églises, on mit en arrestation des prêtres ; les religieuses même, arrachées de leurs couvents, furent entassées sur des

charrettes et livrées à un piquet de hussards qui leur firent ainsi traverser le pays conquis et les conduisirent à Bayonne, où elles furent incarcérées et traitées de la manière la plus barbare.

Vous devez penser l'impression que cette série d'injustices, de violences et d'atrocités dut produire sur un peuple aussi attaché à ses opinions religieuses et renommé par son respect pour la foi des traités. Tous ceux qui avaient les moyens de fuir abandonnèrent leurs foyers, et la France fut menacée dans la Guipuzcoa comme en Catalogne, de n'avoir conquis que des déserts.

Voici la conduite qu'on tint à l'égard de la Guipuzcoa.

Voici comment la Biscaye fut traitée. Plusieurs colonnes s'avancèrent dans l'intérieur du pays, le fer dans une main, la flamme dans l'autre ; un grand nombre de villages furent brûlés, ainsi que plusieurs bourgs, entre autres ceux d'Arracia, d'Ondarrou et de Berriatna, situés au milieu des montagnes, dans des vallées que la paix et la sécurité avaient jusqu'alors habitées. Les peuples de la Biscaye virent, pour la première fois, des Français, des républicains ; mais que dis-je des Français, des républicains ! ceux qui commirent de semblables horreurs sont indignes de porter ces honorables titres, et ils les virent exerçant tout ce qu'ont de plus exécration la destruction, la débauche et le brigandage. Les femmes et les filles furent violées ; des malheureux sans défense, et qui demandaient la vie à genoux, furent massacrés. On emmena un prêtre et on le renvoya après l'avoir mutilé.

Ces abominables atrocités eurent un salaire digne d'elles. Les Biscayens, qui nous auraient reçus peut-être en frères comme la Guipuzcoa, se sont levés en masse, et nous n'avons pas maintenant d'ennemis plus acharnés. Ils occupent, au nombre de quatorze ou quinze mille, des défilés et des bois, d'où ils tombent à l'improviste sur nos frères d'armes, et vengent dans leur sang celui des leurs que des monstres ont versé. Je sais, et l'Europe le sait aussi bien que nous, que rien n'est impossible à nos phalanges républicaines, et que, lorsque vous l'ordonnerez, elles sauront bien, malgré tout ce que la vengeance donne d'énergie nouvelle aux Biscayens, surmonter leur résistance ; mais, armés pour la plus sainte des causes, devons nous souffrir qu'elle soit souillée par des atrocités, et que des scélérats rendent le nom français exécration à des peuples qui l'eussent béni, si la justice des agents du gouvernement avait égalé le courage de nos frères d'armes.

Les excès que nous venons de vous dénoncer n'eussent-ils eu d'autre effet que d'exciter les plaintes et de faire couler les larmes des opprimés, ce serait un assez grand crime, et il serait non-seulement de votre humanité, mais d'une politique bien ordonnée de ne pas les laisser impunis. Il y a je ne sais quelle malédiction qui s'attache à la cruauté et à l'injustice, et qui fait descendre tôt ou tard la vengeance sur les gouvernements à qui leurs fureurs sont dénoncées et qui ne les répriment pas.

Les mêmes moyens qui ont acquis à votre comité la connaissance des crimes qu'il vous dénonce eussent pu lui servir pour mettre les coupables sous la main des tribunaux ; mais il les rejette : il a cru de son devoir de donner à cet acte de justice nationale toute l'authenticité qu'il peut avoir. Des faits qui ont souillé la gloire du nom français ne lui ont pas semblé devoir être expiés par la seule intervention d'une section des représentants de ce même peuple. Il a pensé que c'était à la Convention nationale toute entière qu'il convenait de les désavouer et d'en ordonner la réparation. C'est dans cette vue que votre comité vous propose le projet de décret suivant :

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité du salut public,

Désavoue les cruautés et les injustices qui ont été commises par les agents de l'ancien gouvernement dans les pays conquis en Espagne, et notamment dans les provinces de Guipuzcoa et de Biscaye.

II. Il sera fait une proclamation dans laquelle seront exposés les principes d'humanité et de justice qui doivent être observés dans les pays conquis, et notamment dans la Guipuzcoa et dans la Biscaye.

III. Le Comité de salut public est chargé de rédiger cette proclamation. Il fera arrêter, poursuivre et traduire devant les tribunaux les oppresseurs de ces contrées, et fera mettre de suite en liberté ceux des habitants de la Guipuzcoa qui ont été arbitrairement incarcérés et qui peuvent être encore en état de détention.

Ce décret est adopté au milieu des plus vifs applaudissements.

CHARLES DELACROIX. — Je demande que le rapport et le décret soient imprimés, traduits en espagnol, et que les coupables expient leurs crimes à Saint Sébastien même.

Cette proposition est décrétée.

Doulcet. — Il est probable, d'après le rapport même qui vient de nous être fait, que ces horreurs ont été autorisées par un représentant du peuple. Si cela est, il doit être puni. Je demande que le rapporteur s'explique à ce sujet.

TALLIEN. — Il est vrai que, dans le mémoire qui nous a été adressé par le général en chef de l'armée des Pyrénées Occidentales, et quia servi de base au rapport, un représentant du peuple se trouve inculpé; mais nous n'avons pas pour le dénoncer des preuves suffisantes. Nous rechercherons les causes de ces excès, et nous ferons un nouveau rapport.

Séance du 30 floréal an 3.

*Le représentant du peuple près l'armée des Pyrénées Occidentales,
au comité du Salut public,*

Saint-Sébastien, pays conquis, le 22 floréal,
l'an 3 de la république française.

Aussitôt que la déclaration du comité aux habitants de la province du Guipuscoa et votre arrêté du 6 floréal présent mois m'ont été connus par la voie des bulletins de la Convention nationale, je n'ai pas cru devoir attendre qu'il me fut porté par un courrier extraordinaire pour le mettre à exécution. Je me suis rendu le 20 à Saint-Sébastien, j'ai convoqué le 21 toutes les autorités du pays conquis, ainsi que tous les membres composant la députation des états, et tous ceux qui, aux termes de leur constitution, avaient droit de voter dans leurs assemblées. Réunis tous à la maison commune, je leur ai fait donner lecture en espagnol du décret du 17 germinal dernier et du rapport qui l'a précédé, de la proclamation et de votre arrêté du 6 floréal, qui rend à la province de Guipuscoa tous ses droits politiques et civils.

Je leur ai déclaré, au nom de la Convention, que tout ce qui avait été établi jusqu'alors était annulé, et que je les invitais à reprendre chacun leurs fonctions; ce qui a été fait sur le champ. Aussitôt je les ai requis de dresser procès-verbal de la séance, que je vous envoie ci-joint, dans lequel sont inscrit : le décret du 27 germinal dernier, le rapport qui l'a précédé, la proclamation du 3, et votre arrêté du 6 floréal afin qu'il soient imprimés, publiés, affichés et envoyés à toutes les communes de la Biscaye et du Guipuscoa; ce qui a été délibéré et arrêté sur le champ,

et l'assemblée, se levant spontanément, cria plusieurs fois : *vive la République Française.*

La joie la plus vive était répandue sur tous les visages : cet acte de justice de la Convention nationale, et l'arrestation de tous les voleurs et auteurs des vexations, que j'ai fait conduire sous bonne et sûre garde à la citadelle de Bayonne, ont ramené la confiance dans tout le pays, et nous assurent de nombreux secours pour notre année et l'exécution ultérieure de nos projets. Quoique la province de Biscaye se soit levée en masse contre nous, et qu'on ne puisse communiquer avec ses habitants que très difficilement, elle ne tardera pas, par les mesures que nous avons prises, le général en chef, le syndic général des états et moi, à connaître ces décrets, la proclamation et votre arrêté.

J'ai nommé quatre citoyens, pour, avec le syndic général des états, faire constater, conformément à l'article III de votre arrêté, l'état des dommages causés aux habitants du Guipuscoa, depuis la capitulation du pays.

J'aurai soin de vous instruire, citoyens collègues, de l'effet que produira cet événement dans la Biscaye

Salut et fraternité,

Signé : CHAUDRON-ROUSSEAU.

Nota. — Depuis l'entrée des Français dans le pays, les Guipuzcoans se servent de l'ère républicaine.

Voici le procès-verbal :

L'an troisième de la république française, le 21 floréal, en vertu de la demande du représentant du peuple Chaudron-Rousseau, délégué à l'armée des Pyrénées Occidentales, au citoyen Romero, député général de la province du Guipuscoa, pour faire assembler la députation extraordinaire de ladite province, les autorités constituées et les citoyens votants actifs de Saint-Sébastien, se sont assemblés les dits Romero, Jean-Ignace Amianca, Joachim Barroeta, Zaraus et Aldamar, Joseph-Hilaire Maiz, François Xavier Leizaur, membres de la députation extraordinaire de ladite province ; Jean Joseph Vincent Michelena et Jean Baptiste Zozaya, alcades de cette ville ; les municipaux Jean Joseph Cardon, François Antoine Gestellet, Jean Emmanuel Zelone et Firmin Claussens ; les députés de la commune, Joseph Nicolas Legorda, Jean Azpileneta, et Joseph Ignace Armendarietz ; les

jurés, Joseph Antoine Lozano et Joseph Joachim Lacboru ; le syndic Sébastien Urrutia ; Vientcent Mendizabal, Fernandès Guayoa, Gasu Joseph Ibanez, Zalata, Ignace Joaquin Izartamendi, Joseph Antoine Etcheverris, Joseph Rémond et Zubillaga, Joseph Ignace Parlz et Joaquin Veroiz, habitants, et du conseil de cette ville et au nom de cette dernière, et Joseph-Jacques Clasiens comme prier du consulat, et en son nom et représentation, et beaucoup d'autres habitants, qui tous se sont trouvés présents dans la salle de la maison commune, après quatre heures sonnées, et en présence de moi Joseph-Antoine Yreta , secrétaire de la ville, le représentant du peuple Chaudron-Rousseau est entré dans la salle et, après avoir pris place, il a prononcé à haute voix un discours qui a été lu en espagnol par le député général Romero, et traduit dans la même langue par le citoyen Bellocq, qui est comme suit :

« Je viens, citoyens, au nom du peuple français, au nom de la
» Convention nationale, faire exécuter, dans la province du Guipuscoa, un arrêté du comité de salut public, qui vous rend tous
« vos droits civils et politiques. droits que vous n'auriez jamais dû
« perdre, si des principes de justice avaient dirigé ceux qui, en
« entrant dans le pays conquis, furent chargés de sa police, de
« respecter vos usages et vos droits.

« La Convention nationale a trop longtemps ignoré les atrocités
« et les injustices commises dans la province de Guipuscoa.
« Aussitôt qu'elle en a été instruite, elle s'est empressée de les
« désavouer.

« Elle me charge aujourd'hui, ainsi que mes collègues envoyés
« près l'armée des Pyrénées Occidentales, de les réparer et de
« faire constater les dommages qu'ont éprouvés vos malheureux
« concitoyens.

« Organe, près de vous, de la Convention nationale, dans ce
« moment, je viens partager la joie bien naturelle que doit vous
« causer cet acte de justice. Vous m'aidez, citoyens républicains (car vous l'êtes par votre constitution), à réparer les injustices du long règne d'oppressions qui a pesé malheureusement
« trop longtemps sur tous les habitants de cette province, et le
« jour où personne n'aura plus à se plaindre du gouvernement
« français sera un jour de satisfaction pour la Convention nationale
« et un jour de bonheur pour moi.

« Je demande que les anciennes autorités du pays conquis
« reprennent aujourd'hui tous leurs droits; que le décret de la
« Convention nationale, du 27 germinal dernier, le rapport qui l'a
« précédé, la proclamation du comité de salut public, du 5 floréal,
« et son arrêté du 6 floréal, soient lus à l'assemblée, inscrits sur
« le champ sur ses registres, qu'il soit dressé procès-verbal de
« cette séance, afin qu'il soit imprimé, publié, affiché, et envoyé
« à toutes les communes des provinces du Guipuscoa et de
« la Biscaye. »

Le représentant du peuple a aussi observé à l'assemblée que, conformément à l'arrêté du comité de salut public, les autorités établies dans la province du Guipuscoa par les représentants du peuple demeurent supprimées, et que celles qui existaient dans le pays dans le temps de l'entrée des Français, doivent occuper leur places sauf au peuple à faire la nomination aux places vacantes par l'émigration ou autrement, conformément à ce que prescrit la constitution du pays; et lesdits décrets ont été lus en langue espagnole par ledit citoyen Bellocq.

Ce discours a été applaudi avec les cris de *vive la République!* *vive la Convention nationale!* Le citoyen Romero, député général de la province, prenant la parole, a dit au citoyen représentant du peuple :

« Le peuple guipuscoan est digne de s'associer aux destinées
« brillantes de la république; déjà, à l'approche de vos phalan-
« ges victorieuses, il avait de nouveau proclamé son indépendance
« que, pendant cinq cents ans, il avait su défendre contre les
« prétentions insidieuses d'un gouvernement astucieux.

« Des mesures sévères et impolitiques étouffèrent nos senti-
« ments. Mais pourquoi rappeler les maux qui nous ont accablés,
« lorsque nous devons nous livrer avec effusion à la plus douce
« comme à la plus digne confiance de fraternité ?

« Nous promettons à la république française, que nos opéra-
« tions seront dictées par notre reconnaissance et les sentiments
« de notre liberté. »

Puis, s'adressant aux assistants de l'assemblée, il leur dit :

« Citoyens, j'ai promis à la république française, au nom du
« peuple guipuscoan, que nos opérations seront dictées par notre
« reconnaissance et les sentiments de notre liberté. Il ne me
« reste aucun doute que votre énergie soutiendra ma promesse. »

L'assemblée a démontré par voie d'applaudissements et d'approbation les intentions du peuple guipuscoan dans le discours qu'a prononcé le citoyen Romero.

A l'instant, le général en chef a prononcé à l'assemblée un discours comme il suit :

« Vous devez compter, citoyens, sur les principes d'humanité
« et de justice qui dirigent la Convention nationale de France ;
« vos droits vous sont rendus ; c'est annoncer que tout doit être
« oublié, et qu'une confiance sans réserve doit renaitre dans vos
« cœurs.

« Votre caractère, aussi énergique que vos lois, est à la
« Convention nationale de France, il est aux représentants du
« peuple près l'armée le sûr garant de votre amour de la
« liberté. Les baïonnettes des républicains français sauront secon-
« der le vœu des républicains guipuscoans pour l'indépendance,
« et défendre leur territoire de l'invasion de nos ennemis com-
« muns. Tel est l'engagement sacré que je prends au nom de
« la brave armée que j'ai l'honneur de commander. »

Ce discours a été applaudi à diverses reprises ; après lequel il a été fait lecture, par le député général Romero, du rapport fait par le représentant du peuple Tallien, au nom du comité du salut public, du décret du 26 germinal, de la proclamation et résolution du comité de salut public, du 3 et 6 floréal, lesquels ont été transcrits sur le registre. et il a été délibéré unanimement d'en adresser les collationnés à tous les peuples de la province, en les exhortant d'avoir d'ici en avant la plus grande confiance sur la justice et la loyauté du peuple français.

La séance s'est levée par les cris de *vive la République ! vive la Convention !* Les autorités constituées et les citoyens qui étaient présents ont accompagné le représentant du peuple jusque dans son logement, en lui démontrant la sensibilité des Guipuscoans à la bénigne justice que vient de leur accorder la Convention, et il a été délibéré d'adresser un collationné au représentant du peuple Chaudron-Rousseau, et le député et le secrétaire ont signé.

Fait à Saint-Sébastien, les dits jour, mois et an que dessus.

Signé : ROMERO, YRETA, *secrétaire*.

Pour traduction conforme à l'original,

Signé : ZUARINAVAR.

Romero, député général de Guipuscoa, aux citoyens représentants du peuple composant le comité du salut public.

Saint-Sébastien, le 29 floréal,
l'an de la république française, une et indivisible.

« Vive la Convention nationale, qui a terminé le crime, fait
« triompher la vertu, rendu le fier cantabre guipuscoan à ses
« droits primitifs ! Jamais, citoyens représentants, non jamais
« l'ambitieuse Rome, cette maîtresse du monde, ne put s'enor-
« gueillir d'avoir enchaîné le Cantabre au char insultant de ses
« triomphes ; mais la république française l'attache aujourd'hui
« par ses vertus, par l'hommage éclatant qu'elle rend à l'inno-
« cence opprimée, à celui de sa révolution, révolution qui, sous
« le règne de la justice, fera désormais le bonheur du genre
« humain.

« Mon devoir, citoyens représentants, à l'entière évacuation
« de Guipuscoa par les armes de nos ennemis, sera de convoquer
« de suite l'assemblée de toutes les communes ; de faire connaître
« tout ce que nous devons à la générosité de la Convention
« nationale, et de lui communiquer son vœu. Nous brûlons tous
« du même amour de la liberté, et c'est avec la plus vive
« impatience que je soupire après l'heureux jour ou j'aurai la
« douce satisfaction d'être l'organe des sentiments d'amour, de
« reconnaissance et de fraternité dont les républicains Cantabres
« guipuscoans sont pénétrés envers leurs libérateurs et frères,
« les républicains français.

« Vive à jamais la république ! Vive la Convention nationale !

« Salut et fraternité : ROMERO. »

Lettre à la Convention.

Au quartier général à Saint-Jean-de-Luz le 10 prairial,
l'an 3 de la république française.

L'armée des Pyrénées Occidentales a frémi d'horreur et d'indignation à la nouvelle des événements affreux qui ont souillé les journées des 1^{er} et 2 prairial. Quoi ! la représentation nationale a été violée ! le sang d'un représentant du peuple a coulé ! la vengeance nationale n'a pas frappé tous

les scélérats qui ont osé commettre ce parricide! Quoi! les buveurs de sang, les chefs des terroristes respirent encore! La pitié ne serait-elle que pour ceux qui l'ont foulée aux pieds! Jusqu'à quand de vains prétextes serviront-ils les vains projets des factieux? Paris manque de pain; il se plaint; la partie égarée des habitants de cette commune ignore-t-elle donc que l'armée des Pyrénées Occidentales, au milieu du plus rude des hivers, sans souliers, sans habits, n'ayant pour toute jouissance que son énergie et son impassibilité, a resté pendant vingt-cinq jours sans pain, qu'elle a été réduite pour toute subsistance à six onces de riz par homme? Ignore-t-elle qu'aucun murmure ne lui est échappé; qu'elle s'est contentée de dire, en criant: *vive la République!* on nous donnerait du pain s'il était possible d'en avoir! Ignore-t-elle enfin qu'au milieu de l'abondance, dans le pays conquis, les propriétés ont été respectées, et qu'aucune plainte ne s'est élevée.

Voilà des vertus à imiter, voilà des actions dignes de la reconnaissance, de l'admiration et des contemporains et de la postérité!

Les défenseurs de la patrie auraient épuisé leur sang et leur fortune pour que la république devienne l'apanage de quelques sanguinaires audacieux?

Parlez, représentants, et une colonne terrible ira venger le peuple souverain, outragé dans sa représentation; parlez, et ceux qui veulent éloigner le bonheur du peuple, dresser des échafauds, se baigner dans le sang, rentreront dans le néant d'où ils n'auraient jamais dû sortir.

Signé: MONCEY, CHAUDRON-ROUSSEAU. (1).

Déclaration des rois de la maison de Bourbon. (2).

Nos N. rey de España, N. rey de Napoles, N. infante duque de Parma, unidos con la méjor voluntad à las intenciones tan puras del conde dé Artois, à quin pertence la defensa de la corona de Francia durante la violencia que padece el rey su hermano, como su hermano mayor el conde de Provenza: Hemos protestado y protestamos con dicho príncipe, y con los otros principes de la sangre unidos con el, contra todos los decretos de la Asamblea que se dice *nacional*, por ser contrarios al manteni-

(1) Moniteur.

(2) Lafuente, Histoire d'Espagne.

miento de la religion catolica, à la doctrina de la Iglesia, à la veneracion que se debe à sus ministros y al libre exercicio de la autoridad apostolica.

Protestamos igualmente contrá todos aquellos decretós que atacan y destruyen el gobierno monarquico, las distinciones que son necesarias en él, los derechos inalienables de la corona, señaladamente el de hacer la guerra ó la paz, y en general todos cuantós tienen par objeto trastornar los principios fundamentales sobre que están cimentados las tratados, las alianzas y los demás pactós politicos. — Tambien protestamos contra cualesquiera o tros decretas que destruyan el derecho público de Francia, y sean directamente contrarios al voto national contenido en todas las instrucciones (cahiers) dadas à las disputados, especialmente contre los decretós que han abolido la nobleza, aniquilado la magistratura, despojado al clro de sus bienes y violado todo genero de propiedad.

Declaramos que siguiendo la fe de nuestros mayores, nos apondremos contodas nuestras fuerzas à cuanto pueda alterar su pureza en los Estados cuyo gobierno toca par herencia à nuestra casa, y par consiguiente à toda inovacion cismaticá que se proponga privar à las puiblos de sus respectives pastores, desconocer la mission divina de los obispos, y confundir las leyes de la jerarquia eclesiastica.

Declaremos, que justamente indignados de los atropellamientos cometidos contra S. M. Cristianisima, no menos que del cautiverio en que está hace diez y ocho meses, de las injusticia conque los principes de la sangre, hermanos del rey, son despojados de todas sus prerogativas y distinciones, de la afectacion chocante de haber quitado las armas de nuestra casa de la bandera national, y per último de las insultos que los facciosos hacen todos los dias à la reina y à la familia réal, no consentiremos que el solio de los Borbones continúe epuesto à las mismos ultrajes por mas tiempo; porque no solamente mancillan la fidelidad de la nacion rancesa, sino que son tanto mas intolerables, quanto que nacen del mismo principio que ha destruido el orden público en el reino, y causado las turbulencias, miserias y males de la anarquia.

Daclaremos, en fin, que si bajo cualquier pretexto se cometiesen de nuevo atentados contra las sagradas persona del rey, la reina, ó contra la familia réal, la ciudad que fuese culpable de

ellas sera castigada ejemplarmento, y que las oficiales municipales, los jefes de los distritos, los commandantes de la guardia nacional, y todos los miembros de la asamblea que son conocidos par contrariés à la monarquia, las cuales nos respondéran con sus cabézas, séran castigados con la ultima pena.

Y para que conste firmamos el presente en... à... de mes.

N. rey de España. — N. rey de Nápoles. — Infante duque de Parme.

N. conde de Artois, principe francès, hermano del rey, en representación de S. M. — N. principe de Condé. — N. duque de Borbon. — N. duque de Enghien. »

Atribuyese este proyecto à M. — de Calonne, antiguo ministro de Luis XVI, y se firmo en Parma.

CAPITULATION DE LA VILLE DE BILBAO

CHAPITRE I.

La noble villa de Bilbao se obliga à una neutralidad *absoluta*, y à no tomar parte directa, ui indirectamente en las hostilidades que existen entre su corte y la républica francesa.

CHAPITRE II.

La noble villa se obliga à subministrar à la tropa las raciones de pan por quatro dias, contados desde su marcha, y tambien los medios de transportes para conducir las en seguimiento de sus columnas: lo mismo las municiones, y quatro piezas pequeñas de cañon que no pertenecen à la villa, de que los franceses se han apoderado, y el vino perteneciente à la République: todos estos articulos à la ciudad de Victoria.

CHAPITRE III.

Se obliga tambien à dispensar el transporte, sea por mar à Gue-taria, ó por tierra à Deva, de todos las efectós, sin excepcion, de de que la Republica ha t'amado posesion.

CHAPITRE IV.

En execucion de las capitulos precedentes, el General en Xefe entiende que los transportes, sea par mar ó par tierra de los pueblos circunvecinos, pueden ses empleados por la villa de Bilbao; y asi par el presente articule el général en xefe encarga à su ayuntamiento haga todos los requerimientos, para aseguran la eveccion misma.

CHAPITRE V.

Si los médios de transpartes no dan lugar de pronto, para evacuar todos los efectas pertenscientes à la Republica, el général en xefe pone su custodia, ó conservacion baxo la responsabilidad de ia noble villa de Bilbao.

CHAPITRE VI.

Se nombraran por una y otra parte comisariós, para farmlisar el inventario, y los de la République estaran baxo de la salvaguardia y lealtad de todos los habitantes, y del ayuntamiento en particular.

CHAPITRE VII.

La artillera y las armes pertenecientes à la villa de Bilbao la seran dexados sin perjuicio de la que se ha de acordar en el tratado general, que ha de ser concluido con toda la provincia.

CHAPITRE VIII.

Se entregara par les comissarios de guerro, que réciliran las subsistencias de pan de los quatro dios estipuladas, un recibo de lo que hubiere suministrado, cuyo valar ne réintégraré de los *socarros*, que seran exigidos à la provincia de Viscaya.

CHAPITRE IX.

La réquisicion de rapatos y alpargatas hechas por el général Willot tenda su entera excursion; y quando no pueda efectuarse la de zapotos trabajados, se darà en materiales, y to do estór efectos serán transportados à Vitoria.

CHAPITRE X.

A estas condiciones ó articulos el General en xefe, lleno de confianza en la buena fe de los habitants, y de la justicla de la villa, retira de ella todassns tropas.

CHAPITRE XI.

Para asegurar la entera execucion de los articulos precedentes, la villa de Bilbao da en rehenes à D. Josef Joaquin de Castáños, D. Tomas de Goytia, D. Joseph Joaquin de Echevarria, y D. Ildfonso de Bengoecha : firmarán los comisionados respectivos de una y otra parte en la tarde deldia 22 de Julio, segun consta literalmente de su original. (1)

(1) Compendio historico.



TABLEAU I

ETAT ESTIMATIF D'APRÈS LE CITOYEN B. DE CE QUE L'ARMÉE DES
PYRÉNÉES OCCIDENTALES COUTA A LA RÉPUBLIQUE :

Il est sorti des magasins des vivres 700,000 quintaux de farine ; chaque quintal à raison des mélanges, estimé seulement à 12 francs, ci.....	8.400.000
Idem des fourrages, 5,000,000 de rations, chacune de 10 livres, foin, 10 livres paille et un demi boisseau d'avoine, à 1 fr. 50 c., ci.....	7.500.000
Idem de l'habillement, 200,000 habillements complets à 50 fr. chacun, ci.....	10.000.000
Le service de la viande a exploité 80,000 bœufs, à 125 fr. chacun, ci	10.000.000
Les transports ont tenu en activité habituelle 4,000 chevaux à 3 fr. par jour (pertes reconnues), ci.....	10.000.000

AUTRES DONNÉES PLUS INCERTAINES

Hôpitaux (entre 4 à 5,000 malades) à raison des mouvements fréquents et de la multiplicité des établissements, ci..	9.000.000
Eaux-de-vie, vinaigres, légumes, approvisionnements de siège.....	2.100.000
Bois de chauffage et lumières, ci.....	600.000
Effets de campements, ci	900.000
Artillerie et travaux du génie, ci	3.500.000
Frais d'administration et autres dépenses, ci.....	25.000.000
Total	89.000.000

TABLEAU II

Il a été pris aux Espagnols, dit le citoyen B. pendant la guerre, 535 canons de différents calibres, dont 209 en bronze et 326 en fer.

Pièces de canon conquises, ci..... » 535

CANON RENDU A LA PAIX

Laissé pour la défense de Saint-Sébastien, de sa citadelle et de ses batteries de côtes, 128 pièces de canon, dont 110 en position et 18 non montées; la majeure partie en fer, de calibres impairs, et par conséquent impropres à l'artillerie française.....	128	»
Dans les pièces ci-dessus, nous ne comptons pas quelques marins d'un très petit calibre, d'une forme irrégulière et imparfaite, et de nulle valeur pour le service.		
Laissé à Guétaria 15 pièces en fer.....	15	»
A Zumaya.....	2	»
Au port du Passage.....	28	»
A Deva.....	6	»
Aux batteries de côtes, en avant de Fontarabie.....	6	»
Laissé à Orio deux pièces de 24 et 36 de fer forgé appartenant au fabricant qui prouva que le gouvernement espagnol n'y avait aucun droit.....	2	»
Total des pièces rendues aux Espagnols, cent-quatre-vingt-sept, ci.....	187	»

TABLEAU III

D'après les ordres de la commission de l'organisation et du mouvement des armées de terre, il fut remis au cit. Capon, son principal agent les pièces et les fers coulés hors de service, dont l'état suit :

	Canons de	En bronze	En fer	Total des pièces	
St-Sébastien	12	1	1	25	pièces rendues aux Espagnols ou transportées dans nos fonde- ries au profit de la République.
	13	»	1		
	12	1	6		
	10	»	3		
	8	»	5		
	6	»	6		
	4	»	1		
Guétaria	27	»	1	53	
	25	»	5		
	21	»	3		
	18	»	4		
	16	»	1		
	13	»	5		
	6	»	2		
5	»	2	322		
Au port du Passage	10	»	4	71	
	9	»	20		
	7	»	8		
	6	»	17		
	5	»	7		
	4	»	2		
	4	»	13		
	12	483	»		
	11	494	»		
	8	620	»		
	7	235	»		
	6	148	»		
	5	75	»		
	4	430	»		
	2	80	»		
Caisses		470	»		
Total.....		3038	»		

14 pièces de canon de fer espagnoles également défectueuses, ont été déposés à l'arsenal de Bayonne, pour y être converties en balles à mitraille ou autres fers coulés.

Il nous reste de pièces espagnoles de bon service, 213.

158 sont de bronze, et 155 en fer ; elles sont désignées par métaux, espèces et calibres dans l'article ci-après, savoir :

Canons espagnols que l'armée des Pyrénées Occidentales a conservés de ses conquêtes :

	En bronze	En fer
Mortiers de { 12 pouces.....	4	»
7 pouces.....	1	»
24.....	14	3
18.....	»	5
16.....	22	»
canons de { 12 long.....	9	11
12 court.....	6	3
8 long.....	1	19
8 court.....	18	9
4 long.....	5	»
4 court.....	39	»
2.....	4	»
obusiers de { 8 pouces.....	7	»
6 pouces.....	17	»
15.....	2	»
Petits pierriers doubles.....	9	»
Petits obusiers.....	»	5
	148	55
Total.....	213	

TABLEAU IV

Au début de la guerre l'Espagne avait en mer ou en armement :

PORT DE CADIX

El Rey Carlos.....	112 canons
El Conde de regla.....	112 —
San Carlos.....	94 —
Bayanna.....	74 —
Astuto.....	74 —
Gaillarda.....	74 —
San Isidora.....	74 —
T. X.....	21

La Preciosa (frégate).....	34	—
L'Assumption	34	—
La Cecilia.....	34	—
La Dorothea.....	34	—
El Rosario.....	34	—
La Rosalia.....	34	—
L'Elena (corvette).....	20	—
El Infante (brigantine).....	16	—
El Cazador.....	16	—

PORT DU FERROL

Reyna Luisa.....	112	—
San Eugenio.....	80	—
San Raphael.....	80	—
Magnanimo.....	74	—
Santa Isabela.....	74	—
La Galitza.....	74	—

PORT DE CARTHAGÈNE

San Augustin.....	74	—
L'Elephante	74	—
El Angel de la Guardia.....	74	—
El Conquistador.....	74	—
El Soberano.....	74	—
El Paris.....	74	—
El Glorioso	74	—
La Diana.....	34	—
Soledad	34	—
Lecoadia	34	—
Perla.....	34	—
El Ganzo.....	30	—
El Galzo.....	19	—

TABLEAU V

Noms des régiments espagnols en garnison dans la Péninsule au moment de la déclaration de guerre :

Maison royale, gardes du corps, 3 compagnies : 1 espagnole, 1 flammande, 1 italienne.

Hallebardiers, 1 compagnie ; garde d'infanterie espagnole, 1 régiment à 6 bataillons ; gardes wallones, 1 régiment à 6 bataillons ; carabiniers royaux, 4 escadrons.

INFANTERIE DE LIGNE

Noms des régiments	Date de la formation
Rey.....	de temps immémorial
Reina.....	1537
Prince.....	1537
Galicia.....	1537
Corona.....	1537
Africa.....	1559
Zamora.....	1580
Soria.....	1591
Cordoba.....	1650
Guadalajara.....	1657
Sevilla.....	1657
Granada.....	1657
Valencia.....	1658
Zaragoza.....	1660
Espana.....	1660
Toledo.....	1661
Mallarca.....	1682
Burgos.....	1694
Léon.....	1694
Murcia.....	1694
Cantabria.....	1703
Asturias.....	1703
Navarra.....	1705
Aragon.....	1711
America.....	1764
Princessa.....	1766
Jaen.....	1793
Malaga.....	1791
Ordenes Militares.....	1793
Voluntarios de Castilla.....	1793
Vitoria.....	1794

INFANTERIE LÉGÈRE

Voluntarios de Aragon.....	1762
1 ^{er} voluntarios de Cataluna.....	1762
2 ^e voluntarios de Cataluna.....	1762
Voluntarios de Tarragona.....	1792
Voluntarios de Gerona.....	1792
Voluntarios de Barcelona.....	1793
2 ^e voluntarios de Aragon.....	1793

Cazadores de Barbastro.....	1794
Voluntarios de Valencia	1794
Canarias	1792

CAVALERIE DE LIGNE

Cuirassiers

Rey.....	1538
Reina.....	1703

Ligne

Principe.....	1703
Infante.....	1641
Borbon.....	1640
Farnesio.....	1640
Alcantara.....	1656
Espana.....	1650
Algarbe.....	1701
Calatrava.....	1708

CAVALERIE LÉGÈRE

Rey.....	1674
Reina.....	1735
Almanza.....	1676
Pavia.....	1684
Villaviciosa.....	1689
La Constitution.....	1706
Costa de Granada.....	1735
Sagunto.....	1689
Numancia.....	1707
Voluntarios de Espana.....	1762
Santiago	1703
Iusitania.....	1709

L'état complet des troupes nous ayant manqué, nous donnons cependant le nom de quelques-uns des corps ayant servi dans l'armée espagnole des Pyrénées Occidentales :

INFANTERIE

Régiment de Léon. — Régiment de Zamora. — Régiment d'Africa. — Régiment irlandais d'Ultonia. — Gardes Wallones. — Régiment de Medina Coeli. — Légion royale des Pyrénées. — Volontaires de Guipuzcoa, 3 bataillons. — Volontaires de Navarre. — Volontaires d'Aragon. — Volontaires de Biscaye, 2 bataillons. — Chasseurs Aldudiens. — Compagnie à pied des contrebandiers d'Ubeda.

CAVALERIE

Régiment de la Reine, 2 escadrons. — Dragons. — Farnèse. — Gardes du corps. — Compagnie à cheval des contrebandiers d'Ubéda.

Régiments et demi-brigades cités dans cet ouvrage comme ayant fait partie de l'armée des Pyrénées Occidentales :

INFANTERIE

148^e, 39^e, 147^e, 57^e, 72^e demi-brigade, 5^e demi-brigade infanterie légère, 40^e demi-brigade de ligne, 2 demi-brigades de chasseurs basques.

CAVALERIE

24^e chasseurs à cheval. — 11^e et 12^e hussards. — 18^e dragons. — Guides de l'armée, 2 escadrons. — Gendarmerie.

Artillerie ex La Fère, 4^e et 9^e bataillon du Bec-d'Ambèze.

Noms de quelques bataillons de volontaires et de réquisition, plus tard incorporés :

Bordeaux et Gironde, 2^e, 7^e, 8^e bataillon. — Basses-Pyrénées, 1^{re}, 2^e, 3^e, 4^e. — Gers, 3^e, 7^e. — Landes, 2^e, 3^e, 4^e. — Hérault, 3^e. — Lot-et-Garonne, 3^e, 4^e. — Jura, ? . — Aude, ? . — Hautes-Pyrénées, 1^{re}, 3^e. — Dordogne, 3^e.

Compagnies franches : chasseurs du Gers, 2 compagnies. — Chasseurs du Louvre, 1 compagnie. — Chasseurs de Bordeaux, 1 compagnie.



PLAN D'ORGANISATION D'UN MUSÉE DÉPARTEMENTAL

Par Albert PICHÉ

Messieurs,

Notre ordre du jour étant malheureusement peu chargé, j'avais songé à vous faire une communication verbale sur les progrès récents de la météorologie. La réunion de la commission mixte, dont il a été question à la dernière séance, m'a engagé à changer de sujet et à vous entretenir de l'organisation prochaine de nos collections, dans le nouveau local qui va nous être concédé. Le sujet sera plus actuel et plus pratique.

Vous vous rappelez qu'à la suite de nos instances la municipalité avait accepté de joindre nos collections scientifiques naissantes aux siennes, et de nous donner un local pour l'aménagement de ces collections.

Evidemment il nous fallait un espace assez vaste pour pouvoir les exposer et surtout pour leur donner l'extension nécessaire. Or, dans leur nouvel emplacement aux bâtiments de l'Asile, l'espace accordé au Musée d'histoire naturelle était déjà trop restreint pour loger les collections existantes et la place manquait pour développer la collection de coquilles qui vient d'être donnée.

De son côté, le Musée de tableaux réclamait une deuxième salle et la Société des Amis des Arts demandait qu'on lui accordât la surface exigée pour ses expositions annuelles.

En présence de ces compétitions, il convenait de chercher s'il était possible de donner à tous la satisfaction désirée et le meilleur moyen était de réunir les intéressés pour former une commission d'étude.

M. le Maire le comprit et s'empressa de nommer une commission mixte, composée de deux membres de la Société des Sciences, votre trésorier et votre secrétaire général ; de deux membres de la Société des Amis des Arts, MM. Fr. Roussille et Lacaze ; de deux membres du Conseil municipal, MM. Buron Albert et H. Faisans ; de M. Le Cœur, conservateur du Musée, de M. l'Architecte de la ville et des trois chefs de la municipalité,

Une seule réunion nous permet de nous mettre d'accord à l'unanimité.

Après avoir entendu l'exposé d'un projet d'avenir fait par M. Le Cœur, nous comprîmes que, pour le présent, nous devions ménager le plus possible les finances de la ville et voici à quelles conclusions nous nous sommes arrêtés.

Le Musée de tableaux aurait deux grandes salles à droite et à gauche de l'escalier au 1^{er} étage. Les Amis des Arts conserveraient les deux salles suivantes qu'ils occupaient cette année, et la Société des Sciences obtiendrait l'installation de la partie scientifique du Musée dans les deux étages de l'Est qu'occupait cette année l'exposition scolaire.

Au rez-de-chaussée donnant sur la cour triangulaire du N.-E. on placerait le laboratoire de chimie, et on réserverait un emplacement pour le laboratoire du préparateur d'histoire naturelle, s'il y a lieu d'en attacher un au Musée.

Cette solution permettrait aux trois prétendants de vivre et même de s'étendre pendant cinq ou six années, après lesquelles la ville, ayant recouvré une certaine liberté budgétaire, pourrait réaliser de plus vastes plans, par la construction de galeries parallèles ou perpendiculaires à celle qui existe.

En même temps, bien que ce sujet n'ait pas été traité officiellement, on a paru unanime à confier la direction scientifique des collections d'histoire naturelle à la Société des sciences ; c'était l'avis de M. Le Cœur dans la brochure si intéressante qu'il a publiée sur le Musée de Pau ; ce sera certainement l'avis du Conseil municipal, parce que cela est dans la logique des choses.

Nous avons donc tout lieu de nous réjouir, Messieurs, de voir enfin s'approcher la réalisation des vœux que nous formions depuis si longtemps et nous devons nous préparer à remplir convenablement notre rôle.

Vous trouverez peut-être cette communication prématurée, je le pense comme vous ; mais nous allons entrer en vacances ; cette séance est probablement la dernière de notre exercice ; si le Conseil municipal ratifie nos propositions, les travaux devront marcher vite ; il faut que vous donniez pouvoir à une commission spéciale de veiller à ce que les travaux soient faits en conformité de nos vues afin de parer aux futurs besoins, dont je vais maintenant vous entretenir.

Laissez moi vous exposer quel est à mes yeux l'idéal d'un Musée scientifique, dans un chef-lieu de département qui n'est pas centre de région ; nous aborderons ensuite le point de vue réel, c'est-à-dire la partie immédiatement réalisable de cet idéal, et nous étudierons les moyens pratiques d'exécution.

Critique des Musées actuels. — L'idéal. — Aujourd'hui, Messieurs, les villes comme la nôtre possèdent en général, à côté d'une collection artistique, un Musée qu'on appelle d'histoire naturelle. Ce sont quelques spécimens des trois règnes de la nature, provenant de dons faits par des voyageurs ou des collectionneurs. Il y a là des animaux, des végétaux, des minéraux venant des cinq parties du monde ; on y joint souvent des monnaies, des antiquités locales, des meubles historiques ; depuis quelque temps on y ajoute les objets découverts dans les grottes et les tumuli.

Tout cela constitue un ensemble assez décousu et ressemble à un vaste magasin de bric à brac, dont le propriétaire aurait un peu d'ordre. J'ajoute que ces collections sont disparates, trop peu complètes pour être rangées scientifiquement sans énormes lacunes et quelles sont assez mêlées pour n'offrir à l'esprit aucun enseignement utile au point de vue de la classification.

En outre, les objets ne portent généralement que des étiquettes scientifiques ornées de noms barbares ; On en lit une ou deux qu'on s'empresse d'oublier.

Le public passe rapidement dans ces salles, jette un regard distrait sur les objets qui attirent l'œil, traduit son impression par quelque réflexion niaise ou grotesque, et il se retire sans emporter d'autre souvenir que celui d'un cristal brillant, d'un papillon aux couleurs nacréées, ou frappé de la ressemblance d'un chimpanzé avec un de ses amis. Quant au règne végétal, il demeure inaperçu, l'herbier étant renfermé dans des cartons derrière un grillage tendu de percaline verte.

Eh bien, Messieurs, permettez-moi de vous dire que ces Musées ne servent à peu près à rien et de vous montrer comment un Musée de chef-lieu devrait être composé pour produire un effet vraiment utile, à la fois pour l'instruction populaire et pour les travaux des savants.

Vous avez entendu parler, Messieurs, de ce grand mouvement

qui s'opère en faveur des « leçons de choses » à tous les degrés de l'instruction publique.

Il y a longtemps que Rousseau avait indiqué la supériorité de ce mode d'enseignement qui consiste à faire voir les objets dont on parle.

Bien auparavant, Horace n'avait-il pas formulé ce précepte dans un distique admirablement frappé :

Segnius irritant demissa per aures
Quam quæ sunt oculis subjecta fidelibus.

Il est probable que la remarque était encore bien antérieure à Horace. Cependant il fallut de longs siècles pour que ce procédé fut appliqué en grand dans nos écoles et, comme d'ordinaire, l'idée de Rousseau a dû s'expatrier et être expérimentée dans d'autres pays, avant de revenir s'implanter chez nous.

Aujourd'hui, Messieurs, cette idée a germé dans tous les cerveaux et elle commence à agiter les bras. Il ne se passe pas de semaine sans qu'on voie apparaître un nouveau livre de « leçons de choses » pour les écoles primaires illustré de nombreuses gravures ; les éditeurs multiplient les boîtes d'objets et les Musées scolaires ; et vous avez pu voir lors de notre récente exposition d'instruction primaire, à côté de onze Musées scolaires faits par nos instituteurs, le beau Musée-Modèle exposé par M. Tourasse.

Même mouvement, quoique moins marqué dans nos lycées ; et vous savez qu'on augmente chaque jour l'importance des collections et des laboratoires pour l'enseignement supérieur.

C'est, Messieurs, qu'on ne retient bien que ce qu'on a vu, touché. Une expérience à laquelle on a assisté frappe bien plus que si elle avait été racontée ou lue ; une expérience faite par nous-même ne s'oublie jamais.

Ce mouvement qui s'opère dans l'instruction publique officielle se produit également en faveur de l'instruction populaire libre.

On fonde partout en France des Musées cantonaux, et vous savez quel succès a obtenu celui de Morlaàs devenu célèbre en Béarn, sous l'active impulsion d'un de nos membres les plus enthousiastes de progrès. Lembeye a fait un Musée pédagogique, et Monein crée en ce moment un Musée agricole.

On n'entend parler que de concours, d'expositions spéciales, générales, nationales ou internationales, et dans nos villes, parmi les concurrents, c'est à qui fera de plus belles devantures, de plus larges vitrines, qui sont des expositions permanentes et sans cesse renouvelées.

On a soif de savoir parce qu'on a besoin de savoir, et comme la vue des choses est le plus rapide moyen de les connaître, on veut voir autant qu'on veut faire voir. Suivons donc ce mouvement d'exhibition générale.

Or, Messieurs, si les cantons font des Musées destinés à recueillir et à montrer tous les trésors du passé et les richesses du présent; s'ils ont l'ambition d'élargir les esprits des habitants des campagnes par la vue de cartes et de tableaux leur donnant une idée de toute la terre et du vaste domaine des sciences, des lettres et des arts, est-ce que la logique ne veut pas que le chef-lieu d'arrondissement ait son Musée, est-ce que surtout le chef-lieu de département ne doit pas avoir le sien pour montrer à tous, ignorants ou savants, habitants ou étrangers, ce que son territoire renferme d'intéressant à tous les points de vue?

A leur tour, les grandes villes auront leur Musée régional, les capitales auront leur Musée national à côté de leurs Musées internationaux, et je ne vois pas pourquoi sur un point du globe que beaucoup estimeront devoir être la France, il n'y aurait pas un Musée terrestre absolument complet, avec département spécial pour les spécimens interplanétaires.

Mais rentrons dans notre sujet plus humble, le Musée départemental, et voyons ce qu'il doit renfermer.

Un Musée départemental ne doit pas seulement contenir des minéraux, la flore et la faune du pays; il doit embrasser l'anthropologie physique, intellectuelle et morale et surtout la sociologie locale dans son état actuel et dans son passé, dont il retracera l'évolution.

Il doit représenter non-seulement la partie de la croûte terrestre que nous habitons, la parure végétale qui forme son habit, les animaux qui animent le paysage; mais les phénomènes sociaux qui s'y passent et donner leur nombre, leur étendue, leur mesure, leur loi.

Est-ce que les phénomènes humains ne sont pas plus intéres-

sants encore que les phénomènes du monde inorganique ; est-ce qu'ils ne font pas partie de l'histoire naturelle ?

Il faut donc nous montrer l'évolution de la civilisation locale dans les monuments que le temps a laissé subsister ; les débris préhistoriques des sociétés naissantes ; les âges de la pierre et des métaux, puis toutes les reliques des temps historiques, époque par époque, et bientôt siècle par siècle ; les monuments, les demeures, les meubles et ustensiles de ménage ou de luxe, les armes, les ornements, les objets d'art.

Il faut enfin retracer les phénomènes sociaux actuels dans leur état et dans leur mouvement, nous faire toucher du doigt leur étendue dans des cartes, leur nombre par des figures géométriques et leur évolution dans des graphiques appropriés. En un mot, il faut nous faire comprendre *de visu* la statique et la dynamique sociales.

Ce Musée, tel que je le conçois, ne se bornerait pas à conserver les monuments du passé et à donner une représentation du présent, il préparerait même l'avenir ; pour cela j'y joindrais une salle du progrès, afin d'exposer à tous les inventions nouvelles et notamment un Musée pédagogique pour favoriser le développement si important de l'instruction primaire.

En ce qui concerne l'installation, je voudrais que tous les objets fussent bien exposés aux regards, accompagnés d'étiquettes très claires, très explicatives, contenant le nom populaire de l'objet, son nom français, son nom scientifique. Pour moi, la classification devrait être géographique plutôt que scientifique, tout en maintenant dans des salles distinctes les grandes divisions de la science. Tout au moins chaque espèce devrait être accompagnée de cartes de distribution géographique.

A certaines heures le Musée serait accessible à certaines personnes munies de cartes payantes, qui pourraient toucher et manier les objets, les étudier, les dessiner. J'admettrais même les prêts au dehors. Bien plus, les préparateurs pourraient être autorisés à prendre note des commandes et à les exécuter, ce qui leur constituerait un supplément important de rétribution.

Enfin j'annexerais au Musée un laboratoire de chimie pour l'ingénieur des mines et le professeur d'agriculture ;

Un cabinet de physique pour les conférences populaires ;

Un laboratoire de taxidermie ;

Un observatoire météorologique;

Un jardin botanique (au Lycée), et même zoologique (au parc Beaumont);

Un petit observatoire astronomique populaire tel que ceux qu'organise M. Vinot;

Une salle spéciale pour le Club Alpin, etc., etc. ;

Vivifiant ainsi par un monde agissant les collections mortes du Musée proprement dit.

Messieurs, vous trouverez probablement ce plan trop vaste, trop hardi, trop ambitieux. Vous me classerez une fois de plus dans l'ordre des rêveurs, dans la famille des utopistes et dans l'espèce des téméraires.

J'estime qu'un plan qui n'est après tout qu'un idéal et non un projet ne saurait être trop vaste, s'il est logique, et qu'il y a avantage à bien tracer les grandes lignes, sauf dans la réalisation à marcher peu à peu, avec mesure et prudence.

Que de villes voudraient aujourd'hui que leurs administrateurs passés eussent ainsi procédé pour l'alignement des rues, des boulevards et la distribution des places et des monuments.

Vous le voyez, Messieurs, des Musées départementaux exécutés d'après ce plan seraient tout autre chose que les Musées qui existent aujourd'hui et présenteraient un intérêt bien supérieur.

L'habitant se familiariserait, dès son enfance, avec le milieu dans lequel il est appelé à vivre; il en connaîtrait la variété et les richesses.

Le touriste en passant au chef-lieu se ferait une idée juste du pays qu'il traverse et saurait ce qu'il doit voir ou laisser de côté.

L'industriel se rendrait compte d'un coup d'œil des ressources de la région et du parti qu'il en peut tirer.

Le savant enfin trouverait réunis tous les documents imaginables sur les points qu'il veut connaître, tous les renseignements pour ses études et verrait s'il doit aller sur les lieux pour faire des recherches nouvelles.

Est-ce à dire, Messieurs, que nous excluons du Musée les objets provenant des autres pays ? En aucune façon : d'abord, si nos moyens et l'espace nous le permettent, nous pourrions étendre nos expositions aux départements limitrophes.

De plus il sera utile d'avoir des collections générales pour y comparer les nôtres. Suivant l'importance de ces collections

extra-départementales, ou même exotiques, on verra ou à les ranger dans une salle spéciale comme objets de simple curiosité, en trophées ornementaux; ou à les classer à part dans chaque salle du musée départemental, à titre de point de comparaison; ou enfin, si elles sont assez complètes, à les ranger scientifiquement pour l'enseignement des classifications.

Ne croyez pas, Messieurs, que ces vues soient un simple produit de mon imagination. On commence à les réaliser en France.

L'annuaire des Musées cantonaux, publié par M. Groult, nous le montre. Cahors a son Musée *départemental* fondé sous les auspices de la Société des études scientifiques, littéraires et artistiques du Lot. A Cherbourg, la Société des sciences naturelles organise un Musée de tous les produits de la contrée. A Nice, notre rivale, le Musée départemental des Alpes-Maritimes se crée sous le patronage de la Société des lettres, sciences et arts qui a délégué pour son organisation cinq de ses membres.

Enfin, sans sortir de notre département, M. Iriart, l'intelligent Conservateur du Musée de Bayonne, dispose ses collections déjà fort belles au point de vue nouveau que nous venons de présenter.

Le possible. — Messieurs, si vous approuvez les vues que je viens de développer, je vous propose de mettre hardiment la main à l'œuvre dès demain et de réaliser le plus possible du plan idéal tracé plus haut.

Cela fortifiera puissamment la Société des Sciences dont la constitution est si débile encore.

Etant donné le local qu'on nous promet, voici ce que nous pourrions faire.

Les deux étages comportant chacun une salle beaucoup trop grande pour sa hauteur, nous pourrions les diviser en six salles de moyenne grandeur, soit par des cloisons, soit simplement par des armoires.

L'une renfermerait la géographie physique, la minéralogie et la géologie.

La seconde contiendrait la botanique et les produits végétaux, agricoles ou forestiers.

La troisième serait consacrée à la faune régionale.

Au deuxième étage, la quatrième servirait à exposer l'anthropologie et les objets préhistoriques.

La cinquième serait réservée à l'ethnographie, à la statistique et à la sociologie.

La dernière serait la salle du progrès et du musée pédagogique.

A qui appartiendrait le Musée—Actuellement, à la Ville de Pau, qui fournit la plus grosse part des collections et qui pourvoira aux premiers frais d'entretien. Pour ma part, je ne verrais pas d'utilité à distinguer nos collections de celles de la Ville. Toutefois, si vous ne partagiez pas cette manière de voir, si vous la trouviez trop collectiviste, rien n'empêcherait la Société de réserver la propriété de ses collections.

Je ne verrais même aucun inconvénient, que dis-je, j'en trouverais des avantages à ce que la Ville permit à des administrations, à des sociétés et même à des particuliers de faire figurer dans ce Musée des objets utiles à la perfection de l'ensemble, dont cependant ils garderaient la propriété.

Je dis plus, je les autoriserais, s'ils voulaient les vendre, à mentionner le fait sur une étiquette et à indiquer le prix, tant je désire avoir une représentation immédiate aussi complète que possible de toutes les richesses du département.

Toutefois, si nous voulons réfléchir, ce n'est pas à la Ville que devrait appartenir ce Musée, mais bien au Département, puisqu'il aurait un caractère principalement départemental, et puisqu'il mettrait en valeur le département tout entier.

Il y aurait donc lieu de voir dans l'avenir si ce Musée ne devrait pas être cédé au Département, bien entendu moyennant une indemnité, ou mieux encore, moyennant une forte subvention annuelle, destinée à l'enrichir.

Qui dirigerait ce Musée ? — Je crois, Messieurs, que la Ville de Pau ne saurait mieux confier la direction de ce Musée qu'à la Société des sciences, qui comprend dans son sein non-seulement toutes les personnes du département qui s'intéressent au progrès des connaissances humaines, mais encore des savants spéciaux de haut mérite.

La direction administrative et la conservation pourraient rester entre les mains de notre honoré collègue, M. Le Cœur, ou nous être abandonnées comme on le préférerait.

La Société des sciences, c'est-à-dire nous tous, Messieurs, nous désignerions pour trois années les personnes qui doivent présider à la direction des diverses branches scientifiques et tout d'abord à leur organisation.

Et pour certaines parties qui exigent un travail matériel que ne peuvent faire des hommes aussi occupés que nos fonctionnaires ou professeurs et qui demandent une juste rémunération, nous aurions des préparateurs attachés à l'administration et mis par elle à la disposition des directeurs spéciaux. (Vous avez ici pour la minéralogie et la botanique un homme qui connaît à fond nos montagnes, M. Larrieu ; et pour l'entretien et la préparation des animaux, M. Petit, qui semble être arrivé dans notre ville à point nommé).

Des frais d'installation. — Je pense que la Ville appropriera les locaux, afin d'y installer ses collections, nous n'aurions donc qu'à surveiller cette installation pour qu'elle fut conforme à nos vues.

Les armoires et vitrines actuelles suffiraient pour les collections extra-départementales ; quant à l'installation du Musée départemental proprement dit, je pense que nous y pourrions pourvoir de la façon suivante :

Vous vous rappelez, Messieurs, que, lors de la liquidation du Congrès de Pau, il se trouvait un reliquat de 1,257 fr. 91 qui nous fut abandonné à la condition qu'il servirait à l'installation de collections archéologiques et scientifiques au Musée de Pau. Nous remplirions ainsi pleinement le vœu du Congrès et si la somme était insuffisante, nous pourrions demander à la Ville et au Département, principaux intéressés, une subvention pour frais de première installation qui ne nous serait certainement pas refusée.

Des frais d'entretien. — Nul doute que la Ville ne consente à donner chaque année la somme actuellement destinée à son Musée d'histoire naturelle, mais il faut reconnaître que cette somme deviendrait insuffisante pour peu que les collections augmentassent et surtout s'il fallait deux préparateurs pour les tenir en état et les développer.

Il y a là une question importante à étudier ; selon moi, le

Département devrait aider la Ville, puisque le Musée serait départemental; mais comme Ville et Département sont deux êtres sociaux ayant bec et ongles pour défendre leur budget qui est leur sang, il faudra d'habiles et prudentes négociations pour les déterminer à opérer une petite saignée en faveur de notre œuvre.

Reste un dernier point à examiner. Si on nous concède les locaux désirés, pendant dix mois de l'année, deux grandes salles vides nous sépareront du Musée de tableaux, notre entrée nécessaire, et formeront une lacune désagréable aux yeux, en même temps qu'un terrain perdu. Je vous proposerais volontiers d'y exposer les produits industriels du département; j'y verrais ce double avantage de les mettre en lumière au point de vue commercial et de remplir un des desiderata de mon programme.

La belle exposition que nous venons d'avoir à l'occasion du concours régional me fait espérer que cette idée, un peu étrange au premier abord, rencontrera votre assentiment.

Les produits exposés seraient enlevés chaque année pour faire place à l'exposition des Amis des Arts, et remplacés ensuite par de nouveaux produits.

Des détails statistiques sur la production, la fabrication et la vente y seraient utilement annexés sous forme de tableaux.

Je crois, Messieurs, avoir parcouru à grands traits tout mon programme; je ne sais si je me fais illusion, mais il me semble avoir un côté pratique et immédiatement réalisable.

Je suis persuadé que si notre Société accepte cette entreprise elle en sera considérablement vivifiée et peut-être déterminera-t-elle dans son sein des vocations scientifiques parmi nos jeunes recrues.

Pour atteindre ces résultats désirables que peut faire aujourd'hui même la Société des Sciences?

Nommer une commission qui s'entendra avec la municipalité pour obtenir d'elle la direction scientifique du Musée et pour veiller à l'aménagement des salles, d'accord avec M. l'architecte au moment de l'exécution des travaux de réparation.

Cette commission pourrait être composée des personnes qui plus tard devront diriger les diverses sections scientifiques :

M. Genreau pour la géographie physique et le règne inorganique ;

M. Jaudet pour la partie botanique ;
M. Monod pour la zoologie et l'anthropologie ;
M. Pozzy pour l'archéologie préhistorique ;
M. Gay, pour la statistique économique ;
M. Soulice pour la pédagogie.

Votre président tiendrait en bride ces chevaux que j'appelle
la force des choses et votre secrétaire-général jouerait le rôle
de la..... mouche du coche !



PROCÈS-VERBAUX

Séance du 20 Juin 1881.

Sous la présidence de M. le Dr MONOD

Présents: MM. Monod, Piche, Soulice, Delvaille, Sarraute, Nancy, Malan, Cadier, Isaac, Vallier, Gay, Pozzy, Beigbeder, Musgrave-Clay, Palaa, Goudard.

Après lecture et adoption du procès-verbal de la dernière séance, le secrétaire-général donne la liste des publications reçues.

Il communique ensuite les réponses et les remerciements adressés à la Société par les lauréats du concours. La Société décide que, suivant l'usage, la médaille sera en bronze doré et accompagnée d'une somme de cent cinquante francs.

M. le Dr Monod donne lecture du rapport de la commission chargée d'apprécier la valeur scientifique du Musée Petit. La Société adopte les conclusions du rapport et décide qu'il sera transmis à M. le Maire.

M. Piche lit un mémoire sur l'organisation des Musées départementaux en général et en particulier sur celle du Musée de Pau, dont la direction scientifique sera bientôt confiée à la Société et dont l'installation aura lieu dans l'extrémité Est des bâtiments de l'Asile.

M. Gay insiste pour que la direction soit une et soit seulement appuyée d'un conseil composé d'hommes compétents dans les diverses branches ou spécialités que comporte un Musée.

Ce principe est accepté.

Comme les travaux de l'architecte auront peut être lieu pendant les vacances de la Société, on procède à la nomination d'une commission qui veillera aux détails d'installation.

Elle est composée de MM. Genreau, Jaudet, Dr Monod, Gay, Soulice; le Président et le Secrétaire-général de la Société en feront partie de droit.

Sont admis comme nouveaux sociétaires :

MM. Daries	présenté par MM.	Cuq et Piche.
Picot	id.	Roussille et Garet.
Caillé	id.	Sers et Piche.

M. Soulice fait connaître que M. Pothier, de Dax, archéologue distingué, a vu la pointe de lance trouvée à Pontacq et les fragments de verre irrisé d'Abos. Il a déclaré que ces derniers provenaient d'un verre à boire romain et que la pointe de lance en silex était une des plus belles qu'on eut jamais trouvées.

Un des membres ayant soulevé la question de savoir si la Société, en déposant ses collections au Musée de la ville, avait entendu en conserver la propriété, ou s'en dessaisir au profit de la ville qui lui confierait la direction scientifique des collections d'histoire naturelle existantes, à l'unanimité la Société a décidé que les collections déposées par elle deviendraient la propriété de la ville.



COMPTES DU TRÉSORIER. — EXERCICE 1880-1881.

Recettes

Avoir au 1 ^{er} novembre 1880.....	2,469	fr 80
Cotisations arriérées.....	60	»
Cotisations de l'exercice courant.....	1,490	»
Cotisations de la section des excursionnistes.....	125	»
Vente de bulletins.....	10	»
Subvention du département.....	200	»
	<hr/>	
	4,354	80

Dépenses

Impression du Bulletin.....	725	»
Frais de recouvrements.....	41	70
Frais de distribution.....	155	70
Matériel.....	13	45
Médailles du concours.....	227	65
Frais divers.....	21	55
	<hr/>	
	1,185	05

Balance

Recettes.....	4,354	80
Dépenses.....	1,185	05
	<hr/>	
Différence.....	3,169	75
Représentée par		
Chez M. Mérillon, banquier.....	3,138	45
En caisse du trésorier.....	31	30
	<hr/>	
Somme égale.....	3,169	75

BUREAU DE LA SOCIÉTÉ

Pendant l'exercice 1880-1881.

Président : M. SERS.

Vice-président : M. le D^r MONOD.

Secrétaire-général : M. PICHE.

Secrétaire des lettres : M. BARTHETY.

Secrétaire des sciences : M. BAILLY.

Trésorier : M. SOULICE.

LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

ABBADIE (Antoine D'), membre de l'Institut, à Urrugne.

ABBADIE (Arnaud D'), à Saint-Jean-de-Luz.

ALEMAN (Joachim D'), substitut à Saint-Palais.

ALMÉIDA-ARÉAS, à Pau.

ANECOU-FALAGUET, instituteur à Urt.

APARICI DE VALPARDA à Pau.

AUDEBERT, percepteur, à Pau.

BAILLY, professeur de physique au Lycée de Pau.

BALENCIE (Gaston), à Tarbes.

BALEIX (de), à Aire (Landes).

BARTHE (Marcel), député des Basses-Pyrénées.

BARTHE (Eugène), Procureur de la République à Lourdes.

BARTHETY (Hilarion), à Lescar,

BÉARN (le Prince de), à Pau.

BERNIS, juge de paix à Arudy.

BERNIS, ingénieur à Mauléon.

L'OHIN, pasteur à Bellocq.

BORDENAVE D'ABÈRE (de), conseiller à la cour de Pau.

BOUILLÉ (comte Roger de), au Colombier, par Vivonne (Vienne).

BOUZOM, pharmacien, à Monein.

BROWN (Georges), pasteur à Pau.

BURON (Albert), à Pau.

CADAILLON, conseiller général, à Monein.

CADIER, pasteur à Pau.

CAILLOUX (Eugène), receveur de l'hospice à Pau.

CANTONNET (D^r), à Pau.

CASSOU (D^r), à Pau.

CASSOU (René), Député des Basses-Pyrénées.

CAUNA (baron de), à St-Sever (Landes).

CERQUAND, inspecteur d'académie en retraite, à Avignon.
CHATEAUNEUF (l'abbé), curé de N. D. à Oloron.
CHAMPION, libraire à Paris.
CHAUVIN, directeur de l'Ecole normale, à Lescar.
CHESNELONG, sénateur.
CUCQ (Dr), à Pau.
DAGUENET, sénateur.
DAGUILLON-PUJOL, premier président à la cour de Pau.
DARAN (Dr) à Pau.
DELCURROU, procureur général à la cour de Pau.
DELPIT, (Jules), à Bordeaux.
DELVAILLE (Dr), à Bayonne.
DUBOUÉ (Dr), à Pau.
DUCLERC, sénateur, à Paris.
DUFU (Paul), à Pau.
DUFU (Raymond), à Pau.
DUFURCQ (Jules de), à Mont.
DUTILH DE LA TUQUE, à Pau.
DUVOISIN, capitaine des douanes en retraite, à Bayonne.
ESTÈVE (comte), à Pau.
EYSSAUTIER, à Pau.
FAISANS (Henri), avocat, à Pau.
FÉLICE (de) pasteur à Lagor.
FORCADE (Henri), à Arance.
FORCADE (Dr), à Monein.
FRANÇOIS ST-MAUR, président de chambre à la cour de Pau.
FRÉCHOU, rédacteur de l'Indépendant à Pau.
GANLAYRE, inspecteur primaire à Pau.
GARDÈRES (Edmond), à Pau.
GARET, directeur de l'Indépendant, conseiller général à Pau.
GAVARDIE (de) conseiller à la cour de Pau.
GAY, Ingénieur en chef, à Pau.
GAYE (Dr) à Pau.
GENREAU, ingénieur des mines à Pau.
GONTAUT-BIRON (de), sénateur.
GORSE (André), à Pau.
GOYETCHE, à Paris.
GRAMONT (Arnaud de) à Gelos.
GRIMARD, pharmacien à Pau.
GUY, inspecteur d'Académie à Foix.
INCHAUSPÉ, secrétaire de l'évêché à Bayonne.
ISAAC, professeur au Lycée.

JAMET, professeur de mathématiques au Lycée de Nantes.

JAUDET, pharmacien à Pau.

JAUFFREAU DE LAGÉRIE, conseiller à la cour.

LABORDE (marquis de), à Paris.

LA CAZE (Louis), député des Basses-Pyrénées.

LACAZE, à Pau.

LACOSTE (D^r), adjoint au maire de Pau.

LAFARGUE (Georges), sous-préfet à Lunéville.

LAFONT, avocat à Bayonne.

LAHILLONNE (D^r), à Pau.

LAIGNEL, conseiller à la cour de Pau.

LAILHACAR (G. de), à Pernambuco (Brésil).

LAMAIGNÈRE, père, avocat à Pau.

LAMARQUE, à Pau.

LAMOTTE-d'INCAMPS, conseiller général à Pau.

LAPLACE, curé à Igon.

LARRICQ (D^r), conseiller général à Bedous.

LARROUY (Louis), au château d'Orion.

LARROUY, vétérinaire à Pau.

LARY, professeur au Lycée.

LASSEURE, avocat à Pau.

LAUSSAT (baron de) à Bernadets.

LE CŒUR, architecte à Pau.

LEGRAND, proviseur du Lycée de Pau.

LESTAPIS (Henri de), à Pau.

LESTAPIS (Jules de), sénateur, au château de Lacq.

LECHARD, à Pau.

LOUPOT, architecte à Pau.

LUPPÉ (comte de), au château d'Asson.

MAESTRONI-MEGLIA, bibliothécaire du château de Pau.

MANES (D^r), à Pau.

MARSOO (D^r), à Orthez.

MENDEZ (Elisée), à Pau.

MÉRILLON père, banquier à Pau.

MEUNIER (D^r Valéry), à Pau.

MIRASSOU-NOUQUÉ, notaire à Bedous.

MONCLAR (de), conseiller à la cour de Pau.

MONTAUT (abbé Xavier), à Oloron.

MOULINÉ (abbé), à Pardies.

MULLER, ingénieur en chef à Tarbes.

MUSGRAVE-CLAY (D^r R. de), à Pau.

NANCY, perceuteur à Pau.

OLIPHANT, à Pau.
OUREM (baron d'), à Pau.
PALAA, conducteur des Ponts-et-Chaussées, à Pau.
PÉCAUT, inspect. général de l'enseignement primaire, à Paris
PIETIT, naturaliste, à Pau.
PICHÉ, avocat à Pau.
PLANTÉ (Adrien) à Orthez.
POEYMIRAU (Ad.) à Pau.
POMIER (Dr), à Pau.
POZZI, pasteur à Pau.
PROBST, professeur de musique à Pau.
QUEUVREUX, à Bourdettes.
RENOUARD (Léopold,) trésorier-payeur général à Pau.
RIBAUT, libraire à Pau.
RIVARÈS père, à Pau.
ROBERT (Dr) à Pau.
ROCHAMBEAU (marquis de), à Vendôme.
ROQUETTE-BUISSON (comte de), à Blois.
ROUSSILLE (François), avoué à Pau.
ROUSSILLE (Paul), industriel à Pau.
SARRADON, à Pau.
SARRAILH, directeur de l'école primaire, à Monein.
SARRAUTE, vérificateur des poids et mesures à Pau.
SARTHOU, professeur au Lycée.
SCHLUMBERGER (Dr), à Pau.
SÉGUIER (baron), à Billère.
SERS (Louis), à Pau.
SOULICE (Léon), bibliothécaire-archiviste de la ville de Pau.
SUBERCAZE, à Pau.
SUSBIELLES, directeur de l'école primaire, à Bayonne.
TARRAS (Dr), à Pau.
TERRÈS, curé doyen de Lescar.
TERRIER, conseiller de préfecture, à Pau.
TOURASSE, à Pau.
VALLIER, professeur de philosophie au Lycée.
VERONESE, imprimeur à Pau.
VIDAL (Henri), à Orthez.
VILLENEUVE, Procureur de la République à Orthez.
VOOGT (le Dr de), à Pau.
YERMOLOFF, au château de Lalongue.
ZUGMAIER, professeur au Lycée.

SECTION DES EXCURSIONNISTES

BUREAU DE LA SECTION

Président: . M^{le} D^r MONOD.
Vice-Président: M. FLOURAC.
Secrétaire : M. Guillaume MALAN.
Secrétaire adjoint: M. Paul PICAMILH.
Trésorier : M. LABASTIE.

MEMBRES DE LA SECTION.

BEIGBEDER (Onésime), à Pau.
CADIER (Gustave), à Pau.
CADIER (Léon), à Paris.
CAPDEBOSC (Laurent), à Pau.
DELVAILLE (Aaron), à Pau.
FAVRE (Alexis), à Pau.
FLANDÉ (Henri), à Pau.
FLANDÉ (Paul), conducteur des Ponts-et-Chaussées à Aramits.
FLOURAC, archiviste du département, à Pau.
FORSANS (Henri), à Pau.
GAUJEAN, à Pau.
GOUDARD (Charles), négociant, à Pau.
LABASTIE (Pierre), à Pau.
LABROUCHE (Paul), avocat, à Paris.
LE BON (André), à Paris.
MALAN (Emile), à Pau.
MALAN (Guillaume), à Pau.
MALAN (Louis), à Pau.
MAUSSIÉ, receveur de l'enregistrement à Ossun.
MEUNIER (Henri), à Pau.
MONOD (le D^r) à Pau.
PICAMILH (Paul), à Pau.
PROBST (Charles), à Pau.
RANDON, instituteur à Pau.
ROBINEAU, à Pau.
SARRADON fils, à Pau.

LISTE DES SOCIÉTÉS SAVANTES
AVEC LESQUELLES LA COMPAGNIE EST EN CORRESPONDANCE

PARIS.

Société de l'Histoire du Protestantisme français.
Association française pour l'avancement des sciences.

PROVINCE.

AGEN.	Société d'agriculture, sciences et arts.
AIX.	Académie des sciences, agriculture, arts et belles-lettres.
ALBI.	Société des sciences, arts et belles-lettres du Tarn.
ALGER.	Société des sciences physiques, naturelles et climatologiques.
AMIENS.	Académie des sciences, belles-lettres et arts.
AMIENS.	Société Linnéenne du Nord de la France.
AMIENS.	Société des antiquaires de Picardie.
ANGERS.	Société nationale d'agriculture, sciences et arts.
ANGERS.	Société académique.
ANGOULÊME.	Société archéologique et historique de la Charente.
APT.	Société littéraire, scientifique et artistique.
AUCH.	Revue de Gascogne.
AVESNES.	Société archéologique.
BAGNÈRES-DE-BIGORRE.	Société Ramond.
BAYONNE.	Société des sciences et arts.
BESANÇON.	Société d'émulation du Doubs.
BÉZIERS.	Société d'étude des sciences naturelles.
BÉZIERS.	Société archéologique, scientifique et littéraire.
BLOIS.	Société des sciences et lettres de Loir-et-Cher.
BORDEAUX.	Clup Alpin, section du Sud-Ouest.

BORDEAUX.	Société archéologique.
BOURG.	Société littéraire, historique et archéologique du département de l'Ain.
BOURGES.	Société historique, littéraire, artistique et scientifique du Cher.
BOURGES.	Société des antiquaires du Centre.
CAEN.	Société des beaux-arts.
CAEN.	Académie des sciences, arts et belles-lettres.
CAHORS.	Société des études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot.
CHALON-SUR-SAÔNE.	Société d'histoire et d'archéologie.
CHAMBÉRY.	Académie des sciences, belles-lettres et arts de Savoie.
DAX.	Société de Borda.
DIJON.	Académie des sciences, arts et belles-lettres.
DIJON.	Commission des antiquités de la Côte-d'Or.
DOUAI.	Société d'agriculture, sciences et arts.
DRAGUIGNAN.	Société d'études scientifiques et archéologiques.
EVREUX.	Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres de l'Eure.
GRENOBLE.	Académie Delphinale.
LA ROCHELLE.	Académie.
LE HAVRE.	Société nationale d'études diverses.
LE HAVRE.	Société des sciences et arts agricoles et horticoles.
LE MANS.	Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe.
LIMOGES.	Société archéologique et historique du Limousin.
LYON.	Académie des sciences, belles-lettres et arts.
LYON.	Société littéraire, artistique et archéologique.
MARSEILLE.	Académie des sciences, belles-lettres et arts.
METZ.	Académie.

MONTAUBAN.	Société des sciences, belles-lettres et arts de Tarn-et-Garonne.
MONTAUBAN.	Société archéologique de Tarn-et-Garonne.
MONTPELLIER.	Académie des sciences et lettres.
MONTPELLIER.	Société pour l'étude des langues romanes.
MOULINS.	Société d'émulation du dép. de l'Allier.
NANCY.	Société d'archéologie et du comité du musée Lorrain.
NANTES.	Société académique.
NANTES.	Société archéologique.
NARBONNE.	Commission archéologique et littéraire.
NICE.	Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes.
NIMES.	Académie du Gard.
NIORT.	Société de statistique, sciences et arts des Deux-Sèvres.
ORLÉANS.	Société archéologique et historique de l'Orléanais.
ORLÉANS.	Société d'agriculture , sciences, belles- lettres et arts.
PÉRIGUEUX.	Société historique et archéologique du Périgord.
PERPIGNAN.	Société agricole, scientifique et littéraire.
POITIERS.	Société des antiquaires de l'Ouest.
RENNES.	Société archéologique d'Ille-et-Vilaine.
RHODEZ.	Société des lettres, sciences et arts de l'Aveyron.
ROCHEFORT.	Société d'agriculture, des belles-lettres, sciences et arts.
SAINT-BRIEUC.	Société d'émulation des côtes-du-Nord.
SAINT-ETIENNE.	Société d'agriculture, industrie, sciences, arts et belles-lettres de la Loire.
SAINT-JEAN-D'ANGELY.	Société Linnéenne de la Charente-Infé- rieure.
SAINT-QUENTIN.	Société académique des sciences, arts, belles-lettres, agriculture et industrie.
SOISSONS.	Société archéologique, historique et scien- tifique.
TARBES.	Société académique.

TOULON.	Société académique du Var.
TOULOUSE.	Société d'histoire naturelle.
TOULOUSE.	Société archéologique du Midi de la France.
TOURS.	Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres d'Indre-et-Loire.
TOURS.	Société française d'archéologie pour la conservation et la description des monuments.
VALENCE.	Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme.
VANNES.	Société polymathique du Morbihan.
VALENCIENNES.	Société d'agriculture, sciences et arts.
VENDOME.	Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendomois.
VERSAILLES.	Société des sciences naturelles et médicales de Seine-et-Oise.
VITRY-LE-FRANÇOIS.	Société des sciences et arts.

ETRANGER

BARCELONE.	Ateneo Barcelonès.
CHRISTIANIA.	Université royale de Norvège.
DRESDE.	Naturwissenschaftliche Gesellschaft Isis.
HARLEM.	Bibliothèque du musée Teyler.
TOPÉKA (KANSAS).	Société des sciences.
TURIN.	Comité royal de l'histoire naturelle.

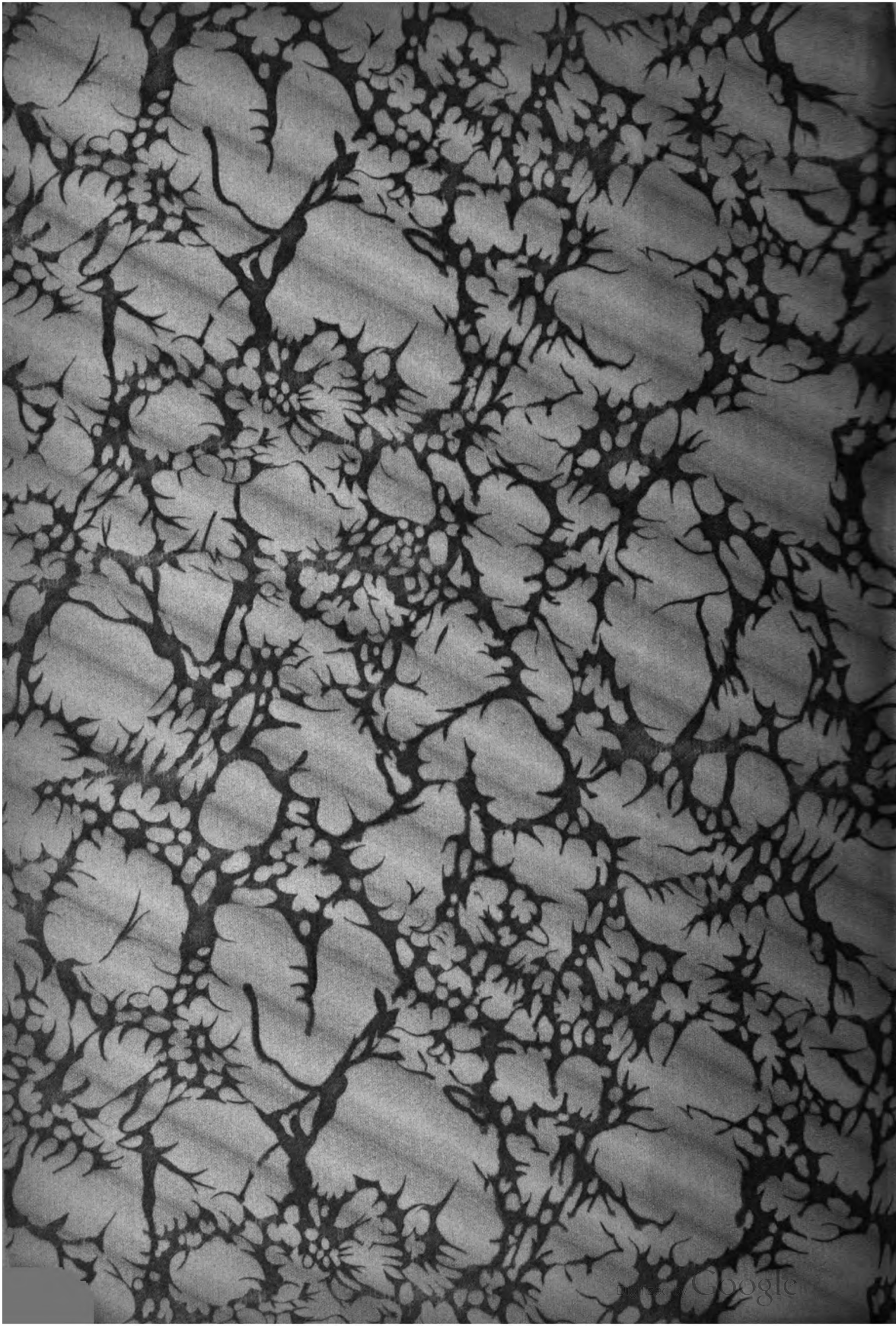
En outre, la Société envoie son bulletin aux établissements suivants :

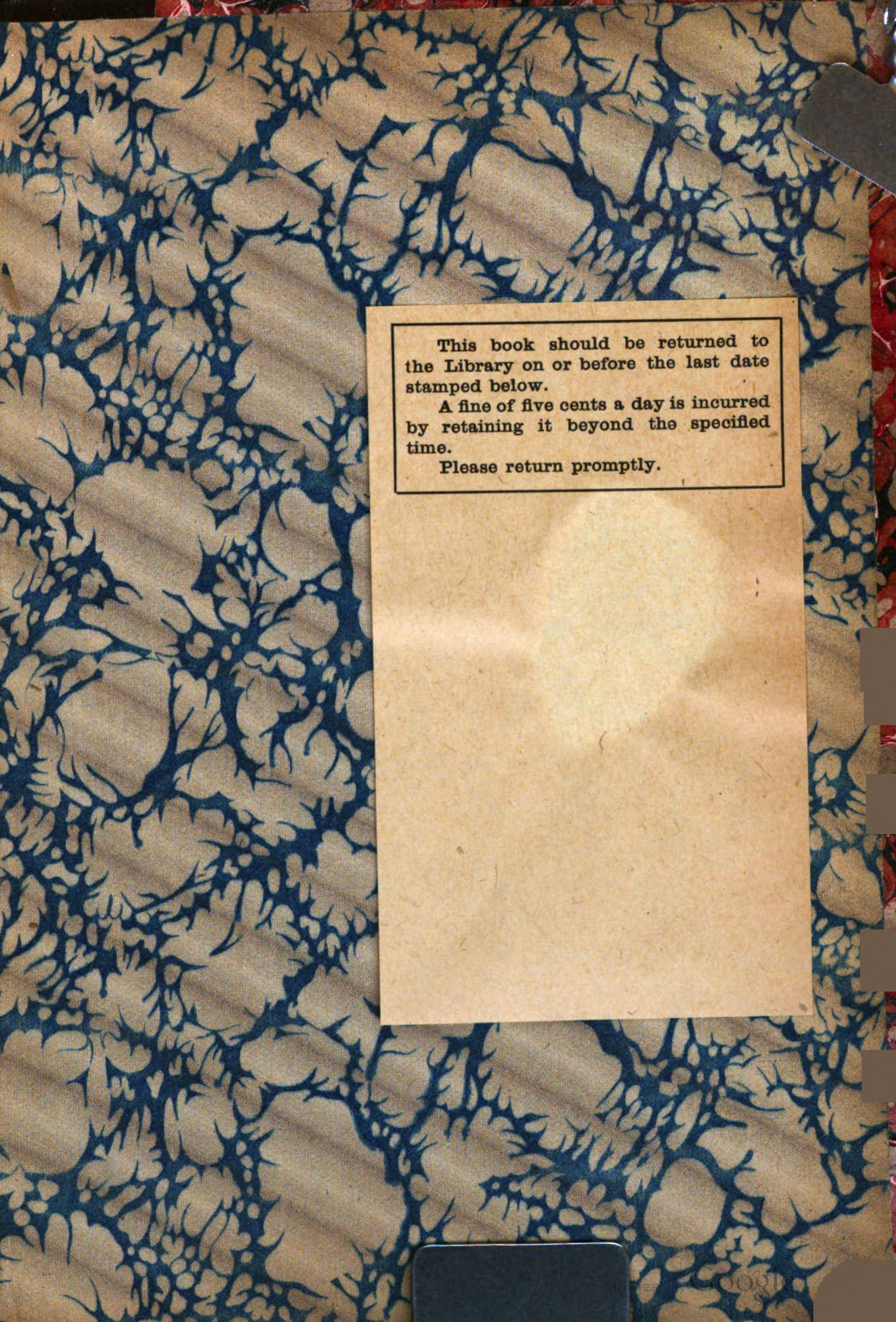
PAU.	Bibliothèques de la ville, du Château, populaire, du Palais de justice.
BAYONNE.	Bibliothèque de la ville.
—	Société philomatique.
OLORON.	Bibliothèque de la ville.



TABLE

	Pages.
Notes pour servir à l'histoire de l'instruction primaire dans les Basses-Pyrénées, par M. Soulice.....	1
Procès-verbaux des séances.....	63. 130. 322
Section des excursionnistes. Rapport par M. G. Malan.	71
Réunion du Club Alpin à Luz, par M. L. Cadier..	76
Etude sur les tapisseries du château de Pau, par M. A. Gorse.....	85
Excursion au dolmen de Buzy, par M. L. Malan.....	108
Dalmen de Buzy. Résultat des fouilles par M. Recurt.	113
Rapport sur les ouvrages présentés au concours par M. Lacaze. ...	119
Présentation d'une pointe de lance en silex, par M. Elisée Mendez...	127
Section des excursionnistes. Procès-verbaux.....	138
L'armée des Pyrénées-Occidentales, par M. Ducéré.....	145
Plan d'organisation d'un Musée départemental, par M. Piche.....	310
Comptes du Trésorier.....	324
Liste des Sociétaires.....	325
Liste des Sociétés savantes avec lesquelles la Compagnie est en cor- respondance.....	330





This book should be returned to
the Library on or before the last date
stamped below.

A fine of five cents a day is incurred
by retaining it beyond the specified
time.

Please return promptly.

Widener Library



3 2044 105 516 157

